

APRÈS LE COUP DE THÉÂTRE ALLEMAND

LE 14 octobre 1933, tandis que la Commission générale du désarmement délibérait à Genève, le gouvernement allemand a fait soudain connaître qu'il se retirait à la fois de cette Conférence et de la Société des nations. En même temps, Hitler annonçait la dissolution du Reichstag et des élections générales qui permettraient au peuple allemand de se prononcer sur la politique du chancelier.

L'Europe demeura stupide. Elle n'avait rien prévu. Elle eut quelque peine à comprendre ce qui était pourtant limpide. Elle s'efforça de sauver les apparences en mettant son silence sur le compte de la dignité et en s'efforçant de faire prendre pour du sang-froid ce qui était simple embarras. Ce qui la remplissait surtout de stupeur, c'est que l'Allemagne refusait les présents extraordinaires qu'elle lui faisait. Le dernier projet relatif au désarmement passait en effet les limites de la prudence et de la complaisance. Non seulement l'Europe ne demandait pas d'explications à l'Allemagne au sujet des armements déjà acquis depuis dix ans en violation du traité de Versailles; mais elle lui accordait un nouveau bouleversement des clauses militaires de ce traité, en prévoyant le rétablissement du service obligatoire et l'accroissement de certaines armes. Elle lui promettait mieux encore, après une période d'épreuve où devait être établi un contrôle nécessairement illusoire. Elle lui procurait enfin cet avantage extravagant d'obliger les pays comme la France à diminuer, dès la période d'épreuve, c'est-à-dire immédiatement, leur force militaire. Ce projet restera, à la charge de ceux qui l'ont conçu

et de ceux qui l'ont accepté, comme un monument d'inconscience.

Quand il fut connu que l'Allemagne le repoussait, il n'y eut qu'un cri parmi les commentateurs officiels pour déplorer une pareille décision. L'Europe, avec une étonnante naïveté, eut le souci de se montrer plus allemande que l'Allemagne. Elle assura avec solennité que le Reich allait contre ses intérêts, dont elle n'était pourtant pas juge. On vit même ce spectacle plus scandaleux encore que comique. Les mêmes apologistes qui la veille louaient le projet, exaltaient l'entente anglo-franco-américaine, et félicitaient le gouvernement français de sa sagesse, oubliaient tout à coup ces éloges inexacts et reprochaient à l'Allemagne de rejeter un programme qui lui apportait des cadeaux inespérés. Les négociateurs déçus qui, au début d'octobre, vantaient leur habileté et leur adresse, avouaient ainsi qu'ils étaient allés en vain jusqu'à la platitude. L'Europe venait de recevoir un camouflet.

Nous tiendrons pour négligeables les diverses répliques dont il fut question dans les chancelleries au cours de la semaine qui suivit. Autant de fantômes. Les uns assurèrent que la Conférence continuait, sans paraître se douter qu'elle était morte. D'autres pensèrent trouver dans le Pacte à quatre un recours suprême, sans se souvenir que le Pacte à quatre n'existait qu'en fonction de la Société des nations, d'où l'Allemagne se retirait. D'autres encore, qui étaient les jouets inconscients d'agents germaniques, parlaient d'une conversation directe entre les gouvernements de Paris et de Berlin. Des jours précieux ont été perdus à agiter ces différents projets dont aucun n'était en harmonie avec les événements. Ces flottements seraient sans intérêt s'ils ne manifestaient, hélas ! la débilité de la politique européenne. Avant le 14 octobre, les négociateurs avaient fait preuve d'incompréhension et d'inconsistance. Après le 14 octobre, ils ont fait preuve d'inconsistance et d'incompréhension.

L'Allemagne a renversé d'un seul geste le fragile échafaudage que l'Europe rêveuse avait tenté d'édifier à Genève. Tout l'effort des négociations depuis longtemps a consisté à imaginer un ajustement de règlements et de lois dépourvues de sanction, comme si toutes les nations étaient animées du même esprit pacifique et de la même volonté de coopération.

Les fait
hypoth
Genève
n'exista
réalité.
groupes
assurer
l'autre,
risque
peut pr
toute la

L'A
brutale
Incorri
comme
C'est e
termes
très bi
guerre
d'hui d
décidé
Versail
rente d
trait. D
été aut
se mon

Pou
à Gene
rieux
l'Alle
Hitler,
nique,
d'une s
socialis
dans u
coup d
force, l

Les faits donnaient constamment des démentis cinglants à ces hypothèses, sans décourager les constructeurs de pacte. Genève travaillait en vue d'une Europe unie et apaisée qui n'existait pas. L'Allemagne a fait surgir brusquement la réalité. Elle a rappelé que le monde était divisé en deux groupes de forces : d'un côté, il y a les nations qui veulent assurer la paix par le maintien et le respect des traités ; de l'autre, il y a les nations qui veulent ruiner ces traités au risque de troubler la paix. Aucun compromis de façade ne peut présentement changer cette vérité essentielle qui domine toute la politique internationale.

LES RAISONS DE L'ALLEMAGNE

L'Allemagne a été, selon ses goûts constants, théâtrale et brutale ; mais elle a fait preuve de logique et de franchise. Incorrigibles sont ceux qui se sont demandé avec étonnement, comme s'ils tombaient de la lune : « Que veut l'Allemagne ? » C'est exactement la question qu'ils posaient, dans les mêmes termes, les derniers jours de juillet 1914. L'Allemagne savait très bien en 1914 ce qu'elle voulait : elle s'appropriait à faire la guerre et à violer la Belgique. Elle ne sait pas moins aujourd'hui ce qu'elle médite, et elle ne s'en cache pas : elle est décidée à se libérer de tout ce qui la gêne dans le traité de Versailles, et à s'armer. En juillet 1914, elle n'était pas différente de ce qu'elle avait été la veille : simplement elle se montrait. De même en octobre 1933 à Genève, l'Allemagne n'a pas été autre que ce qu'elle est depuis dix ans ; simplement elle se montre.

Pourquoi a-t-elle fait connaître brusquement sa décision à Genève en octobre 1933 ? Les raisons n'ont rien de mystérieux. On a cherché les causes dans la politique intérieure de l'Allemagne, et c'est légitime dans une certaine mesure. Hitler, qui a déjà beaucoup fait pour reconstituer l'unité germanique, n'est sans doute pas fâché de trouver l'occasion nouvelle d'une sorte de plébiscite, consacrant la domination du national-socialisme. Il n'est pas fâché non plus de fortifier son prestige dans un pays où il y a beaucoup d'éléments de trouble, beaucoup d'inquiétudes et, sous l'apparente discipline qu'impose la force, beaucoup de ferments de discorde sociale et religieuse. Il

n'est pas fâché enfin de donner à l'imagination et au sentiment germaniques un motif de fierté et d'exaltation. Si peu qu'existe en Allemagne un esprit public, il y en a un très excité présentement, et il est instinctivement beaucoup plus favorable aux chefs qui manifestent une volonté nationale qu'aux subtilités même prolitables des diplomates. C'est un fait curieux, mais c'est un fait, que Stresemann, qui a rendu de si grands services à l'Allemagne et qui a dupé avec supériorité M. Briand, n'est pas aujourd'hui très populaire. Sa méthode, qui a été si utile au Reich dans les temps où il l'a employée, n'a pas l'éclat et le tranchant qui plaisent outre-Rhin. Hitler a pensé que la retraite de Genève accomplie avec quelque fracas et la condamnation solennelle de la Société des nations seraient considérées avec ferveur comme des preuves de force.

Mais ce ne sont pas là les raisons profondes de sa décision. La politique extérieure de l'Allemagne, inspirée par la Reichswehr, la grande industrie et les dirigeants de Prusse, a sa continuité. Depuis dix années, l'Allemagne a obtenu de la Société des nations, des conférences et des négociations, tout ce qu'elle désirait. Son art diplomatique serait digne de la plus grande admiration, si en vérité le destin ne lui avait donné des interlocuteurs introuvables. Elle a manœuvré M. MacDonald, M. Briand, M. Herriot et M. Boncour comme elle a voulu. Elle a largement usé des facilités que lui procurait leur faiblesse. Elle a donc exécuté grâce à eux la première partie de son programme. C'est-à-dire qu'elle a tiré des conférences et des négociations les avantages essentiels qui sont : 1^o la fin du contrôle militaire, et la tolérance relative à ses armements, symbolisée par le mot de M. Briand disant à Stresemann qu'il jetait au panier les documents qui lui étaient apportés sur les infractions du Reich ; 2^o la fin des réparations, qui lui a permis d'user de ses ressources et de ses emprunts pour alimenter à sa façon son budget militaire ; 3^o l'évacuation anticipée de la rive gauche du Rhin.

Historiquement, c'est le jour où les troupes françaises ont évacué Mayence qu'une ère de difficultés nouvelles a commencé pour l'Europe. Le triomphe d'Hitler et son avènement ont été le signe visible que cette ère était ouverte. Jamais peut-être dans les annales des peuples on n'avait vu ce spectacle étrange de vainqueurs s'appliquant à remettre au

pouvoir chez l'ancien ennemi les hommes qui avaient provoqué la guerre, qui les avaient menacés de mort et qu'ils avaient vaincus après des années de sacrifices. C'est pourtant la gageure qu'a tenue la politique internationale.

Que restait-il dès lors à faire à l'Allemagne pour qu'elle pût se dégager des traités et reprendre d'ambitieux desseins ? Il lui restait à reconstituer une armée. C'est déjà un fait accompli dans toute la mesure où c'était possible en secret, par des moyens occultes. Pour aller plus loin, le traité est cependant une gêne. Il est possible par exemple de créer une aviation commerciale qui soit une aviation militaire camouflée. Mais il est plus difficile de construire une artillerie lourde et de rétablir le service militaire obligatoire. L'Allemagne était donc arrivée à ce point du développement de son programme de réarmement où elle avait besoin de recouvrer sa liberté complète. C'est ce qu'elle a essayé de conquérir par cette longue campagne où elle a réclamé le désarmement de l'Europe, et où en réalité elle ne pensait qu'à obtenir son réarmement. De là est sortie la théorie de l'égalité des droits, pour laquelle le gouvernement français a montré, après les élections de 1932, une faiblesse inexcusable. De capitulation en capitulation, la Conférence de Genève en est arrivée à accorder à l'Allemagne presque ce qu'elle voulait. Mais, à moins de signer son abdication, elle ne pouvait pas cependant lui accorder tout. Elle ne pouvait pas aller jusqu'à transformer une assemblée chargée d'étudier le désarmement en une assemblée donnant un blanc-seing à l'Allemagne pour s'armer. Elle a donc usé encore de quelques formules, elle a fait de modestes réserves, elle a prévu un contrôle. Il est probable que l'Allemagne aurait consenti à se prêter à cette comédie, et accepté ces conditions si elle avait eu besoin de cet accord comme d'une étape. Elle a préféré s'en dispenser, parce qu'elle a jugé le moment venu de briser d'un coup tous les liens.

C'est à notre avis ce qu'il y a de plus grave dans la décision du Reich. A la vérité, l'Allemagne n'a rien révélé, en se retirant de la Société des nations, à ceux qui ne sont pas obnubilés par les explications officieuses et par les fausses prédictions internationalistes. Elle n'a rien ajouté à ce qu'on savait touchant sa volonté d'armer, et sa volonté de faire valoir à sa façon ses réclamations futures contre les clauses territoriales

des traités. Mais elle a marqué par sa décision de Genève que l'heure était venue pour elle de passer aux actes.

Cette heure, elle l'a depuis longtemps prévue. Tous les articles et tous les ouvrages sur l'organisation future de l'armée allemande indiquaient que le Reich interviendrait une année avant 1933. Il y avait deux raisons. L'une toute psychologique, l'autre technique. Moralement les dirigeants du Reich étaient préoccupés de l'état d'esprit de la jeunesse qui ne passait plus par la caserne. L'Allemagne qui est le pays de la discipline est aussi le pays des troubles mouvements révolutionnaires, du déchainement des instincts, des forces élémentaires, et le service militaire y était une garantie contre le bolchévisme et l'irrégion. On a eu beau multiplier les sociétés sportives et les associations, Hitler a bien vite senti la nécessité de les militariser, et de préparer ainsi le retour à la conscription qui est dans les desseins des chefs. Pratiquement, l'État-major a, en outre, toujours considéré qu'il reconstituerait le statut de l'armée allemande avant 1933. De 1919 à 1933, en effet, l'Allemagne, comme d'ailleurs tous les pays qui ont fait la guerre, disposait de la masse des anciens combattants, et cette réserve latente, instruite par l'expérience, remplaçait largement les disponibilités que l'organisation officielle de l'armée ne lui donnait pas. Mais en 1933, tous les anciens combattants ont vieilli, les plus jeunes sont devenus des territoriaux. C'est la date fixée depuis longtemps par un état-major prévoyant pour revenir à une loi militaire fondée sur la conscription.

Si l'Europe avait été attentive à tout ce qui se dit et s'écrit en Allemagne depuis dix ans, elle n'aurait eu aucun doute sur la pensée directrice qui inspirait le Reich dans les discussions de Genève. Toute la question était de savoir aujourd'hui comment le Reich apprécierait les résistances possibles de l'Europe. Il aurait continué de négocier, pour peu qu'il redoutât ses interlocuteurs. En se conduisant comme il l'a fait, il a montré crûment le mépris où dès aujourd'hui il tient l'Europe, et le sentiment qu'il a de pouvoir tout faire impunément. L'Europe s'est d'ailleurs empressée de justifier ces opinions peu flatteuses. Au lieu de réagir, elle s'est effacée. Le fameux front anglo-franco-américain, si vanté tant qu'il s'agissait de diminuer la puissance militaire de la France et de ses alliés,

a disparu comme par enchantement dès qu'il a fallu faire une réplique au Reich. Hitler a eu la satisfaction, pour commencer, de constater que sa décision avait jeté le désarroi parmi ses interlocuteurs, et qu'unis pour parler, ils étaient parfaitement désunis pour agir. Cette situation serait fort inquiétante si elle était durable. Mais, à moins de défaillances des gouvernements qui seraient moralement coupables et pratiquement périlleuses, les événements imposeront vite une ligne de conduite. Et c'est ce lendemain qui importe, puisque l'avenir en dépend.

QUE FERA LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ?

Le premier acte de la Société des nations devrait être de répondre à l'Allemagne en faisant la constatation publique de la non-exécution des traités par le Reich. L'Assemblée de Genève, mal conseillée et mal conduite, a eu trop d'occasions de manifester son impuissance et elle a laissé dépérir son autorité. Elle peut la reconquérir en remplissant sa mission qui est de défendre les traités et de rappeler le droit. Elle n'a pas été créée pour être un instrument de bouleversement international. Tout au contraire, elle a été instituée pour être la protectrice du statut de l'Europe nouvelle. C'est par faiblesse qu'elle s'est laissé entraîner à des labeurs qui dépassent de beaucoup ses forces et qui faussent son esprit. L'histoire de la Conférence du désarmement est pleine d'enseignements. Elle montre à quels accidents et à quel discrédit s'expose la Société de Genève quand elle renie sa mission véritable et quand, sur les instances de manœuvriers qui ne sont pas sans arrière-pensée, elle fait le contraire de ce que par destination elle doit. Elle a cédé à ceux qui lui conseillaient d'entreprendre hâtivement, et quand les conditions nécessaires n'existaient pas, l'étude de la réduction des armements. Elle a abouti à la pire confusion. La décision de l'Allemagne lui donne l'heureuse faculté de tout remettre au point.

Ce que la Société des nations a le devoir de faire tout de suite, c'est de rappeler quelles sont les données juridiques de la question des armements. Elle le peut aisément. Rien n'est plus clair. Les textes qui régissent toute la matière doivent être remis publiquement en mémoire. C'est d'abord l'article VIII du

pacte de la Société des nations qui mentionne « la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposées par une action commune ». C'est ensuite la phrase du même article qui décide que le Conseil de la Société, « tenant compte de la situation géographique et des conditions spéciales de chaque État, prépare les plans de cette réduction, en vue de l'examen et de la décision des divers gouvernements ». C'est enfin et surtout le préambule de la partie V du traité de Versailles qui dit : « En vue de rendre possible la préparation d'une limitation générale des armements de toutes les nations, l'Allemagne s'engage à observer strictement les clauses militaires, navales et aériennes ci-après stipulées. »

Rien de plus net que ces textes. Les auteurs du traité, inspirés par des sentiments généreux, espéraient qu'après une terrible épreuve les peuples voudraient un jour procéder à une organisation meilleure, et que dans un monde apaisé, où les traités seraient acceptés comme la loi suprême, il serait possible d'entreprendre par étapes une œuvre prudente et lente. Si la Société des nations avait été sage, elle aurait résisté, au début de 1932, aux augures pressés qui réclamaient la convocation de la Conférence du désarmement. Le problème n'était pas mûr, puisqu'il n'y avait plus ni Société des nations complète, l'Amérique étant absente, ni pacte de garantie, l'Amérique ayant refusé de signer le traité, ni statut de l'Europe nouvelle accepté, l'Allemagne ne cessant de protester, ni observation stricte des clauses militaires, le Reich ayant accumulé les manquements. Pour avoir passé outre, l'Assemblée de Genève est allée à un échec.

Il faut revenir sans retard et avec franchise aux principes. Il faut proclamer cette vérité que l'Allemagne n'a aucun droit à formuler la moindre requête sur les armements. Juridiquement, la thèse soutenue par l'Allemagne à Genève n'était pas recevable. L'Allemagne n'était pas directement intéressée à la réduction des armements, puisque son statut militaire était spécialement fixé par le traité. Elle n'avait pas à réclamer une modification de ce statut, puisqu'il était considéré comme une précaution indispensable pour l'avenir, comme une garantie de paix, comme la condition nécessaire de toute étude sur la réduction des autres armées. Elle n'avait

aucune requête à adresser en se fondant sur le traité, puisque le traité ne contenait aucune promesse à l'égard des États dont les armées étaient limitées, aucune promesse sur le nivellement ou l'égalité des armements.

Cette position du problème, évidente par elle-même, est fortifiée par trois documents. En 1919, le gouvernement allemand a déjà essayé de faire inscrire dans le traité que le Reich désarmerait *à condition* que la suppression du service militaire obligatoire soit rapidement admise par les autres nations comme par l'Allemagne. M. Clemenceau répondit que, conformément à l'esprit du traité et du pacte, les dispositions concernant les armements de l'Allemagne avaient pour objet non seulement de la mettre dans l'impuissance de reprendre sa politique d'agression, mais de rendre possible une réduction générale des armements. Il ajoutait aussitôt que l'Allemagne devait consentir *sans condition* au désarmement qui précéderait l'étude des Puissances alliées touchant une réduction des armées. A la même date, en 1919, dans les discussions préliminaires concernant la Société des nations, le délégué italien, M. Scialoja, indiqua avec beaucoup de perspicacité qu'il était bien entendu qu'un État, même admis dans la Société des nations, ne serait nullement libéré de ses engagements antérieurs. Enfin lorsque l'Allemagne est entrée dans la Société des nations, elle n'a nullement réclamé une égalité d'armements qu'il était impossible de lui accorder. Et au moment des conversations de Locarno, il a été précisé qu'il n'était pas question de proportionner les statuts militaires des États membres de la Société des nations au statut spécial de l'Allemagne tel qu'il est défini dans le traité de Versailles.

Dira-t-on que depuis lors la politique internationale a évolué et qu'elle a pris des engagements nouveaux? Nous ne le pensons pas. Il est exact que les négociations qui ont eu lieu à Genève et ailleurs ont prévu des concessions qui pourraient être faites à l'Allemagne, mais non sans une précaution élémentaire. En particulier, la convention signée le 11 décembre 1932 a eu la faiblesse de reconnaître le principe de l'égalité des armements; cette convention imprudente, qui reste une faute, avait du moins un correctif d'une importance capitale : sa mise en vigueur était subordonnée au renforcement de la sécurité. Qui soutiendra que la politique hitlé-

rienne ait apporté au monde cet apaisement nécessaire? Si la Société des nations veut faire œuvre utile, elle devra donc avoir le courage d'ouvrir le dossier des infractions de l'Allemagne et de proclamer que la non-exécution du traité maintient le monde dans un état de trouble.

Plusieurs articles documentés ont renseigné les lecteurs de la *Revue* sur les armements de l'Allemagne. Nous ne reviendrons donc pas sur ce sujet. Nous nous contenterons d'indiquer les clauses essentielles du traité qui ont été violées et qui fournissent autant d'articles du réquisitoire que Genève pourrait prononcer sur les manquements de l'Allemagne: 1^o réorganisation du grand État-major, supprimé par le traité; 2^o reconstitution de l'organisme de mobilisation, qui était interdit; 3^o travaux exécutés dans plus de cinquante usines, alors que huit seulement étaient autorisées; collusion avec la Russie soviétique; 4^o activité de l'État-major allemand en pays étrangers, notamment en Autriche et en Hongrie; 5^o maintien de fortifications dans des régions où elles auraient dû disparaître; 6^o constitution d'une aviation sous les apparences d'une aviation commerciale; fabrication de prototypes; formation de pilotes, dans des proportions qui sont en contradiction avec le traité; 7^o fabrication de gaz, formellement défendue par le traité, stockage de gaz révélé notamment par la catastrophe de Hambourg; 8^o armements clandestins révélés par le budget militaire du Reich dont les chiffres extraordinaires autorisent à supposer un excédent considérable dans la fabrication des armes et des cartouches. Ce ne sont là que les têtes de chapitres d'un rapport qu'il serait facile d'établir et qui devrait être rédigé depuis longtemps.

La Société des nations peut aisément prouver que l'Allemagne a déjà armé et se prépare à armer davantage. A-t-elle les moyens de la rappeler à l'ordre autrement que par un avertissement platonique? Elle n'a aucun outil matériel d'autorité, et c'est ce qui explique que le Reich, en quittant Genève, se soit si peu soucié du blâme qu'il pouvait encourir. Les Puissances européennes, les anciennes Puissances alliées et associées, ont-elles du moins, elles, le moyen de contraindre l'Allemagne à l'observation de ses engagements? Elles ne l'ont plus. Elles ont perdu leur moyen naturel de persuasion et d'action le jour où elles ont décidé d'évacuer prématurément

la Rhénanie. Elles ont commis ce jour-là une faute historique et sous prétexte de liquider la guerre et d'inaugurer une époque nouvelle de solidarité, elles ont à la légère compromis l'avenir et mis la paix en danger. Si elles étaient encore à Mayence, elles seraient en droit d'y rester, aux termes mêmes du traité, aussi longtemps que l'Allemagne ne leur donnerait pas de garantie suffisante. Par faiblesse et par ignorance du germanisme, elles ont fait le contraire de ce que réclamaient l'intérêt de la sécurité et l'intérêt des jeunes générations.

Cette erreur capitale est-elle réparable? Les Puissances retourneront-elles à Mayence? A moins que les événements ne les y contraignent, elles n'accompliront pas cet acte d'énergie, qui assurerait des années de paix. La conclusion inéluctable, si amère soit-elle, c'est que l'Europe s'est gravement trompée, et qu'elle n'est pas en état d'empêcher l'Allemagne de s'armer. La constatation des manquements du Reich à Genève n'en est que plus indispensable. En octobre, peu avant la retraite des Allemands, il y a eu dans les commissions des discussions très intéressantes sur les minorités allemandes, prouvant que l'opinion européenne pouvait exister. La reconstitution de la puissance militaire de l'Allemagne impose à l'Europe une politique nouvelle. Et de cette politique dépendent la sécurité du lendemain, la tranquillité du monde et le salut de la civilisation.

L'ACTION DE LA FRANCE

La France a dans ces conjonctures une grande mission à remplir, et une mission tout à fait conforme à ses traditions. Car ce n'est pas pour elle exclusivement qu'elle travaillera. Son intérêt, comme il est souvent arrivé dans l'histoire, s'accorde avec l'intérêt général de l'Europe, en particulier avec l'intérêt des petites nations dont elle est l'amie et qui ont besoin de son appui comme elle a besoin de leur concours.

Nous savons que cette politique se heurte à certaines difficultés dont nous parlerons librement. Les Puissances anglo-saxonnes ne paraissent pas encore voir clair; elles n'ont pas reçu la leçon des événements. Elles nous ont conduits là où elles ont voulu depuis dix ans. Elles ont eu l'adresse de laisser le briandisme tenir le devant de la scène, mais en réalité c'est

elles qui ont tout gouverné. Ce serait un très grand malheur pour l'Europe si elles s'obstinaient, un plus grand malheur encore, et peut-être catastrophique, si nous continuions à montrer à leur égard la docilité dont nous avons fait preuve.

Sous l'impulsion de M. MacDonald, internationaliste et germanophile, l'Angleterre suit une voie que beaucoup d'Anglais, informés des affaires diplomatiques, n'approuvent pas. Nous avons pour l'Angleterre la plus vive amitié. Nous savons tout ce qu'elle a accompli pendant la guerre. Nous savons quelle place elle tient dans le monde et ce qu'elle peut pour le bien général. Mais nous pensons qu'elle fait fausse route en ce qui concerne l'Allemagne. En ne cédant plus à sa pression, nous pourrions avoir conscience de prendre un parti absolument nécessaire non seulement pour nous, mais pour elle. Si, comme le bruit en court, le gouvernement de M. MacDonald avait la folle pensée de ramener l'Allemagne à la Société des nations en lui faisant de nouvelles concessions à nos dépens, nous serions en droit de refuser, et de nous expliquer à ce sujet avec toute la franchise que conseillent l'amitié, le souvenir des épreuves passées, et le sentiment des périls futurs. Il vaudrait mieux pour nous quitter la Société des nations et attendre des temps meilleurs, que de rester soumis aux conceptions de M. MacDonald.

Nous trouverions d'ailleurs en Angleterre même d'excellents esprits qui seraient de notre avis. M. Wickham Steed, ancien directeur du *Times*, qui n'est pas suspect de sévérité à l'égard de l'institution genevoise, a dit sur l'état de l'Europe des vérités essentielles. La *National Review* a fait une brillante et courageuse campagne sur les erreurs de M. MacDonald. Des hommes d'État, M. Winston Churchill entre autres, ont montré qu'ils se rendaient exactement compte du péril germanique et de l'importance capitale de l'armée française comme sauvegarde de la paix. Même des écrivains qui, au cours des dernières années, ont été favorables à l'Allemagne commencent de reconnaître ce qui est. Tel M. Garwin, qui écrit dans l'*Observer* : « Le problème entier du désarmement, comme celui de la revision, a changé fondamentalement. Bon nombre de ceux qui sont informés le voient. Mais peu le disent. Le temps est venu de parler franc. La paix peut être sauvée presque certainement encore par une ferme

détermination de la conserver et par une irrésistible combinaison des forces dans ce dessein. Rien autre ne peut la sauver. Elle ne pourra jamais être sauvée dans des circonstances si profondément modifiées par les méthodes employées jusqu'à présent à Genève. »

Quelles méthodes convient-il donc d'adopter? Celles qui ont fait leurs preuves dans le passé, celles qui sont fondées sur la possession de la force morale et matérielle, et sur les amitiés et les alliances. Il n'y en a pas d'autres. La seule innovation possible aurait pu résulter d'une volonté d'intervention absolue et immédiate de la part des États membres de la Société des nations. Elle n'a pas été adoptée. L'Amérique et l'Angleterre, qui détenaient seules le secret de cette politique, l'ont écartée. Elles l'ont même écartée deux fois, d'abord en abandonnant le pacte de garantie qui était la base du traité de Versailles, ensuite en se refusant à Genève à prendre des engagements. En agissant ainsi ces deux grandes Puissances ont privé le monde de l'organisation de la paix qu'il espérait. Elles ont agi selon leurs préférences, librement et en toute souveraineté. Ce n'est pas en vérité une raison, parce qu'elles ne veulent pas garantir la sécurité, pour qu'elles imposent l'insécurité en contraignant les autres nations à des mesures de désarmement, et en préparant des cataclysmes.

C'est vers la France que se tournent donc les nations de l'Europe nouvelle que menace le germanisme, les pays de la Petite Entente, la Pologne, à laquelle nous sommes liés par un traité qui fut l'œuvre personnelle de M. Briand à une époque où il ne s'abandonnait pas encore aux utopies de Thoiry. Ces amitiés et ces alliances sont destinées à assurer la paix. Elles ne nous empêchent nullement d'entretenir de bons rapports avec les autres pays, non seulement avec l'Angleterre, dont le sort, quoi qu'elle fasse, est étroitement uni au nôtre, mais avec l'Italie, que ses destinées, comme les nôtres, opposent au développement excessif du germanisme. Une étroite collaboration avec les pays de l'Europe centrale qui sont nos amis doit être le principe maître de notre politique. Ils ont les mêmes besoins que nous, ils ont le même amour de la paix que nous, ils ont le même attachement que nous aux traités qui assurent leur existence. Leur armée, leur aviation, la proximité où ils sont de l'Allemagne, sont autant de raisons

pour le Reich de respecter la force qu'ils représentent avec nous.

Toute la politique allemande a consisté à différentes reprises à nous séparer de nos amis. Le Pacte à quatre a rendu sensibles pour tout le monde les conséquences d'une diplomatie qui nous éloignerait d'eux. Lors des négociations de ce traité, l'attitude résolue de la Petite Entente et de la Pologne a rendu service à l'Europe entière et nous a préservés d'entraînements dangereux. L'Allemagne n'a pas renoncé à intriguer. C'est ce qui rend particulièrement douteux ces projets de conversations directes entre Paris et Berlin dont il a été question au milieu d'octobre. Il faut être bien naïf pour ne pas discerner que de pareilles négociations sont présentement sans objet valable. L'Allemagne a beaucoup à nous demander et nous n'avons rien à lui donner, puisque nous avons déjà accordé tout ce qui pouvait être cédé.

Hitler, avec une remarquable désinvolture, a dit que, sauf la question de la Sarre, il n'y avait plus de problèmes entre l'Allemagne et la France. C'est expédier un peu vite ce problème sarrois qui est de grande importance, et que nous devons examiner de près. Le territoire de la Sarre forme un glacis précieux devant une partie découverte de notre frontière. La population jouit d'un régime favorable sous le contrôle de la Société des nations. Il est nécessaire qu'elle puisse dire librement si elle a le désir de le garder et qu'elle puisse se prononcer sans crainte. Il est nécessaire que nous nous opposions à un règlement hâtif à nos dépens.

Ce qui est plus grave encore dans les propos d'Hitler, c'est que, dans cette liquidation des affaires franco-allemandes, il ne tient aucun compte de nos amis. La politique germanique a pour objet audacieux de nous inciter à nous désintéresser d'eux et de nous offrir la sécurité contre cet abandon. Contrat de dupe : car après avoir cru acheter ainsi la paix, nous nous apercevrons vite que nous sommes à la merci de l'Allemagne, et qu'après nous avoir donné à choisir entre le déshonneur ou la guerre, elle nous réserve à la fois le déshonneur et la guerre. Ce n'est pas cette voie qui mène à de bons rapports très souhaitables avec le Reich. L'Allemagne ne respecte que les puissants. Nos relations avec elle seront d'autant plus correctes et d'autant plus aisées qu'elle nous sentira plus fermes.

Selon la maxime éternellement vraie du maréchal Lyautey, la bonne méthode consiste à manifester la force pour n'avoir pas à s'en servir.

Enfin, c'est sur l'existence de notre armée qu'il faut nous appuyer, et, dans les circonstances présentes, toute diminution de notre puissance militaire serait criminelle. Cela, tous les Français doivent le savoir, et cela, la France doit le dire avec calme mais avec netteté aux nations qui auraient la pensée de nous demander de nouveaux sacrifices. Il est de mode chez les internationalistes de dire que l'existence d'une armée en 1914 n'a pas empêché la guerre. Il n'y a pas de moyen humain d'empêcher un conflit, s'il se trouve, comme en 1914, un peuple vigoureux et exalté, tel que l'Allemagne, décidé à le provoquer. Mais l'existence de notre armée a sauvé l'Europe de la servitude.

C'est parce qu'il y avait dans notre pays une école d'officiers qui s'était en silence et avec désintéressement préparée à sa mission, c'est parce qu'il y avait le soldat français, que la ruée germanique, retardée par l'héroïsme belge, a pu ensuite être arrêtée et que le monde menacé a eu le temps de se préparer à une lutte qui a duré quatre années. Le maréchal Foch, à la fin de sa vie, répétait sans cesse que tout l'objet de la politique devait être d'éviter le retour d'une pareille épreuve et il en indiquait les moyens. Ils ne sont pas tous en notre possession, et l'Europe a renoncé imprudemment à cette garde du Rhin qui était la garantie certaine de la paix. Mais il y en a un qui est essentiel et qui dépend de nous, c'est d'être armés.

Alors, diront les pessimistes, c'est la course aux armements? Mais non. La course aux armements n'est qu'une formule, et dans le temps présent c'est une formule vide de sens. Pour une nation pacifique comme la France, qui n'a aucun dessein agressif, armement signifie organisation de la défense dans les conditions nécessaires et suffisantes. L'expérience de la guerre de 1914 nous a beaucoup appris. Il y a, pour que la défense d'un pays soit assurée, un minimum indispensable, au-dessous duquel il y a des risques, mais qui ne suppose aucune course. Des fortifications, des soldats pour les occuper, des forces actives disponibles pour faire face aux nécessités stratégiques de l'action, et pour per-

mettre à l'armée la mobilisation des réserves nécessaires, du matériel, une puissante aviation, une marine suffisante, un aménagement scientifique de l'industrie, telle est l'armée moderne. Un grand pays, que sa situation géographique expose au danger, ne peut s'en passer sous peine d'abdication, mais il peut la posséder, l'entretenir, la perfectionner et sans plier sous le poids de charges trop lourdes. C'est affaire de volonté, de confiance, de méthode et de moral national.

Les temps difficiles que nous vivons doivent nous trouver résolus. Ils nous imposent des devoirs qui ne dépassent ni notre savoir ni nos ressources. Après bien des détours, marqués par bien des erreurs, le destin offre une fois encore à la France l'occasion de remettre de l'ordre dans ses affaires et dans les affaires de l'Europe. L'Allemagne, au fond, a rendu service par sa manifestation brusque : elle a donné au monde qui sommeillait et qui rêvait un avertissement qui, à moins de folie, ne saurait être oublié. Avec nos amis et nos alliés, avec notre force militaire, nous sommes en état de faire réfléchir ceux qui auraient de mauvais desseins, et d'attendre du temps la chance de modifier les dispositions turbulentes. Mais cette conduite a une condition absolue : elle exige notre vigilance, notre activité, notre souci de la force nationale.

C'est dire que le péril le plus grand qui nous menace est chez nous ; il est dans les défaillances que la politique électorale peut causer, dans la carence des gouvernants, anéantis par le régime des partis, dans le fléchissement des esprits. Les conjonctures ne nous sont pas contraires : mais notre salut dépend de nous.

★ ★ ★

LA PIERRE DE SCANDALE

PEU de livres sont plus documentés et plus évocateurs que les *Instructions nautiques* publiées par le service hydrographique de l'Amirauté. Ce sont de beaux volumes, reliés en toile souple de différentes couleurs, et le plus cher de tous est bon marché. Pour quatre shillings, vous pouvez acheter le *Pilote du Yang-Tsé-Kiang* avec la description de ce fleuve depuis son confluent avec la rivière du Wusung jusqu'à la limite extrême de son cours navigable, et tout ce qui se rapporte au Han-Kiang, au Kialing-Kiang et au Min-Kiang. Et pour trois shillings, vous aurez le tome III du *Pilote de l'Archipel oriental*, comprenant la partie nord-est des Célèbes, les détroits de Molucca et de Gilolo, les mers de Banda et d'Arafura, et les côtes nord, ouest et sud de la Nouvelle Guinée. Mais il n'est pas très prudent de faire cette acquisition, si vous tenez à vos habitudes ou si vos occupations vous enchainent. Ces livres commerciaux entraînent l'imagination dans des régions enchantées. Le style positif, l'ordre, la concision, le sens pratique que trahit chaque ligne, ne peuvent ternir l'éclat poétique dont leurs pages sont imprégnées.

Ainsi, à l'approche de ces îles mystérieuses des mers orientales, la brise aux senteurs épicées vous plonge dans une langue sensuelle. Elles vous disent, ces pages, les mouillages et les points de débarquement, les ressources de chaque endroit et les aiguades, les phares et les bouées, le régime des marées, des vents et du climat. Elles renferment aussi de brefs renseignements sur la population et le commerce. Et n'est-il pas

étrange, quand on songe à la sécheresse de l'exposé dont pas un mot inutile, qu'elles vous apportent encore tant d'autres choses, le mystère et la beauté, les mirages de l'inconnu fabuleux? Quel livre peut vous offrir un paragraphe comme celui-ci : « Provisions. On y voit encore quelques oiseaux sauvages de la jungle. L'île est aussi le refuge de nombreux oiseaux de mer. Dans le lagon, tortues et poissons de toute sorte, notamment des mullets gris, des requins, des chiens de mer. Impossible de pêcher au filet, mais il y a un poisson qui se laisse prendre à la ligne. Dans une hutte, on peut trouver, en cas de naufrage, des conserves et de l'alcool à brûler. Puits d'eau potable à côté du débarcadère. » Où trouver invitation plus persuasive à un voyage prodigieux à travers le temps et l'espace?

Dans le volume d'où j'extrais ce passage, les compilateurs ont décrit avec la même concision les îles Alas. Cet archipel, en général bas et boisé, s'étend sur 75 milles de l'est à l'ouest, et 40 milles du nord au sud. Des détroits séparent les différents groupes, mais malgré la visite de plusieurs bateaux, les passes sont encore mal relevées; il est plus prudent de les éviter. La population se compose d'environ huit mille habitants, dont deux cents Chinois et quatre cents mahométans. Les autres sont des païens. Baru, l'île principale, est entourée d'un banc de récifs. L'administrateur hollandais y habite une maison blanche à toit rouge, au sommet d'une petite colline. C'est la première chose que remarque le voyageur arrivant sur un des paquebots de la Compagnie royale néerlandaise, quand ils relâchent dans l'île en allant à Macassar tous les deux mois, ou, au retour mensuel de Merauke, dans la Nouvelle Guinée hollandaise.

A un certain moment de l'histoire du monde, l'administrateur était Mynheer Evert Gruyter, et il gouvernait les îles Alas avec une fermeté tempérée par une sage crainte du ridicule. Il lui avait paru très drôle d'être envoyé à vingt-sept ans dans un poste de cette importance; à trente ans, il s'en étonnait encore. Aucun câble ne reliait les îles à Batavia et le courrier arrivait avec une telle lenteur qu'au moment où il recevait les instructions, elles ne rimaient plus à rien. Aussi, faisait-il de son mieux en se fiant à son étoile pour détourner

de sa tête les foudres gouvernementales. Il était de petite taille, tout juste cinq pieds quatre pouces et fort gros. Pour avoir moins chaud, il se rasait la tête et nul duvet n'apparaissait sur sa grosse face épanouie. Ses sourcils étaient si blonds qu'on les voyait à peine; la malice pétillait dans ses petits yeux bleus. Comme il se rendait compte qu'il manquait de prestance, il tâchait de remédier à cet inconvénient par une tenue très correcte. Jamais il n'allait à son bureau, ou ne rendait la justice, ni même ne sortait pour se promener qu'en costume blanc impeccable. Une tunique à boutons de cuivre ajustée dissimulait son obésité précoce. Son visage réjoui luisait de sueur et il s'éventait sans cesse avec une feuille de palmier.

Mais, chez lui, M. Gruyter préférait le sarong. Alors, avec son petit corps boudiné de cochon rose, vous l'eussiez pris pour un gamin de seize ans. Il se levait volontiers de bon matin et son déjeuner au menu invariable l'attendait à six heures : une tranche de papaya, trois œufs frits froids, du fromage de Hollande et une tasse de café noir. Puis, M. Gruyter fumait un gros cigare de son pays, lisait les journaux, s'il ne les savait pas déjà par cœur, et enfin s'habillait pour se rendre à son bureau.

Un matin, son premier boy entra et lui dit que Tuan Jones désirait le voir. Debout devant une glace et vêtu seulement d'un pantalon, M. Gruyter admirait la douceur de sa peau. Il courba le dos pour faire rentrer son ventre et se donna avec satisfaction trois ou quatre claques sonores sur la poitrine. Vraiment, un torse mâle. Il adressa à son image un sourire ironique. Pourquoi diable cette visite ? Evert Gruyter parlait anglais, hollandais et malais avec une égale facilité, mais il pensait en hollandais et s'en félicitait. Cette langue lui paraissait d'une verdeur plaisante.

— Prie le Tuan d'attendre et dis-lui que je suis à lui dans un instant.

Il enfila sa tunique à même la peau, la boutonna et entra avec dignité dans le salon. Le révérend Owen Jones se leva.

— Bonjour, monsieur le pasteur. Venez-vous me préparer au travail par un sermon ?

M. Jones ne sourit pas.

— Je viens pour une affaire bien affligeante, M. Gruyter, répondit-il.

L'administrateur ne se laissa pas démonter par l'air contrit de son visiteur, et il accueillit sans broncher ce préambule. L'aménité éclairait ses yeux bleus.

— Asseyez-vous, monsieur le pasteur. Un cigare ?

M. Gruyter savait très bien que le Révérend ne buvait ni ne fumait, mais à chacune de leurs rencontres, c'était plus fort que lui, il fallait qu'il lui offrit de l'alcool ou un cigare. M. Jones secoua la tête.

M. Jones dirigeait la mission baptiste des îles Alas. Son quartier général se trouvait à Baru, l'île principale, mais il conservait la haute main sur les communautés chrétiennes disséminées dans l'archipel et confiées à des vicaires indigènes. C'était un homme dans les quarante ans : long corps d'ascète, air morose, visage jaune, anguleux, aux traits tirés. Ses cheveux bruns déjà blancs sur les tempes s'éclaircissaient, et son front en dôme lui donnait un faux air intellectuel. M. Gruyter le respectait, mais il goûtait peu son esprit étroit et dogmatique. Cet irréligieux personnage, d'une gaillardise de faune, supportait mal le grincheux censeur des plaisirs de la chair. A son avis, les coutumes du pays convenaient à ses habitants : à quoi bon s'efforcer de détruire des mœurs consacrées par les siècles ? Il reconnaissait pourtant l'honnêteté, le zèle, la bonté du missionnaire. M. Jones, un Australien d'origine galloise, était le seul docteur blanc de l'archipel. En cas de maladie, Dieu soit loué, on n'était pas entièrement à la merci du praticien chinois, et personne mieux que le contrôleur ne savait combien l'habileté de M. Jones avait été précieuse à tous et avec quelle charité il prodiguait ses soins. Pendant une épidémie de grippe, le missionnaire avait fait le travail de dix hommes ; il fallait au moins un typhon pour l'empêcher d'aller d'une île à l'autre, quand on faisait appel à lui.

Il habitait, avec sa sœur, une petite maison, à six cents mètres du village et, à l'arrivée de l'administrateur, il était venu à bord pour l'inviter à descendre chez eux jusqu'à ce que son bungalow fût prêt. L'administrateur avait bientôt constaté l'austérité de ses hôtes : elle passait ses forces. Rien que du thé pour arroser les trois maigres repas quotidiens, et quand il voulut allumer son cigare, une prière polie, mais ferme de ne pas fumer. Le révérend Jones et sa sœur condamnaient cette habitude. Au bout de vingt-quatre heures,

M. Gruyter terrifié avait fui comme devant des pestiférés. Ce joyeux drille aimait à plaisanter : comment supporter la compagnie d'un saint homme qui prend toutes vos blagues au sérieux et que votre meilleure histoire ne parvient pas à dérider ?

Le révérend Owen Jones était plein de mérites, mais d'un commerce ingrat. Sa sœur lui eût rendu des points. Ils n'avaient d'esprit ni l'un ni l'autre, mais tandis que le missionnaire, de tempérament chagrin, remplissait son devoir avec l'évidente conviction que tout au monde n'est que vanité, miss Jones témoignait d'un optimisme irréductible. Elle s'acharnait à prendre gaiement les choses. Implacable comme un ange vengeur, elle cherchait le bon côté de son prochain. Elle enseignait à l'école de la mission et aidait son frère dans son activité médicale. Pendant les opérations, elle administrait l'anesthésique et cumulait les fonctions de directrice, d'assistant et d'infirmière au petit hôpital dont il avait doté la mission. M. Gruyter ne se lassait jamais de suivre l'âpre lutte du Révérend contre les faiblesses de la nature humaine et de constater la sérénité de miss Jones. Les occasions de rire n'étaient pas si fréquentes. Trois fois en deux mois, les bateaux hollandais faisaient une brève escale à Baru. Quelle bonne bavette il taillait alors avec le capitaine et l'ingénieur mécanicien ! Parfois, il y avait aussi l'arrivée inespérée de quelque longre perlier de Thursday Island ou de Port Darwin et, pendant deux ou trois jours, c'était la grande noce. Des brutes, en général, ces pêcheurs de perles, mais ils avaient du cœur au ventre, beaucoup d'alcool à bord et des tas d'histoires dans leur sac. L'administrateur les emmenait chez lui, leur offrait un bon diner et la fête n'était complète que s'ils étaient tous trop ivres pour pouvoir rejoindre leur bord.

En dehors du missionnaire et de l'administrateur, l'unique blanc de Baru était Ginger Ted, le fléau de l'île. Ce garçon avait tous les vices. Un vrai déshonneur pour la race blanche. Cela n'empêchait pas l'administrateur de se dire souvent que, sans Ginger Ted, la vie à Baru ne serait pas tenable.

C'était précisément à cause de ce vaurien que le révérend Jones, après avoir initié les jeunes païens aux mystères de la foi baptiste, rendait à M. Gruyter cette visite matinale.

— Asseyez-vous, monsieur le pasteur. Quel bon vent vous amène ?

— Je viens vous voir à propos de ce Ginger Ted. Qu'allez-vous faire, à présent ?

— Pourquoi ? Qu'est-il arrivé ?

— Vous ne le savez donc pas ? Je pensais que le sergent vous avait fait son rapport.

— Je n'incite pas mon personnel à venir à mon domicile particulier, sauf en cas d'urgence, dit l'administrateur, non sans solennité. Je ne suis pas comme vous, monsieur le pasteur : je ne travaille que pour me ménager des loisirs et je tiens à en jouir tout à mon aise.

Mais le révérend Jones appréciait peu les propos frivoles et les considérations générales ne l'intéressaient pas.

— Il y a eu, hier soir, une bagarre dans une des échoppes chinoises. Ginger Ted a tout mis sens dessus dessous et il a à moitié assommé un Chinois.

— Encore une cuite, je suppose, dit l'administrateur avec placidité.

— Naturellement. C'est son état habituel. Les autres ont envoyé chercher la police et il s'est rué sur le sergent. Il a fallu six hommes pour le conduire à la prison.

— Bougre ! Quel costaud !

— Vous allez, je pense, l'envoyer à Macassar.

Devant l'air indigné du Révérend, les yeux d'Evert Gruyter pétillèrent. Il ne manquait pas de finesse et devinait où M. Jones voulait en venir, mais il n'eût pas laissé passer une si belle occasion de le taquiner.

— Heureusement, mes pouvoirs sont assez étendus pour me permettre de régler la question moi-même, répondit-il.

— Vous pouvez déporter qui vous voulez, monsieur Gruyter, et, en nous débarrassant de cet individu, vous nous épargneriez bien des ennuis.

— Certes, je l'ai, ce pouvoir. Mais vous seriez le dernier, j'en suis convaincu, à me conseiller d'en user injustement.

— Monsieur Gruyter, la présence de cet homme ici est un scandale. Il est gris du matin au soir, et nul n'ignore qu'il entraîne dans le péché toutes les indigènes, l'une après l'autre. La conduite de cet homme cause un tort irréparable au prestige de la race blanche, et son exemple entrave nos efforts pour amener les naturels de ces îles à une vie moins libidineuse. Ginger Ted, c'est l'ivraie au milieu du bon grain.

— Excusez mon indiscrétion, mais avez-vous jamais tenté de le convertir ?

— A son arrivée, j'ai fait tout ce que j'ai pu pour entrer en rapports avec lui. Il a repoussé mes avances. Au moment de sa première histoire, j'ai été le trouver et je lui ai parlé selon ma conscience. Il m'a agoni de sottises.

— Personne n'apprécie plus que moi la saine influence que vous, monsieur le pasteur, et les autres missionnaires exercez sur ces îles, mais êtes-vous sûr que vos exhortations sont toujours présentées avec tout le tact nécessaire ?

L'administrateur n'était pas mécontent de cette formule où la pilule amère du reproche était enrobée du miel de la courtoisie. Le missionnaire lui lança un regard courroucé.

— Jésus a-t-il eu du tact quand il a pris un fouet, et qu'il a chassé les vendeurs du temple ? Non, monsieur Gruyter. Le tact est le paravent derrière lequel se retranchent les timorés et les tièdes, pour se soustraire à leur devoir.

A cette remarque, l'administrateur vit soudain, en imagination, l'écume blanche débordant d'un bock de bière fraîche. Sévère, le Révérend se rapprocha.

— Monsieur Gruyter, vous connaissez aussi bien que moi les déportements de cet individu. Faut-il vous les rappeler ? Il est sans excuse. Cette fois, il a vraiment passé la mesure. Jamais vous ne retrouverez une occasion pareille. Je fais appel à votre autorité : débarrassez-nous, une fois pour toutes, de cette brebis galeuse.

La gaieté flambait dans les yeux de l'administrateur. Décidément, se disait-il, les humains sont bien plus drôles quand vous n'avez pas à vous mêler de les juger.

— Mais, monsieur le pasteur, ai-je bien compris ? Je n'ai encore entendu ni les témoins, ni l'accusé, et vous voudriez m'arracher une promesse de déportation ?

— Je ne vois pas ce qu'il pourrait alléguer pour sa défense.

L'administrateur se leva et réussit à donner une dignité imprévue à ses cinq pieds, quatre pouces.

— Je suis ici pour rendre la justice selon les lois de l'État hollandais. Je suis extrêmement surpris, permettez-moi de vous le dire, que vous tâchiez de peser sur mes décisions dans l'exercice de mes fonctions officielles.

Le missionnaire fut un peu déconcerté. Comment ce bout

d'homme, de dix ans son cadet, osait-il adopter une telle attitude?... Il ouvrit la bouche pour s'excuser, mais l'administrateur lui tendit une petite main potelée.

— C'est l'heure de mon bureau, monsieur le pasteur. J'ai bien l'honneur de vous saluer.

Pris de court, le missionnaire s'inclina et sortit sans souffler mot. Le changement d'expression de l'administrateur, dès qu'il eut le dos tourné, l'eût bien surpris. Une grimace ironique plissa le visage de M. Gruyter qui, portant un pouce à son nez, fit proprement la nique au Révérend Owen Jones.

Quelques minutes plus tard, il entra au bureau. Son adjoint, un métis hollandais, lui rendit compte de la rixe de la nuit précédente. La version concordait avec celle de M. Jones. Le tribunal siégeait précisément ce jour-là.

— Commencerez-vous par Ginger Ted, monsieur l'administrateur ?

— Pourquoi ? Il reste deux ou trois cas à liquider de la dernière fois. Il passera à son tour.

— Je pensais que, comme c'est un blanc, vous voudriez peut-être le voir en particulier.

— La loi ne connaît pas de différence entre les blancs et les hommes de couleur, mon ami, dit M. Gruyter solennellement.

Le tribunal tenait ses assises dans une grande pièce carrée où, sur des bancs de bois, se serraient Polynésiens, Bukinois, Chinois et Malais. Il se levèrent comme un seul homme quand une porte s'ouvrit et qu'un sergent annonça l'administrateur. Il entra avec son adjoint et s'assit sous un petit dais devant une table de pitchpin verni. Derrière lui, il y avait une grande lithographie de la reine Wilhelmine. Il expédia une demi-douzaine d'affaires et enfin on amena Ginger Ted. Menottes aux mains, il était encadré par deux gardiens. L'administrateur tourna vers lui un visage sévère, mais ses yeux trahissaient son envie de rire.

Ginger Ted avait les jambes flageolantes et les yeux vagues. Encore jeune, trente ans peut-être, et déjà trop gros, il était d'une taille au-dessus de la moyenne. Une tignasse rousse se hérissait autour de son visage échauffé et bouffi. Il portait les traces de la bagarre : un œil au beurre noir et une lèvre fendue et tuméfiée. Sa culotte kaki très sale et déchirée

et son gilet avaient presque été mis en lambeaux. Par l'ouverture d'un long accroc, on apercevait le hallier fauve qui embroussaillait sa poitrine, mais aussi, par places, la blancheur laiteuse de sa peau. Le contrôleur consulta l'acte d'accusation. Il fit appeler les témoins. Après leur audition, il interrogea la victime, assommée à coups de bouteille par Ginger Ted. Le sergent déposa avec véhémence. Il avait été renversé au moment de l'arrestation. Après l'énumération des dégâts causés par l'ivrogne dans sa fureur démente, l'administrateur s'adressa à l'accusé en anglais :

— Eh bien ! Ginger, demanda-t-il, qu'avez-vous à répondre ?

— J'étais complètement ivre. Je ne me souviens de rien. S'ils disent que je l'ai à moitié démoli, ça doit être vrai. Je paierai la casse, à condition qu'on me donne un peu de temps.

— Vous paierez, Ginger, mais c'est moi qui vous en donnerai le temps.

Pendant une minute, il considéra le prévenu en silence. Son absence totale de tenue le rendait repoussant. Sans la démarche importune du Révérend, l'administrateur l'aurait certainement déporté.

— Vous nous valez scandale sur scandale depuis votre arrivée dans les îles, Ginger. Votre paresse est une honte. On vous a ramassé ivre-mort, je ne sais combien de fois. Les bagarres naissent partout sous vos pas. Vous êtes incorrigible. Je vous ai dit, la dernière fois que vous avez été amené ici, qu'en cas de récidive, je vous salerais. Vous venez de passer les bornes. Votre compte est bon. Six mois de travaux forcés.

— Moi ?

— Vous.

— Bon Dieu ! Je vous casserai la tête quand j'en sortirai. Il vomit une bordée d'injures ignobles.

M. Gruyter l'écoutait avec dédain. On jure autrement bien en hollandais et il aurait pu rendre des points à Ginger Ted. « Assez, ordonna-t-il. Vous me fatiguez. » Il répéta la sentence en malais et le prisonnier fut entraîné au dehors.



M. Gruyters s'installa devant son déjeuner. Pour qui n'était pas blasé, la vie était vraiment divertissante. Certains esprits chagrins à Amsterdam et même à Batavia et Surabaya considé-

raient son île comme un lieu d'exil. Ils ne se doutaient pas de l'agrément qu'elle pouvait offrir et des distractions savoureuses que lui procuraient parfois des cas en apparence peu prometteurs. Lui avait-on assez demandé s'il ne regrettait pas le cercle et les courses et le cinéma, les bals hebdomadaires du Casino et la compagnie de belles dames hollandaises? Son amour du confort lui faisait apprécier l'ameublement cosu de sa salle à manger. Il raffolait des romans français licencieux et se délectait à sauter de l'un à l'autre sans avoir sans cesse à regretter de gâcher un temps précieux. Il ne se lassait pas d'avoir des loisirs. Il goûtait son indépendance et le sentiment de sa responsabilité ne lui pesait guère. Quant à la chaleur, elle ne l'incommodait pas. Aussi les douches glacées, — il en prenait une douzaine par jour, — étaient-elles pour lui un plaisir presque esthétique. Il avait son piano, sa correspondance avec ses amis de Hollande. Il se passait fort bien de la conversation transcendante des intellectuels. Tout lui était prétexte à rire, aussi bien les niaiseries du premier imbécile venu que les graves propos d'un philosophe. Il se trouvait plein de sagesse.

Comme tout Hollandais qui se respecte en Extrême-Orient, il commençait son déjeuner par un petit verre de gin national. Il faut, pour le supporter, être habitué à son goût âpre; M. Gruyter le préférait à n'importe quel cocktail. D'ailleurs, en le buvant, ne maintenait-il pas les traditions? Puis il avait du *ryttafel*. Il en mangeait tous les jours. Il commençait par remplir son assiette de riz. Trois de ses boys le servaient: l'un lui présentait du curry, l'autre un œuf frit et le troisième, les condiments; ils revenaient avec de nouveaux plats, lard, bananes, poissons aux pickles, et bientôt une pyramide s'élevait dans son assiette. M. Gruyter brassait le tout et l'attaquait à belles dents. Il mangeait lentement et avec appétit, ne s'interrompant que pour avaler une gorgée de bière glacée.

Pendant ses repas, il ne pensait à rien. Son attention se concentrait sur sa pâtée et rien ne l'en eût distrait. Jamais il ne s'en dégoutait et une fois la grande assiette vidée, il se consolait en pensant que, le lendemain, il aurait encore du *ryttafel*. Il ne s'en lassait pas plus que nous du pain. Il vida sa bouteille et alluma son cigare. Le boy lui apporta une

tasse de café. Alors, il se renversa dans son fauteuil et se permit le luxe de la réflexion.

La bonne chose que d'avoir infligé à Ginger Ted ces six mois de travaux forcés ! il ne les avait pas volés. Il souriait à l'idée de l'ivrogne travaillant à la construction avec les autres prisonniers. Mais de là à bannir le seul être avec lequel il pouvait à l'occasion se laisser aller... Non ! merci ! D'ailleurs, ce vieil hareng saur de missionnaire en eût été trop content : les exigences de ce monsieur n'auraient plus connu de bornes. Ginger Ted était un chenapan et un sauteur, mais l'administrateur n'en éprouvait pas moins de la sympathie pour lui. Toutes ces bouteilles de bière qu'ils avaient vidées ensemble ! et à l'arrivée des pêcheurs de perles, quand on passait la nuit à boire, que de glorieuses bordées ! Ginger Ted gaspillait l'incalculable trésor de la vie avec une insouciance qui ravissait l'administrateur.

Ginger avait débarqué du bateau qui faisait le service de Mérauke à Macassar. Le capitaine ignorait comment il était arrivé là ; il avait voyagé à l'avant avec les indigènes et il était descendu aux îles Alas conquis par leur beauté. M. Gruyter se demandait si leur principale séduction ne consistait pas à être sous le pavillon hollandais et hors de la juridiction britannique, mais les papiers de Ginger Ted étaient en règle, aucune raison ne s'opposait à son séjour. Il se présenta comme acheteur de nacre pour une maison d'Australie ; on vit bientôt ce qu'il fallait penser de son activité commerciale.

A vrai dire, la boisson occupait tout son temps. Une pension de deux livres par semaine arrivait régulièrement pour lui d'Angleterre, tous les mois. M. Gruyter avait idée qu'elle serait supprimée le jour où Ginger tenterait de se rapprocher des donateurs. Elle était trop modeste pour lui permettre aucune liberté de mouvement. Sur ce chapitre, l'émigré restait muet. L'administrateur découvrit par son passeport, au nom d'Edward Wilson, qu'il était Anglais et venait d'Australie ; mais la raison de son départ d'Angleterre et ce qu'il avait fait en Australie, personne n'avait là-dessus la moindre idée. Il était difficile aussi de dire à quel milieu il appartenait. A le voir, en gilet crasseux et en pantalon effiloché, un feutre innommable sur la tête, plaisanter avec les pêcheurs de perles, et surtout à l'entendre, grossier, ignare et obscène,

vous l'eussiez pris pour un matelot déserteur ou pour un rustre. Pourtant, son écriture n'était pas celle d'un illettré. Certains jours où il n'était pas encore ivre, il lui arrivait, dans le tête-à-tête, d'aborder des sujets hors de la portée d'un matelot ou d'un laboureur. L'administrateur sentait que Ginger Ted le traitait sur un pied d'égalité. La plus grande partie de sa pension était dépensée d'avance, et ses créanciers chinois le traquaient à l'arrivée des mensualités; ce qui restait passait au cabaret. Alors, c'était une brute déchainée.

Jusqu'ici, M. Gruyter s'était contenté de le laisser cuver son vin au poste et de le sermonner. Quand notre homme n'avait plus le sou, il mendiait de l'alcool auprès du premier venu. Rhum, eau-de-vie, arak, tout lui était bon. Deux ou trois fois, M. Gruyter lui avait trouvé du travail chez les planteurs chinois dans une des îles de l'Archipel, mais au bout de quelques semaines, il reparaisait sur la plage de Baru. Comment vivait-il? Mystère. Rompu à tous les dialectes, il en profitait pour amuser les indigènes. Le mépris ne les empêchait pas d'admirer sa force physique. Ils se plaisaient en sa compagnie. Aussi trouvait-il toujours une table pour s'asseoir et une paille pour dormir.

Chose curieuse, et c'est ce qui choquait le plus le Révérend, les femmes ne lui refusaient rien. Une ou deux fois, cela avait mal tourné; M. Gruyter avait dû condamner un père courroucé dont le poignard, un soir, avait tailladé l'épaule de Ginger Ted; une Chinoise abandonnée avait tenté de s'empoisonner avec de l'opium. Un jour, le bon pasteur très ému fit irruption chez l'administrateur: ce bandit de Ginger Ted n'avait-il pas séduit une de ses catéchumènes! C'était déplorable, l'administrateur en convint. Il trouva la chose moins drôle quand il découvrit que ce don Juan dépeñaillé chassait sur ses terres. Au souvenir de cet incident personnel, il pensa avec satisfaction aux six mois de travaux forcés. Il est assez rare de pouvoir rendre à quelqu'un la monnaie de sa pièce, tout en accomplissant son devoir.

Quelques jours plus tard, M. Gruyter dirigea sa promenade vers les travaux en cours. Il rencontra les prisonniers sous la surveillance d'un gardien. Au milieu d'eux, Ginger Ted. Il portait le sarong réglementaire, une de ces tuniques malaises qu'on appelle un *baju* et son éternel feutre crasseux. Ils répa-

raient la route et Ginger maniait une lourde pioche. L'étroussure du chemin allait obliger l'administrateur à passer tout près de lui. Il se rappela ses menaces. Ginger avait la tête près du bonnet et ses propos, lors de la condamnation, avaient montré combien il en goûtait peu l'humour. S'il fonçait sur M. Gruyter avec sa pioche, rien au monde ne pourrait le retenir. Le gardien, il est vrai, l'abattrait immédiatement, mais la tête de l'administrateur n'en serait pas moins fracassée. Ce fut avec une curieuse crispation du creux de l'estomac que M. Gruyter aborda les prisonniers. Ils travaillaient par groupes de deux, à quelques pas l'un de l'autre. Il décida de passer sans se presser ni ralentir.

A sa vue, Ginger Ted planta sa pioche dans le sol et cligna de l'œil. L'administrateur réprima un sourire et s'éloigna, raidi dans une dignité officielle, mais ce clignement d'une si aimable ironie l'avait rempli de satisfaction. S'il eût été le calife de Bagdad et non pas un petit fonctionnaire hollandais, il aurait incontinent délivré sa victime, envoyé des esclaves pour la baigner et la parfumer, et après l'avoir revêtue d'une robe d'or, l'aurait conviée à un somptueux festin.

Ginger Ted se montra un prisonnier exemplaire et au bout d'un mois ou deux, l'administrateur le désigna pour faire partie d'une équipe envoyée dans une île isolée. Là, il n'y avait pas de prison et les dix gaillards, surveillés par un seul gardien, logeaient chez l'habitant ; leur tâche remplie, ils étaient libres. Le travail durerait jusqu'à la libération de Ginger Ted. L'administrateur le vit avant le départ.

— Écoutez, Ginger, lui dit-il. Voilà dix *guilder* pour vous. Comme ça, là-bas, vous pourrez vous acheter du tabac.

— Vous ne voulez pas me donner un peu plus ? Il arrive pour moi huit livres tous les mois.

— Non, c'est bien suffisant. J'garde vos lettres et, à votre retour, vous toucherez une jolie somme. Vous aurez assez pour aller n'importe où.

— Mais je me trouve très bien ici.

— Eh bien ! le jour où vous reviendrez, dégraissez-vous et venez me voir. Nous boirons une bouteille de bière ensemble.

— Ça va. Je crois que je serai tout à fait d'attaque pour me rincer la dalle.

C'est alors que le hasard se mit de la partie. La petite île

de Maputiki où Ginger avait été envoyé était, comme toutes les autres, un rocher planté d'arbres et entouré d'un récif. Un village se cachait entre des cocotiers sur la côte en face de la passe et, au milieu de l'île, un autre hameau dispersait ses cases au bord d'un lac salé. Une partie des habitants avaient été convertis au christianisme. Les communications avec Baru étaient assurées par une chaloupe qui, à intervalles irréguliers, touchait chacune des îles. Elle transportait produits et passagers, mais les indigènes, tous des marins, n'hésitaient pas, en cas d'urgence, à équiper un *prahu* et à franchir les cinquante milles qui les séparaient de l'île principale. Quinze jours environ avant la libération de Ginger Ted, le chef du village intérieur, un chrétien, tomba subitement malade. Les remèdes indigènes ne le soulageaient pas et il se tordait de douleur. Des messagers partirent pour Baru et implorèrent le secours du missionnaire, mais, par malchance, une attaque de malaria le retenait au lit. Il appela sa sœur.

— Quelque cas d'appendicite aiguë, expliqua-t-il.

— Pas question que tu y ailles, Owen.

— Je ne peux pourtant pas laisser mourir un frère.

M. Jones avait quarante degrés de fièvre. Le sang battait à ses tempes. Toute la nuit, il avait déliré. Ses yeux brillaient d'un éclat maladif et la vieille fille sentait qu'il ne conservait sa lucidité qu'au prix d'un grand effort.

— Comment voudrais-tu opérer dans l'état où tu es ?

— C'est vrai, je ne pourrais pas. Il faut envoyer Hasan.

Hasan était son assistant.

— Hasan ? Il n'oserait jamais prendre la responsabilité d'une opération et ils n'auraient pas assez confiance en lui. C'est moi qui partirai. Hasan restera pour te soigner.

— Toi ? opérer une appendicite !

— Pourquoi pas ? Je t'ai vu faire et j'ai déjà réussi seule beaucoup de petites opérations.

Déjà M. Jones ne la suivait plus très bien.

— La chaloupe est prête ?

— Non, elle est partie pour une des îles, mais je prendrai le *prahu* qui a amené les hommes.

— Toi ? Ce n'est pas à toi que je pensais. Tu ne peux y aller.

— Je te dis que j'irai, Owen.

— Tu iras où ?

Ses idées se brouillaient. Miss Jones posa doucement la main sur le front brûlant. Puis elle fit boire une potion au malade. Il murmura quelque chose : il ne savait plus où il se trouvait. Certes, elle était ennuyée, mais il n'y avait pas lieu de s'inquiéter, et elle pouvait sans danger le laisser sous la garde de l'assistant. Elle se glissa hors de la chambre et plaça dans un sac ses objets de toilette, une chemise de nuit et une robe. La trousse renfermant les instruments de chirurgie, les pansements, les antiseptiques, était toujours prête. Elle confia ses bagages aux deux habitants de Maputiti, et chargea l'assistant de prévenir son frère dès qu'il aurait retrouvé ses esprits.

— Surtout, qu'il ne s'inquiète pas.

Elle mit son chapeau et partit. La mission se trouvait à environ six cents mètres du village. Miss Jones se hâtait. Au bout de la jetée, le prahu attendait, monté par six hommes. Elle s'assit à l'arrière et ils s'éloignèrent à grands coups d'avirons. A l'abri du récif, la mer était calme, mais, une fois la barre franchie, ils trouvèrent une forte houle. Miss Jones n'en était pas à sa première traversée de ce genre et elle se fiait à leur bateau. Midi. Le soleil flambait dans un ciel de plomb. Impossible d'arriver avant la nuit. S'il fallait opérer d'urgence, elle devrait tenter l'intervention à la lueur des falots-tempête.

Miss Jones approchait de la quarantaine. Rien dans son aspect ne laissait prévoir l'esprit de décision dont elle venait de faire preuve. Ses airs de fleur fanée penchée sur sa tige formaient un contraste stupéfiant avec sa volonté de fer que l'on ne tardait pas à découvrir. Elle était grande, mince et plate comme une planche. Des taches de son criblaient son long visage terne. Ses cheveux bruns et pauvres, tirés en arrière, dégageaient un front ingrat. Ses petits yeux gris trop rapprochés avaient une expression chafouine. L'arête coupante de son nez luisait d'un vermillon fâcheux. Une dyspepsie chronique n'entamait pas son parti pris inflexible de voir toujours le bon côté des choses. Convaincue que le monde est mauvais et les hommes indiciblement vicieux, elle notait chez eux le moindre symptôme de décence avec la fierté modeste du prestidigitateur qui vient d'extraire un lapin d'un chapeau. Elle était vive, ingénieuse et capable. A son arrivée, elle comprit qu'il n'y avait pas un instant à perdre si elle voulait sauver la vie du chef. Au milieu

des plus grandes difficultés, après avoir dressé un indigène à administrer le chloroforme, elle opéra et, les trois jours suivants, entoura le malade d'une assiduité anxieuse. Tout se passa très bien. Son frère n'aurait pas fait mieux. Elle attendit assez longtemps pour ôter les fils, puis se prépara au retour. Ce voyage n'avait pas été inutile. Elle avait soigné ceux qui en avaient besoin, confirmé dans leur foi les membres de la petite communauté chrétienne, exhorté les tièdes et répandu la bonne semence dans une terre où, Dieu aidant, elle ne manquerait pas de lever.

La chaloupe arriva à la fin de l'après-midi. Par la pleine lune, ils pouvaient espérer être à Baru vers dix heures. On descendit les bagages de miss Jones au quai et le groupe reconnaissant qui l'accompagnait, — toute une petite foule, — renouvela ses remerciements. Des sacs de copra encombraient la chaloupe, mais miss Jones, habituée à cette odeur forte, n'en était pas incommodée. Elle s'installa le mieux qu'elle put et attendit le départ, entourée de son troupeau. Elle était l'unique passager. Soudain, des indigènes surgirent entre les arbres qui ombrageaient le petit village au bord du lagon, et au milieu d'eux, elle aperçut un blanc. Il portait un sarong de prisonnier et un baju. A ses longs cheveux roux, elle reconnut tout de suite Ginger Ted. Un gardien l'accompagnait. Ginger lui serra la main et prit congé des villageois. Ils déposèrent dans la chaloupe des fruits et une cruche évidemment pleine d'arak. Ginger Ted allait partir avec elle. A l'expiration de sa peine, l'ordre était arrivé de le renvoyer à Baru par la chaloupe. Il lui jeta un coup d'œil sans la saluer, — à vrai dire, elle avait détourné la tête, — et monta dans le bateau. Le mécanicien mit le moteur en marche et bientôt ils débouchaient à travers la passe dans le lagon. Ginger Ted se jucha sur une pile de sacs et alluma une cigarette.

Miss Jones feignait de l'ignorer. Bien entendu, elle ne le connaissait que trop. Il allait donc de nouveau être à Baru une occasion de scandale et se vautrer dans l'ivresse, un péril pour les filles et une honte pour tous les gens de bien. Elle savait les démarches de son frère pour le faire déporter : comment l'administrateur pouvait-il ainsi se dérober à son devoir ? Quand ils se trouvèrent en pleine mer, Ginger Ted déboucha la cruche d'arak et lampa une longue gorgée. Puis il la passa

aux deux mécaniciens qui composaient l'équipage. L'un était déjà d'un certain âge et l'autre très jeune.

— Je vous prie de ne rien boire jusqu'à la fin de la traversée, intima sèchement miss Jones au plus âgé.

Il sourit et but.

— Un peu d'arak n'a jamais fait de mal à personne, répondit-il, et il tendit la cruche à son camarade.

— Si vous continuez, je me plaindrai à l'administrateur.

Le vieux marmotta des paroles qu'elle ne comprit pas, mais qui devaient être très grossières, et rendit la cruche à Ginger Ted. Puis une heure s'écoula. Le soleil se réfléchissait dans le miroir de la mer. Il se coucha derrière une des îles et la transforma pendant quelques minutes en une mystérieuse cité des cieux. Miss Jones se retourna pour l'admirer et son cœur s'emplit de gratitude pour la beauté du monde.

« Et seul l'homme est vil », cita-t-elle pour elle-même.

Ils cinglaient vers l'est, dans le crépuscule. Au loin se découpait la petite île auprès de laquelle ils devaient passer, un rocher désert envahi par la forêt vierge. On alluma les feux. La nuit vint et aussitôt le ciel se remplit d'étoiles. La lune n'était pas encore levée. Soudain, après une légère secousse, la chaloupe commença à vibrer de façon anormale. Le moteur cliquetait. Le mécanicien chef confia la barre à son matelot et se glissa dans la cage du moteur. On avançait de plus en plus lentement. Enfin le moteur s'arrêta. Miss Jones demanda des explications au jeune marin, mais il ne savait rien. Ginger Ted se laissa glisser de la pile de sacs et rejoignit le mécanicien. Quand il reparut, elle eût bien voulu le questionner, mais le sentiment de sa dignité l'en empêcha. Elle resta immobile et songeuse. Une longue houle faisait légèrement rouler la chaloupe. Le mécanicien essaya de remettre le moteur en marche. Malgré de nombreux ratés, il repartit. La chaloupe tremblait de la poupe à la proue. On bougeait à peine. Évidemment quelque chose n'allait pas. Miss Jones était plus exaspérée qu'inquiète. En général, la chaloupe filait six nœuds, mais à cette allure, à minuit, ils ne seraient pas encore à Baru. Toujours affairé autour du moteur, le mécanicien cria quelque chose à l'homme de la barre. Ils parlaient en bukinois dont miss Jones comprenait à peine quelques mots ;

bientôt, elle remarqua qu'ils mettaient le cap sur l'îlot désert qu'ils auraient dû laisser à leur gauche.

— Où allez-vous? demanda-t-elle, saisie de méfiance, à l'homme de la barre.

Il désigna l'île. Elle se leva, s'approcha de la cage du moteur et appela le mécanicien.

— Vous changez de route? Pourquoi? Qu'est-ce qui se passe?

— Impossible d'aller jusqu'à Baru.

— Comment, impossible? J'insiste. Je vous ordonne de gagner Baru.

Il haussa les épaules, lui tourna le dos et se glissa de nouveau auprès de son moteur. Pour la première fois, Ginger Ted s'adressa à elle.

— Une des pales de l'hélice a cassé, mais il croit qu'il pourra atteindre l'îlot. Nous serons obligés d'y passer la nuit et demain matin, à marée basse, il changera l'hélice.

— Je ne peux pas passer la nuit sur une île déserte avec trois hommes, hurla-t-elle.

— Et pourquoi?

— J'insiste pour retourner à Baru. Quoi qu'il arrive, je veux y être ce soir.

— Ne vous agitez pas, la vieille. Il faudra mettre le bateau au sec pour changer l'hélice et nous serons très bien là-bas.

— Impertinent! Ce ton pour me parler!

— Vous y serez comme une reine. Ce n'est pas les provisions qui nous manquent à terre, nous ferons un bon boulot. Une goutte d'arak par là-dessus et vous serez au Paradis.

— Grossier personnage! Si vous ne filez pas immédiatement vers Baru, je vous fais tous coffrer.

— Nous n'irons pas à Baru. C'est impossible. Nous irons sur cette île, et si ça ne vous plaît pas, piquez une tête et tirez votre coupe.

— Oh! vous me le paierez!

— Fermez ça!

Miss Jones eut un sursaut de rage, mais elle se contint. Même là, en plein Océan, la dignité lui interdisait de se commettre avec cette canaille. Dans un horrible bruit de ferraille, la chaloupe se trainait. L'obscurité était complète et l'on n'apercevait même plus l'îlot. Les lèvres pincées, le sourcil

soucieux, miss Jones dévorait son humiliation : elle n'avait pas l'habitude d'être contrariée. Enfin la lune se leva et elle put distinguer Ginger Ted, vautré sur les sacs de copra. La lueur de sa cigarette lui parut sinistre.

A présent, l'ilot se découpait nettement sur le ciel. On arrivait. Le mécanicien fit aborder la chaloupe. Miss Jones tressaillit. La réalité brutale se révélait et sa colère se muait en terreur. Son cœur battait à coups précipités. Elle tremblait et se sentait défaillir. Tout devenait clair. Cette avarie d'hélice, un guet-apens, parbleu ! Ginger Ted ne laisserait pas échapper pareille occasion : il lui ferait violence. Elle le connaissait. Il ne pensait qu'aux femmes. C'était ce qu'il avait fait à la jeune protégée de la mission, une si bonne petite qui cousait si bien ; il l'aurait payé cher, par des années de prison, si, par malchance, l'innocente victime n'était pas retournée plusieurs fois chez lui et n'avait songé à se plaindre que le jour où il l'avait lâchée pour une autre. Il avaient été en parler à l'administrateur, mais, avec sa goujaterie habituelle, il s'était refusé à prendre des sanctions. Ginger Ted était un scélérat, et elle, une femme blanche : comment espérer qu'il l'épargnerait ? Elle connaissait les hommes. Pourtant, il fallait s'armer de courage et ne pas perdre la tête. Elle était décidée à vendre chèrement sa vertu ; s'il la tuait, eh bien ! plutôt la mort que le déshonneur, et elle reposerait dans les bras de Jésus.

Un instant, dans l'éblouissement d'une grande lumière, elle crut voir le palais de son Père céleste. Il tenait à la fois du cinéma de luxe et d'un terminus de grande ligne. Les mécaniciens et Ginger sautèrent de la chaloupe et, avec de l'eau jusqu'à la ceinture, s'occupèrent de l'hélice brisée. Miss Jones en profita pour sortir sa trousse de chirurgie. Elle prit les quatre scalpels et les cacha dans son corsage. Si Ginger Ted la touchait, elle n'hésiterait pas à lui plonger un scalpel dans le cœur.

— A présent, mademoiselle, je vous conseille de sortir, dit Ginger Ted. Vous serez mieux sur la plage que dans le bateau.

Là, au moins, elle aurait sa liberté d'action. Sans un mot, elle enjamba les sacs de copra. Il lui offrit la main.

— Je n'ai pas besoin de votre aide, dit-elle sèchement.

— Allez au diable.

Il était assez difficile de sortir du bateau sans montrer ses

mollets, mais, à force d'ingéniosité, elle résolut ce problème.

— Quelle sacrée veine d'avoir quelque chose à nous coller sous la dent ! Nous allons allumer du feu et vous ferez aussi bien de manger un morceau et de donner l'accolade à la gourde d'arak.

— Je ne veux rien. Tout ce que je demande, c'est qu'on me laisse tranquille.

— Oh ! ce n'est pas de vous voir crever de faim qui me coupera l'appétit.

Elle ne répondit pas. La tête haute, elle s'éloigna sur la plage. Dans son poing fermé, elle étreignait le plus long des scalpels. A la clarté de la lune, elle chercha un endroit où se cacher. La forêt touffue descendait jusqu'à la plage, mais, effrayée par l'obscurité, — après tout, elle n'était qu'une femme, — elle n'osait pas s'enfoncer dans ses profondeurs. Quels fauves, quels serpents dangereux pouvaient s'y tapir ? D'ailleurs, il valait mieux ne pas perdre de vue les trois bandits ; de cette façon, s'ils s'approchaient, elle serait sur ses gardes. Bientôt, elle découvrit une petite anfractuosité. Les autres paraissaient trop affairés pour s'occuper d'elle. Elle s'insinua dans le trou. Un rocher lui permettait d'observer sans être vue. Ils transportaient des choses du bateau à la plage. Ils allumèrent un feu. A sa lueur blafarde, elle les vit s'installer autour pour manger. La cruche passait de main en main. Ils allaient tous s'enivrer. Et alors, qu'advierait-il d'elle ? Contre Ginger Ted, malgré sa force terrifiante, elle pourrait encore se défendre, mais contre trois ? L'idée folle lui vint de se jeter aux genoux de Ginger et de le supplier de l'épargner. Il devait bien avoir gardé quelques traces de sentiments convenables et n'avait-elle pas toujours été convaincue que chez le dernier des scélérats, il reste quelque chose de bon ? Il avait eu une mère. Peut-être une sœur. Ah ! mais attendrit-on un homme qu'enivrent la concupiscence et l'arak ? Elle sentait ses forces l'abandonner. Allait-elle fondre en larmes ? Pour rien au monde. C'était le moment de rassembler toute son énergie. Elle se mordit les lèvres. Elle observait ces brutes comme un fauve observe sa proie. Hélas ! plutôt comme l'agneau menacé par trois loups affamés.

— Que faire ? gémit-elle. En quoi ai-je mérité cela ?

Elle se jeta à genoux et supplia le ciel. Elle pria long-

temps et avec ferveur. Puis elle hasarda de nouveau un coup d'œil. Les trois hommes fumaient à côté du feu presque éteint. Les pensées lascives de Ginger Ted ne tarderaient plus à se tourner vers la chaste créature qu'il tenait à sa merci. Soudain, il se leva et marcha dans sa direction. Elle étouffa un cri. Tous ses muscles se tendirent, et, malgré le galop effréné de son cœur, elle serra plus fort le scalpel. Mais c'était pour autre chose que Ginger Ted se dérangeait. Miss Jones rougit et se voila la face. A pas lents, il retourna s'asseoir auprès des autres et porta, une fois de plus, la cruche d'arak à ses lèvres. Tapie derrière le rocher, les yeux écarquillés, miss Jones l'observait. Près du feu, la conversation languissait et bientôt, elle vit, ou plutôt devina, que les deux indigènes se roulaient dans des couvertures et se préparaient au sommeil. C'était évidemment ce que Ginger Ted attendait. Dès qu'ils se seraient endormis, il se dresserait et, avec précaution pour ne pas les réveiller, se glisserait jusqu'à elle.

Le plan trop évident de Ginger lui suggéra une idée : quand il s'approcherait, elle crierait ; elle crierait si fort que les deux mécaniciens l'entendraient. Le plus vieux, tout borgne qu'il était, n'avait pas si mauvaise figure. Mais Ginger Ted ne bougeait pas. Une fatigue indicible paralysait miss Jones. Elle ferma les yeux.

Quand elle les rouvrit, il faisait grand jour. Brisée par l'émotion, elle avait dû s'endormir et ne se réveiller que longtemps après. Elle voulut se lever, mais quelque chose s'entortilla dans ses jambes : deux sacs vides la couvraient. Quelqu'un était venu, la nuit, les jeter sur elle : Ginger Ted ! Alors, il l'avait tenue à sa merci, et il l'avait épargnée ! Elle rougit très fort. Pour se dégourdir les jambes, elle se leva et répara le désordre de sa toilette. Le scalpel gisait à terre ; elle le ramassa. Puis elle prit les deux sacs et descendit au bateau. Il flottait sur l'eau peu profonde du lagon.

— Bonjour, miss Jones, dit Ginger Ted. Nous venons justement de finir. J'allais vous réveiller.

Elle n'osait pas le regarder, mais elle était rouge comme un homard.

— Une banane ? proposait-il.

Sans un mot, elle la prit et la dévora. Elle mourait de faim.

— Grimpez sur cette pierre. Comme ça, vous pourrez embarquer sans vous mouiller les pieds.

Miss Jones eût voulu rentrer sous terre, mais elle obéit. Il la prit par le bras, — oh ! cette main puissante comme un étau de fer ! jamais, jamais, elle n'aurait pu lui résister, — et l'aida à monter dans la chaloupe. Le mécanicien mit le moteur en marche et ils glissèrent hors du lagon. Trois heures plus tard, ils étaient à Baru.



Ce soir-là, après avoir été officiellement remis en liberté, Ginger alla voir l'administrateur. Il avait remplacé l'uniforme de la prison par le gilet en loques et la culotte kaki qu'il portait lors de son arrestation. Il sortait de chez le coiffeur et sa chevelure bouclée ressemblait à une petite calotte rousse. Pendant sa déportation, ses chairs flasques et bouffies avaient fondu : il paraissait plus jeune.

M. Gruyter, son visage de pleine lune éclairé d'un rire amical, lui serra les mains et le pria de s'asseoir. Le boy apporta deux bouteilles de bière.

— Alors, vous n'avez pas oublié mon invitation ? dit l'administrateur.

— Jamais de la vie. Je m'en réjouis depuis six mois.

— A votre santé, Ginger !

— A la vôtre, l'administrateur !

Ils vidèrent leurs verres et Gruyter frappa dans ses mains. Le boy apporta deux nouvelles bouteilles.

— Alors, sans rancune ?

— Fichtre, non. J'avais eu une minute de folie, mais je me suis ressaisi. Et puis, je ne me suis pas tant ennuyé que ça. Les jolies filles ne manquent pas dans cette île. Un de ces jours, vous devriez aller y faire un tour.

— Quel mauvais sujet vous faites, Ginger !

— Incorrigible.

— Bonne bière, hein ?

— Du velours.

— Aboulez votre verre.

La pension de Ginger Ted était arrivée chaque mois et l'administrateur avait cinquante livres à lui remettre. Une fois

l'inden-
livres.

—
utiles

—
L'a

—
Il

dant
iles A

n'en a

—
—

perle,
livres.

—
—

Le
annon

—
matin

était
vous.

—
s'info

air ne

—
l'ai o

Le
Il s'a

—
belle.

chez
fais m

Il
boucl

—
—

gnée.

l'indemnité au Chinois payée, il resterait encore plus de trente livres.

— C'est une somme, Ginger. Vous devriez l'employer utilement.

— C'est bien mon intention : en la dépensant !

L'administrateur soupira.

— Enfin ! l'argent est fait pour rouler.

Il raconta les nouvelles à son hôte. Ce n'est pas que, pendant ces derniers six mois, il fût arrivé grand chose. Aux îles Alas, le temps a peu d'importance, et le reste du monde n'en a pas du tout.

— Rien de nouveau ? demanda Ginger Ted.

— Non. Pas que je sache. Harry Jervis a trouvé une grosse perle, très belle. Il compte en demander deux cent cinquante livres.

— Je les lui souhaite.

— Et Charlie Mac Cormack s'est marié.

— Il n'a jamais été bien malin.

Le boy les interrompit : le Révérend Jones se faisait annoncer. Avant que l'administrateur ait pu répondre, il entra.

— Je ne vous dérangerai qu'une minute, dit-il. Depuis ce matin, je cours après ce cher garçon et quand j'ai appris qu'il était ici, j'ai pensé ne pas être trop indiscret en venant chez vous.

— Et miss Jones, comment va-t-elle, monsieur le pasteur ? s'informa l'administrateur, avec politesse. Sa nuit en plein air ne lui a pas fait de mal, j'espère.

— Un peu secouée, naturellement. Elle a de la fièvre et je l'ai obligée à se mettre au lit, mais ce n'est pas grave.

Les deux hommes s'étaient levés à l'entrée du missionnaire. Il s'approcha de Ginger Ted et lui tendit la main.

— Je tiens à vous remercier. Votre attitude a été noble et belle. Ma sœur a raison, il faut toujours chercher le bon côté chez le prochain. Je m'étais trompé sur votre compte. Je vous fais mes excuses.

Il s'exprimait avec solennité. Ginger Ted le regardait bouche bée. Le missionnaire s'était emparé de sa main.

— De quoi diable parlez-vous ?

— Vous aviez ma sœur à votre merci et vous l'avez épargnée. Je vous croyais foncièrement mauvais et j'en suis main-

tenant très honteux. Elle était sans défense. Vous avez eu pitié d'elle. Je vous remercie de tout mon cœur. Ni ma sœur, ni moi, nous ne l'oublierons jamais. Dieu vous bénisse et vous tienne en sa sainte garde!

Sa voix tremblait et il détourna la tête. Il lâcha la main de Ginger Ted et se hâta de les quitter.

Cloué par la surprise, Ginger le regarda sortir.

— Qu'est-ce que ce vieux fou vient de nous chanter là? demanda-t-il.

L'administrateur éclata de rire. Il essaya de se contenir, mais plus il faisait d'efforts, plus il se tordait. Son gros ventre sautait sous le sarong. Il se renversa sur sa chaise longue en roulant d'un côté à l'autre. Tout son corps, jusqu'aux muscles de ses mollets trop gras, vibrait d'allégresse. Il se tenait les côtes. Les sourcils froncés, Ginger Ted le regardait et, comme il ne comprenait pas, il finit par se fâcher. Il saisit une des bouteilles vides par le goulot.

— Si vous ne cessez pas de rire, je vous casse la tête, menaça-t-il.

L'administrateur se tamponna le visage. Il avala une gorgée de bière. Puis il gémit, tant les côtes lui faisaient mal.

— Il vous remercie d'avoir respecté la vertu de miss Jones, réussit-il enfin à articuler.

— Moi? hurla Ginger Ted.

Il lui fallut un certain temps pour comprendre, mais alors il entra en fureur. Un torrent de jurons déborda de ses lèvres.

— Cette vieille bourrique! conclut-il. Pourquoi me prend-il?

— Vous avez la réputation d'être assez galant, ricana le petit administrateur.

— Je ne la toucherais même pas avec le bout d'une gaffe. Une idée pareille ne m'a jamais effleuré. Vite, mon argent, que j'aille m'abreuver.

— Je vous comprends.

— Cette vieille bourrique! répéta Ginger Ted, cette saleté de vieille bourrique.

Il était choqué et offensé. Son sentiment de la décence était bouleversé.

L'administrateur avait l'argent sous la main. Il le remit contre reçu à Ginger Ted.

— Allez prendre votre cuite, Ginger, dit-il, mais je vous

prévions : cette fois, au premier mauvais coup, ce sera douze mois.

— Je ne ferai pas de mauvais coup, dit Ginger Ted, l'air sombre.

— C'est une insulte ! hurla-t-il, voilà ce que c'est, une ignoble insulte.

Il ne dessoula pas pendant une semaine. Le Révérend retourna voir l'administrateur.

— J'ai appris avec peine que ce pauvre garçon était retombé dans son vice, dit-il. Ma sœur et moi, nous sommes désolés. Vous n'avez pas été très prudent en lui remettant tant d'argent à la fois.

— C'était son argent. Je n'avais pas le droit de le garder.

— Pas le droit légal, peut-être, mais sûrement le droit moral.

Il fit à l'administrateur le récit de cette affreuse nuit dans l'ile. Avec son instinct de femme, miss Jones avait compris que l'homme, enflammé de luxure, était décidé à abuser d'elle, et, prête à se défendre avec l'énergie du désespoir, elle s'était armée d'un scalpel. Il dit les prières et les pleurs de sa sœur, et comment elle avait réussi à se cacher. Son angoisse était indescriptible, elle savait qu'elle ne survivrait pas au déshonneur. Elle se tordait les mains. A chaque instant, elle croyait qu'il allait venir. Et aucun secours à espérer ! Enfin la malheureuse épuisée avait sombré dans le sommeil : les forces humaines ont une limite. A son réveil, elle s'était aperçue qu'il l'avait couverte avec des sacs. Il l'avait trouvée endormie et, ému sans doute par tant d'innocence et de faiblesse, il n'avait pas eu le cœur de la toucher ; il avait déposé doucement les sacs sur elle et s'était retiré sans bruit.

— Le fond est donc bon chez lui. Il faut tenter quelque chose. Ma sœur sent que nous avons le devoir de le sauver.

— Eh bien ! à votre place, je ne m'y frotterais pas avant qu'il soit au bout de son argent, dit l'administrateur, et alors, s'il n'est pas en prison, vous pourrez faire ce que vous voudrez.

Mais Ginger ne tenait pas à être sauvé. Une semaine après sa libération, assis devant la boutique d'un Chinois, il contemplait la rue, le regard vide, quand il vit venir miss Jones. Il l'examina et, une fois de plus, l'indignation le saisit. Il murmura deux ou trois mots, à coup sûr peu respectueux. Pas de doute, miss Jones l'avait reconnu ; il se hâta de détourner la

tête, mais il sentit son regard rivé sur lui. Elle marchait d'un pas alerte. Allait-elle s'arrêter, lui parler? Il se cacha dans la boutique. Pendant cinq minutes au moins, il demeura terré. Une demi-heure plus tard, M. Jones en personne arriva et, la main tendue, alla droit à lui.

— Comment vous portez-vous, monsieur Édouard? Ma sœur m'a dit que vous étiez ici.

Ginger Ted lui lança un regard sombre et ne prit pas sa main. Il ne répondit pas.

— Vous nous feriez le plus grand plaisir en venant dîner avec nous dimanche prochain. Ma sœur est un véritable cordon bleu et elle vous fera un vrai dîner australien.

— La barbe!

— Voilà qui n'est pas très gracieux, dit le missionnaire, avec un petit rire pour montrer qu'il ne se sentait pas offensé. Vous allez bien voir l'administrateur; pourquoi ne viendriez-vous pas aussi chez nous? Il est agréable, de temps en temps, de se retrouver entre blancs. Oubliez le passé, voulez-vous? Je puis vous assurer de l'accueil le plus cordial.

— Je n'ai pas les vêtements qu'il faudrait, dit Ginger Ted, d'un air boudeur.

— Oh! ne vous occupez pas de ça. Venez comme vous êtes là.

— Je ne viendrai pas.

— Pourquoi? Vous avez une raison?

Ginger Ted ne s'embarrassait pas de politesse. Les paroles que si souvent nous retenons devant une invitation ennuyeuse, il ne les mâcha pas.

— Parce que je n'ai pas envie.

— Je le regrette beaucoup. Ma sœur va avoir une grande déception.

Décidé à ne pas paraître choqué, M. Jones lui fit un salut aimable et s'éloigna. Quarante-huit heures plus tard, un paquet arrivait en grand mystère chez Ginger Ted. Il en sortit un costume blanc, une chemise de tennis, une paire de chaussettes et des souliers. Il ne recevait pas souvent de cadeaux, et quand il vit l'administrateur, il lui demanda si c'était lui qu'il devait remercier.

— Vous rêvez! L'état de votre garde-robe me laisse complètement indifférent.

— Alors, qui diable ça peut-il bien être?



Ses fonctions obligeaient parfois miss Jones à venir consulter M. Gruyter et quelques jours plus tard, elle se présenta, un matin, au bureau. Il s'agissait toujours de lui imposer quelque corvée, mais, du moins, en femme intelligente, elle ne gaspillait pas une minute en précautions oratoires. Il constata non sans surprise, que cette fois, elle le dérangeait sous un prétexte futile et quand il eut dit son regret de ne pouvoir lui donner satisfaction, elle n'insista pas, comme à l'ordinaire, pour essayer de le convaincre. Elle se leva, et, sur un ton détaché :

— A propos, M. Gruyter, dit-elle, mon frère a grande envie d'avoir ce jeune homme qu'on appelle Ginger Ted à dîner et je lui ai écrit un mot pour le prier de venir après-demain. Je le crois assez timide : voulez-vous venir aussi ?

— C'est très aimable à vous.

— Mon frère trouve qu'il faut faire quelque chose pour ce pauvre garçon.

— Ah ! l'influence bienfaisante d'une femme... soupira l'administrateur.

— Tâchez de le décider. Si vous insistez il cédera, j'en suis sûre et quand il connaîtra le chemin, il reviendra. C'est dommage de laisser ainsi l'ivraie étouffer le bon grain.

L'administrateur leva les yeux vers elle. Elle avait plusieurs centimètres de plus que lui. Pas séduisante, la pauvre fille. Insipide comme du linge en train de sécher sur une corde à lessive. Les yeux de l'administrateur brillèrent, mais ses traits ne changèrent pas.

— Je ferai de mon mieux, dit-il.

— Quel âge a-t-il ?

— D'après son passeport, il a trente et un ans.

— Et quel est son vrai nom ?

— Wilson.

— Edward Wilson, dit-elle avec douceur.

— Comment, après la vie qu'il a menée, est-il encore aussi vigoureux ? murmura l'administrateur. Il est fort comme un bœuf.

Miss Jones devint très rouge. Elle se hâta de prendre congé et s'en alla.

— *Godverdomme!* fit l'administrateur.

Il savait à présent d'où venaient les vêtements neufs de Ginger Ted.

Il le rencontra ce jour-là et lui demanda s'il avait entendu parler de miss Jones. Ginger sortit de sa poche un papier froissé et le lui tendit. C'était l'invitation.

« Cher monsieur Wilson,

« Vous nous feriez le plus grand plaisir en venant dîner avec nous mardi prochain à 7 h. 30. Vous retrouverez l'administrateur. Nous avons reçu de nouveaux disques d'Australie qui, j'en suis sûre, vous plairont. Je crains de n'avoir pas été très aimable à notre dernière rencontre, mais alors je ne vous connaissais pas si bien, et je sais, quand je me suis trompée, reconnaître mon erreur. J'espère que vous ne me gardez pas rancune et que vous me permettrez d'être votre amie.

« Croyez à mon souvenir le plus sympathique.

« MARTHA JONES. »

Elle l'appelait M. Wilson et lui annonçait la présence de l'administrateur. Donc, en disant à M. Gruyter qu'elle avait déjà invité Ginger Ted, elle avait légèrement anticipé.

— Que comptez-vous faire ?

— Je n'irai pas, bien entendu. Ce culot !

— En tout cas, il faut répondre.

— Jamais de la vie.

— Écoutez, Ginger, vous mettrez votre costume neuf et vous viendrez par gentillesse pour moi. Moi, je suis forcé d'y aller, et sacrédié, vous ne pouvez pas me lâcher comme ça. Pour une fois, vous n'en mourrez pas.

Ginger Ted leva un œil soupçonneux, mais il vit un visage sérieux et une expression sincère. Comment aurait-il deviné qu'en son for intérieur, le Hollandais ne s'était jamais autant amusé ?

— Pourquoi diable tiennent-ils tant à m'avoir ?

— Je n'en sais rien. Pour le plaisir de votre compagnie, je suppose.

— Est-ce qu'il y aura quelque chose à boire ?

— Non, mais passez chez moi, à sept heures, et nous nous enverrons quelques verres avant la séance.

— Alors, ça va, grogna Ginger Ted.

L'administrateur se frotta les mains qu'il avait petites et potelées. Quelle soirée en perspective ! Mais le mardi à sept heures, Ginger Ted était ivre-mort et M. Gruyter dut partir sans lui. Il dit la vérité au missionnaire et à sa sœur.

M. Jones hocha la tête.

— Il vaut mieux renoncer, Martha, cet homme est incorrigible.

Un instant, miss Jones garda le silence et deux larmes coulèrent contre son long nez mince. Elle se mordit la lèvre.

— Personne n'est incorrigible. Chacun a quelque chose de bon en soi. Je vais prier pour lui tous les soirs. Ce serait un péché de douter de la toute-puissance de Dieu.

Peut-être miss Jones avait-elle raison, mais la Providence prit une voie très détournée pour arriver à ses fins. Ginger Ted se mit à boire plus que jamais.

Il devint si insupportable que M. Gruyter se fâcha et décida de l'expédier par le prochain paquebot. Ce fut alors qu'une maladie mystérieuse commença à effrayer la population. Le germe avait été rapporté d'une île voisine où l'on venait de constater plusieurs décès suspects. M. Gruyter envoya le médecin officiel, un Chinois, faire une enquête sur place. C'était le choléra. Deux cas encore se déclarèrent à Baru et il fallut se rendre à l'évidence : une épidémie était en cours.

L'administrateur lança un juron, but une bouteille de bière et alluma un cigare. Après cela, il réfléchit. Le docteur chinois ne serait d'aucun secours. Jamais les indigènes ne se soumettraient aux instructions de cet homoncule aux nerfs détraqués. L'administrateur ne manquait pas d'expérience et connaissait les mesures à prendre, mais il ne pouvait pas être partout à la fois. Il n'éprouvait aucune sympathie pour le Révérend Jones : pourtant, en cette circonstance, il se félicitait de l'avoir sous la main et l'envoya chercher sur-le-champ. Dix minutes plus tard, le Révérend était dans son bureau. Sa sœur l'accompagnait.

— Vous devez vous douter de ce que je veux vous dire, monsieur le pasteur, dit-il, de façon abrupte.

— Oui. Je m'attendais à votre message. C'est pourquoi j'ai amené ma sœur. Nous nous mettons à votre disposition. Je

n'ai pas besoin de vous dire qu'elle peut rendre les mêmes services qu'un homme.

— Je sais. Son aide me sera précieuse.

Ils commencèrent aussitôt à arrêter leur ligne de conduite. Avant tout, il fallait créer des pavillons d'isolement et des baraquements de quarantaine. Certaines précautions devaient être imposées aux habitants. Souvent, les habitants des villages contaminés venaient chercher leur eau au même puits que ceux des villages encore épargnés. Des envoyés feraient connaître les prescriptions et veilleraient à leur observation. Toute négligence serait réprimée avec la dernière rigueur. Mais l'indigène n'obéit pas à l'indigène et les ordres transmis par des policiers jaunes, peu convaincus eux-mêmes de leur efficacité, ne seraient certainement pas observés. Impossible pour le Révérend de quitter Baru où la population si nombreuse demandait un contrôle médical particulièrement rigoureux. Quant à M. Gruyter, ses fonctions officielles l'obligeaient à rester en contact permanent avec son personnel. Seule, miss Jones pouvait partir, mais, dans certaines îles écartées, la perfidie des indigènes encore barbares, qui avait déjà obligé l'administrateur à sévir, rendait ce voyage inquiétant pour une femme blanche.

— Je n'ai pas peur, affirma-t-elle.

— C'est possible. Mais je serais dans de beaux draps, s'ils vous coupaient le cou. Et d'ailleurs, quand nous sommes tellement à court de monde, je ne veux pas risquer la vie d'une infirmière de votre valeur.

— Alors, dites à M. Wilson de m'accompagner. Personne ne connaît mieux que lui les indigènes, et il parle tous les dialectes.

— Ginger Ted ? — L'administrateur la regarda avec stupeur. — Vous n'y songez pas. Il sort d'une attaque de délirium tremens.

— Je sais.

— Vous savez beaucoup de choses, mademoiselle.

Malgré la gravité de l'heure, M. Gruyter ne put s'empêcher de sourire. Il lui jeta un coup d'œil malicieux, mais le visage de miss Jones resta impassible.

— Rien ne met en valeur les qualités d'un homme comme le sentiment de la responsabilité, et je suis certaine que c'est ce qui se passera pour lui.

— Crois-tu que ce soit bien prudent de te placer sous la sauvegarde d'un être aussi corrompu ?

— Mon sort est entre les mains de Dieu, répondit-elle.

— Et vous vous imaginez que Ginger Ted vous servira à quelque chose ? demanda l'administrateur.

— J'en suis convaincue.

Elle rougit.

— Après tout, personne mieux que moi ne sait à quel point il est capable de se dominer.

L'administrateur se mordit les lèvres.

— Envoyons-le chercher.

Quelques minutes plus tard, Ginger Ted était devant eux. Il paraissait fort démoli. Sa récente attaque lui avait ébranlé les nerfs. Il portait des vêtements innommables, et une barbe d'une semaine salissait son menton.

— Écoutez, Ginger, dit l'administrateur. C'est à propos de cette histoire de choléra. Il faut obliger les indigènes à prendre des précautions, et nous comptons sur vous pour nous aider.

— Pourquoi, diable, me donnerais-je cette peine ?

— Pour rien. Par philanthropie.

— Vous voulez rire, l'administrateur. Je ne suis pas un philanthrope, moi.

— Alors, la question est réglée. Je ne vous retiens pas.

Mais comme Ginger Ted allait sortir, miss Jones l'arrêta.

— C'était mon idée, monsieur Wilson. Voyez-vous, ils veulent m'envoyer à Labobo et à Sakunchi, mais ces indigènes sont si étranges, ça me fait peur d'y aller seule. Si vous étiez venu, je me serais sentie en sûreté.

Il la regarda d'un air d'extrême mépris.

— La belle affaire, si vous y laissiez votre peau ?

Les yeux de miss Jones s'emplirent de larmes. Un sanglot lui échappa. Elle se mit à pleurer. L'air stupide, Ginger Ted la considérait.

— Il n'y a pas de raison pour que ça vous fasse quelque chose, dit-elle.

Elle se ressaisit et s'essuya les yeux.

— J'ai été très sotte, tout se passera très bien. J'irai seule.

— C'est une folie pour une femme d'aller à Labobo.

Elle lui sourit.

— Peut-être bien, mais que voulez-vous ? c'est mon devoir

et je n'ai pas le choix. Je suis désolée si ma proposition vous a offensé. Pardonnez-moi. Je n'aurais pas dû vous demander de partager un pareil risque.

Pendant une minute au moins, Ginger Ted la regarda. Il se balançait d'un pied sur l'autre. Sa face morose devenait de plus en plus sombre.

— Oh! après tout, je m'en moque! Comme vous voudrez, dit-il enfin. J'irai avec vous. Quand partons-nous?

Le lendemain, chargés de médicaments et de désinfectants, ils quittaient Baru dans la chaloupe du gouvernement. M. Gruyter devait, une fois toutes les dispositions prises, partir à son tour en prahu dans une autre direction. Pendant quatre mois, l'épidémie ne fit que se développer. Malgré les efforts pour la localiser, elle s'étendait peu à peu à toutes les îles. L'administrateur travaillait du matin au soir. A peine revenu à Baru, il devait en repartir. Il distribuait des aliments et des remèdes, il rassurait la population, il avait l'œil à tout. Aucune nouvelle de Ginger Ted, mais, par le Révérend Jones, il savait que le succès de l'expérience passait tous les espoirs. Le mauvais sujet se conduisait bien. A force de cajolerie, de fermeté, et à l'occasion de bourrades et de coups de poing, il amenait les indigènes à prendre les précautions nécessaires à leur sécurité. Miss Jones pouvait se féliciter. Mais l'administrateur était trop fatigué pour en rire. A la fin de l'épidémie, il s'estima heureux que, sur huit mille habitants, on ne comptât que six cents décès.

Enfin, on n'enregistra plus un seul cas dans la colonie.

Un soir, assis en sarong sur sa véranda, l'administrateur, plongé dans la lecture d'un roman français, se réjouissait de pouvoir s'abandonner de nouveau à la vie facile, quand son boy vint lui annoncer Ginger Ted. Il se leva et lui cria d'entrer. Cette visite tombait à pic. L'envie lui était venue de se griser ce soir-là, mais boire seul, c'est trop triste : à regret, il s'était abstenu. Et voilà que le ciel lui envoyait un partenaire! Bon Dieu, ce qu'ils allaient s'en donner! Après quatre mois, ils méritaient bien de s'amuser un peu. Ginger entra. Rasé de frais, en costume blanc très propre, il paraissait un autre homme.

— Eh bien! Ginger, vous avez plutôt l'air de revenir d'une

cure d'altitude que de soigner une bande de macaques en train de crever du choléra. Et ce beau costume ! Un vrai dandy.

Ginger souriait, l'air penaud. Le boy apporta deux canettes de bière et les servit.

— A la vôtre, Ginger ! dit l'administrateur en prenant son verre.

— Je crois que je n'en prendrai pas, merci.

L'administrateur reposa le verre et examina Ginger Ted avec stupéfaction.

— Quoi ? qu'est-ce qui se passe ? Vous êtes souffrant ?

— Je boirai volontiers une tasse de thé.

— Une tasse de quoi ?

— J'ai dit adieu à la bouteille. Martha et moi, on va se mettre en ménage.

— Ginger !

Les yeux de l'administrateur lui sortaient de la tête. Il gratta son crâne tondu.

— Vous ne pouvez pas épouser miss Jones. Personne ne pourrait épouser miss Jones.

— Si. Je suis décidé. C'est pour ça que je viens vous voir. Owen nous mariera à la chapelle, mais nous tenons à être unis selon la loi hollandaise.

— C'est une plaisanterie, Ginger. A quoi ça rime-t-il ?

— C'est elle qui y tient. Elle s'est toquée de moi la nuit que nous avons passée sur l'île, quand l'hélice s'est brisée. Ce n'est pas une mauvaise pâte, quand on la connaît. Et puis, c'est sa dernière chance, vous comprenez, et je serai content de faire quelque chose pour elle. Il faut bien qu'elle ait quelqu'un.

— Ginger, Ginger, vous n'aurez pas eu le temps de faire ouf qu'elle vous aura transformé en un de ces sacrés missionnaires.

— Et pourquoi pas, si nous avons une petite mission à nous ? Elle dit que je suis épatant avec les indigènes et qu'en cinq minutes j'en viens à bout mieux qu'Owen en toute une année. Elle dit aussi qu'elle n'a jamais rencontré un magnétisme comme le mien. Ce serait dommage de ne pas se servir d'un don pareil.

L'administrateur le regarda sans répondre et approuva de la tête trois ou quatre fois. Elle l'avait bien dressé.

— J'en ai déjà converti dix-sept, dit Ginger Ted.

— Vous ? Je ne savais pas que vous eussiez la foi.

— En effet, elle ne m'étouffait pas, mais quand je les ai vus, dès que je leur parlais, rappliquer tous au bercail, comme un troupeau de moutons, ça m'a vraiment remué. Nom de D... ! me suis-je dit, il y a quelque chose là-dedans.

— Je me doutais qu'elle allait mettre le grappin sur vous, mais à ce point-là !...

L'administrateur arpentait la véranda d'un pas agité.

— Voyons ! mon vieux, reprit-il après un instant de réflexion, nous avons eu de bons moments ensemble et un copain est un copain. Je vais vous dire ce que je compte faire. Je vais vous prêter la chaloupe, vous irez vous cacher sur une des îles jusqu'au passage du prochain bateau, et je leur recommanderai de s'arrêter pour vous prendre à bord. Vous n'avez plus qu'une chance de vous en tirer, c'est de filer.

Ginger Ted hocha la tête.

— Rien à faire. Je sais que vous parlez avec une bonne intention, mais j'épouserai cette femme, c'est sûr. Vous ne savez pas quelle joie ça donne d'amener tous ces salauds de pêcheurs à se repentir, et puis, cette fille sait vous préparer un de ces puddings au sucre ! Je n'en ai pas mangé de pareil depuis mon enfance.

L'administrateur était très contrarié. Allait-il vraiment perdre ce mauvais sujet de Ginger, son seul camarade ? Il se découvrait tout à coup de l'affection pour lui. Le lendemain il alla voir le missionnaire.

— Qu'est-ce qu'on me dit ? Votre sœur veut épouser Ginger Ted ? En voilà une histoire !

— Pourtant, rien n'est plus vrai.

— Il faut empêcher ça. C'est de la folie.

— Ma sœur est majeure et libre d'agir à sa guise.

— Mais vous n'allez pas me dire que vous l'approuvez. Vous connaissez Ginger Ted. C'est le dernier des derniers. Avez-vous bien fait remarquer à votre sœur à quoi elle s'expose ? C'est très joli de ramener les pêcheurs dans le droit chemin, je n'en disconviens pas, mais il y a des limites. La caque sent toujours le hareng !

Alors, pour la première fois de sa vie, l'administrateur aperçut un éclair d'ironie dans l'œil du missionnaire.

— Ma sœur sait ce qu'elle veut, monsieur Gruyter, répliqua-t-il. Depuis cette nuit qu'ils ont passée dans l'île, le sort de Ginger Ted était réglé.

— Doux Jésus ! marmotta l'administrateur.

Miss Jones fit son entrée, radieuse, rajeunie de dix ans. Ses joues étaient fraîches et son nez à peine teinté de rouge.

— Vous venez pour me féliciter, monsieur Gruyter ? s'écria-t-elle, enjouée, presque gamine. Vous voyez, j'avais tout de même raison. Chacun a du bon en soi. Vous ne pouvez pas savoir ce qu'Edward a été pendant toute cette terrible période. C'est un héros. C'est un saint. J'en étais moi-même surprise.

— J'espère que vous serez très heureuse, miss Jones.

— Bien sûr que je le serai. Oh ! ce serait très mal à moi d'en douter, car c'est le Seigneur qui nous a réunis.

— Croyez-vous ?

— J'en suis certaine. Voyons ! Sans le choléra, Edward ne se serait jamais révélé. Sans le choléra, nous n'aurions jamais appris à nous connaître. Jamais la volonté de Dieu ne s'est plus clairement manifestée.

L'administrateur ne put s'empêcher de penser que ce moyen de réunir deux êtres au prix de la vie de six cents victimes innocentes manquait de mesure, mais, dans son ignorance des voies du Tout-Puissant, il garda sa réflexion pour lui.

— Vous ne devinerez jamais où nous comptons faire notre voyage de noces, dit miss Jones, non sans malice.

— A Java ?

— Non. Si vous voulez bien nous prêter la chaloupe, nous retournerons sur cette île où nous avons été bloqués. Nous y avons tous les deux des souvenirs très doux. C'est là que j'ai pressenti pour la première fois la noblesse et la générosité d'Edward.

L'administrateur eut le souffle coupé. Il se hâta de prendre congé, car il sentait qu'à moins de noyer tout de suite sa raison dans des flots de bière, il risquait l'apoplexie.

SOMERSET MAUGHAM.

Texte français de M^{me} E. R. Blanchet.

LA PSYCHOLOGIE

DU PEUPLE ARGENTIN ⁽¹⁾

Bien que la population de la République argentine soit en très grande majorité de race blanche et que cet immense territoire apparaisse au nouveau venu beaucoup moins comme un pays exotique que comme un prolongement de l'Europe, la psychologie du peuple argentin n'est pas simplement un apport de l'Ancien Monde. Nous nous proposons d'abord d'analyser le fondement psychologique d'origine sud-américaine qui a su résister à l'épreuve des mélanges ethniques, puis de rechercher quelles modifications les influences étrangères ont provoquées, et nous saurons ainsi dans quelle mesure l'Argentin moderne a reçu l'empreinte d'un milieu qu'il a en partie créé et d'un passé que ses ancêtres n'ont pas vécu.

DEUX RACES

Deux hommes ont formé le Sud-Américain : l'Indien et l'Espagnol. Mais l'Indien de la pampa, nomade, isolé, primitif, hostile, aurait sans doute disparu sans laisser de traces, s'il n'avait été l'émanation même du sol.

Rien de moins attirant, au temps de la conquête, que cette terre qui attirera tout à elle : inculte, désertique, marécageuse et malsaine au bord de l'Océan, d'une désespérante horizontalité que marque, d'un point de repère, l'*ombú*, arbre rare et majestueux. Les Incas eux-mêmes, qui ont conquis les pro-

(1) Lecture faite à l'Académie des Sciences morales et politiques.

vinces du nord-ouest de la République actuelle, se sont arrêtés au seuil des plaines sans attrait qui ne semblent pas capables de récompenser un effort. Les explorateurs européens se contentent de longer ces contrées inhospitalières en remontant les fleuves pour gagner les plateaux andins, riches et peuplés, et si l'un d'eux fonde un jour une cité en l'honneur de la Vierge de Buenos-Aires, c'est à titre de point d'appui et de gîte d'étape. La rivière de l'argent, rio de la Plata, n'est, comme son nom l'indique, qu'une voie d'accès vers le Pérou riche en mines, et le pays qu'elle baigne ne vaut que par et pour le métal qu'il ne possède pas.

Cette terre, d'une tristesse prenante, s'incarne dans l'Indien, mélancolique, contemplatif, rocher mouvant détaché de la Cordillère. Les principes qui fondent nos économies modernes n'ont pas de sens pour lui. L'homme de race rouge a peu de besoins et se refuse à les accroître ; il ignore l'ambition, méprise le bien-être, condamne le progrès. Il se plaît à répéter les mêmes gestes et poursuit un idéal de conformisme et de tranquillité. Il ne s'aventure pas sur l'Océan qu'il redoute, mais il aime la terre, obéissant aux forces de la nature qu'il divinise et dont il peuple sa solitude.

Parmi ces primitifs d'entre les primitifs s'installent les pires aventuriers de la race blanche, car les élites se dirigent vers la Nouvelle-Espagne ou la Nouvelle-Castille. Ceux qui s'arrêtent aux confins de la pampa sont audacieux, violents, dominateurs, peu soucieux de calme et de sécurité. Mais leur âme s'apparente à celle de l'Indien par le réalisme, la sensualité, avec, il est vrai, cette pointe d'idéalisme qui caractérise le *casticismo* castillan. Même la foi du conquérant, aveugle, intransmissible, est revêtue de formes matérielles et enserrée en des rites précis qui permettent à la religion nouvelle d'absorber, sans les détruire, le paganisme et la magie indigènes. L'idole prend un nom chrétien.

La terre conspire avec l'Indien pour rapprocher les psychologies ; l'Espagnol choisit instinctivement pour y résider le lieu qui s'harmonise le mieux à son caractère propre : l'Andalou et le Basque préfèrent la côte de l'Atlantique, le Castillan et l'Aragonais les collines du nord-ouest. Dans ces conditions, le vainqueur ne tarde pas à être vaincu à son tour par le milieu. Isolé, incontrôlé, éloigné de sa famille qu'il a laissée en

Espagne « pour ne pas en être embarrassé », comme le dit un gouverneur de Buenos-Aires, il vit dans la promiscuité et perd le respect des lois ; il se « tropicalise », suivant l'expression de M. Terán. Sa dignité, sa loyauté, sa générosité s'effacent ; il devient immoral, cruel, indiscipliné. Les mœurs sont telles que Cabeza de Vaca lui-même s'en montre offusqué.

Ainsi, à la même époque, s'établit la hiérarchie des races et se réalise leur fusion. L'Espagnol asservit l'Indien et s'unit à l'Indienne. De ces unions illégitimes naît le métis, synthèse ethnique. Éduqué le plus souvent par sa mère seule, modelé par le milieu, il est surtout indien ; mais il a hérité de son père l'audace et l'esprit d'aventure. Routinier et servile, il est par instants jeté en avant par d'aveugles poussées intérieures. La passivité des rouges renforce alors l'élan des blancs, comme toute force d'inertie qui empêche le mouvement de naître, mais qui le prolonge lorsqu'il est né. Et l'une et l'autre qualité s'accordent avec la pampa, négative, mais qui par son étendue suggère le mouvement. Le *gaucho*, le cavalier toujours en selle et qui semble ne faire qu'un avec sa monture, le centaure moderne, le libéral, le fédéraliste indomptable est le type populaire de ce métis héroïque et barbare, « croisement de la chevalerie espagnole et de la résignation indienne », a dit un moderne philosophe.

L'état social qui répond à cette psychologie est rudimentaire. L'Espagnol apporte avec lui cet amour de la liberté qui l'a poussé dans la péninsule ibérique à la défense de ses *fueros*. Pour lui tout se résout en contrats, le juridique domine. L'esprit de coopération et de solidarité lui est étranger. Mais cet individualisme, qui a sa grandeur, n'est pas constructif et mérite les épithètes que lui ont appliquées Manuel Ugarte et Picavea : il est anti-économique, non-utilitaire.

Pendant toute la période coloniale, la psychologie des habitants du Rio de la Plata ne diffère pas sensiblement de celle de leurs voisins des autres régions. Cependant le degré du mélange ethnique commence déjà à varier suivant les territoires. Dans les *audiencias* de Quito et de Charcas, par exemple, où la population autochtone est abondante, l'Indien affirme une influence prédominante qui se maintiendra, tandis que, dans les possessions portugaises, le nègre impose certains traits originaux de son caractère.

ANARCHIE ET DICTATURE

Au moment où prend fin la paix espagnole, à l'aube du XIX^e siècle, le territoire argentin est toujours défavorisé. Le port de Buenos-Aires, longtemps fermé par la volonté du Conseil des Indes et sauvé de la ruine par une intense contrebande avec le Brésil, n'a pu se développer qu'avec lenteur, malgré sa situation géographique privilégiée. La ville elle-même, trente ans avant la proclamation de l'indépendance, compte 16 000 habitants, dont seulement 1 000 Espagnols et 4 000 créoles. En 1800, la population de la vice-royauté entière est estimée à moins de 400 000 âmes. L'Argentine dans son enfance est la Cendrillon de l'Empire hispanique; mais, comme Cendrillon, c'est elle, parmi ses sœurs, qui connaîtra le plus beau destin.

Ce destin, cependant, ne se laisse pas deviner au lendemain de la révolte. L'effondrement du pouvoir séculaire libère des hommes qui n'ont pas fait l'apprentissage de la liberté. L'individualisme dégénère en anarchie. La nation, à peine née, se désagrège; elle se rétrécit pour chacun aux horizons familiers: « La patrie, pour le Cordobés, c'est Córdoba; pour le Tucumano, c'est Tucumán », écrit Echeveria. Alors l'anarchie, par une réaction naturelle, engendre ce personnage au nom intraduisible, comme le sont généralement ceux des héros qui incarnent les caractères essentiels d'un peuple: le *caudillo*. Ce dictateur est un *gaucho*, jailli de la masse du peuple par la force de l'élan vital; il se dirige, suivant les circonstances, sans but défini, en justifiant la devise d'Ernesto Quesada: « Notre vie pousse à l'action ». Sa physionomie se nuance suivant les régions: violent sur le littoral, astucieux et retors à l'intérieur. Mais toujours il demeure simple, dédaigneux du confort et superstitieux en véritable Indien. Le type populaire de ce *caudillo*, le général Quiroga, le *Facundo* de Sarmiento, dont la vie nous est de nouveau contée dans deux ouvrages parus l'an dernier, est dépeint comme cruel et loyal, noble et sanguinaire, généreux et avide d'argent. Il se sent mu, nous dit M. F. García Calderón, par des « forces primitives, par des instincts, des passions simples ». Pour la masse qui applaudit à ses exploits, il est la loi elle-même. Inutile

de formuler une déclaration de principes, son nom suffit. Il représente « le pouvoir fort », rêvé par Bolivar, et, *en fait*, il parvient quelquefois à triompher de ses adversaires, à exercer une tyrannie salutaire, à assurer quelques années de paix : tels sont Rivadavia et Rosas, le Louis XI de l'histoire argentine. Le plus souvent, il poursuit de combat en combat une existence illogique qui se termine tragiquement. Comme le *conquistador*, il écrit dans l'histoire, à la pointe de l'épée, un poème sauvage.

Déjà, il est vrai, à la fin du xviii^e siècle et au début du xix^e siècle, les idées traversent l'Océan, précédant les hommes : elles arrivent pêle-mêle, extraites du *Contrat social*, du *Tableau économique*, du *Traité des sensations*. Mais elles ont peu de force sur cette terre dépourvue de contrastes où le sens critique ne peut naître, et ce sont les mots qui comptent. L'unitarisme et le fédéralisme demeurent le plus souvent des étiquettes vides de sens. La France apporte au dictateur l'appui d'une phraséologie qui transforme les soldats en héros et martyrs, les chefs en tyrans et libérateurs. « Le licencié, de conscience large et d'habileté consommée, écrit M. Lucas-Ayarragaray, se convertit en coadjuteur du *caudillo*. »

L'alternance de l'anarchie et de la dictature devient si régulière que de bons esprits la traitent comme un phénomène cyclique normal et regardent les révolutions comme « les oscillations de l'esprit de liberté ».

L'EMPRISE DU SOL

En 1852 seulement, la République argentine s'ouvre aux immigrants, et bientôt débarquent les étrangers, apôtres du bien-être, propagateurs de besoins, désireux de richesses plus que de domination. Leur flot déferle sur le pays plat, submerge la pampa et va battre le pied des Cordillères. Le nègre est éliminé, l'Indien refoulé. Mais cette immigration est *individualiste*, d'origine et de caractère. Elle naît spontanément, elle est alimentée par des Latins, qui, dès leur arrivée, sont saisis par le milieu et fondus dans le creuset commun avec une incroyable rapidité. L'Argentine passe à juste titre pour un des pays du monde qui jouit de la plus grande puissance d'assimilation. En une génération souvent, l'étranger est

conquis; les fils renient leurs ancêtres, ne parlent même plus la langue paternelle, et font parade d'un patriotisme d'autant plus chatouilleux qu'il est de fraîche date. Ce n'est pas seulement du point de vue juridique que le *jus sanguinis* s'efface devant le *jus soli*.

Sans doute, il existe des degrés dans la vitesse d'absorption, et une échelle peut être construite, allant des plus aux moins assimilables: Espagnols, Allemands, Italiens, Français, Anglo-saxons, Slaves, Asiatiques. Une lutte sans trêve se poursuit entre la République argentine qui active la fusion par le moyen de la naturalisation, du service militaire, de l'instruction obligatoire, et d'autre part le pays d'émigration qui cherche à maintenir le contact avec ses nationaux, grâce à ses agents diplomatiques et consulaires, ses sociétés patriotiques, ses instituts d'enseignement, ses œuvres de bienfaisance. Mais les nouveaux venus ont rarement une personnalité suffisante pour résister à l'ambiance. En raison de la variété des nationalités auxquelles ils appartiennent, ils ne forment pas de noyaux homogènes puissants, comme les Espagnols à Cuba par exemple; en outre, ils peuvent tous bénéficier des possibilités d'ascension sociale qu'*aucun* groupement fermé, aucun préjugé séculaire, aucun privilège, aucune tradition ne limitent; enfin, ils subissent l'emprise du sol, d'autant plus impérieuse qu'elle est d'ordre physique. M. Kayserling a mis en relief la domination exercée par la *gana*, force originelle, aveugle, tellurique, qui l'oblige lui-même à lutter « pour sauver son identité ». Peut-être la pampa attire-t-elle par son immensité et sa désolation, comme le désert et l'océan, comme tous les horizons infinis.

La langue actuelle elle-même, déformée depuis un demi-siècle par des influences étrangères, et que Quesada saluait comme un parler nouveau, est en réalité une survivance de l'espagnol ancien, ainsi que vient de le prouver M. Miguel de Toro. Les prétendus argentinismes ou néologismes ressuscitent le plus souvent des archaïsmes ou des termes employés à l'époque coloniale dans certaines régions de la Péninsule ibérique, notamment en Andalousie.

Aussi ne faut-il pas s'étonner si les immigrants ne créent pas de coupure dans l'histoire psychologique du peuple argentin. Ils ne détruisent pas les caractères anciens, ils les

affectent seulement à des buts nouveaux, en mettant l'accent sur l'économique, jusque-là fort négligé. La gamme des nuances psychologiques s'étend, grâce à eux, du créole européenisé jusqu'à l'immuable Indien pur et peut être indiquée sur la carte par un dégradé partant de Buenos-Aires, soumise aux influences extérieures, pour gagner par larges bandes concentriques les régions voisines de la Bolivie et de la Terre de Feu. Toujours la capitale a été la moins américaine des cités et s'est opposée par son esprit commercial et par un certain voltairianisme à Córdoba, la cité épiscopale et universitaire, dont la jeunesse était nourrie de théologie et de scolastique. Mais le fondement psychologique ancestral subsiste, intact.

ET L'ESPRIT D'IMITATION

En même temps que le nouveau venu est absorbé sur le plan psychique en profondeur, il garde la connaissance et le goût des choses étrangères. Il continue de s'intéresser à l'Europe, *qu'il peut renier, mais non ignorer*, et dont les journaux argentins lui parlent fort longuement. Il emprunte aux vieilles civilisations des éléments d'instruction que sa nouvelle patrie ne saurait lui fournir, et il copie même des institutions faites pour d'autres peuples. Dans toutes les disciplines, la plupart des ouvrages fondamentaux sont des traductions de français, d'anglais, d'allemand ou d'italien; et l'influence que subit l'immigré n'est pas forcément celle de son pays d'origine. Ainsi puissance d'assimilation et esprit d'imitation jouent concurremment. Le divorce notamment entre l'aspect extérieur, anglo-saxon, et la réalité intérieure, hispano-indienne, commence de s'affirmer.

Dans l'ordre politique d'abord, la constitution des États-Unis sert de modèle. Elle est introduite en Argentine, remarque un juriste indigné, « comme on pose une pendule sur une cheminée ». Mais sous le président de la République c'est le *caudillo* qui reparait. La Constitution, grâce aux pouvoirs étendus qu'elle confère au chef de l'État, légalise la dictature et fait de la révolution le véritable droit de suffrage du peuple. Caudillisme et *pronunciamiento* subsistent comme éléments de droit public. Le texte permet la survivance de la double forme

de l'individualisme hypertrophié : dictature et anarchie. Le président Irigoyen nous fournit un type de *caudillo* moderne, taciturne, mystérieux, vivant très simplement, mais d'un autoritarisme sans mesure et d'un entêtement sans bornes. Il faut attendre jusqu'à nos jours pour voir le Congrès jouer un rôle.

Dans le domaine économique, la passivité se traduit par un manque d'initiative et d'organisation qui permet aux étrangers de créer et d'administrer de grandes entreprises, à la manière de colonisateurs. La livre sterling est un sûr et hardi pionnier qui facilite aux Anglais la conquête des points stratégiques, banques et chemins de fer, d'où les diplomates du dollar cherchent à les déloger. Les Argentins contemplent la lutte en spectateurs ; « ils suivent la pente », dit-on, mais cette pente est orientée par les soins des Européens et des Américains du Nord.

Ainsi les phénomènes économiques que nous constatons dans le Nouveau Monde rappellent-ils souvent ceux dont nous sommes ici les témoins. La concentration urbaine, par exemple, est excessive : dans la zone cultivée de la République les agriculteurs sont argentins depuis deux générations au plus et la capitale compte plus de deux millions d'habitants, alors que l'Argentine entière totalise douze millions d'âmes seulement. Exode rural, fonctionnarisme, sursaturation professionnelle, nous percevons au delà de l'Océan un écho de nos propres plaintes.

L'esprit d'imitation, enfin, menace de dégénérer en manie dangereuse, lorsqu'il s'applique à copier, sans les adapter, des modèles étrangers. Nous n'en voulons pour preuve que les efforts tentés en vue de réaliser une autarchie. Un pays qui manque de plusieurs matières premières, telles que la houille, le caoutchouc et la plupart des minerais, ne peut se suffire, et même les Unions économiques projetées avec ses voisins, qui sont également des pays neufs, ne lui permettraient d'obtenir ni les capacités, ni les capitaux qui lui font défaut.

Quant à l'élan, il se manifeste par la surprenante rapidité de l'évolution. Si, à la fin du xix^e et au début du xx^e siècle, la République devient un pays à monoculture, le « paradis sans jardin » dont parle l'humoriste, en revanche, la rente

foncière bondit, les profits montent, le capital s'accumule. C'est le *Klondyke* du blé et le *Rand* du bétail. Mais l'esprit s'accoutume à un enrichissement rapide, sans chercher à créer une organisation durable. La spéculation sévit, le niveau de vie s'accroît démesurément. Les activités, suivant une expression très en faveur, sont « dynamiques ». Tout calcul semble mesquin, toute économie est traitée d'avarice. L'avenir est une courbe perpétuellement ascendante.

Non seulement le présent est épuisé dans toutes ses possibilités, mais le futur est largement escompté. La nation entière se projette vers les lendemains radieux et en jouit par avance, grâce à la nouvelle idole : le crédit à la consommation. Pour quelques-uns, c'est une anticipation aveugle, une incapacité de concevoir le futur autrement que comme un prolongement du présent ; pour d'autres, c'est une transposition de l'avenir en présent, dans le dessein de contraindre cet avenir, de s'assurer la maîtrise du temps, de forcer le destin. Si par hasard le débiteur ne parvient pas à faire face aux échéances, s'il réclame un concordat ou, pis encore, s'il arrive « à vivre de ses dettes », en obtenant de nouvelles avances de ses créanciers qui craignent de tout perdre en cas de liquidation immédiate, il n'est pas déconsidéré pour autant. C'est l'avenir qui est coupable, soit d'avoir dévié de la direction ascendante, soit de ne pas s'être conformé à l'attitude optimiste des individus. Si, ultérieurement, le malchanceux vient à faire un héritage, il dédommage largement ceux qui ont eu confiance en lui. Les commerçants ne l'ignorent pas, et ils savent aussi que ceux d'entre eux qui importunent leurs débiteurs s'exposent à perdre leur clientèle, offusquée par de tels procédés.

On comprend qu'emportée par le mouvement économique, la monnaie ait eu jadis, elle aussi, une existence aventureuse, et que les hommes d'État, conscients du danger, aient cherché à la lier à l'or par une chaîne d'une extrême rigidité. Les créateurs de la *Caisse de conversion*, souvent critiqués à tort, ont sagement adopté en 1899 un système mécanique qui empêchait par son automatisme toute possibilité d'inflation.

Telle est la psychologie en temps de prospérité. Mais les mouvements cycliques n'épargnent pas les nations qui les méconnaissent. La dépression survient avec son cortège de

maux, et l'amplitude des oscillations, jointe à ce caractère de pays neuf qui fait dépendre la vie de la nation des cours de quelques denrées sur des marchés lointains, donne aux crises une apparence de fatalité. Alors surgit de nouveau la résignation indienne, qui est devenue, au contact des civilisations étrangères, une manière de bon sens, de ce bon sens que donnent le commerce de la terre, l'obéissance au rythme des saisons. L'économie se contracte, car son élasticité découle de l'élasticité psychologique. Après l'élan survient le repli brusque et salutaire : pas de stockage, pas de politique de valorisation, de soutien des prix et des rémunérations, de défense de droits acquis, de tous ces vains efforts que tentent les Européens et d'autres Américains du sud et du nord pour briser le cercle de fer des lois naturelles, et qui les laissent pantelants et désespérés, après leur inévitable défaite. En Argentine, la réadaptation se poursuit rapidement, les statistiques enregistrent une chute verticale des importations et un renversement immédiat de la balance commerciale, les consommateurs se restreignent, les citoyens retournent à la terre, les cultures se diversifient. Ce repli ne compromet pas les forces vives de la nation, car le niveau de vie est tel qu'il peut fléchir sans danger de tomber au-dessous du minimum d'existence, et que les impôts peuvent être augmentés, sans risquer de dépasser la capacité contributive. La majeure partie de la population, dans les provinces de l'intérieur, a des besoins « vitaux » limités et des moyens de les satisfaire grâce à la fécondité du sol.

LA VIE ARGENTINE

Dans le domaine social enfin, l'individualisme règne. L'association, la coopération sont des plantes exotiques qui ne poussent point de racines profondes. La concurrence demeure ardente. Pour Waldo Frank, la révélation d'une forme sociale manque au Sud-Américain. Ortega y Gasset appelle l'Argentin « l'homme sur la défensive ». Mais gardons-nous d'exagérer. La discipline, l'organisation, la méthode commencent à exercer leur action régulatrice. Si la vie argentine est une harmonie, composée uniquement d'une série de thèmes magnifiques, juxtaposés, comme il a été écrit, ces thèmes tendent à

s'ordonner. Et la nécessité d'une telle ordonnance, protectrice des faibles et des malheureux, est moins évidente qu'elle ne l'est en d'autres pays, car l'Argentin, quels que soient les échecs qu'il ait à subir, se refuse à être pessimiste, il est prêt à se retrancher dans l'immédiat et à subir son destin, il est viril, comme le type populaire du roman de José Hernandez : Martin Fierro. Bunge l'accuse de paresse ; n'en croyons rien, c'est de l'inertie, revêtue de cette tristesse sensuelle qui s'exprime dans le *tango* et dans les chants (*tristes*), analogues aux *yaravies* des Indiens des Andes.

Individualisme et optimisme, teintés de mélancolie, ainsi se résume la psychologie de l'Argentin moyen. Si ces caractères n'apparaissent pas toujours nettement au premier abord, la faute en est aux conditions de vie. En effet, la plupart des situations ont été, à maintes reprises, menacées politiquement ou économiquement ; elles paraissent d'autant plus fragiles que les véritables vocations sont rares et que la rapidité de l'évolution ne permet pas toujours à ceux qui occupent un emploi d'acquérir une capacité suffisante pour se sentir pleinement qualifiés, et c'est pourquoi l'intéressé tend à étayer sa situation par une attitude qu'il juge déterminante. Bien des voyageurs ont été frappés par l'aspect un peu théâtral de l'action, par le caractère souvent conventionnel du geste, et ils ont conclu à un regrettable « manque d'authenticité ». Ce jugement est trop sévère. L'individu joue le rôle d'un personnage qui lui est supérieur, non par gloriole, mais parce que son intérêt et même son devoir lui commandent de le faire ; il estime que tel est le moyen d'être lui-même ce personnage.

Ainsi s'explique le respect de la forme, que favorise encore une certaine répugnance à l'analyse. La forme seule permet d'établir des échelles de valeur simples et commodes. D'où l'importance du logement, du mode de transport, de la coupe des vêtements, même chez les hommes. L'Argentin soigne les apparences, se plie à tous les caprices de la mode, sacrifie à un extrême modernisme. L'Argentine de qualité conforme si exactement son visage et sa toilette au modèle le plus récent que le type féminin paraît quelque peu standardisé ; elle consacre une grande partie de son temps à l'entretien de sa beauté, qui est généralement fort remarquable, et conserve

longtemps les apparences de la jeunesse, grâce aux soins qu'elle prend d'éviter les déformations, conséquences de ses nombreuses maternités. Nulle part l'héroïsme de la ligne n'est aussi fréquent qu'à Buenos-Aires.

La même tendance se retrouve en matière intellectuelle. Les nouveautés font fureur et parfois même, dans l'élite qui se nourrit de notre littérature, tel qui connaît Valéry ignore Racine. Mais ce défaut apparaît à peine, tant l'esprit est ouvert, aimable et brillant.

L'individualisme fondamental de l'Argentin doit être entendu comme familial; il s'affirme dans le cadre que les économistes classiques lui ont assigné. La cellule sociale de la République, la forme stable, équilibrée, résistante, est la famille, legs des Espagnols, et, par delà les Espagnols, des Maures. Ce qui était autrefois domination brutale de l'homme blanc sur la femme rouge et contrôle jaloux de l'Africain sur ses épouses, est devenu l'autorité affectueuse qui a constitué un solide foyer. La femme, généralement pieuse, se mêle peu aux personnes étrangères à sa famille; lorsqu'elle est d'un certain rang, elle ne circule à pied que dans certaines rues et à des heures déterminées. Des salons lui sont réservés dans les pâtisseries (*confiterías*), des compartiments dans les wagons du métropolitain, parfois des places dans les églises. Les enfants sont nombreux et fréquemment ils vivent, même lorsqu'ils sont mariés, sous le toit paternel, dans une touchante intimité.

L'amitié étend le cercle de la famille au delà de ses limites naturelles et forme des groupes sociaux essentiels, mais qui sont loin de présenter la même assise que la famille, car ils naissent et disparaissent avec les sentiments qui les créent. L'amitié a la signification d'entr'aide qu'elle revêt dans les pays hispaniques; elle est une beauté et un danger. Le « *compadrazgo* » risque de passer avant le droit, le népotisme menace de prendre l'aspect d'un accomplissement du devoir et l'immoralité administrative qui a sévi sous certaines présidences est en réalité la conséquence beaucoup moins d'un vil désir de gain de la part du bénéficiaire que d'une regrettable déviation de l'affection de la part du bienfaiteur. Le sentiment domine et un des meilleurs écrivains de l'Argentine contemporaine a placé sa patrie sous le signe du romantisme.

Dans un tel pays le socialisme a peu de prise, en dépit de l'augmentation du nombre des Slaves qui sont parvenus à conquérir le troisième rang dans l'ordre d'importance numérique des colonies étrangères. L'expansion du marxisme parmi les étudiants, il y a quelques années, doit s'expliquer par le désir des jeunes gens de se précipiter toujours plus avant sur les routes où l'avenir semble se préformer. Le programme de la « réforme universitaire » a été rédigé à Córdoba, programme de démocratisation de la culture, dont l'exécution est confiée à des maîtres élus par les élèves et chargés d'un enseignement technique purement utilitaire. C'est là un mouvement de passion romantique qui donne aux étudiants l'illusion de se détacher de l'Ancien Monde, enlisé dans des doctrines désuètes, et de prendre conscience d'eux-mêmes, alors que le seul résultat est de déplacer leur modèle de l'ouest à l'est de l'Europe.

Concluons en affirmant que les traits généraux de la psychologie du peuple argentin, maintenus au cours des temps, tendent à revêtir, surtout dans l'élite, des formes supérieures depuis l'afflux des immigrants. La passivité se fait apaisement, courage, résistance à l'infortune, l'élan engendre la curiosité scientifique, l'avidité de s'instruire, le désir de s'élever, de s'améliorer. L'influence du paysage revêt l'optimisme de mélancolie et la primauté du sentiment crée une atmosphère d'amabilité et de cordialité.

Mais cette élite ne peut remplir son rôle que si elle garde les leviers de commande, et M. André Siegfried a bien noté le double danger qui la menace : l'utilitarisme de Babbit qui mécanise et commercialise la vie, et la démocratisation qui vulgarise l'esprit et le goût. La réceptivité de l'Argentin le rend vulnérable aux armes des croisés venus de l'Amérique du Nord : le livre, le journal et surtout le film parlant. Jusqu'à présent, cependant, l'apport étranger n'est parvenu qu'à masquer aux yeux de l'observateur inattentif la structure hispano-indienne par une façade anglo-saxonne.

La République semble être à une heure critique de son existence. L'élite ne se rend plus à Paris, car la commission de contrôle des changes, impitoyable, a coupé les ponts. Le pays s'isole du reste du monde en s'entourant d'une triple

barrière : limitation d'immigration, limitation d'exportation des capitaux, limitation d'importation des marchandises. Les idées seules traversent librement les frontières. Aussi comprend-on que les Argentins, repliés sur eux-mêmes, désirent se libérer des tutelles que leurs facultés d'adaptation ont maintenues, créer une « psychologie propre », susciter, comme chez leurs voisins du Pacifique, un mouvement *indigéniste*. Déjà la littérature et l'art s'efforcent d'acquérir une personnalité « argentine », une *argentinidad*.

L'impossibilité de créer de toutes pièces une psychologie nouvelle et la persistance des caractères fondamentaux anciens, en dépit des mélanges ethniques, nous permet de croire que celle « psychologie nationale » sera obtenue simplement par l'élimination des influences exercées par des peuples d'une psychologie entièrement différente de celle des Latins d'Amérique. C'est en restant fidèle à elle-même que l'Argentine favorisera le développement de son génie.

LOUIS BAUDIN.

LECONTE DE LISLE ET JEAN MARRAS

DOCUMENTS INÉDITS

Il n'y a pas de grand homme dont le véritable caractère ne se révèle ou ne se confirme par le choix qu'il a fait de ses amis. Leconte de Lisle n'apporta pas une exception à cette règle générale. Difficile en tout, susceptible, méfiant et autoritaire, il préféra la qualité de ses relations à leur quantité. Rien en lui n'était banal. Aussi n'eut-il que des amis de choix. Beaucoup furent illustres et quelques-uns célèbres. Mais il y en eut d'autres, inconnus ou déjà oubliés, qui furent aussi près que les plus grands de son esprit et de son cœur. Parmi ceux-ci Jean Marras occupa le premier rang. L'auteur des *Poèmes barbares* trouva en lui dans les heures difficiles de sa vie un appui et un conseil. Il lui livrait avec une affectueuse confiance ses secrets les plus intimes. Le souvenir d'une telle amitié ne doit pas périr.

Jean Marras manqua sa destinée. Elle ne répondit pas à ses dons variés et supérieurs. Il ne laisse aucune œuvre. S'il avait écrit ses *Mémoires*, il serait célèbre, car il fréquenta les milieux les plus curieux, où il promenait un regard aigu, et il vécut dans l'ombre de plusieurs gloires. Il savait observer, raconter et juger. L'histoire, celle des lettres, des arts et de la politique, aurait eu en lui un témoin qu'elle n'aurait pas négligé, s'il avait pris la peine de lui réserver ses confidences.

En 1870, Jean Marras avait trente-trois ans. C'est le moment où des lettres, jusqu'ici inédites, de Leconte de Lisle marquent le caractère si particulièrement confiant de leur

amitié. Ils venaient, l'un de Cette, l'autre de l'île Bourbon. La vie de Paris fit leur rencontre. Jean Marras était d'origine italienne. Il justifiait par sa naissance ce que Renan devait dire plus tard de l'Italie : « le pays où l'ethnographie est la plus embarrassée », et l'un de ceux, parmi les nobles nations, « où le sang est le plus mêlé ». Son père était florentin et sa mère romaine. L'un et l'autre avaient une ascendance napolitaine. Parmi leurs ancêtres il y eut des poètes et des artistes. Le grand-père de Jean Marras avait même été le miniaturiste du sultan. Quoique demeurés obscurs, ces ascendants avaient pétri une hérédité. Jean Marras avait profité des leçons de son père, organiste, professeur de musique et même quelque peu compositeur, qui avait mené une vie de labeur à Cette, à Marmande et à Bordeaux. Il eut besoin de son fils pour vivre. Employé aux Assurances maritimes, celui-ci dut former lui-même son éducation intellectuelle. Il prépara seul son baccalauréat dont les droits d'inscription lui opposèrent un obstacle plus difficile à franchir que l'examen lui-même. La double vie qu'il devait mener ne rebutait pas sa ténacité. Familier de la bibliothèque publique de Cette, on le voyait désaltérer dans le *Novum Organum* sa jeunesse ardente et avide.

Afin de s'assurer un meilleur sort, la famille partit pour Paris. Elle y retrouva un camarade de Bordeaux, le peintre Bénassit, qui déjà s'était fait une place. Il était l'un des habitués de la brasserie des Martyrs où se réunissait une jeunesse tumultueuse qui discutait de tout, sans oublier le reste. Jean Marras l'y accompagna. C'est là que se révélèrent ses dons de causeur éblouissant. Mais ce méridional savait aussi se taire. Il fréquentait les cabarets, humbles et bruyants, où un café de deux sous permettait aux écrivains en herbe et aux futurs chefs politiques d'échanger leurs idées, d'opposer leurs programmes et de contrôler leurs espérances. Toute la nuit y passait. Ignoré dans son coin, Jean Marras les écoutait. Un hasard l'arracha brusquement un soir à sa solitude silencieuse. Ce soir-là un chiromancien avait pénétré dans le cabaret. Toutes les mains se tendaient vers lui. Jean Marras, enhardi par la curiosité, lui offrit les siennes. Le devin n'en voulut pas voir d'autres. Il tira à lui violemment la main droite du jeune homme inconnu, dont personne ne savait ni le nom ni la

situation. Parmi tant de clients pressés et impatients, son inspiration faisait un élu. Il voulait voir de plus près le visage que l'obscurité du cabaret lui cachait. Tel fut plus tard Jean Marras, au dire d'un témoignage pieusement autorisé, tel il devait être alors : « un front immense, grand nez busqué et profil d'aigle, la mimique et le geste outré du méridional enflammé, la voix véhémence, les yeux chauds sous le sourcil terrible. » Je ne sais ce que fut la prédiction du chiromancien, mais Jean Marras acquit du coup une autorité dans le groupe dont il n'avait été jusque-là que l'observateur. De la rue des Martyrs cette autorité haussa le jeune Cettois jusqu'au café de Madrid, où, connu de tous, il connut tout le monde. Là et ailleurs, il se créa des relations qui doivent être évoquées comme un hommage. On est jugé par les amitiés que l'on se fait. Jean Marras aurait pu, s'il n'avait pas été modeste, s'enorgueillir des siennes. Il leur témoigna sa gratitude par sa fidélité, que tous lui rendirent.

Au premier rang, dominant tout le groupe, Leconte de Lisle. Après Louis Ménard, Jean Marras fut son ami le meilleur, comme le prouvent les lettres que le grand poète lui adressa. Et quelle énumération ! Judith Gautier, qui donna à son zèle wagnérien la révélation de *Parsifal* joué sur un théâtre de marionnettes avec une invraisemblable réussite ; — Catulle Mendès, qui prononça sur sa tombe en 1901 un discours exquis ; — Villiers de l'Isle-Adam, qui, dans toutes les singulières traverses de sa vie mouvementée, comptait sur lui comme sur un autre lui-même et n'aurait pas publié une ligne sans la lui avoir lue ; — Théodore de Banville, Léon Dierx et Mallarmé. Celui-ci vint plus tard, mais l'amitié qui le lia à Jean Marras n'en fut pas moins grande et prit une sorte de caractère fraternel. Ils se voyaient à Paris toutes les semaines. Mallarmé lui lisait tous ses poèmes. Si effarants qu'ils fussent, ils ne troublaient pas sa sérénité intelligente et compréhensive. Il allait aussi à Valvins. Quand il se maria, les invités se réunirent chez Mallarmé, dont la femme devint l'amie intime de la sienne. Il y a peu d'exemples dans l'histoire des Lettres d'une semblable fraternité intellectuelle et familiale.

Louis Ménard, tout rempli des visions de l'Inde, à laquelle il se consacrait dans une période particulièrement laborieuse de sa vie, venait parfois le matin mettre Jean Marras au cou-

rant de ses études et de ses découvertes. Il appréciait son goût éclairé et indépendant. Entre eux la grande amitié de Leconte de Lisle était un lien. Pourtant sa mort fut l'occasion d'une légère querelle. Farouche dans son intransigeance de démocrate, Jean Marras, qui n'avait pas aimé les relations du poète avec une noblesse de rang médiocre, se refusa à des politesses où il craignait qu'on ne vit une abdication. Louis Ménard était plus souple. Mais il dut céder devant un refus formel.

Si tels étaient les amis de Jean Marras, la liste de ses relations ne serait pas complète sans la mention de Heredia, de Coppée, de Verlaine, d'Henri de Régnier, d'Anatole France. Tous lui offrirent leurs livres, conservés par sa fille comme un trésor, avec de flatteuses paroles. L'exemplaire de *Thaïs* porte cet envoi : « Vous êtes de ceux pour qui j'ai écrit ce livre. »

Anatole France, on le voit, n'excellait pas moins dans les dédicaces que Victor Hugo. Celui-ci avait reçu Jean Marras, que Judith Gautier lui avait présenté en 1873. Il l'invita à ses dîners hebdomadaires et à ses soirées, quoiqu'il trouvât souvent en lui un contradicteur. Pendant que les autres convives s'inclinaient avec adoration devant la pensée de celui qu'ils appelaient le Père ou le Maître, l'admiration de Jean Marras ne s'abaissait pas à des complaisances qui en auraient à ses propres yeux altéré la sincérité. Il fut de la fête des Quatre-vingts ans. Il fut aussi du Comité des funérailles. Tandis que certains élus désignés pour veiller le grand mort sous l'Arc de Triomphe oublièrent les devoirs de cet honneur, Jean Marras y passa deux nuits. Sa fidélité n'avait jamais de défaillances.

Le goût des lettres, affirmé par tant de glorieuses relations, n'était pas le seul qui animât l'âme ardente de Jean Marras. Il avait la passion de la politique. Doué d'un réel talent de parole, il fut un ouvrier militant de la République qui s'annonçait ou qui se fondait. Il avait le geste, l'accent, l'autorité. Il était capable d'entraîner les foules et de conquérir en quelques minutes un public qu'il aurait conduit à l'action. Seule la souplesse lui faisait défaut. Aussi prépara-t-il la victoire sans en recueillir les fruits. Là aussi il manqua son destin.

Il fut de la Commune. Italien au moment de la guerre de 1870, il s'engagea dès le début des hostilités pour conquérir des droits certains à une naturalisation dont il avait été trop pauvre pour acquitter les frais. Quand on l'interrogeait sur

sa participation aux premiers actes du mouvement insurrectionnel, il l'expliquait par la révolte de son patriotisme. Il pensait, comme tant d'autres dont l'intention peut excuser la folle conduite, qu'on devait continuer la guerre et ne pas abandonner Paris. Cette espérance le souleva jusqu'au jour où le débordement populaire transforma et détourna le but que la plupart des premiers chefs de la Commune avaient voulu atteindre. Jean Marras dut fuir. Il gagna l'Espagne. L'atroce misère où son père était tombé le ramena à Paris. Mais il dut régler ses comptes avec la justice militaire. Quand il comparut devant le Conseil de guerre, il eut pour témoin Catulle Mendès, qui l'avait gardé chez lui pendant plusieurs jours avant son départ pour l'exil. Ce poète avait une âme plus virile que son œuvre. Il savait courir des risques avec une mâle simplicité. Comme il se croyait l'obligé de Jean Marras à cause de l'honneur que celui-ci lui avait fait en le choisissant pour une hospitalité périlleuse, il fit de l'aventure où son ami pouvait sombrer un récit que l'imagination embellissait. Le président du Conseil de guerre coupa son effet par une observation judicieuse. « Tout cela est très bien, monsieur, et tout à l'éloge de l'accusé. Malheureusement, vous n'êtes pas d'accord avec lui, et c'est lui qui vous contredit. » Catulle Mendès s'en tira avec une rare élégance. « En ce cas, messieurs, c'est moi qui me trompe, car Marras, lui, ne ment jamais. » Le Conseil de guerre acquitta.

A L'APPROCHE DE LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

Tel était l'homme, ramené à ses traits essentiels, que Leconte de Lisle honora de son amitié, de sa confiance et de ses confidences. En 1870 ils étaient des amis intimes. Au mois de juillet, Leconte de Lisle était, avec sa femme, à Saint-Ideuc Paramé, l'hôte du ménage de Heredia. Il y avait vingt jours, le 10 juillet, qu'il avait quitté Paris. Il se sentait gagné par un « abêtissement » dont il faisait l'aveu à Jean Marras.

A Jean Marras

« Le chalet que nous habitons est trop petit pour que chacun puisse se réfugier en sûreté dans son trou, selon le droit imprescriptible d'une légitime misanthropie. Ajoutez à ce très

grave inconvénient que la mer n'est pas à notre porte et qu'il faut marcher entre deux murs et dans la poussière pendant vingt minutes pour y arriver. Le pays est triste. Peu d'arbres, des blés chétifs, une population misérable, une multitude singulière d'ânes et d'ânesses. En revanche, sur la grève, un admirable horizon, une mer magnifique, des îles noires qui hérissent la côte entière, du cap Fréhel à Cancale. J'oublie souvent mes misères en regardant cela, et j'en rapporterai, il faut l'espérer, quelques vers passables, c'est-à-dire le seul bénéfice que j'aurai retiré de mon voyage, car les bains ne me guérissent pas. Bref, mon ami, j'éprouve de nouveau ce que j'ai toujours ressenti loin de Paris, de mes livres et de mon travail intellectuel accoutumé. Aussi abrègerons-nous autant que possible notre séjour à Saint-Ideuc. Diex, qui vient de passer dix jours avec nous, retourne aujourd'hui à Paris. Je le regrette beaucoup; il me reposait et me consolait de la trépidation perpétuelle qui me secoue. Tâchez donc de venir passer une huitaine ici. Avec une passe, le voyage vous coûterait dix à douze francs de chambre et nous vous offrons de grand cœur et en toute amitié l'hospitalité pour le reste. Si la chose est possible, arrivez et vous nous ferez le plus sincère plaisir.

« Que fait-on à Paris? N'oubliez pas de me répondre quelques lignes et surtout acceptez notre invitation.

« Tout à vous de cœur et d'estime. — LECONTE DE LISLE. »

La « misanthropie » de Leconte de Lisle, si attaché qu'il fût à son intimité avec le ménage dont il était l'hôte, pourrait se passer de son aveu. Elle se dégage suffisamment du ton général de sa lettre. Il avait la nostalgie de Paris et l'obsession de ce qui *s'y faisait*. Les événements lui répondirent plus tôt sans doute que Jean Marras lui-même. C'était le moment où la diplomatie impériale commençait à trébucher sous les pièges de Bismarck. Leconte de Lisle écrivait, le 17 juillet, à son ami avec une amère franchise dont la liberté d'une confiance suffit à expliquer et à justifier l'accent.

A Jean Marras

« Je ne vous demande pas ce que vous pensez de cette bouffonnerie hispano-franco-prussienne. Tout cela est cousu de câbles blancs. On a dit avec raison qu'il était impossible de

s'imaginer à quel point il suffisait d'être bête pour gouverner les hommes, mais que dirions-nous donc des misérables nations ?

« Quand on songe que ce même peuple stupide a remué les races modernes de fond en comble à coups d'énergie, de vigueur et d'héroïsme, si merveilleux que la mémoire ne s'en perdra jamais, n'est-on pas en droit de désespérer de l'intelligence et du sens moral dans les multitudes, et de se réfugier en soi, sans plus de souci des choses de ce monde ? Sans doute nous n'avons qu'un jour et les peuples ont la vie longue, mais leur décrépitude est plus affreuse que la nôtre. Eschyle prétend que Prométhée a doué les hommes d'aveugles espérances. Pour mon compte, s'il m'en reste quelques-unes d'ultra-terrestres, il y a longtemps que je n'attends plus rien du pêle-mêle insensé de mes contemporains... Quel temps que celui où les victoires sont mille fois plus funestes que les défaites ! Nous verrons cela bientôt, si, toutefois, l'aventure ne finit pas par l'invasion. Vous me croirez sans peine, mon ami, si je vous affirme que l'impossibilité où vous êtes de venir nous rejoindre m'attriste beaucoup. N'échappant à l'agacement que pour être happé par l'irritation, j'eusse été heureux de causer avec vous de mille choses que nous aimons et comprenons tous deux, saturé que je suis des niaiseries que je dis et de celles que j'entends.

« Dans un mois environ, nous serons de retour. J'ai hâte de mettre fin à notre escapade un peu insensée. Outre les dépenses qui, si faibles qu'elles soient pour tout autre, sont encore trop grandes pour nous, je ne puis ni penser, ni écrire. D'autre part, Lemerre ne m'envoie rien ; les deux volumes qui auraient dû être prêts pour octobre ne paraîtront pas avant décembre, si je ne vais pas harceler compositeurs et éditeur. Par surcroît de félicité, nous avons ici de la pluie, de la boue et du froid. La mer, il est vrai, est fort agitée et d'autant plus belle, mais le chemin qui y mène est désagréable et long. Nous passons nos soirées en compagnie d'une douzaine de provinciaux stupides, à jouer le *Bog* ou *Mylord Pouff*, deux jeux de cartes qui ont déjà gravement altéré la substance grise de mon encéphale. — LECONTE DE LISLE. »

Quinze jours après cette lettre, les événements, tout en

s'aggravant, n'avaient pas encore créé l'état de guerre. Aussi Leconte de Lisle pouvait-il prêter à ses préoccupations toute la fantaisie que son caractère permettait. Il en usait avec une liberté d'autant plus grande que ses relations avec Jean Marras étaient affectueuses et sûres. Il lui écrivait le 2 août :

« Pourquoi diable avez-vous mis trois timbres bleus sur la dernière lettre que vous m'avez écrite ? Vous n'êtes pas homme à commettre de telles distractions. Révélez-moi le sens de ce fait mystérieux, je vous en supplie, car, depuis neuf jours à peu près, sauf quelques heures de repos, j'en suis absolument perturbé ! Remarquez que je n'exagère pas. Soit que mon malaise cérébral s'en mêle, soit que l'incommensurable vacuité dans laquelle je roule donne à mon infusoire atteint d'anémie les proportions d'un rhinocéros, toujours est-il que ces trois timbres bleus hantent mes nuits agitées. Un mot d'éclaircissement, *se vi piace*.

« J'assiste ici à des choses inimaginables. J'ai vu danser la *Marseillaise* arrangée en galop et le *Chant du Départ* arrangé en polka. Si les souvenirs sublimes qui se rattachent à ces vers et à cette musique permettaient qu'on pût les déshonorer, la chose serait faite. Jamais l'incurable bêtise de la province ne m'avait aussi profondément stupéfié. Vous ne sauriez pas vous imaginer un tel abîme et je sens, pour ma part, que, le vertige aidant, je m'y précipiterais irrésistiblement avant trois mois, si je devais vivre ici. Nous retournons par bonheur à Paris dans trois semaines. — LECONTE DE LISLE. »

Pour tuer le temps, on lisait. Ami de Villiers de l'Isle-Adam, Leconte de Lisle s'intéressait à son œuvre. Lemerre lui avait envoyé *la Révolte*. C'était une occasion de tromper une attente faite de tant d'incertitudes, si non même de tant d'angoisses. Leconte de Lisle continuait ainsi sa lettre :

« J'ai lu *la Révolte* à trois jeunes femmes et à une vieille fille. Les dames ont déclaré avec assez de justesse que le mari était une odieuse brute et que la femme bavardait dans le vide. Quant à la vieille fille, elle n'a été ni touchée, ni scandalisée : elle n'a pas remué, elle n'a pas souri, elle n'a pas levé les yeux, elle est restée muette, elle n'a rien compris depuis la première jusqu'à la dernière ligne. En somme, j'en ai été pour ma lecture, et Villiers pour l'insuccès le plus avéré qu'on puisse rêver. On ne m'y reprendra plus. J'en reviens au *Bog*,

jeu ravissant qui me coûte cinquante centimes chaque soir, outre les protestations indignées que me valent mes oublis et mes maladresses. Je commence à passer pour un furieux imbécile. C'est pourquoi nous jouerons au *Bog* cet hiver et vous y prendrez un plaisir infini. Consolerez-vous donc de mon bonheur.

« Mes journées sont fort occupées, d'ailleurs. Vers six heures du matin, je vais me promener çà et là, par les chemins ou sur la grève. Je reviens à dix heures. Nous déjeunons. A deux heures je vais faire une partie d'échecs avec une charmante femme qui ne sait pas jouer et qui me gagne toujours. A quatre heures nous allons prendre un bain; à six heures nous dinons, et de huit à dix nous jouons au *Bog*. Le bain est parfois compliqué d'une pêche à la senne. Nous prenons trois crabes et quatre crevettes, et nous revenons écorchés des pieds à la tête. C'est délicieux. J'ai mal dans toutes les articulations et je suis couleur de vieil acajou.

« Amitiés à Dierx, Villiers, Mendès et mon ennemie Judith. — LECONTE DE LISLE. »

LA RÉVÉLATION DES PAPIERS SECRETS

Deux mois après, Leconte de Lisle traversa une des crises les plus douloureuses d'une existence que le bonheur n'avait pas l'habitude de visiter. Aux malheurs, qu'il *ressentit cruellement*, de la France vaincue à Sedan, il dut associer l'amertume d'une révélation inattendue qui prit les proportions d'une catastrophe personnelle. Le 30 septembre 1870, il écrivait à Jean Marras :

« Tout acte de faiblesse s'expie. Me sachant très pauvre et chargé de famille, M. Gleyre, le peintre, et M^{me} Cornu m'ont offert cette allocation de 300 francs pour m'aider à faire mes traductions. Je ne savais plus où donner de la tête et j'ai accepté. J'en reçois aujourd'hui la juste punition par la publication des Papiers impériaux.

« J'ai pour vous infiniment d'estime et d'amitié et je vous dois ces quelques lignes. Voyez et jugez. »

Tout de suite, Jean Marras se rendit chez Leconte de Lisle. Il le trouva abattu, plein de confusion, accablé sous le coup qui le frappait. L'éditeur Poulet-Malassis avait publié un volume

dont le titre *Papiers secrets et Correspondances du Second Empire* ne pouvait manquer d'allécher la curiosité publique. Il y avait, dans la liste des pensions, des courtisanes, des femmes d'affaires, des espions et des espionnes. Au milieu d'eux, qu'elle ne réhabilitait pas, la pension versée à Leconte de Lisle éclatait comme un scandale. L'auteur des *Poèmes antiques* et des *Poèmes barbares*, s'il n'avait pas obtenu encore la juste situation que tant de belles œuvres devaient lui procurer plus tard, n'en était pas moins connu comme un poète d'un rare mérite. Émile Chables, Cavillier Fleury et Gustave Planché, — celui-ci dans la *Revue* en 1853, — avaient salué son talent sans mesurer toute la forte originalité de son génie. Sainte-Beuve les avait tous devancés en faisant une large part à Leconte de Lisle dans son célèbre article du 9 février sur *la Poésie et les Poètes en 1852*. A ce moment, Leconte de Lisle n'était « encore apprécié que de quelques-uns ». Sainte-Beuve, qui faisait cette remarque, jugeait que le poète des *Poèmes antiques*, — le seul recueil, il est vrai, qu'il eût publié jusque là, — était digne d'une autre place. Il estimait qu'entre les poètes de ce temps, celui qui venait de l'Île Bourbon présentait « un caractère des plus prononcés et des plus dignes ». Il louait sa maturité, sa pensée philosophique, nourrie des études antiques, son sentiment de la nature et sa forme originale, dont il disait avec l'extraordinaire acuité qui fait de tant de ses jugements un arrêt définitif : « On ne saurait rendre l'ampleur et le procédé habituel de cette poésie, si on ne l'a entendue dans son récitatif lent et majestueux ; c'est un flot large et continu, une poésie amante de l'idéal, et dont l'expression est toute faite aussi pour des lèvres harmonieuses et amies du nombre. » Parmi les tableaux, « pleins de suavité et d'éblouissement », qu'il aurait pu citer, la divination de Sainte-Beuve s'arrêtait sur *Midi*, ce chef-d'œuvre immortel, qui, au bout de quatre-vingts ans, n'a pas une ride.

Les *Poèmes barbares*, publiés en 1862, n'échappèrent pas à son attention. Il y retrouvait la « nature très particulière du poète » et le « talent à part » qu'il avait loués dans le précédent recueil. A travers l'œuvre, dont l'harmonie et la vigueur retenaient son admiration, il découvrait l'homme, sa sérénité et son impassibilité, son sang-froid volontaire. « C'est un contemplatif armé de couleurs et de sons, mais las et

ennuyé du spectacle même, comme si regarder était trop accorder à l'action. Je me le figure comme une nature altière et saturée, qui est arrivée à l'ironie tranquille... »

Sainte-Beuve se figurait Leconte de Lisle tel qu'il était réellement. Déjà, dix ans avant, il l'avait dépeint « ferme et haut ». Cette fermeté hautaine et un peu méprisante frappait ses émules eux-mêmes. Certes ils savaient qu'elle recouvrait les délicatesses d'un cœur profondément humain ; mais il y avait dans toute l'attitude du poète une sorte de raideur inflexible qui ne permettait de soupçonner aucune capitulation.

Quoique Leconte de Lisle ne fût mêlé directement à aucun mouvement politique, il n'avait pas renié la foi républicaine et ardemment démocratique qu'il avait affirmée en 1846 et en 1847 dans la *Démocratie pacifique*. Il était et il ne pouvait pas ne pas être un adversaire de l'Empire. Quel étonnement et quelle tristesse d'apprendre ainsi, tout d'un coup, après la chute du régime impérial, qu'il avait, pendant six ans, touché une allocation sur la cassette de Napoléon III ! Jean Marras ne dut pas être le moins surpris. Mais la noblesse même de la lettre que lui avait écrite Leconte de Lisle écartait toute idée de déchéance. Il eut pitié d'une misère qui dut, pour s'excuser, révéler toute sa détresse.

En 1864 Leconte de Lisle n'avait pas reçu le secours que le Conseil colonial de Bourbon lui avait alloué en même temps qu'à son compatriote Lacaussade. Occupé à ses traductions grecques, il n'avait pas de quoi vivre. Sa mère était à sa charge. Il avait dû « choisir entre la vie et la mort des siens ». Cette « nécessité sans réplique » l'avait contraint à accepter la pension que M^{me} Cornu avait demandée à l'Empereur. D'abord, on lui avait offert argent et honneurs s'il consentait à dédier au prince impérial une édition, qui serait magnifiquement imprimée et que Gustave Doré illustrerait, de sa traduction de l'*Iliade*. Leconte de Lisle refusa de se prêter, envers l'enfant impérial, à une complaisance qui lui répugnait comme une bassesse. Napoléon III, dont le cœur avait ses générosités, comprit et il n'insista pas. Au milieu des adulations qui le flattaient il trouvait un homme que la misère atroce ne ployait pas à l'indignité d'un asservissement. Il soulagea cette misère et il respecta cette indépendance. Leconte de Lisle reçut de M. Mocquard une lettre où cet ami de l'Empereur lui annon-

çait une indemnité littéraire de trois mille six cents francs qui lui serait versée en raison de « l'honneur que son talent faisait au pays ». Sous cette forme le poète accepta par dévouement aux siens. Il avait écrit contre l'Empire des vers d'une magnifique véhémence et d'une ironie vengeresse : ils n'ont jamais été publiés. Jamais non plus il ne prononça contre l'Empereur lui-même aucune parole désobligeante. Il garda le secret de ce qu'il appelait son « sacrifice ».

Quand il fut révélé, les injures s'abattirent sur lui. Jean Marras eut pitié de cette infortune. Il la jugea humainement et il soutint son ami dans la cruelle épreuve que le destin lui infligeait. Leconte de Lisle était si malheureux que des pensées de suicide le hantaient. Jean Marras releva son courage. Sans doute le poète lui dit-il ce que, deux jours après, il écrivait à un autre ami : « Je vous jure que si les Prussiens pouvaient me tuer, ils me rendraient un suprême service. »

Leconte de Lisle fut de garde aux remparts. Les balles prussiennes l'épargnèrent. Peu à peu il se remit de son désespoir. Pauvre, il avait accepté un secours pour achever le travail dont il devait vivre, mais il ne l'avait payé d'aucune bassesse. Il n'avait pas aliéné son indépendance. Les événements prirent d'ailleurs une tournure si tragique que leur gravité emporta jusqu'au souvenir de cette déplorable aventure. L'auteur de l'admirable *Sacre de Paris* vit la chute de la capitale et il assista aux convulsions de la Commune qui déshonorait l'héroïque défaite.

APRÈS LA COMMUNE

Pendant un an, il fut sans nouvelles de Jean Marras exilé. Quand il en reçut, il s'empessa de lui répondre. Sa lettre du 14 septembre 1871 révèle toute son âme.

« Mon cher ami,

« Vous avez eu raison de penser que votre lettre serait la bienvenue, puisqu'elle met fin à l'incertitude terrible où nous étions sur votre compte. Malgré nos dissentiments probables en beaucoup de points, soyez convaincu que nul n'est plus heureux que moi d'apprendre que vous êtes à l'abri de tout danger, ni plus attristé des chagrins et des misères que vous endurez peut-être loin de votre famille et de vos amis. Les

personnes qui ont cru devoir vous prévenir que ma femme et moi nous étions vos ennemis acharnés ne vous en ont pas entièrement persuadé, et je vous remercie de n'avoir ajouté foi à leur assertion que dans une certaine mesure.

« J'avoue cependant, mon ami, que les honorables membres de la Commune m'ont médiocrement satisfait, et que l'existence qu'ils nous ont faite, du 18 mars à la fin de mai, ne m'a pas comblé d'allégresse. Je me souviens avec un plaisir on ne peut plus modéré de l'attention délicate qu'ils avaient eue de bourrer les Invalides, l'église Saint-Xavier et l'égout qui passe sous nos fenêtres de barils de poudre et de tonnes de pétrole. En outre, l'insistance singulière qu'ils ont mise à écraser notre quartier de boîtes à mitraille et d'obus, les incendies effroyables qui nous ont enveloppés pendant deux jours et deux nuits, les massacres de la Roquette et de Mazas, le tout mis au service de la plus monstrueuse bêtise qu'il soit possible de rêver, ne me permettent pas de leur vouer une sympathie bien ardente.

« Ne me fiant pas à mes seuls souvenirs, j'ai lu et relu le *Journal officiel de la Commune* et je n'y ai pas trouvé une phrase, une ligne, un mot qui ne certifie l'incapacité absolue de cette bande d'imbéciles furieux. Jamais je ne croirai, à moins que vous ne me l'affirmiez, que vous ayez pu vous illusionner une seconde sur leur compte, et si cela était, croyez, mon cher ami, que mon chagrin en serait aussi grand que mon attachement pour vous est sincère. Pardonnez-moi de vous parler ainsi à cœur ouvert, mais je n'hésite pas, sachant bien que vous êtes absolument étranger à tout ce qui s'est fait pendant la dernière semaine de mai. Vous me parlez, à ce propos, d'une ordonnance possible de non-lieu. En est-il question? Avez-vous quelque renseignement précis à cet égard? Dites-le moi.

« Ce qui se passe est presque aussi navrant que ce qui s'est passé. L'Assemblée fait tout ce qu'elle peut pour amener l'effondrement final, et elle y arrivera. La France est bien malade. On ne saurait imaginer une confusion plus totale d'idées, de haines et d'espérances opposées. Paris est calme, mais un peu morne et toujours dans l'attente de choses imprévues. Je n'ai pas besoin de vous dire à quel point de léthargie en est venue la vie intellectuelle. Art, poésie, littérature, tout cela est mort pour longtemps, en supposant que tout cela renaisse. Pour mon propre compte, je vois arriver l'hiver avec terreur. L'édi-

tion définitive des *Poèmes barbares* et l'*Eschyle* vont paraître pour rentrer immédiatement dans le gouffre de l'indifférence publique. Outre le *Catéchisme*, j'ai aussi publié une petite *Histoire de la Révolution*, et j'ai sous presse une *Histoire populaire du Christianisme* qui sera brochée dans un mois environ. Si cela peut vous intéresser, je vous expédierai le tout.

« Vous avez sans doute des nouvelles de nos amis communs. Il me serait impossible de vous en donner, ne voyant plus personne, à l'exception de Dierx. Catulle et sa femme sont, m'a-t-on dit, à Fécamp; Heredia, entièrement absorbé par les premières joies de la paternité, habite définitivement les Alpes-Maritimes. Les samedis du boulevard des Invalides ont vécu. En somme, les misères des deux sièges et les affreuses émotions que nous avons subies ont rendu ma pauvre Anna fort souffrante et aggravé de telle sorte ma cruelle maladie nerveuse qu'il me semble avoir tout le corps écorché. Je vous prie de croire que cet aimable état de choses ne me donne pas le meilleur caractère du monde.

« Adieu, mon cher ami. Nous vous serrons tous deux bien cordialement la main et nous espérons que vous pourrez bientôt revenir à Paris sans danger. Écrivez-moi. —
LECONTE DE LISLE. »

Cette lettre, malgré les ménagements dont elle s'accompagnait, disait toute l'amertume irritée et toute l'indignation sincère que laissait à Leconte de Lisle le souvenir de la Commune. Il blâmait l'incohérence de ses principes et il flétrissait le caractère odieux de ses actes. Quoique Jean Marras se fût dégagé assez vite d'un mouvement où seul son patriotisme l'avait entraîné, et dont il n'avait pas partagé les crimes, il crut devoir protester contre la sévérité d'un jugement qui lui paraissait trop absolu. Sa lettre serait un curieux témoignage. Malheureusement, elle manque; mais la réponse de Leconte de Lisle est assez nette pour qu'elle permette d'en deviner le sens général. Cette réponse est du 3 novembre 1871.

« Mon cher ami,

« Vous avez été, me dites-vous, en position de constater de plus près que moi la parfaite ineptie des hommes de la Commune, et vous en concluez que mon jugement sommaire n'est pas impartial. Certes, je ne conteste pas que, mieux informé,

vous n'avez des raisons meilleures et plus nombreuses d'affirmer que ces hommes étaient insensés et incapables, mais votre conviction, sur ce point, étant absolument identique à la mienne, le reste, au fond, importe peu. Pour vous et pour moi le fait est donc acquis. Alors, de quel droit eussent-ils désiré éviter cette insurrection ou la retarder indéfiniment? Leur folie et leur incapacité ne leur permettaient pas un tel désir. D'ailleurs les tentatives d'octobre et de janvier prouvent contre votre assertion. Aussi, ont-ils précipité le mouvement, loin de le réprimer. Si, comme vous le dites, les meneurs de la multitude ne savent presque jamais où ils la conduisent, et si elle les pousse irrésistiblement devant elle jusqu'au jour où elle marche sur leurs cadavres pour se ruer à une servitude nouvelle, à quoi bon étudier les événements en les rattachant aux circonstances qui les précèdent, les accompagnent et les suivent? Il est singulier que vous désespériez plus que moi de l'intelligence humaine, et que les révolutions politiques et sociales ne soient à vos yeux qu'un flux et un reflux désordonnés, inconscients et sans but déterminé. Je ne crois pas qu'il en ait été ainsi de la Révolution française, de 89 à 93. Rien, au contraire, ne me semble plus équitable en principe, plus logique dans l'action, plus efficace dans les résultats; mais j'avoue qu'il se produit, dans l'ordre général, des perturbations soudaines et inexplicables, des mouvements irréfléchis, inopportuns, aveugles, stupides, uniquement dus à la démence individuelle et collective, et dont il ne reste rien qu'un profond ahurissement, un désastre intellectuel et moral de longtemps irréparables. La Commune de 71 ne nous aura pas laissé autre chose.

« Cependant, vous tentez l'apologie de ces hommes dont vous affirmez l'ineptie, de cette insurrection dont vous constatez l'inopportunité insensée. Vous dites qu'emprisonnée dès les premières heures dans une situation désespérée, la Commune, contrainte d'agir uniquement en vue de la résistance, n'a pas même eu le temps d'indiquer le but qu'elle voulait atteindre. Permettez-moi de vous répondre qu'avec un peu de sens commun et d'esprit politique, on ne s'enferme pas pour commencer dans une situation désespérée. Ce fait seul, avoué par vous, donne l'idée complète et définitive de l'état intellectuel de ces malheureux. Je nie, d'ailleurs, qu'ils n'aient pas indi-

qué le but qu'ils voulaient atteindre, car ils l'ont fait dans leur Déclaration au peuple français. Or, toute leur doctrine politique est là. Que les innombrables décrets échappés d'heure en heure de l'Hôtel de ville, et ordonnant les choses du monde les plus incohérentes et les plus risibles, fussent nécessités par la lutte extérieure et par les exigences populaires, je l'accorde pour le moment, bien que je sois très convaincu que ces législateurs, si étrangement recrutés, s'imaginaient prouver par là leur énergie surhumaine ; mais la Déclaration nous a été solennellement adressée comme étant la pensée organique et constituante de la Commune.

« Ici, les contradictions et les absurdités pullulent de telle sorte qu'il y a quelque pudeur à les rappeler, car en vérité, c'est vouloir démontrer l'évidence. Constituer quarante mille communes autonomes, souveraines, adhérant ou n'adhérant pas à la Fédération générale, ou libres de s'en séparer quand elles le voudront, c'est décréter l'émiettement et l'anéantissement du pays. En outre, aucune de ces communes ne pourrait subsister vingt-quatre heures, toute culture, toute industrie, toute transaction, toute convention intercommunale devenant autant d'impossibilités. Que vous dirai-je ? Je me perds dans cet abîme de non-sens, et je me demande comment vous avez pu entrevoir une analogie quelconque entre les hommes de 1889 et de 1893 et de tels idiots.

« Si les Constituants ne prévoyaient ni le supplice de Louis XVI, ni les massacres de septembre, ni la Terreur, leurs décrets n'en ont pas moins établi des principes politiques qui ne seront plus jamais oubliés et qui ont, en fait, renouvelé le monde moderne. Si, en 1792, l'étranger eût anéanti les armées de la République et ramené avec la royauté tout le vieil attirail du despotisme, ces mêmes décrets n'en eussent pas moins assuré dans l'avenir l'exercice des droits qu'ils proclamaient. Quant à la Convention, ni le supplice de tous ses membres, ni l'écrasement de la République, rien n'eût fait oublier qu'elle avait combattu pour le salut du pays contre la coalition intérieure et étrangère ; tandis que la Commune de 1871, en face de l'ennemi campé sous les murs de Paris, n'a su, à la tête de trois cent mille fédérés armés jusqu'aux dents, que décréter des inepties et massacrer des otages, surtout parce que la plupart de ces prisonniers étaient prêtres, ce qui, de toutes les

façons de combattre l'esprit clérical, est assurément la plus stupide. Je ne puis donc croire, mon ami, que, vous illusionnant aussi peu sur les hommes, vous puissiez vous imaginer que les faits auxquels nous avons assisté aient été autre chose que des accidents fortuits et monstrueux.

« En somme, l'insurrection parisienne, fomentée et menée par des imbéciles furieux, a tué la République et donné une nouvelle vie à la réaction politique et cléricale. Victorieuse, elle eût anéanti le pays. La répression qui l'a écrasée a été sans merci, parce que la Commune massacrait et incendiait. Il est évident que si l'entrée des troupes eût tardé de huit jours, Paris disparaissait avec ses bibliothèques et ses musées. D'ailleurs, tout n'est pas dit, et le jour de cette ruine totale n'est peut-être pas éloigné. Le prolétariat triomphera inévitablement, et ce sera la fin de la France. Après tout, ni les civilisations, ni les nations ne sont immortelles. Quand un peuple doit disparaître, qu'importe qu'il soit englouti par une invasion barbare ou qu'il se mange lui-même ?

« En attendant, mon cher ami, je souhaite vivement que vous puissiez revenir bientôt au milieu de nous. Je sais qu'on doit vous faire des propositions au *Rappel* ; si elles sont acceptables, n'hésitez pas. Vous auriez ainsi, en arrivant à Paris, une situation toute faite et un avenir assuré dans la presse démocratique.

« Je vous serre bien cordialement la main. — LECONTE DE LISLE. »

Quoique cette lettre intime emprunte à la phraséologie politique deux ou trois termes qui s'accordent mal avec le style si personnel et si altier de Leconte de Lisle, elle est dans son ensemble d'une grande beauté. Elle ne ménage ni les mots, ni les choses, ni les hommes. Elle ne cherche pas à atténuer par de molles épithètes l'horreur du poète devant la Commune. Elle est un jugement. La signification en est d'autant plus grande que l'auteur des *Poèmes barbares* avait des idées très avancées qui trouvèrent leur expression ou leur écho dans les petites brochures dont il annonçait à Jean Marras la publication ou la préparation. Le *Catéchisme populaire républicain* fit au Sénat, dans la séance du 6 février 1872, l'objet d'une question adressée par M. de Gavardie à Dufaure, garde des

sceaux. Cet incident tumultueux n'empêcha pas plus tard Leconte de Lisle d'être nommé sous-bibliothécaire au Luxembourg par les efforts heureusement associés de François Coppée qui lui céda la place, et de Jules Simon, qui la lui fit obtenir. Mais il retarda l'entrée du poète à l'Académie française.

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Agé de trente-cinq ans, Leconte de Lisle avait assisté en 1853 à la séance annuelle de l'Académie. Villemain y faisait son rapport, qu'il trouva « pâteux ». Son nom y était prononcé. Le secrétaire perpétuel, après avoir annoncé la médaille obtenue par la *Psyché* de V. de Laprade, regrettait que cette même distinction n'eût pas pu être attribuée « à d'autres essais poétiques où le talent ne s'annonce pas sans éclat, à quelques beaux vers dus à la plume savante de M. Leconte de Lisle ». C'était vraiment peu pour les *Poèmes antiques* où *Midi*, la *Fontaine aux Lianes* et le *Dies Irae*, que je cite sans vouloir faire tort à tant d'autres poésies admirables, pouvaient déjà passer pour d'impeccables chefs-d'œuvre. Leconte de Lisle en eut quelque humeur. Il écrivit à Louis Ménard le 15 août 1853 une lettre assez vive, dont il faut bien se garder pourtant de prendre au mot les images volontairement outrancières. A propos des prix de vertu décernés à une « vingtaine de pauvres diables qui avaient commis une belle action », il disait : « Rien n'était plus hideux que d'entendre ces vieux gredins d'académiciens couverts de crimes parler dévouement et grandeur d'âme en versant des larmes de crocodiles ! j'en ai encore des maux de cœur. » Leconte de Lisle excellait dans l'ironie amère, mais il avait la plaisanterie lourde. Celle qu'il dirigeait contre l'Académie ne renfermait pas d'ailleurs, comme il advint à d'autres qui durent se démentir, l'engagement de ne pas s'y présenter.

C'était risquer une singulière gageure que de poser, en 1873, une candidature contre le P. Gratry. L'échec était certain, surtout si peu de temps après les trois brochures où Leconte de Lisle avait affirmé sans ménagement l'audace de ses opinions politiques et le néant de sa foi religieuse. Il fut battu. Mais il se fit sur son nom un assez prompt apaisement. L'Académie lui donna en compensation un prix où ses amis vou-

lurent voir le gage d'une promesse. De leur côté, les républicains, instruits de la détresse qui lui avait fait accepter une pension de Napoléon III, lui avaient pardonné. Il était vainqueur avec eux.

Ainsi Victor Hugo, qui n'était pas encore revenu à l'Académie au moment de l'élection de 1873, vota pour Leconte de Lisle, de nouveau candidat en 1877. C'était au fauteuil d'Autran, dont la succession était également sollicitée par le duc d'Audiffret-Pasquier et par Sardou. Il fallait dix-neuf voix pour obtenir la majorité. Trois tours de scrutin furent nécessaires. Au premier tour, Leconte de Lisle obtint deux voix, celle de Victor Hugo et celle d'Auguste Barbier. Victor Hugo lui resta fidèle. Mais, au troisième scrutin, Barbier assura l'élection de Sardou, qui fut élu par dix-neuf voix contre dix-sept à Pasquier. Comment ne pas rappeler le remerciement de l'auteur des *Poèmes barbares* à celui de la *Légende des siècles*? Il lui écrivait le 8 juin : « Cher et illustre Maître. En m'honorant trois fois de votre suffrage dans la dernière élection académique, vous m'avez largement récompensé de toute une vie de travail, uniquement consacrée à l'art suprême dont vous êtes la plus glorieuse lumière. Mon ambition la plus haute est satisfaite. Vous m'avez nommé. Je suis élu... »

La lettre est belle. Mais une seule voix, si grande qu'elle soit, ne fait pas une élection. Leconte de Lisle devait encore attendre sept ans. D'un commun accord le fauteuil de Victor Hugo lui était réservé. Il y fut appelé le 11 février 1886, à l'âge de soixante-huit ans, et il prit séance le 31 mars 1887. Jean Marras n'assista pas à la réception. Il félicita son ami de son discours dans une lettre, la seule d'ailleurs que je possède, qui peint bien la force de son caractère.

« Mon cher ami, bien que je sois un absent, à peu près oublié, j'ai pris ma part de votre jour de fête en lisant le noble discours que vous venez de prononcer devant l'Académie.

« Grâce à vous, pour la première fois peut-être, la voix d'un grand désillusionné, vibrant à travers cette vieille coupole de l'Institut de France, a su glorifier, en dépit des profanes, le verbe sacré des sublimes illusions.

« C'est une belle heure de triomphe parmi tant d'autres d'amertume. Nous vous envoyons, ma femme et moi, notre

hommage cordial à vous et à madame Leconte de Lisle. Votre
vieil admirateur — MARRAS. »

Cette lettre était datée de Fontainebleau, où les amis de Jean Marras lui avaient obtenu un poste au Palais. Son éloignement, qui lui assurait les moyens de vivre, sans éclat mais avec une philosophie résignée, suffit à expliquer qu'il ne rencontrât plus guère Leconte de Lisle, entraîné d'ailleurs dans des relations nouvelles et peut-être moins littéraires. Pourtant, son absence n'avait pas créé l'oubli. Les félicitations qu'il adressa au poète, dont personne n'admirait mieux que lui l'œuvre puissante, lui valurent presque tout de suite une réponse. Au milieu des occupations et des devoirs qu'entraîne pour un élu le lendemain d'une réception académique, Leconte de Lisle prit tout de suite le temps de remercier l'ami qui lui avait été si dévoué dans les heures difficiles. Peut-être éprouvait-il le regret de n'avoir pas vu sous la Coupole, dans le jour qui consacrait sa gloire, le regard ardent et affectueux de Jean Marras. Mais un académicien est tenu, pour cette cérémonie, à tant de politesses qu'il doit parfois sacrifier des amis qui lui sont chers. D'ailleurs Jean Marras était trop fier pour solliciter, même un strapontin. Le 7 avril, Leconte de Lisle lui écrivit :

« Je vous remercie bien cordialement de votre souvenir affectueux. Croyez que de mon côté je ne vous ai point oublié. Quant à ma réception académique, j'en suis encore malade d'ennui et d'irritation, avec le regret de n'avoir pas dit le quart de ce que je pensais à ces ennemis naturels de toutes mes convictions. Les injures dont on m'accable dans les journaux cléricaux et monarchiques me font expier déjà la sottise que j'ai faite en me fourvoyant dans cet éteignoir. Je reçois des lettres désolées et indignées, vers et prose, où des idiots me réclament leur âme immortelle, comme si je tenais boutique d'âmes immortelles. Conçoit-on que des croyants soient désespérés parce que je doute de leur immortalité ? Est-il donc possible qu'il y ait tant d'imbéciles dans ce monde ?

« Je ne vous parle pas de la mine correcte et gênée de mes confrères académiques. Les deux ducs se tiennent à l'écart avec une pieuse horreur... »

Que fallait-il donc à Leconte de Lisle pour exprimer toute sa pensée ? Évidemment, il n'avait pas opposé à la foi des

crochants le nihilisme qui lui avait inspiré tant de chefs-d'œuvre. Mais une réception académique perdrait son caractère si elle dégénérait en polémique. La Coupole a ses traditions et ses convenances. Leconte de Lisle sut les respecter sans abdiquer ses opinions. Il passa dans son discours altier des accents qui étaient faits pour surprendre même d'autres auditeurs que les deux ducs. N'était-ce pas assez, par exemple, de dénoncer l'« abominable barbarie du moyen âge, l'atrocité des mœurs et la tyrannie sanglante du fanatisme religieux », ou de parler, en laissant tomber d'un œil crispé un monocle dédaigneux, des « dogmes arbitraires des religions révélées » ? La prudence, que les règles du genre imposaient à Leconte de Lisle, ne fut pas une abdication et l'éloge, par endroits magnifique, qu'il fit du génie de Victor Hugo, lui fournit l'occasion de se définir avec une exacte et fière fidélité. Il resta lui-même.

Alexandre Dumas fils, qui le recevait, ne recula devant aucune des difficultés d'une tâche que l'esprit de la Compagnie et celui de l'auditoire rendaient plutôt périlleuse. Il lui dit avec une sincérité profonde, où il entraît comme une sorte de respect :

« J'éprouve une véritable joie, je vous assure, à honorer publiquement, tout en le contredisant un peu, un homme d'un grand talent et d'un beau caractère. » La contradiction, toujours spirituelle et souvent pressante, n'atténua pas l'éloge. Alexandre Dumas fils, en s'aventurant dans un domaine qui n'était pas le sien, ne perdit pas la partie. Il parla de la poésie, de son origine, de ses moyens et de son action avec une grande pénétration. Ce fut une belle séance.

Entre Leconte de Lisle et Jean Marras, quoique celui-ci fût devenu conservateur au Dépôt des marbres, les relations s'espacèrent. Accablé, comme il l'écrivait, par des « soucis et des chagrins, toujours plus nombreux, plus lourds et plus amers », le poète aspirait au repos que la vie avait troublé. Jean Marras, son cadet de dix-neuf ans, mourut sept ans après lui, en 1901. Curieux de tout, il avait défendu Mallarmé, Rodin et Wagner. Il ne connut pas la célébrité, mais il fut digne des amitiés glorieuses qui recherchaient en lui la finesse de l'intelligence, la sûreté du jugement et la hauteur morale du caractère.

LOUIS BARTHOU.

CE QUI NE S'OUBLIE PAS

EN ALSACE RETROUVÉE

Il y a exactement quinze ans, le 18 novembre 1918, trois officiers français furent appelés à pénétrer les premiers dans une « zone » d'Alsace-Lorraine, où nos troupes ne devaient être accueillies que le surlendemain. C'est l'émouvant récit de ce premier contact avec les habitants que le commandant René Chambe a extrait de son Journal de guerre.

— Alors c'est compris, en auto, pas en avion ?

— C'est entendu, mon colonel.

Le chef d'état-major du 10^e corps d'armée nous a reconduits jusqu'à la porte de son bureau et nous a serré vigoureusement la main.

— Tout se passera bien, j'en suis sûr. Ils ont mis complètement les pouces, ils ont tout promis, nous les tenons à notre merci et ils se garderaient du moindre sabotage. Mais on ne sait jamais, un simple fil de fer sur le terrain, un fossé recouvert, et ce serait le capotage ridicule ! Il ne faut pas. Alors, en auto !

— Compris, mon colonel, soyez sans crainte.

Nous sommes sortis. Sur la petite place de Bruyères, le crépuscule de novembre tombait, la brume glissait des hautes pentes toutes proches des Vosges, mouillant les toits, envahissant les ruelles déjà pleines d'ombre. Arme à l'épaule, un factionnaire faisait les cent pas devant un parc d'artillerie.

Lubersac m'a dit :

— C'est vous qui irez là-bas. Vous partirez de bonne heure. Vous prendrez avec vous un ou deux officiers, pas

davantage. Attention aux incidents possibles. Vous avez vu ; vous franchirez le trait de crayon rouge ; vous serez les seuls. Mission de confiance.

— Soyez tranquille, Lubersac, tout ira bien.

— Je compte sur vous. Bonne chance !

Tout cela, c'était hier. Et aujourd'hui, 18 novembre 1918, l'auto, lancée à vive allure, file sur la route sinueuse qui doit nous conduire en Alsace.

Il fait un matin gris, humide, froid, mais déjà se devine le soleil derrière les banes de brume. De loin en loin, apparaît et disparaît tour à tour son disque blême qui semble rouler de crête en crête à la poursuite de la voiture. Nous sommes trois sur la banquette du fond. Nous ne disons rien, nous regardons fuir autour de nous en hautes vagues l'admirable décor. La houle forestière nous enserme de ses pentes abruptes, sombres, chargées de futaies d'automne. Les sommets se perdent dans un brouillard transparent, bleu comme des fumées de feux d'herbe. Devant nous, luit le casque du conducteur, avec sa jugulaire toute neuve serrée sous le menton. Nous avons déjà franchi de nombreux kilomètres, dépassé Saint-Dié, et nous continuons de garder le silence, avec, en nous, une gravité profonde, un insurmontable besoin de nous taire, de ne rien dire.

La guerre est finie. Même prononcées mentalement, ces syllabes ont une étrange résonnance. L'idée qu'elles éveillent apparaît imprécise, irréelle. Elle semble ne répondre à rien. Et puis il y a ce silence, cet extraordinaire silence qui déconcerte et peu à peu serre à la gorge. Ce n'est pas impunément que depuis tant et tant de mois, tant d'années, nous avons vécu dans un vacarme si définitivement installé qu'il était devenu pour les combattants comme une atmosphère naturelle. Une oppression pèse sur nous.

Plus un coup de canon, plus un coup de feu, rien. Depuis six jours, l'armistice a été signé. Depuis six jours, des pourparlers ont été engagés entre les autorités françaises et allemandes pour convenir du mode de prise de possession de l'Alsace-Lorraine par nos troupes. Je consulte ma carte. Trois courbes concentriques, et dont le contour épouse à peu près celui de la frontière, y sont tracées au crayon de couleur. La première est

en rouge, la deuxième en bleu, la troisième en jaune sur le Rhin. Elles partagent en trois zones égales les provinces retrouvées. Afin d'éviter tout incident, il a été décidé, d'un commun accord, que les troupes françaises ne pénétreraient dans une zone que le lendemain du jour où elle aurait été évacuée par les troupes allemandes. En même temps que la Lorraine, l'Alsace sera occupée en trois bords. Aujourd'hui 18, premier bord. Après-demain 20, deuxième bord, et le 22 dernier bord. Ce sera le 22 que les armées françaises entreront à Strasbourg.

« Vous franchirez le trait de crayon rouge, a dit Lubersac, et vous serez les seuls. » Nous serons les seuls, nous le savons. Qu'allons-nous faire ? C'est simple : l'aviation doit coopérer dès aujourd'hui à l'occupation ; or, dans la première zone, dans le secteur du 10^e corps d'armée, il n'y a pas un terrain d'atterrissage possible. Ce ne sont que montagnes, vallées étroites, hautes pentes boisées. En conséquence, nous avons reçu l'ordre de passer outre et de pénétrer sans délai dans la deuxième zone. Là-bas, nous serons dans la plaine. Il s'y trouve des terrains tout préparés, les terrains de l'aviation allemande. Nous les connaissons bien pour les avoir maintes fois survolés, observés, photographiés, voire mitraillés. C'est là que nous irons. Notre objectif est le terrain placé aux lisières du village de Niedernai, — Niederehnheim, comme *i/s* l'ont baptisé depuis quarante-huit ans. — Quand nous l'aurons reconnu, visité en tous sens, nous assurant que ni le sol ni les hangars ne recèlent de piège, nos avions viendront s'y poser. Pas avant. Telle est notre mission.

La distance est longue en voiture : environ cent trente kilomètres.

Pour l'heure, nous venons de franchir le front, à l'est de Saint-Dié, affreusement cahotés. Lundi dernier on se battait encore. La route a été hâtivement rétablie, tant bien que mal, par le génie. Des fascines et des rondins ont été jetés pêle-mêle avec de la terre dans les boyaux. Dix fois la Renault a manqué s'enliser. Saisissant spectacle que ces tranchées désertes à perte de vue, chaudes encore de la présence et de l'odeur des hommes. Elles courent en tous sens, noires et béantes. Des effets d'équipement, des masques à gaz traînent de loin en loin sur les parapets. Des toiles, que le vent soulève,

pendent à la gueule des sapes et des abris. Partout des trous d'obus, des cloaques d'eau verte. Voici le réseau des barbelés français avec ses échelas de fer et ses chevaux de frise et, en face, le réseau allemand, très reconnaissable avec ses pieux *queues de cochons*.

C'est fini; quinze cents mètres plus loin nous retrouvons l'amorce de la route. Par là, dans l'angle mort de la montagne l'ennemi pouvait assurer ses ravitaillements et ses charrois. Les cahots se font plus rares. Nous soufflons.

La frontière est là. Rien ne l'indique dans ce désordre, dans ce terrain bouleversé, mais je la situe grâce à la carte. Des fantassins bleu-horizon travaillent à déblayer le sol. Plus un Allemand : ils sont partis.

Je regarde mes deux compagnons de route assis près de moi. Il y a là le lieutenant Enslén et le sous-lieutenant Fichot. Tous trois, nous avons, sans nous consulter, revêtu des uniformes aux couleurs d'avant-guerre; ainsi les Alsaciens nous retrouveront mieux. Ils n'ont peut-être jamais vu de bleu-horizon. L'aviation n'ayant pas encore de tenue particulière, Enslén est en artilleur, Fichot en fantassin, et je suis en dragon. Le hasard fait bien les choses, les trois armes principales seront ainsi représentées : infanterie, artillerie, cavalerie. Les ailes, que nous portons au col, sont le seul point commun entre nous.

Enslén s'est penché vers moi :

— Mon capitaine, nous entrons en Alsace : ça va être chic !

« Chic », comme ce mot allait se trouver bientôt insuffisant !

CEUX QUI VIENNENT A NOUS

Voici le petit bourg de Saales, sur la frontière même, premier village d'Alsace. Il a peu souffert, bien que situé à proximité immédiate du front. Quelques maisons ont été éventrées par les obus, mais la plupart sont debout, intactes.

A la sortie de Saales, la route s'allonge à peu près rectiligne. Et nous demeurons saisis. Elle est noire de monde. A perte de vue apparaissent des groupes. C'est une fourmilière en marche. Hommes, femmes, enfants, cheminant à pied, par

deux, par trois, par familles entières. Tous vont dans le même sens, se dirigeant vers nous.

Bientôt nous croisons les premiers d'entre eux. Nous ralentissons.

— Hé bonjour! Où allez-vous ainsi?

Nos uniformes ont été reconnus. Il y a un remous. Hommes et femmes se précipitent:

— Les Français! Vive la France!

— Bonjour! Vive l'Alsace française! Mais où allez-vous?

Alors un vieillard à cheveux blancs lève son chapeau à bout de poing et, d'un accent frénétique:

— Où nous allons? Nous allons voir la France! Il y a trop longtemps qu'on attendait!

— Pourquoi êtes-vous tous à pied?

— Nous n'avons plus de chevaux, plus de voitures. Les Allemands nous ont tout pris, tout emporté! On va tous à Saint-Dié. On reviendra comme on pourra!

Nous remontons la colonne indéfinie. La route fait un virage, deux virages et les groupes se succèdent toujours sans interruption; l'exode continue: c'est une émigration. Depuis trois jours que l'ennemi a commencé d'évacuer la première zone, les habitants se sont mis en marche. Par toutes les routes, tous les chemins, tous les sentiers conduisant vers la France, ils sont descendus dans les vallées et se dirigent vers la frontière. Certains ont poussé jusqu'à Rambervilliers, Saint-Dié, Raon-l'Étape, Baccarat. Une sorte de fièvre, de frénésie, s'est emparée d'eux, les a jetés hors de leurs maisons. Un grand élan les porte vers cette patrie que d'aucuns, ceux à cheveux blancs, ont connue et que les autres, les plus jeunes, dans leur ignorance, sont avides de voir.

La fourmilière humaine continue d'avancer, d'envahir la vallée de la Brûche, par où, comme vient de nous le crier une femme, *doivent arriver nos Français*. Il y a là ceux de Ranrupt, Coroy-la-Roche, Salcée, Saulxures, ceux de Plaine, Maisongoutte, la Broque, Belmont, tous ces noms si français, et ceux de plus loin, de Wildersbach, de Nepviller, de Natzwiller et, de plus loin encore, ceux de Grendelbrûch, ceux qui sont descendus des forêts d'Obernai, de Hohwald, des futaies profondes de Haslach, de Lutzelhouse et même de celles d'Abreschviller.

Voici Bourg-Brûche. Les habitants n'ont pas été évacués. Toute la population est massée à l'entrée. Les rues, les fenêtres disparaissent sous les drapeaux français, les guirlandes de feuillage, les girandoles de papier, les fleurs. Des reines-marguerites, des chrysanthèmes pleuvent sur notre voiture. Nous avons beaucoup de peine à avancer.

Plus loin, c'est Saint-Blaise, *Heilig-Blasien*, comme les Allemands l'ont appelé. Le tumulte grandit. Comment peut-il y avoir tant de drapeaux ? D'où sortent-ils ? Ce n'est qu'une lumière tricolore, une féerie de guirlandes et de fleurs.

— Tout le bleu y a passé ! nous explique un homme. Vous chercheriez vainement un morceau d'étoffe bleue en Alsace, il n'y en a plus ! Du rouge et du blanc, on en a trouvé tant qu'on a voulu à cause du drapeau allemand, mais pour le bleu on a tout pris, tout découpé, les rideaux, les tabliers, les vêtements...

Nous continuons.

Au delà de Saint-Blaise, nous traversons les villages et les bourgs de Fouday, de Rothau, de la Broque. Et toujours les mêmes cris, les mêmes acclamations, les mêmes drapeaux, les mêmes fleurs nous accueillent, nous accompagnent et nous poursuivent.

Sur la route, c'est le même défilé, la même marche ininterrompue vers la France, les mêmes mains brandissant de petits drapeaux, les mêmes flots de rubans aux corsages et aux chapeaux. Beaucoup de femmes ont revêtu le costume d'Alsacienne avec, sur leurs cheveux blonds, le gros nœud noir. Pour la première fois depuis quarante-huit ans il s'étoile de la cocarde tricolore. C'est toute la chère vision de notre enfance, de notre adolescence, qui se réalise et s'anime devant nos yeux. Nous entrons tout vivants dans le rêve.

Mais voici quelques uniformes parmi les civils. Quelles sont ces tuniques vertes, ces képis à deux pointes enfoncés sur des faces terreuses, décharnées ? Mais ce sont des Roumains, des soldats roumains ! Ils sont sept, huit, tous hâves, en loques, sans armes, d'une effrayante maigreur, épuisés.

D'un coup sec j'ai frappé sur l'épaule du conducteur et il a aussitôt bloqué ses freins.

Je hèle ces soldats-spectres :

— *Haï ! copii, venitzi pe aci !* Hé ! enfants venez par ici !

Je parle un peu leur langue. Je suis très ému de revoir ces uniformes, ces soldats, braves entre tous, que j'ai appréciés et aimés.

De s'entendre ainsi interpeller, ils s'arrêtent stupéfaits, puis se précipitent vers nous. Leurs yeux pleins de fièvre, démesurés dans leur visage racorni, gros comme le poing, s'ouvrent tout larges de surprise et de joie. Ils regardent pétrifiés, ils ne comprennent pas.

— *Cunosc tzara voastra, am servit în armata romaneasca.* Je connais votre pays, j'ai servi dans l'armée roumaine.

Ils se sont redressés et leurs mains claquent sur les haillons de leurs culottes.

— *Streits ! Domnule capitan !* A vos ordres, monsieur le capitaine !

— *De unde venitzi ?* D'où venez-vous ?

En mots hachés, ils m'expliquent : Ils ont été faits prisonniers il y a plus de deux ans, dès le début de la campagne, vers Prédéal. Les Allemands les ont amenés ici, en Alsace, où ils travaillaient comme des bêtes de somme, avec les Russes. Ils étaient des milliers ; la plupart sont morts de misère : ils ne sont plus aujourd'hui que de rares survivants.

— *Nam mâncat nimic de doua zile.* Nous n'avons rien mangé depuis deux jours.

Ce matin, au départ, nous avions emporté quelques provisions, du pain, de la viande froide, des œufs, du vin, en vue d'un repas peut-être malaisé à nous procurer. Nous leur distribuons le tout. Les malheureux se jettent littéralement sur ces maigres aliments.

— *Si unde mergetzi ?* Et où allez-vous ?

L'un d'eux, qui porte encore un semblant de galon de sous-officier à la patte d'épaule, a tendu le bras dans la direction de Saint-Dié.

— *Mergem spre Frantza.* Nous allons vers la France.

Comme je lui demande pourquoi, ce simple sous-officier roumain, venu de là-bas, de l'autre bout de l'Europe, a cette fière réponse :

— *Fiindcă nea zis că e tzara libertatzei !* Parce qu'on nous a dit que c'est le pays de la liberté !

Mais le temps presse. Nous leur serrons les mains. Nous

repartons et, tandis que roule la voiture, ma pensée se reporte vers cette Russie, cette Roumanie lointaines où j'ai combattu. Quelle prodigieuse guerre, où, de l'occident à l'orient, tout le vieux monde était en feu ! Et dire que tout vient de s'arrêter d'un seul coup, de se cristalliser, d'entrer dans le silence...

Il est dix heures. Nous doublons tout un régiment d'infanterie en colonne de route. C'est le 2^e de ligne. Il se rend à Schirmeck. Nous saluons le colonel et lui demandons l'autorisation de le dépasser.

La tenue est irréprochable, les hommes splendidement habillés, équipés de neuf. Tous les yeux brillent. Les baïonnettes sont aux canons et, à la pointe de chaque baïonnette, fleurit une reine-marguerite blanche. Une nuée de gamins d'Alsace, venus à la rencontre de nos troupes, courent et gambadent autour de la musique qui ne joue pas encore, mais se prépare, et dont les cuivres étincellent au soleil. Comme nous arrivons à hauteur de la tête de colonne, retentit l'ordre de prendre le pas cadencé. Schirmeck est tout près.

Nous gagnons de vitesse, afin d'assister à l'entrée du régiment dans la ville.

La rue principale est noire de monde. Nous voulons tenter de passer, de gagner l'angle de la petite place du marché, afin d'y ranger l'automobile, de nous perdre dans la foule et de nous faire oublier. C'est impossible ! Une marée humaine s'est ruée sur nous.

La voiture est bloquée, coincée contre une maison. C'est fini, nous n'avancerons plus ! Vingt personnes sont autour de nous, debout sur les marchepieds, des Alsaciennes dont les grands nœuds palpitent, des hommes à cheveux blancs, des enfants. Une vieille femme, au visage fin et ravagé, est là, contre nous. Elle est tout en noir, très distinguée. Un domestique la soutient. On l'a hissée sur le marchepied de la voiture. Elle tient dans ses bras une gerbe de chrysanthèmes blancs et nous les tend. Des larmes coulent sur ses joues, et je vois, d'un petit mouvement convulsif, trembler les deux touffes de violettes de Parme de son chapeau. Elle suffoque, elle voudrait parler, mais les mots lui manquent. Elle ne peut que répéter :

— Oh ! messieurs ! oh ! messieurs !...

Et sa pauvre voix est soudain anéantie, emportée dans le vacarme. Une tempête de cuivres vient d'éclater à l'entrée de la rue : *Sambre et Meuse. Sambre et Meuse* en Alsace !

La foule s'est rejetée contre les maisons. Précédée d'un tambour-major dont la canne lance des éclairs, la musique du 2^e de ligne balaie tout sur son passage. Entre deux vagues humaines, elle pénètre dans la ville et, par une conversion parfaite, va se ranger sur la place où elle ne cessera de jouer tant que défilera le régiment.

Voici le régiment. Les hommes se sont redressés, menton haut, les joues barrées par la jugulaire, la crosse bien appuyée sur l'épaule. La plupart sont blancs comme la mort. Une émotion indicible les étreint sous les fleurs qui tombent sur eux comme une pluie. De tous mes yeux je les regarde. Je veux tout voir, tout noter, rapporter un exact témoignage de cette minute.

Que font nos hommes ? Comprennent-ils ? ... Casques bossués, ternis, enfoncés sur les yeux, jugulaires serrées sous le menton, la houle passe. Bonnes têtes à vieilles moustaches ou imberbes, sculptées par quatre années terribles ; bonnes têtes à peau tannée, parcheminée, fripée par les combats, les tranchées, le froid, les offensives, les reculs, les chagrins, les misères, la longue attente, tout le formidable fardeau supporté pendant cinquante-deux mois tragiques. Presque toutes sont pareilles, le regard fixe sous la visière d'acier, le teint livide, les mâchoires serrées. Beaucoup ont les yeux pleins de larmes.

Malgré les cris de la foule, l'éclat des cuivres qui rebondit sur les façades des petites maisons d'Alsace, on entend les gros souliers ferrés qui scandent la cadence à chaque pas : *Ran !... Ran !... Ran !...*

Il en passe, il en passe toujours. Après un rang, un autre rang. Des alignements impeccables de casques, de jugulaires de cuir sur des joues grises, de mains roses scellées à des rangées de crosses jaunes, des sacs, des fusils parallèles...

Près de nous, se tenait un vieillard vêtu de noir, avec des moustaches blanches et la mouche au menton, ayant tout à fait l'allure d'un officier du Second Empire. Soudain, il a fendu la foule, suivi d'un petit groupe d'autres hommes que nous n'avions pas remarqués. Il s'est précipité avec eux sur

le drapeau, l'a arraché des mains de l'officier qui le portait, l'a brandi à bout de bras en criant à tue-tête :

— En avant! J'ai fait 70! La France en avant!

La garde a voulu s'interposer, mais l'officier porte-drapeau a fait signe de laisser faire. Et le vieillard parcourt ainsi quelques mètres au milieu des soldats, portant toujours les trois couleurs à bout de poing au-dessus de sa tête, comme en extase, le visage ruisselant de larmes, puis il les remet à l'officier.

Des avions survolent Schirmeck. Ce sont des camarades d'escadrille. Nous reconnaissons leurs insignes, car ils passent très bas, décrivent quelques orbes avant de faire demi-tour en direction de Dogneville.

Il est 10 h. 30. Nous sommes en retard. Nous avons réussi à remettre la voiture en marche et, lentement, nous avançons dans la rue encore tout encombrée de foule.

Au passage, nous remarquons les vitrines des magasins. Les étalages ont pour la plupart disparu pour faire place à un véritable musée du souvenir, de l'attachement à la France. Chez les merciers, les fripiers, les épiciers, les pharmaciens, dans les cafés, dans les bazars, les marchandises ont été enlevées. Derrière les vitres, ce ne sont que vieilles gravures, chromos populaires, objets, reliques du passé conservées pieusement, cachées pendant quarante-huit ans et qui, aujourd'hui, revoient le jour. Les gravures, qui se retrouvent le plus souvent, sont *la Charge de Reichshoffen* d'Aimé Morot et *les Dernières cartouches* de Detaille. Elles alternent avec celles de Neuville, avec le *1814* de Meissonnier et d'innombrables portraits de Napoléon Ier, à pied, à cheval, assis devant un feu de bivouac. On voit aussi la tête de Chanzy avec son petit képi sur le coin du sourcil, le visage grave de Denfert-Rochereau appuyé aux remparts de Belfort. Derrière une fenêtre, a été disposée une véritable panoplie, un képi à visière carrée et les deux épaulettes de laine rouge d'un lignard de 1870.

Et, la voiture ayant dû s'arrêter un instant, la dernière vision, que nous emporterons de Schirmeck, sera celle d'une grande image en couleurs placée bien en évidence, une image séditeuse qui durant l'oppression dut être tirée à des milliers d'exemplaires, recherchée, pourchassée, par les autorités allemandes. Elle représente un énorme, un immense gendarme

allemand, botté, coiffé du casque à pointe, roulant des yeux féroces. A ses pieds, une mignonne petite fille, habillée en Alsacienne, baisse le nez, couverte de confusion, prise sur le fait. Elle vient de composer un bouquet de fleurs cueillies au bord d'un champ de blé. Elle le tient encore à la main, et ce bouquet n'est fait que de bluets, de marguerites et de coquelicots. Le gendarme, étouffant de colère, le désigne du doigt, en s'écriant [le texte est inscrit dans la légende] : *Tuchurs drigolore!*

CEUX QUI PARTENT

Il est onze heures passées lorsque nous franchissons le trait de crayon rouge. Nous sommes dans la deuxième zone. Là, nous ne trouverons pas un soldat français, mais, en revanche, sans doute des soldats allemands. Tous ne sont pas encore partis.

Changement de décor. Les routes sont à peu près désertes. Pas un drapeau dans les villages. La botte ennemie pèse toujours, — pour quelques heures, — sur cette terre d'Alsace. On sent derrière les vitres comme un mélange de crainte et de joie.

A Heiligenberg, une femme, qui puisait de l'eau à la fontaine, a laissé, de saisissement, tomber son seau, en criant :

— *Franzosen!*

Puis, se reprenant aussitôt, elle a levé les bras :

— *Fife le Vrance!*

A Dinsheim, à Mutzig, des gens qui circulaient dans la rue ont aperçu le fanion tricolore flottant à l'avant de notre voiture. Ils ont fait de grands gestes, se sont mis à courir. Mais nous ne nous sommes pas arrêtés, pressés de gagner de l'avant, d'atteindre au plus tôt Niedernai.

La vallée de la Brûche s'élargit sensiblement. Nous roulons maintenant entre des vignes. Les forêts sont coupées de terres cultivées, de prairies. Sur les hauteurs de gauche, se silhouettent les superstructures géométriques de la formidable position fortifiée de Mutzig, avec ses fameux forts de l'Est et de l'Ouest, ses batteries enterrées, ses redoutes. Elle était destinée à nous empêcher de déboucher dans la plaine d'Alsace, en direction de Strasbourg. Elle ne nous aurait pas arrêtés, car

à quoi servent les positions les meilleures, les ouvrages et l'armement les plus puissants, lorsqu'il n'y a plus de moral pour les tenir et que faiblit la discipline? La véritable force, c'est le cœur de l'homme.

Il fait un grand soleil. Nous n'avons pas encore vu un uniforme ennemi.

Voici les premières maisons du gros bourg de Molsheim, le Molsheim des *Oberlé*. Je me rappelle que, le 2 août 1914, j'avais emporté deux livres dans les sacoches de mon cheval, deux livres qui ont si fortement marqué leur empreinte dans l'âme de notre génération! Ces deux livres, ils m'ont accompagné partout, durant toute la guerre; je les ai toujours. Ce sont les *Oberlé* de René Bazin et *Au service de l'Allemagne* de Maurice Barrès. Et nous voilà à Molsheim... Nous regardons de tous nos yeux. Est-ce là, la grille de ce portail devant laquelle défilaient, au clair de lune, ces hussards rhénans chantant la *Wacht am Rhein* que, du fond du jardin, épiait Jean Oberlé? Avec quelle intensité tous ces détails nous remontent à l'esprit! Alsheim! Molsheim!

La voiture roule doucement dans la rue. Pas un drapeau, pas une guirlande de feuillage. Mais, comme dans tous les villages traversés, apparaissent déjà les indices que, derrière ces fenêtres, derrière ces murs, on n'attend plus que le départ des derniers soldats, des derniers fonctionnaires allemands pour laisser librement éclater la joie de la délivrance. Ces indices, nous les trouvons dans les saluts et les cris des habitants, nous les trouvons surtout dans les grands coups de pinceau de peinture rouge, qui, un peu partout, sabrent déjà d'un trait vengeur les inscriptions allemandes en gothiques : *Rathaus*, *Schulhaus*, *Wirtschaft*. Après-demain, le délire sera ici le même qu'à Schirmeck.

Nous venons de déboucher sur une petite place, plantée de tilleuls dont les feuilles jaunies par l'automne jonchent déjà le sol. Le conducteur a marqué une hésitation aussitôt réprimée. Une vingtaine de soldats allemands sont là. Ils s'affairent autour de deux camions sur lesquels ils chargent du mobilier. Deux officiers, fort élégants, en longue capote grise, en casquette plate à turban rouge, la badine sous le bras, surveillent le travail. Il s'agit évidemment de leurs logements; on est en train de les déménager. Ils étaient en garnison ici.

A notre vue, tous se sont arrêtés, stupéfaits. Nous passons lentement devant eux, fanion claquant au vent. Ne sachant quelle contenance prendre, les deux officiers ont rectifié la position et, d'un geste sec, ont porté la main à leur visière pour un salut correct et froid.

J'ignore quelle est leur impression ; pour nous, c'est le plus beau jour de notre vie !

Voici les dernières maisons de Molsheim. Nous sommes dans la plaine. La route s'ouvre vers le sud. Nous n'avons pas parcouru un kilomètre que nous doublons une calèche attelée d'un cheval lancé au grand trot. Elle est conduite par un officier allemand, impeccable, monoclé, le fouet haut. Près de lui, est assis un homme de troupe en feldgrau, son ordonnance. Derrière, parmi des valises empilées, deux femmes sont affaissées sur les banquettes, comme prostrées. L'une d'elles se cache le visage dans un mouchoir. L'autre détourne la tête. L'officier, quand nous l'avons doublé, a simplement abaissé son fouet. A quelque distance, nous nous retournons et nous voyons, à Dorlisheim, la calèche enfler, toujours à grande allure, la route de Strasbourg. Encore une famille d'officier allemand, jadis en garnison à Molsheim ou à Mutzig, venue déménager en toute hâte, sauver ses meubles, enlever ses objets précieux. Ils partent, ils s'en vont tous, ils quittent la terre d'Alsace, ils s'enfuient ! La joie gonfle notre cœur.

Mais quels sont, devant nous, ces petits groupes de soldats allemands ? Ils cheminent dans les deux sens, la plupart sans armes, sans sac, les uns portant des paquets, des ballots, les autres une musette en sautoir. Ils vont par deux, par trois, isolément, sans ordre. Stupeur, presque tous, à notre vue, font de grands gestes, jettent leur calot en l'air, poussent des cris délirants :

— *Fife le Vrance ! Fife le Vrance !*

Que signifie ? Être acclamés, à présent, par l'armée allemande, c'est plus fort que tout ! Mais immédiatement nous comprenons, la lumière se fait jour. Ce sont des Alsaciens-Lorrains. Dans le vent de désordre qui semble souffler sur l'Allemagne, ils se sont empressés d'abandonner leurs régiments et de se libérer eux-mêmes. Ils arrivent de tous côtés et regagnent à pied leurs foyers. Beaucoup sont incroyablement jeunes, l'air de collégiens habillés en soldats. Nous tou-

chons, là, à l'une des manifestations les plus directes, les plus poignantes de l'annexion impie : ces fils d'Alsace, ces Français déguisés sous l'uniforme ennemi, qui ont dû combattre contre nos alliés, peut-être contre nous, dont beaucoup ne savent pas parler français, — la langue interdite, — mais qui, tous, portent profondément enfoncé dans le cœur l'amour de leur vraie patrie.

— *Fife le Vrance ! Fife le Vrance !*

CEUX QUI NOUS ATTENDAIENT

Il est midi et demi. Par des chemins détournés, nous avons évité de traverser Obernai, puis le village de Niedernai. Personne ne nous a vus. Nous sommes maintenant sur le terrain d'aviation ennemi de Niedernai.

Il est désert. C'est une grande prairie qui touche aux lisières du village. Les hangars en bois, du type allemand, bien reconnaissable, avec leurs portes à rabat, sont intacts. **Pas un avion.** Ils sont tous partis, mais les empreintes récentes de leurs roues sont encore visibles sur l'herbe écrasée. Un tas de cendres fume encore sur le sol. Sous un apprentis, une forge de campagne, abandonnée, porte dans son foyer des braises imparfaitement éteintes. La bauge est encore chaude.

A circuler ainsi sur ce terrain de nos adversaires directs, dans ce silence, dans cette atmosphère de retraite, de fuite, nous éprouvons une impression indéfinissable. Nous nous attendons, à chaque instant, à voir apparaître des silhouettes de *feldgrau*, de mécaniciens ou de quelconques gardiens. Mais non, rien, le vide. Nous visitons un par un les hangars, béants, leurs grandes portes rabattues ; nous parcourons en tous sens la piste. Tout est en ordre, rien n'a été détruit ni saboté. L'ennemi a tenu strictement ses engagements. Il se soucie peu d'y manquer, la force de l'armée française est entière et les représailles seraient immédiates, — c'est la bonne méthode.

Au bout du champ, près de la route, se dresse une véritable cage en fils de fer barbelés. Nous apprendrons bientôt que, là, était un camp de prisonniers russes où les malheureux étaient traités comme des forçats. Malgré la paix de Brest-Litowsk, l'Allemagne avait conservé de nombreux prisonniers des armées tzaristes, sans doute pour travailler dans ses

mines, ses cultures, ou à l'entretien de son réseau routier et de ses retranchements.

Notre visite achevée, nous nous dirigeons vers le village de Niedernai dont une issue donne directement sur le terrain d'aviation. Nos allées et venues prolongées ont été, à la longue, remarquées. Un groupe d'enfants nous observent curieusement de loin. Nos culottes rouges, nos képis, les intriguent. A notre approche, ils s'éparpillent comme une volée d'oiseaux et disparaissent derrière les maisons. Mais d'autres ont dû donner déjà l'éveil, car, lorsque nous allons pénétrer dans le village, nous nous trouvons nez à nez avec plusieurs habitants qui se hâtent à notre rencontre. L'un d'eux, aux cheveux blancs taillés en brosse, nous invite à venir chez lui. Il s'appelle Stanislas Müller.

Il est charmant, ce village, délicieux, et tellement alsacien ! Les maisons sont coiffées de grands toits à auvents, couverts de vieilles tuiles plates. Les façades laissent apparaître, dans la pierre et le ciment, l'entrelacs des poutrelles peintes en brun ou en vert foncé. Des balcons de bois courent d'un angle à l'autre, au-dessus des portes. Oui, il est tellement alsacien, tellement de vrai style du pays, qu'il semble *arrangé, pas vrai*, dessiné exprès par Hansi. Comme dit le sous-lieutenant Fichot, *il fait décor*. Et puis, il a un petit air personnel, ce village, un petit air frondeur avec ses maisons plantées un peu au hasard, de guingois, à la volonté de chacun, va comme je te pousse, comme si elles avaient refusé de se soumettre à l'alignement, de se plier à la lourde discipline de l'oppresseur. C'est un de ces villages têtus qui a dû donner du fil à retordre aux fonctionnaires et aux gardes-chiourmes du Kaiser. Et avec bonne humeur, avec esprit, tous ces pots de géraniums aux fenêtres en témoignent. Oui, ce doit être, c'est certainement, un de ces villages de *welches*, comme ils les appelaient avec colère, qui ont fait tant enrager les Allemands. S'il est vrai que, dans les maisons d'Alsace, on chantait encore la vieille chanson de *l'Oiseau de France* qui a bercé notre enfance,

Sentinelle, ne tirez pas !

C'est un oiseau qui vient de France !

s'il est vrai qu'elle n'était pas tout à fait oubliée, c'est là, derrière ces murs, plus que partout ailleurs, qu'on a dû la chanter.

Rien ne manque à ce village pour être vraiment de vieille Alsace, rien, pas même la chaîne des Vosges qui est là, tout près, barrant haut le ciel de son écran bleu sombre. Et, justement, l'éperon majestueux du Mont Saint-Odile, couronné de son blanc monastère, domine ses toits comme un symbole. Au soir tombant, l'ombre de la montagne sacrée doit les couvrir comme d'une aile. Et, à l'aurore, parmi toutes les voix des cloches de la plaine d'Alsace, que, de là-haut, écoutaient les Oberlé, celles de Niedernai doivent être des premières à atteindre le sommet du Sainte-Odile.

Nous sommes sur une petite place. La foule a grossi. La nouvelle de notre arrivée s'est répandue comme une trainée de poudre. De toutes les maisons, des gens sortent et se précipitent. Tous veulent nous voir, nous entendre, toucher nos mains. Ils parlent tous à la fois, en patois alsacien, en français. Nous ne savons à qui répondre. Bientôt, nous ne pouvons plus faire un pas, nous sommes entourés, étouffés. Devant nous, Stanislas Müller s'efforce en vain de nous ouvrir le passage.

Cependant la foule s'écarte. Un nouveau personnage vient d'apparaître. C'est le bourgmestre, — le maire, comme l'on dit toujours ici. — Il est de haute stature, avec les cheveux blancs et les yeux gris. Lui aussi, il s'appelle Müller, Xavier Müller. Le chapeau à la main, très ému, il s'exprime correctement en français. Il est désolé, il s'excuse de ne pas être arrivé le premier, il ne savait pas, on lui avait dit que les troupes françaises ne seraient là que le surlendemain.

— Nous vous avons laissés entrer sans un drapeau, sans une fleur, sans rien ! Je ne m'en consolerais jamais ! Vous avoir attendus pendant quarante-huit ans... et puis voilà !... et puis voilà !...

Mais l'autre Müller nous tire par la manche. Nous sommes devant chez lui. C'est une petite maison basse, avec un grand toit débordant sur la rue. Au-dessus de la porte, une inscription en lettres brunes : Auberge Stan Müller.

En français, cette inscription ?

Stanislas Müller a surpris notre étonnement. Une flamme brille dans ses yeux.

— Oui, auberge en français, dit-il. Je n'ai jamais voulu mettre *leur* Wirtschaft, jamais ! Il n'y a rien eu à faire. A la

fin ils m'ont laissé tranquille. Entrez, entrez, messieurs les officiers, c'est chez vous ici. Entrez !

Mais le maire et d'autres habitants interviennent. Non, Müller, non, pas tout de suite, laissez messieurs les officiers : ils ne peuvent pas entrer, comme ça, sans aller auparavant chez l'ancien maire. Il les a vus, sûrement, par sa fenêtre, l'ancien maire. Il aurait trop de peine, l'ancien maire, on ne peut pas, il ne faut pas !

Comme Stanislas Müller est de cet avis ! L'ancien maire, mais certainement on ne peut pas ! Où avait-il la tête, il n'y avait plus pensé dans sa joie ! Il fallait y aller tout de suite ! Pauvre homme, c'est bien lui qui méritait le plus, en effet, le bonheur d'embrasser, le premier, les Français !

Et nous repartons tous en cortège. Nous marchons en tête, encadrés par les deux Müller. Hommes, femmes, enfants, toute la foule nous suit. Elle n'est pas loin, la maison de l'ancien maire, elle est là, sur la place. Nous y sommes en deux pas. Au-dessus de quelques marches, un cep de vigne décore l'entrée.

La porte s'ouvre d'elle-même. On nous attendait. C'est une bonne vieille, avec un grand nœud d'Alsacienne, qui nous accueille. Deux autres femmes sont derrière elle, et aussi un jeune gars aux joues rouges, intimidé. Tout ce monde s'efface, nous sourit et nous dit :

— Venez ! venez ! venez vite !

La bonne vieille trotte devant nous sur les carreaux cirés, pousse une porte et nous fait pénétrer dans une chambre. Dans un fauteuil, près de la fenêtre, est assis un vieillard, immobile, presque inerte. Il est coiffé d'une toque de fourrure et ses jambes sont enveloppées d'une couverture. Son visage est comme un vieil ivoire. Il a plus de quatre-vingts ans. A notre entrée, il n'a pas fait un mouvement, mais on nous a conduits devant lui, alors ses yeux se sont agrandis, il a cherché à se redresser, mais ses forces le lui ont refusé. Seuls, ses bras se sont levés lentement, avec ses mains où saillent de grosses veines bleues. Et, un instant, nous ne voyons plus que ces pauvres mains toutes tremblantes qui battent l'air.

Derrière nous, la chambre s'est remplie. On fait signe de faire moins de bruit, le vieillard parle. Il parle d'une voix faible mais très distincte :

— Vous voilà! Voilà les Français! Je vous attendais, ah! j'en étais bien sûr!... J'ai eu raison de ne pas désespérer... A présent, je peux mourir, je ne voulais pas... *avant*...

De lourdes larmes coulent sur son visage. Il nous attire vers lui pour nous embrasser. Je me relève, la figure toute mouillée par ses pleurs. Mais, ces larmes, je ne les essuierai pas, je ne lui ferai pas l'injure de les essuyer. Nous les avons attendues trop longtemps, nous aussi, ces larmes de joie de l'Alsace, elles sécheront sur mes joues.

On a apporté des verres et une bouteille à long col. Le vin du Rhin, — du Rhin français, — pétille gaiement. Et, pour la première fois, nous trinquons à la victoire en territoire reconquis.

En descendant les marches du perron, Xavier Muller nous explique que l'ancien maire, à qui nous venons de rendre visite, a exercé les fonctions de bourgmestre pendant plus de trente-cinq ans, presque depuis l'annexion jusqu'à la veille de la guerre. Toute sa vie, il a cru au retour de la France, il n'a vécu que dans cet espoir. Il le disait à tout le monde, même aux Allemands. Et, quand la guerre a éclaté le 3 août 1914, tout de suite il a été certain de la victoire.

— Quand, voilà trois ans, il a été pris par la paralysie, il a fait pousser son fauteuil près de la fenêtre. Il n'en a plus bougé, disant que, de là, il verrait arriver les Français vainqueurs, qu'il serait le premier à les voir, qu'il était sûr qu'ils viendraient. Et il vous a vus de derrière sa vitre!... Sa femme me racontait tout à l'heure que, lorsqu'il vous a aperçus avec vos culottes rouges, il a fermé les yeux comme s'il était mort. Il venait de les rouvrir quand nous sommes entrés.



Stanislas Müller est joyeux. Il nous a fait pénétrer enfin dans son auberge. Une partie du village s'y est glissée à notre suite. C'est une salle basse avec de longues tables de chêne lustrées et polies par l'usage. Elle prend jour par des fenêtres carrées, garnies de rideaux à damiers rouges et blancs et de pots de géraniums en fleurs. Un gros poêle tient tout le milieu et sa douce chaleur met une buée contre les vitres.

Stanislas Müller s'empresse, entouré de ses filles, dont l'une est dans un état de bonheur et d'exaltation extrême. Ne

vivait-elle pas, en effet, en France, étant institutrice des enfants du colonel de Saizieu, commandant le 12^e hussards ? La déclaration de guerre l'a surprise ici, en Alsace, où elle était en vacances. Elle n'a pas pu revenir. Pendant près de cinq ans, elle a vécu à Niedernai, passant par des alternatives d'espoir et de crainte, mais jamais de découragement, attendant l'heure du succès de nos armes dont, elle aussi, elle n'a jamais douté.

C'est elle qui a été l'âme de ce village, allant, venant, visitant les voisins, relevant leur courage, organisant la résistance aux vexations des autorités allemandes, prêtant l'oreille quand le vent d'ouest apportait le roulement du canon sur les Vosges. Elle s'affaire, gourmande son père et ses sœurs, dispose des verres, nous avance des chaises.

Mais le curé vient d'entrer. On s'écarte pour le laisser passer. Il s'est découvert et les boucles de ses cheveux blancs lui font une couronne d'argent tout autour de la tête. Il a des traits énergiques et tourmentés et, dans ses yeux bleus, brille le feu d'une âme ardente. C'est l'abbé Joseph Zimmer, curé de la paroisse.

Il a ouvert lentement les bras et sa voix tremble :

— J'ai connu l'Alsace française, dit-il. Je l'avais perdue. Aujourd'hui je la retrouve. Que le saint nom de Dieu soit béni !

Il peut à peine achever.

— Soyez bénis, aussi, messieurs.

Il se désole de n'avoir pu sonner les cloches à notre entrée : il n'en a plus. Plus de cloches ! les Allemands les lui ont emportées, volées. Pour fondre des canons ? Non, pas pour fondre des canons, pour les empêcher de fêter la victoire !

Nous le consolons en l'assurant que, mieux que le son des cloches, le mutisme de ces clochers d'Alsace si basement cambriolés, mutilés par l'ennemi, est plein de grandeur. Ce silence, c'est la dernière marque de l'oppression.

— Et bientôt, monsieur le curé, des cloches françaises sonneront en liberté dans le clocher de Niedernai, car celles que les Allemands vous ont volées, la France, soyez-en sûrs, vous les rendra ! Nous vous le promettons (1) !

(1) La promesse a été tenue.

* * *

Il est deux heures de l'après-midi, quelqu'un s'avise alors que nous n'avons peut-être pas déjeuné. Nos mensonges maladroits ne trompent personne et c'est, tout de suite, un affolement. Malgré nos protestations, on se hâte, on court, chacun ayant à cœur de nous apporter quelque chose. Rien n'est assez beau, assez bon pour nous ! Une nappe blanche, brodée de grosses roses rouges, a fleuri sur la table. Vingt mains veulent à la fois nous servir, disposer les assiettes, les verres, les bouteilles, les couteaux, les fourchettes.

Et voilà que, pour nous, renaissent à la lumière, extraites de cachettes profondes, des provisions farouchement conservées et qui sont l'égal de véritables trésors. A chaque instant la porte s'ouvre, livrant passage à quelque habitant, porteur d'une merveille inattendue qui soulève les rires et les applaudissements de la salle. En voici un qui tend à bout de bras un jambon tout entier, un autre des œufs, un autre un morceau de pain blanc. Dieu ! du pain blanc, comment a-t-il pu faire ? On l'acclame. Un autre apporte du café, du vrai café, avec du vrai sucre, un autre des sardines en boîte, un autre du chocolat. On rit de plus belle, tout ça que les Allemands n'auront pas eu, n'auront pas su trouver ! Une jeune fille, rougissante, dépose près de nous une superbe tarte, une tarte aux pommes bien dorée, qu'elle vient de cuire à la minute. Une immense ovation la salue.

Derrière nous, on entend chanter l'omelette dans la cuisine. Notre soldat-conducteur, lui non plus, ne sera pas oublié.

Ils se sont tous mis en rond autour de nous, les premiers rangs assis, les autres debout et ils nous regardent avec des yeux ravis. Certains sont montés sur des bancs, contre les murs, la tête touchant le plafond, pour mieux voir. Mais d'abord il nous a fallu, à tous, leur serrer la main, tandis qu'ils se nommaient : Weber, Müller, Lutz, Strübe, Riegler, Heim, Wächter, Wintz, encore Müller, encore Lutz. Les uns, — les vieux, les vieilles, — nous adressaient quelques mots de bienvenue, et les autres, — les plus jeunes, — ne sachant pas parler français nous souriaient de tout leur cœur.

Nous vivons dans une sorte de rêve. Nous goûtons à peine à tout ce qu'on nous offre. C'est si touchant, si doux, ce

retour en Alsace, et si magnifiquement pareil à tout ce que nous avons espéré! Où sommes-nous? Quels sont tous ces visages penchés sur nous? Ne se sont-ils pas échappés des livres d'Erckmann-Chatrian, d'Alphonse Daudet, de Renè Bazin, de Maurice Barrès et des chansons de Déroulède?

Près de nous, Stanislas Müller nous conte de bonnes histoires d'Alsace, — vieux souvenirs déjà! — de mystifications, de mauvais tours joués aux Allemands.

— Ils m'appelaient Tête-Carrée...

— Ah! il leur en a fait voir, coupe Xavier Müller, il aurait pu dix fois être fusillé!

— ... Un jour, tenez, il y en avait deux, deux officiers du service des étapes, attablés là où vous êtes, un gros et un maigre. Il n'y avait déjà plus rien en Alsace à cette époque, tout avait été ramassé, raclé. Au milieu du repas ils me réclament du poulet. « Du poulet, que je leur dis, non, mais vous vous fichez du monde! Où voulez-vous que j'en prenne, moi, du poulet! » Juste à ce moment, voilà-t-y pas que mon coq se met à chanter au fond de la cave, un coq auquel je tenais beaucoup et que j'avais caché.

« Ah! mes amis, les voilà tous les deux qui se regardent, qui me regardent d'un air furieux. Ils attrapent leurs sabres, dégringolent l'escalier comme des fous, cherchent la porte de la cave, la trouvent, la cognent, la reconnaissent, réussissent à l'ouvrir. Le coq affolé leur saute à la figure et remonte l'escalier plus vite qu'eux, enfle le corridor et le voilà dans le jardin! Si vous aviez vu cette chasse!

« Le coq a sauté sur le toit du hangar, de là chez Lütz et, va te faire lanlaire! ils n'ont jamais pu le retrouver. Ils sont rentrés, écumants de colère, et, en guise de paiement, ils ont cassé les vitres à coups de revolver.

— Et le coq?

— Mon coq, il est revenu deux jours après. Je l'ai toujours. Au fait, je vais le remettre en liberté, maintenant qu'il est français.

Et tout le monde de rire. Même ceux qui n'ont pas compris un seul mot de cette histoire, mais cependant s'esclaffent debout sur les bancs et s'envoient force bourrades.

Un jeune gars vient d'entrer. Il dit quelques mots en patois alsacien que nous ne comprenons pas. Une tempête de cris,

d'acclamations et de quolibets accueille son récit. Que se passe-t-il ? Le curé m'explique qu'il y avait encore un officier allemand, dans une maison, à l'autre bout du village, un officier gestionnaire resté avec deux soldats, pour remplir les dernières formalités administratives. Quand on lui a appris que les Français arrivaient, il a ramassé en hâte ses papiers et a pris le large. Il court encore. C'est le dernier représentant de l'autorité allemande qui déguerpit.

Près de nous, a pris place un personnage en jaquette noire que je n'avais pas, tout d'abord, identifié, bien qu'il se fût présenté avec force manifestations d'enthousiasme. Le curé Zimmer me renseigne : c'est Weber, l'instituteur. L'instituteur ? Diable ! mais celui-là doit la représenter, l'autorité allemande ! Je l'observe à la dérobée. A la nouvelle de la fuite de l'officier gestionnaire, il rit plus fort que tous les autres, il en pleure de joie dans son mouchoir. Invinciblement, ma pensée se reporte aux pages si poignantes d'Alphonse Daudet : *la Dernière classe*.

Je me tourne vers l'instituteur :

— A quand la première classe en français, monsieur l'instituteur ?

— Mais dès demain, monsieur l'officier, dès demain et avec quel bonheur !

L'abbé Zimmer, qui ne manque pas de finesse, me pousse le coude.

— Vous savez que c'est un Alsacien, il est du pays. Ici, comme dans bien d'autres villages, on n'aurait jamais supporté un maître d'école allemand. Nous avons leurs gendarmes, ça suffisait.

Mais Ensen me regarde. Il a raison, il est tard. Je veux me lever, donner le signal du départ. Mais, comme tout à l'heure, tous les bras se tendent aussitôt pour nous barrer le passage, toutes les voix protestent. Des sourires, — malicieux, il me semble, — courent sur les visages.

— Non, non ! Pas encore, restez, restez toujours !

Voici justement une vieille bonne femme, toute menue, qui arrive avec une bouteille. Elle la porte avec précaution, comme on porte un enfant, couchée sur son bras. Un rire muet et un peu grave entr'ouvre sa bouche édentée. Quels bons yeux elle a ! Tout timides et tout simples.

Elle a posé la bouteille, noire et poussiéreuse, devant nous, sur la table, puis elle s'est assise, doucement, sans rien dire. Elle nous observe en silence, frottant, l'une contre l'autre, ses mains, ses pauvres mains toutes nouées de rhumatismes. Et soudain, de ses yeux, roulent deux larmes, de ces larmes si tristes des vieillards.

— Voilà, dit-elle enfin, c'est du kirsch et puis du kirsch français... du kirsch du temps que nos cerisiers ils ont été français pour la dernière fois. Il est de septante. Quand mon mari il l'a mis en bouteille, nous étions jeunes mariés, il a dit comme ça : « Celui-là, on le boira pas en Prusse, on le boira en France, ici, qu'il a dit, ici à Niedernai, quand les Français seront revenus. On le boira avec eux. Si je suis plus là, tu garderas la bouteille, tu boiras avec eux. Avec eux, qu'il a dit.

Elle reste là, de nouveau silencieuse, immobile. Ses mains, elles-mêmes, ne bougent plus, ouvertes sur la table. Et nous ne voyons plus que ces deux larmes brillantes qui se sont arrêtées en chemin sur ses joues.

Ce kirsch, nous l'avons bu, debout, tous ensemble, mais celui qui l'a mis en bouteille n'était pas là. Nous nous sommes penchés vers le curé :

— Espérons, monsieur le curé, que ceux qui n'ont pas eu le temps de nous voir arriver et sont couchés là-bas, au cimetière, ont aussi leur part de la victoire.

L'abbé Zimmer nous a serré la main avec force.

— Soyez-en sûrs !

Et sa voix s'est faite profonde pour ajouter :

— Ah ! comme c'est bien que la France ait eu aujourd'hui cette pensée pour eux !

Il est près de quatre heures. Le soleil décline derrière les vitres. Il faut partir. Nous nous levons, décidés. Mais aussitôt tous les bras sont en l'air. Non, non, ils ne sortiront pas ! Et toujours ces bons sourires pleins de mystère, ces yeux gris d'Alsaciens plissés par une joie malicieuse. Mais, à la fin, qu'ont-ils donc ?

Justement, la porte sur la rue vient de s'ouvrir à deux battants, M^{lle} Müller fait irruption, triomphante :

— *Cette fois, ils peuvent venir ! Laissez-les maintenant !* Venez, mon capitaine, venez, messieurs !

Comment décrire ?

La petite place est noire de monde. Le village, tout à l'heure sans drapeaux, n'est, à présent, qu'une lumière tricolore. Les drapeaux ont surgi des fenêtres, de toutes les fenêtres, et, avec eux, des guirlandes de feuillage et de papier, de lanternes vénitiennes, tendues d'une façade à l'autre. En moins d'une heure, la place, les rues se sont pavoisées, transformées. Tandis qu'on nous retenait dans l'auberge, toute la population s'est acharnée à cette besogne. Tout le monde s'y est mis, de tout son cœur. Combien touchants, certains de ces drapeaux ! Nous en voyons, dont les trois couleurs ne sont pas très bien à leur place, le rouge entre le bleu et le blanc, ou le rouge cloué contre la hampe, ou bien encore les couleurs disposées en travers au lieu d'être en hauteur. Mais ceux-là, ce sont les plus émouvants...

Notre apparition sur le seuil est saluée d'un cri vibrant :
— Vive la France !

La plupart des femmes et des jeunes filles ont revêtu leur costume d'Alsacienne. Ce ne sont que grands nœuds noirs qui palpitent, corselets de velours, jupes rouges des catholiques, jupes vertes des protestantes.

Et soudain un chant qui nous serre le cœur.

L'instituteur a escaladé le perron de l'ancien maire. Chef d'orchestre, les bras levés, il donne le signal. Les strophes de la *Marche lorraine*, dont les paroles ont été quelque peu arrangées pour l'occasion, montent d'un seul élan vers le ciel :

Ils n'ont pas eu l'Alsace et la Lorraine,
Car notre cœur est demeuré français !
Ils n'ont pas eu l'Alsace et la Lorraine,
Et, malgré eux, nous sommes toujours Français !

Hommes, femmes, enfants, tout le monde chante à pleine voix. Tandis que nous restons, pétrifiés, la main à la visière, j'entends Stanislas Müller me dire :

— Eh bien ! j'espère qu'après ça, la France ne nous fera plus cette injure dont parlent vos journaux !

— Comment ? Quelle injure ?

— De faire un plébiscite pour savoir si nous voulons être Français !

Mais Xavier Müller lui a donné une rude claque sur l'épaule :

— Ah ! Tête Carrée, tu grogneras donc toujours !

Ensen, Fichot et moi, nous nous cherchons des yeux. Mais qu'ont donc leurs regards à être si troubles, je les distingue mal ? Le mien aussi peut-être...

Nous pleurons tous les trois.

.....

Ces notes, je les écris dans ma chambre, sur le terrain de l'escadrille, près d'Épinal. Je les jette en hâte sur un papier, je ne veux oublier aucun détail. Il est tard dans la nuit, mais j'entends, sur la route, passer des groupes qui marchent en chantant. Cette grande joie de l'armistice, de la mort enfin surmontée, vaincue, n'est pas encore calmée.

Puisse la France ne jamais oublier de tels souvenirs ! Puisse-t-elle s'être purifiée dans la victoire ! Puissent la politique, la lutte des partis faire trêve d'un accord unanime sur l'Alsace-Lorraine retrouvée ! Puisse, surtout, le bas sectarisme désarmer et ne pas froisser, ne pas souiller de sa boue tant de beauté, tant de sublime fraîcheur !

RENÉ CHAMBE.

LA NOUVELLE ÉQUIPE

I

Les écrivains dont cet article et ceux qui suivront entreprennent le portrait, représentent différents modes d'expression de la littérature actuelle. Il nous a semblé arbitraire de les soumettre à une classification, car les écoles qui fleurissaient il y a quelque trente ans ont disparu sans que d'autres aient pris une place équivalente à la leur. Si Paul Alexis fut fondé à proclamer au début de ce siècle que le naturalisme n'était « pas mort », rien non plus ne nous autorise présentement à nier la survivance de ce mouvement. Mais le fait est que personne ne s'en réclame plus. Une enquête littéraire doit aujourd'hui délaissier les groupes pour ne connaître que les individus. Tel est notre dessein. Nous nous sommes appliqué à évoquer la personne autant que l'œuvre des écrivains. A cet effet nous les représenterons chez eux, dans leurs habitudes journalières, dans leur conversation, afin d'en offrir au lecteur une image aussi fidèle et ressemblante qu'il nous sera possible.

JULES ROMAINS

Les premiers écrits de M. Jules Romains datent de sa dix-huitième année. Ce fut à cette époque, c'est-à-dire vers 1904, qu'il commença de composer, au hasard de son rêve et de son observation, les petits poèmes dont le recueil forma la *Vie unanime*, publiée pour la première fois en 1907. Des œuvres en prose suivirent bientôt telles que *Mort de quelqu'un*, *les Copains*.

Déjà s'y affirmait une manière à laquelle M. Jules Romaines est presque toujours demeuré fidèle dans la suite et qu'on essaiera de définir en exposant qu'elle vise à la représentation d'une collectivité plutôt qu'à celle de certains individus issus de son sein. Ainsi *Mort de quelqu'un* fait connaître les répercussions sensibles que cause le décès d'un homme, tout d'abord dans le voisinage de sa maison où des êtres même inconnus de lui sont atteints par la nouvelle, puis dans le bourg de province qu'habitent ses parents. Le personnage essentiel, dans une fiction de M. Jules Romaines, ce n'est pas tel ou tel héros qui passe au cours du récit. C'est une ville tout entière ou bien une société d'esprits. Les figures qui s'en détachent et dont l'auteur nous entretient au passage, ne sont là que pour imprimer son mouvement à l'ensemble et aussi pour créer la perspective. Elles ressemblent à ces portraits d'hommes que les peintres plaçaient jadis au premier plan de leurs tableaux de batailles.

Un autre trait de M. Jules Romaines est la faculté qu'il a de passer du plan romanesque au plan théâtral. C'est ainsi que *les Copains*, à l'origine simple récit tout en verve des distractions et mystifications où se complait une bande de jeunes gens, s'est prolongé sur la scène par une suite de la meilleure veine comique en des pièces comme *M. Le Trouhadec saisi par la débauche*, *le Mariage de Le Trouhadec* et *Donogoo*. L'œuvre poétique de M. Jules Romaines qui commande toute son inspiration, ainsi que nous aurons l'occasion de le démontrer, a encore puissamment contribué à imposer son nom. A la *Vie unanime* déjà citée, se sont ajoutées *Odes et Prières*, le *Voyage des amants*, *Europe*, *Amour couleur de Paris* et l'*Ode génoise*.

Quand j'entre chez M. Jules Romaines, dans un appartement ensoleillé du quai d'Auteuil, le peintre Ernest Mandler, une grande feuille de papier aux doigts, commence à dessiner son portrait.

Je vais tâcher d'en faire autant, mais d'une autre façon. On m'installe donc à côté de l'artiste et en face du modèle. Ainsi M. Jules Romaines me parlera sans trop quitter la pose. Cela facilite ma tâche qui est aussi de l'observer. Malheureusement, je crains que cela ne contrarie un peu celle de M. Ernest Mandler.

Notre entretien court sur maintes questions et je m'aperçois qu'en chacune d'elles il y aurait beaucoup de choses à démêler comme en l'œuvre même de M. Jules Romains qui est diverse et d'une grande richesse, œuvre de poète, de romancier et d'auteur dramatique. Ces trois voies se sont offertes à lui. Depuis plus de vingt ans il les parcourt d'un pas agile. Et ce n'est pas au hasard que cette image s'impose à moi. M. Jules Romains, physiquement, a tout d'abord l'apparence d'un marcheur, d'un bon fantassin. Il est trapu et bien ramassé dans sa silhouette. Sa figure un peu longue, nettement dessinée, est éclairée de deux yeux bleu clair qui expriment dans une même minute la curiosité, l'ironie ou la passion. Si leur regard semble placide quand l'homme écoute, c'est qu'il se laisse difficilement pénétrer.

Avant de questionner M. Jules Romains, on songe tout d'abord à sa formation universitaire. Il fut normalien. L'École de la rue d'Ulm a-t-elle fourni un point de départ à ses pensées quand il aborda la carrière littéraire?

— Nullement, me dit-il. J'avais commencé d'écrire avant d'entrer à l'École. De fidèles amis comme Duhamel comme Georges Chennevière, étaient déjà dans ma vie. L'École normale, ce fut simplement pour moi l'accession à une carrière qui pût m'assurer la vie matérielle et me permettre de poursuivre mon œuvre.

Pourtant dans les *Hommes de bonne volonté*, son œuvre capitale dont les quatre premiers volumes ont déjà paru, M. Romains met en scène un jeune Normalien appelé Jerphanion qui arrive de sa province, découvre Paris et prend à cette occasion connaissance de son orientation future. Mais gardons-nous de prendre ce Jerphanion pour le porte-parole de l'auteur. Si M. Romains découvrit Paris, ce fut avec des yeux d'enfant. Né sur les plateaux du Velay, il arriva dans la capitale sur les bras de sa mère à l'âge de trois mois et fit sur les pavés de Montmartre ses premières chutes. Bonne éducation pour un futur romancier de la vie populaire.

A vingt ans, M. Jules Romains était déjà théoricien et chef d'école. Il avait fondé l'unanimisme destiné à nous fournir l'esthétique de la vie collective, des grands mouvements anonymes où se traduisent les sentiments des foules. Sentiments peu définis, presque inconscients. La représentation

qui en est donnée a quand même sa valeur pour le poète.

Des critiques érudits, mais peu sensibles, ont voulu découvrir les ressorts de ce fameux unanimité qui se manifestait déjà environ l'époque 1910. On a écrit que M. Jules Romains avait subi l'influence de Durkheim et qu'il fut sociologue tout autant que poète. Or, s'il faisait de la sociologie, c'était à la manière dont M. Jourdain faisait de la prose, car il n'avait, à l'époque, pas lu la première ligne de Durkheim. Ainsi qu'il devait l'écrire plus tard dans une préface à la nouvelle édition de la *Vie unanime*, ce recueil de poésies n'était que « le livre d'un enfant parisien qui s'était baigné dans Paris, enivré de Paris pendant des heures et des jours innombrables, qui... savait distinguer, les yeux clos, le bruit d'un carrefour du bruit d'un autre, recevait du sol, des murs, du ciel de la grande ville mille communications qu'il enfermaient dans son cœur... »

Cela vaut mieux ainsi. Nous ne croyons pas aux poètes qui prennent la plume en vertu d'un principe. Peut-être pourtant M. Jules Romains s'est-il plu à laisser croire au début de sa carrière qu'il était de ceux-là. Nous y songeons tandis qu'il parle et que ses yeux regardent tour à tour l'un et l'autre de ses deux portraitistes.

Le père de *Knock*, de *M. Le Trouhadec* doit aimer la mystification. *Les Copains*, d'ailleurs, le montrent bien. C'est une charge que M. Romains dut composer tout entière dans le même mouvement de gaieté. Charge contre les convenances sociales, contre l'esprit morose qui court certaines petites villes de province. De l'unanimité peut-être, mais qui ne prend guère la vie unanime au sérieux. Quoi qu'il en dise, l'École normale a laissé sa marque sur M. Jules Romains. On la retrouve dans ce récit des aventures menées par une bande de joyeux garçons qui, après quelques libations, ont déclaré la guerre à Ambert et à Issoire, prises au hasard sur la carte de France, et juré d'y propager le scandale par les moyens les plus énergiques. De tels farceurs, qui s'expriment parfois en style noble, voire même homérique, se font les uns aux autres des réceptions accompagnées de fanfare à leur arrivée dans une sous-préfecture et vont même jusqu'à s'adresser des discours en latin sur le quai de la gare, n'apparaissent-ils pas comme de purs produits de la rue d'Ulm ?

Cette raillerie de lettré se retrouve dans presque toutes les œuvres de M. Jules Romains, dans *Le Trouhadec*, dans *Knock*. Elle n'est sans doute chez lui qu'une veine secondaire, mais qui mérite l'attention pour l'unité qu'elle donne à son œuvre. Le trait essentiel chez M. Jules Romains est son souci de la vérité humaine. Il lui inspire ses plus beaux effets. Qu'on relise dans le *Vin blanc de la Villette* certains chapitres narratifs, sur le 1^{er} mai à Paris ou sur les mouvements grévistes. Le vrai, le meilleur Jules Romains est là dans toute son éloquence. Sur la psychologie des foules, sur les rumeurs et les passions d'une ville en émoi, nul n'a réussi plus belle orchestration.

De telles pages ont éclos, l'heure venue, comme autant de fruits mûrs, présages d'autres récoltes. Mais quand M. Jules Romains, tout jeune encore, courait par les rues de la Villette en y cherchant les traces de l'unanimité, il ne se doutait certes pas du sort que tels de ses contemporains feraient à de simples chansons. Sans doute s'en amusa-t-il tout le premier. L'important est qu'en devenant ainsi théoricien il n'ait pas cessé d'être poète. Or, il n'en est rien. La partie poétique de son œuvre lui fournit toujours ses plus sûres richesses.

— Il m'est indispensable, dit-il, de revenir de temps à autre à la poésie. C'est là que je m'alimente et que je trouve mon unité. Il y a quelques années, après avoir remporté plusieurs succès au théâtre, je reçus des offres de plusieurs côtés. On me commandait des pièces. Les sujets ne me manquaient pas : je n'avais qu'à écrire. Pourtant j'ai refusé. J'ai préféré écrire l'*Ode génoise* qui m'a pris plus de temps à elle seule qu'une pièce en trois actes. Mais c'est ainsi : la poésie me rend à moi-même.

— Est-elle à l'origine de vos romans comme de vos pièces ?

— Identiquement. La poésie est à l'origine de tout ce que j'écris. Mon inspiration part le plus souvent du sentiment même, de la pure sensation. A l'École normale, en même temps que je poursuivais mes études de lettres, je me suis instruit dans la biologie qui m'a toujours passionné. Les trois romans que j'ai réunis sous le titre *le Dieu des corps* témoignent de ces recherches. Il m'est difficile, d'ailleurs, de vous dire comment un sujet naît en moi. Je fais, en y réfléchissant, cette constatation curieuse que la plupart de mes œuvres ont

été ébauchées dès ma jeunesse. Je les portais à l'état de projets. Je ne trouve pas un sujet, je le retrouve. Les souvenirs que j'en ai s'ajoutent au fruit de mon imagination présente pour former un canevas définitif. Et cela est vrai même pour des romans comme les *Hommes de bonne volonté* qui comprendront dix ou quinze volumes. A dix-huit ans, je savais déjà que j'écrirais ce livre-là. J'en détenais les éléments essentiels.

De telles dispositions chez un auteur doivent lui permettre de s'observer assez aisément. Aussi suis-je amené à demander à M. Jules Romains quelles remarques il a pu faire sur l'évolution de son œuvre et comment il la caractérise.

— Le principal changement qui s'est fait en moi au cours des années, me répond-il tout d'abord, se traduit par un gain appréciable de souplesse. Dans mes premiers écrits, je m'attachais à une certaine rigueur de forme qui dissimulait tant bien que mal mon incertitude. Je suppose que beaucoup d'auteurs ont éprouvé cela. Débuter, c'est adresser à son lecteur certains propos sans qu'aucune expérience préalable ne nous permette d'imaginer quelle sera sa réponse.

— Précisément. Mais un auteur comme vous, à partir du moment où il a trouvé accès auprès du public, en a certainement retiré quelque enseignement profitable à son œuvre ultérieure.

M. Jules Romains acquiesce et me dit :

— Cette question m'amène à souligner la différence entre deux époques de la littérature. Entrer en contact avec le public n'avait pas, avant la guerre, la même signification qu'aujourd'hui. En 1912, j'avais vingt-huit ans et j'étais un auteur connu. Aucune fausse modestie ne saurait m'empêcher de le reconnaître. Chacun de mes livres me valait des correspondances d'Angleterre, d'Allemagne, de Russie. Un public me suivait. Il était exactement celui qui me plaisait, pour qui je travaillais. Aussi tirais-je quelque fruit de ses réflexions. Une gloire de cette sorte nous suffisait alors. Nous ne nourrissions point, mes amis et moi, de folles ambitions quant à nos tirages et à nos gains. La littérature enrichissait rarement son homme. Pour vous définir plus nettement nos visées d'alors, je vous citerai cet exemple. A ma sortie de l'École et quand je connus le chiffre de mes futurs appointements, j'établis mon budget. Une

petite somme y était réservée chaque année : elle devait servir à l'impression de mes œuvres.

C'était un bien de considérer ainsi la littérature, conclut M. Jules Romains. Le souvenir que nous avons gardé de cette époque a préservé plus tard mes contemporains de la griserie que donne le succès. De ce point de vue, j'aime mieux avoir eu vingt-huit ans en 1912 qu'en 1925. Car, en arrivant à la même situation en 1925, j'aurais pu me demander quelle part le snobisme ou la publicité y tenait.

M. Jules Romains sourit et n'insiste pas. Je vais me retirer, ma tâche terminée. Hélas ! le modèle a bien mal gardé la pose. M. Mandler n'est pas très satisfait de son croquis.

— Votre conversation a commencé, me dit-il, quand j'avais déjà reproduit l'essentiel des traits. Au cours de l'entretien, M. Romains a changé complètement d'expression.

Je me reconnais coupable, bien que M. Mandler proteste gentiment. Mais faut-il donc croire, en vérité, que quand un homme de lettres se hasarde à parler de lui, on ne le reconnaît plus ?

M. JACQUES DE LACRETELLE

M. Jacques de Lacretelle a débuté dans les lettres au lendemain de la guerre par *la Vie inquiète de Jean Hermelin*. Ce roman, sorte de confession juvénile, exprimait les doutes et les angoisses d'un adolescent devant la vie. Un tel propos, pour valable et maintes fois éprouvé qu'il fût en matière romanesque, ne suffisait pas à établir le mérite du livre. On devait encore relever chez l'auteur des dons d'introspection fort brillants, une sensibilité et un discernement qui promettaient mieux. *Silbermann*, paru quelques années plus tard, révéla M. de Lacretelle d'indiscutable façon. C'est l'histoire d'un jeune juif en butte aux persécutions de ses camarades de collège et dont le prestige intellectuel se découvre précocement. Mais c'est aussi, sous cet argument initial, le roman de l'amitié, car Silbermann, le héros, nous est peint d'une manière subtile par un de ses condisciples admiratif et dévoué, ce qui ne l'empêche pas de conserver toute sa lucidité devant les faiblesses cachées de celui qu'il exalte.

La Bonifas étudie le caractère et la destinée d'une femme

victime d'un physique trop rude, quelque peu masculin et qui, dans la province où elle habite, est l'objet de la réprobation la plus calomnieuse. Bientôt repoussée de tous côtés, elle vit seule et mourrait sans doute ainsi, le caractère aigri, accablée par une honte imaginaire, si les circonstances, par un étrange retour, ne la servaient tout d'un coup. La guerre arrive et la Bonifas, sortant de sa retraite, veut se rendre utile. Devenue infirmière, elle fonde un hôpital et aussitôt tout ce qui en elle l'a desservie jusqu'alors la sert avec bonheur. Son sang-froid de femme habituée à se conduire seule, son esprit de décision, son goût du commandement font merveille. D'autre part, elle trouve enfin là l'occasion de répandre sur ceux qui souffrent une tendresse, une douceur qu'elle aurait vouées à un mari, à des enfants, si le sort l'eût mieux favorisée. Bientôt un revirement se fait dans l'opinion. La Bonifas, femme maudite, devient une héroïne. Elle mourra entourée du respect général.

D'autres romans comme *Amour nuptial*, des nouvelles comme *Aparté* ou comme *le Cachemire écarlate* ont mis en valeur M. de Lacretelle. Une évolution maintenant se dessine dans son œuvre. Le premier et le second volume des *Hauts Ponts*, parus ici même, en portent témoignage. C'est à ce sujet que nous avons cru devoir l'interroger tout particulièrement.

On admet généralement qu'un écrivain a besoin de la vie de société tout autant que du recueillement. Ce n'est pas toujours vrai d'ailleurs. Quoi qu'il en soit, M. Jacques de Lacretelle a su faire chez lui la part qui convenait à chacun de ces deux modes d'existence. Si l'on ne considère que son extérieur, l'agrément que lui donnent un visage très jeune, une silhouette mince et haute, une mesure aisée dans les propos, on imaginera volontiers qu'un salon est le cadre qui lui convient. Du moins ceux qui l'y ont rencontré sans le connaître davantage pourront s'arrêter à cette conclusion hâtive. Ils se tromperont : fort heureusement, ajoutons-le. Sans doute M. de Lacretelle ne fuit pas ses semblables. Mais il éprouve fréquemment le besoin de rompre tout contact avec eux. Sa petite maison de Seine-et-Oise lui offre, de longs mois durant, l'abri nécessaire à un tel dessein.

C'est là que je suis allé le trouver. Pour y accéder par la route il faut suivre au delà de Versailles, soit la file des voi-

tures qui roulent vers Houdan, soit celles qu'attire la direction de Rambouillet. Mais au bon moment, on s'écarte du chemin et une petite route vous mène là où il n'y a plus personne sinon ceux qu'on désire voir.

Le petit bourg qu'on atteint aussitôt est calme. Parfois des cortèges le traversent. Une fête locale, partie de la grand place, étend ses remous jusqu'aux rues avoisinantes. On y échappe facilement. La grille ouverte, le seuil franchi, nous voici dans un jardin que limitent seuls de beaux arbres.

— Je travaille souvent ici, me dit M. de Lacretelle, mais il m'arrive aussi de chercher l'isolement beaucoup plus loin. Je vais m'installer alors dans un coin de province, à l'hôtel. C'est pour moi l'atmosphère la plus favorable. L'observation, dans un milieu totalement étranger, naît et se développe toute seule. Parfois une salle de restaurant, une gare, l'intérieur d'une église me fournissent des images imprévues. Je considère les gens qui s'assemblent et causent librement devant moi. Je les recrée à mon idée, je cherche à découvrir qui ils sont, je leur façonne un destin. Si l'on y réfléchit la matière que l'on recueille ainsi n'est jamais très abondante, mais il s'agit moins d'avoir une matière copieuse que des points de départ. L'imagination s'exerce ensuite. On lui fournit un mince aliment qu'elle développe et dont elle change l'aspect initial.

— Une grande partie du premier travail se fait donc inconsciemment. Je suppose que vous prenez très peu de notes.

— Le moins possible : une phrase saisie au vol, une impression dont je veux retenir le contour et qui, ensuite, me mènera ailleurs. Mes premiers livres ne demandaient qu'une documentation fort restreinte. Depuis, il est vrai, j'ai un peu changé de manière.

M. de Lacretelle me parle des *Hauts Ponts*, ce roman qui comprendra quatre tomes et dont les lecteurs de la *Revue* ont eu la primeur. Une telle œuvre marque chez lui une évolution dont je suis curieux de connaître les causes.

— Je crois pouvoir la définir, m'explique-t-il, par un besoin de m'accroître, de prendre pied dans un univers plus étendu. Jusqu'alors je m'étais peut-être un peu trop confiné dans le portrait. *Silbermann* est un portrait ; *la Bonifas* égale-

ment. *Amour nuptial* obéit encore aux lois du même genre. En composant de telles œuvres, je me suis vu constamment dominé par un personnage central, auquel toute l'action était subordonnée. On obtient ainsi une formule romanesque, peut-être un peu trop intellectuelle. A l'origine d'un récit de cette sorte, il n'y a qu'une phrase, une formule dont le livre n'est que le commentaire, car il est contenu tout entier en elle. Qu'on adopte ce procédé, qu'on s'y tienne et chaque maxime de La Rochefoucauld nous fournira un sujet de roman.

Or il est arrivé un moment où j'ai trouvé cela insuffisant. Les limites de mon thème habituel me sont apparues et je me suis appliqué à les franchir. Pour la curiosité c'est un bon aliment. J'ai donc décidé de partir d'une donnée plus ample, d'étudier un milieu social, d'en inscrire la péripétie sur un long espace d'années. C'est ce qui m'a conduit à raconter l'histoire d'une famille.

Évolution nécessaire pour un auteur, songeons-nous en écoutant M. de Lacretelle. Mais on ne doit pas la solliciter. Il est bon que chez lui elle se soit produite, en quelque sorte, fatalement. Trop de romanciers qui s'imposent un lourd programme, sont trahis par leurs forces. Une œuvre littéraire ne s'accommode pas de semblables contraintes. Il faut féliciter M. de Lacretelle de les ignorer. Une de ses principales qualités n'est-elle pas le naturel ?

Au point où il en est de sa nouvelle œuvre, il ne s'agit plus seulement de cas psychologiques, ni de ces élégants procès où le cœur, les sens et l'appareil des passions s'affrontent tour à tour. La vie maintenant va se dérouler selon un rythme plus lent. Les êtres et les choses, envisagés en leur plein relief, acquièrent une qualité nouvelle qui est la durée. Les conflits n'intéresseront plus les individus seulement, mais les générations.

Je demande à M. de Lacretelle si l'image de la Vendée a été associée dès le début dans son esprit à son thème romanesque, ou si elle n'est venue qu'ensuite pour lui fournir le cadre approprié.

— C'est le hasard qui a tout fait, dit-il. Je ne connaissais pas la Vendée. En revanche, j'avais en Bourgogne des souvenirs d'enfance assez vifs pour me solliciter. Mais il m'a semblé que la Bourgogne ne se prêtait pas à mon dessein. Elle

m'apparait comme une région trop aimable, trop ouverte, trop Paris-Lyon-Méditerranée enfin. J'y voyais mal mes personnages des *Hauts Ponts*. Il m'a donc fallu chercher le terrain convenable. C'est alors qu'un jour, traversant la Vendée en automobile avec des amis, j'ai été séduit. Cette campagne fermée de tous côtés par des haies ou des boqueteaux, la belle forêt de Vouant, le secret et la sauvagerie qui demeurent encore marqués en cette terre m'ont séduit. J'ai senti que j'étais arrivé, que toute recherche devenait inutile. A Fontenay-le-Comte je me suis arrêté, prêt au travail.

M. de Lacretelle, ouvrant un placard, me montre le dossier des *Hauts Ponts*. Des notes brèves suivant sa manière, quelques photographies, des coupures de journaux régionaux. Il y a aussi des croquis faits de sa main : un plan imaginaire des *Hauts Ponts* où l'on voit la maison, le potager, la route qui borde la propriété, l'étang.

— Ce sont pour moi des points de repère indispensables, dit-il. Pour le reste, la meilleure façon de connaître une région, c'est de se laisser pénétrer lentement par elle. Peu de temps après la publication de *Sabine*, Jean Tharaud, passant par Fontenay-le-Comte, vit des notabilités du pays : « Jacques de Lacretelle a vécu chez vous, leur dit-il. Vous devez le connaître. C'est ici qu'il a rassemblé la documentation de son dernier roman. — Le connaître ? lui répondit-on avec étonnement. Mais pendant plus de six mois qu'il a passés ici, on ne l'a jamais vu parler à personne... sauf à la marchande de journaux. »

Et M. de Lacretelle s'amuse de ce souvenir :

— Cette marchande de journaux avait une conversation remarquable. Par elle j'ai acquis tout ce qu'il me fallait. L'important, croyez-le bien, c'est de sortir de ses habitudes, de renouveler sa vision. Dans un milieu qui vous est coutumier la curiosité s'émousse, il faut des circonstances inédites pour acquérir encore quelque enseignement. Pénétrez au contraire en un monde où vous êtes inconnu. Allez au hasard de la rencontre, l'esprit rafraîchi, remis en éveil. C'est ainsi qu'on s'instruit sur la nature humaine.

Et le dossier des *Hauts Ponts* regagne son placard. Mais il en sortira de nouveau avant peu, dès mon départ sans doute. Car, sur la table voisine, les premiers chapitres du troisième volume sont là qui réclament sa présence.

M. PIERRE MAC ORLAN

M. Pierre Mac Orlan appartient à la génération des écrivains qui, encore inconnus en 1914, ne demandaient qu'à faire leurs preuves. Il les fit, avec beaucoup de ses camarades, mais d'une façon assez imprévue. Lorsqu'il partit pour la mobilisation, son bagage littéraire était léger : un certain nombre de contes humoristiques publiés dans divers journaux. Car l'humour, à l'époque, était la seule spécialité qu'on lui reconnût. Ceux qui publiaient ses œuvres ne réclamaient pas autre chose de lui.

Quatre ans plus tard M. Mac Orlan, une fois démobilisé, devait constater qu'il n'avait rien perdu de ses aptitudes humoristiques. Mais une certaine expérience s'y joignait. Un observateur consciencieux eût relevé en lui plusieurs tendances contradictoires : un goût très vif pour l'aventure, un désir impérieux de rester chez soi, une grande curiosité du genre humain. Une seule façon s'offrait de tout concilier : écrire des romans. C'est ce que fit M. Mac Orlan. Son auteur de prédilection fut dès lors Rudyard Kipling. Quant à l'aventure qui le sollicitait, il résolut, pour en connaître les lois, de l'étudier dans le passé. Les récits de corsaires, les histoires de mauvais garçons, les légendes maritimes l'attirèrent. Avec Kipling, Villon, Stephenson et Conrad s'entassèrent sur sa table. Une sévère documentation lui prépara les voies. Il l'embellit par le souci de porter ses regards sur les pays dont les livres lui avaient déjà donné l'accès. Imaginatif comme il l'est, cette union de l'imprimé et du témoignage direct ne pouvait que lui réussir. M. Mac Orlan a beaucoup voyagé. Mais en quelque lieu qu'il arrive, le terrain lui est presque familier. S'il foule les quais d'un port, en sa tête passent aussitôt des personnages disparus, des marins du *xvi^e* et du *xvii^e* siècle qui ont conduit en cet endroit leurs passions et leurs divertissements. Il chasse bientôt ces fantômes, les remplace par les siens. Déjà le thème d'une nouvelle histoire prend naissance.

Son œuvre est longue. Elle comprend des romans historiques comme *le Chant de l'Équipage*, *A bord de l'Étoile matutine*, d'autres qui se déroulent de nos jours, tels que *la Maison du retour écœurant*, *le Quai des brumes*, *la Bandera*. Des repor-

tages aussi parmi lesquels on citera *les Poissons morts, les Pirates de l'avenue du Rhum, Légionnaires*. Elle sera longue encore dans l'avenir, car l'auteur l'alimente à toutes les sources de la vie humaine.

Romancier de l'aventure, M. Pierre Mac Orlan a chanté les bouges de matelots, la douceur et les calamités de la marine à voiles, les fatigues du soldat d'Afrique cheminant comme une fourmi sur les grands sables. C'est dans la plus paisible des retraites qu'il manie ces rudes sujets. Sa maison s'élève en pleine campagne, sur les bords fleuris qu'arrose le Petit Morin. Devant la fenêtre de son cabinet de travail, un jardin s'étale jusqu'à la rivière. Un potager et un poulailler bien ordonnés, sont auprès pour fournir à la cuisine. Les coteaux qui bordent ce lieu, lui assurent leur protection contre le vent. La route nationale passe plus loin, au nord. Et la seule construction qu'on rencontre à une lieue à la ronde, est une usine qui fait des billets pour la Banque de France. Elle est située au bord d'un hameau qui s'appelle le Gouffre. Il y a de ces ironies!...

Assuré de l'isolement, M. Mac Orlan, trapu et alerte, en veste de toile et culotte courte, peut travailler en toute quiétude. Si la soif le tourmente, il décroche son cor de chasse pendu là et, d'une rapide sonnerie, convoque son domestique. A portée de ses mains, on voit aussi un accordéon dont il tire parfois des sons tendres. Mais quand la chaleur est trop grande pour l'inviter à l'exercice, il déclenche l'un ou l'autre de ses deux grands phonographes qui s'adossent au mur.

— Connaissez-vous la marche de la Légion? Ou celle du 1^{er} tirailleurs? Écoutez cela. C'est magnifique!

Et le son des cuivres envahit la campagne, se propage jusqu'aux oreilles des pêcheurs attentifs sur les rives du Petit Morin. Beautés des rythmes militaires et du pas cadencé! Voici M. Mac Orlan rendu à ses souvenirs.

— Avec ces airs-là et une collection de photographies prises là-bas, je retrouve l'atmosphère, Tatahouine, les postes du Sud, le climat de l'aventure. Pour mon travail il me faut d'abord atteindre la réalité stricte et la dépasser ensuite. C'est pourquoi, quand un sujet de roman me tente, je commence par en faire un reportage. Ainsi *la Bandera* qui est l'histoire d'un homme engagé à la Légion étrangère espagnole pour fuir la police. Avant de l'écrire, j'ai voyagé en Afrique, j'ai connu la

Légion. Puis j'en ai tiré un reportage. Ce premier travail me sert à dégager les éléments du vrai, à les connaître sans défaillance. Ensuite je recrée la donnée initiale, ce qui me donne l'avantage de détenir à la fois une base solide et la liberté nécessaire à l'inspiration.

Je fais remarquer à M. Mac Orlan le fond d'ironie qui persiste toujours, même dans les passages les plus pathétiques de son œuvre. Il semble qu'en observant ses personnages dans leur vie, leurs désirs et leurs souffrances, il ne puisse s'empêcher de les tourner en dérision.

— C'est qu'ils le méritent, assure-t-il. Un aventurier est toujours comique par quelque côté, car, en dépit des apparences, c'est un indécis, un faible qui se laisse jouer par les circonstances. A l'origine de toute aventure il y a la soumission de l'esprit. Voilà pourquoi mes meilleurs personnages, ceux qui m'intéressent le plus, sont des ratés. Ne nous y trompons pas : un raté est pour un thème romanesque un bien meilleur sujet qu'un ingénieur, par exemple. Que désire l'ingénieur ? que lui manque-t-il ? Rien. Sa vie est tracée d'avance. Elle dépend de son initiative personnelle, de son application à la tâche, de son jugement, toutes qualités qu'il possède et qui lui ont assuré sa situation. Je n'aurais donc rien à tirer de lui. Il est sage et instruit. Il est heureux. Parlez-moi au contraire de l'homme qui a échoué dans ses entreprises parce qu'il y a en lui un vice, soit dans la volonté, soit dans les facultés déductives. Celui-là ne sera jamais heureux ni stable, il n'aura donc jamais fini de m'intéresser. Voilà le vrai personnage de roman.

Et M. Mac Orlan atteint, dans un tiroir, un album de photographies. Il le feuillette devant moi. Des vues d'Afrique passent. Voici des bâtiments blancs : les casernes de la Légion à Sidi bel Abbès, un groupe de soldats bronzés, clairon en bouche.

— La clique de la Légion, annonce-t-il. De vrais soldats. Mais tenez, regardez ceux-là : ce sont des « Joyeux ». Au fond, ils ne méritent guère de sympathie si on les décrit tels qu'ils sont. Ce qui retient mon attention sur eux, c'est précisément leur vie manquée, ces velléités qui n'aboutissent pas, ce mélange de brutalité extérieure et de faiblesse profonde qui est chez tout aventurier.

Cette théorie est chère à M. Mac Orlan. Il la développe

brillamment. Elle le conduit à n'adopter jamais dans son œuvre de personnage sympathique. C'est qu'aussi chez lui le héros est peu de chose et l'aventure est tout. Pour écrire un roman, il ne part pas de l'homme, mais de son milieu. Il s'avance dans une atmosphère connue, y loge quelques-uns de ses étranges personnages et, tout le long de l'histoire, en fait les jouets d'une fatalité goguenarde. Si l'on y réfléchit, ce sont là quelques éléments éternels de poésie. Dans toute action poétique, le héros joue un rôle de victime soumise, soit à sa propre passion, soit à celle de l'être aimé. M. Mac Orlan demeure dans cette juste tradition. Sa conception romanesque est de tendances poétiques. Ses drames comiques s'attaquent parfois à des sujets que n'eût pas reniés Shakespeare. Mais il n'y a chez lui ni Titania, ni Hamlet : il n'y a que des clowns.

Cela ne diminue aucunement le mérite de son imagination. La construction de son œuvre décèle une grande part de mécanisme mêlée à une fantaisie réelle qui met tout en train. Il se ment dans l'invraisemblable avec une autorité joyeuse. Le *Nègre Léonard et maître Jean Mulin*, qui est une histoire de sabbat plaisamment contée, en offre l'exemple non moins que le *Rire jaune*, sorte d'épopée burlesque autour d'une maladie épidémique. A d'autres moments il descend dans la réalité la plus directe avec le même bonheur. Mais il n'y reste pas longtemps.

Un écrit qui renseigne à merveille sur ses dons et ses tendances, c'est le *Petit manuel du parfait aventurier*. Il l'écrivit sans doute un jour où l'envie le prenait de révéler au public quelques recettes favorites. Dans ces pages pleines d'un comique à froid, l'auteur établit une distinction entre deux sortes d'aventuriers : l'un qui est actif et l'autre dont la sagesse est de demeurer passif. Ce dernier est le seul des deux qui tire quelque jouissance de l'aventure où il jette tout à coup son camarade, ne gardant pour lui que la meilleure part, c'est-à-dire le plaisir du spectacle. Tel est le véritable amant de l'aventure. Il ne la court jamais, soucieux qu'il reste de se ménager pour en faire le récit.

— Ajoutez, me dit M. Mac Orlan à qui je rappelle ces pages, que l'aventurier actif a plus d'un titre à l'intérêt de l'observateur et, par conséquent, du romancier. La souffrance

l'élève, même si elle n'est faite que de vanité blessée, même si l'être qui l'éprouve est d'une pauvre nature.

Il ne faut pas négliger cela. Je ne vous parle plus de moi seulement, mais de mes confrères en général. Le grand fait de notre époque à ce point de vue, c'est que les écrivains sont entrés dans la vie sociale et qu'ils y entreront de plus en plus à mesure qu'iront les choses. Il y a vingt ans, l'écrivain pouvait encore se retrancher de l'univers. Aujourd'hui tout cela est changé. L'écrivain participe à l'existence du monde. On parle de sa condition, de son statut comme on parlerait de ceux du médecin ou de l'industriel. Il faut que l'écrivain observe de plus près une société dont il fait partie.

M. Mac Orlan se plaît à parler des différents milieux qu'il a connus : soldats, marins, coloniaux. Il peut y joindre aussi les paysans, car, depuis plus de dix ans qu'il est en sa maison de Seine-et-Marne, il y a noué des amitiés à la ronde. On lui rend visite, on lui fait volontiers quelque confiance. Venu de Picardie qui est le lieu de sa naissance, il s'est doucement acclimaté ici. D'une campagne à l'autre les coutumes changent, mais le fond reste le même. Je le comprends en l'écoutant. A travers ses propos on retrouve le fil d'une sagesse terrienne.

— On a trompé les paysans avec le prestige des villes, me dit-il. Tout d'abord ils y ont cru, ils sont allés en masse vers les usines. Aujourd'hui ils commencent à comprendre et s'en repentent. Les usines ralentissent leurs feux. Les travailleurs qui avaient déserté la campagne n'y reviennent pas encore. Le moment viendra où ils y seront forcés. Pour l'instant ils souffrent.

Le soleil s'est couché dans le petit vallon. Il me faut quitter M. Mac Orlan, rentrer à Paris, rompre avec cette quiétude. Je fais mes adieux au maître de la maison. Un dernier regard aux choses qui l'entourent : les livres, le cor de chasse, les fauteuils voués au calme, une vitrine où des soldats de plomb reconstituent les guerres du Premier Empire.

En passant près du Gouffre, je vois l'usine à billets. Il paraît qu'on y travaille peu. Celle-là du moins, pourvu qu'elle continue !

ROBERT BOURGET-PAILLERON.

(A suivre.)

LE ROMAN

DE MADAME POIVRE

UN VIEUX DOSSIER, DE VIEILLES LETTRES

Quand M. de Saint-Pierre arriva pour la première fois à l'Ile de France en qualité d'ingénieur du roi (c'était en 1769, il avait trente-deux ans), il s'en fallait de beaucoup qu'il eût reçu encore les « quatre mille lettres parmi lesquelles nombre de femmes et même de demoiselles » dont il écrivit un jour à Rosalie de Constant qu'il réunit en sa vie le tribut amoureux. Cette « aimable Rosalie », comme la baptisa Bernardin lui-même, n'était autre que la cousine de l'auteur futur d'*Adolphe*; M^{me} Lucie Achard, qui a parlé d'elle, l'appelle « l'alerte petite bossue ». C'était une jeune fille éprise de botanique, de vie libre et champêtre, assez laide au demeurant, mais qui n'eût pas mieux demandé que de devenir, à un certain moment, M^{me} de Saint-Pierre.

De la Suisse, qui était sa patrie, Rosalie ira jusqu'à envoyer plus tard, au père de *Paul et Virginie*, avec des fromages de chèvre séchés dans la mousse appelés des *chantemerles*, des fleurs et des herbes alpestres, nombre de ces billets tendres qui s'en allèrent peu à peu avec le temps grossir la liasse imposante de ces fameuses lettres. Au nombre de celles-ci, sans doute, il y avait, outre les billets de Rosalie, des missives de cette princesse Marie, née Lubomirska, que Bernardin avait aimée en Pologne, de cette dame de Dresde qui lui avait été mieux que clémentine, enfin, ce qui sans doute était la perle de l'écrin, de cette Julie de Lespinasse auprès de

laquelle, sous le regard amusé de d'Alembert, Saint-Pierre avait joué plus d'une fois à l'élégiaque.

Mais d'autres lettres, d'autres billets fleurant la cannelle et le gingembre, se trouvaient encore confondus à ceux-là; et M. Souriau, il y a moins de trente ans, nous a révélé, en partie du moins, la présence, — parmi les manuscrits du Havre, — d'épîtres jusque là peu connues qu'une dame des « isles » écrivit à Bernardin de Saint-Pierre (1). Par leur réserve décente, leur persiflage incisif et jamais méchant, ces lettres, d'un ton sinon distant au moins maternel, témoignent assez que celle qui en est l'auteur, — et qui n'était autre que M^{me} Poivre, femme de l'Intendant des îles de France et de Bourbon, — était du nombre de ces bourgeoises sérieuses du xvi^e siècle qui parfois consentaient à s'exiler loin du continent, mais sans abdiquer jamais, même dans le plus voluptueux, le plus lointain des climats, aucune de leurs vertus natives, rien de leur dignité.

Ce qu'était M^{me} Poivre, ce que fut le roman constamment honnête de sa liaison avec Bernardin, l'auteur de tant d'écrits d'un sentiment souvent exalté n'eût pas manqué, s'il eût triomphé, de nous en instruire. S'il ne l'a pas fait, c'est qu'il avait ses raisons : celles de la vanité prise en défaut, de l'orgueil blessé et qui ne peut pardonner une déconvenue. Un fait au moins en témoigne. C'est que les éloges dithyrambiques de M. et M^{me} Poivre, qui figuraient dans la rédaction primitive du *Voyage à l'Île de France*, ont disparu par la suite; et M. Souriau, qui les a vus, dans le manuscrit, « rayés de coups de plume très appuyés », pense non sans raison que ce sont là, de la part de Saint-Pierre, des repréailles d'autant moins généreuses que l'ingénieur du roi devait beaucoup à ce couple modèle. M^{me} Poivre l'avait reçu dans sa campagne de Monplaisir, elle avait compati à son isolement et, par son accueil obligeant, atténué pour lui les rigueurs de l'exil. En sa faveur enfin, M. Poivre avait usé de son influence; il l'avait instruit de toutes les particularités, agricoles ou maritimes, touchant l'Île de France. Mieux même, avant Jean-Jacques Rousseau, il l'avait guidé dans l'étude de la botanique.

Tous ces soins eussent mieux mérité que le silence; et si

(1) Maurice Souriau, *Bernardin de Saint-Pierre, d'après ses manuscrits*, Paris, 1903.

celui-ci a été rompu, ce ne fut pas par les lettres de Bernardin à M^{me} Poivre, — il lui en écrivait d'abondantes, ce dont bien gentiment elle le réprimandait, — mais par celles que M^{me} Poivre lui faisait parvenir en réponse. « Quant à mes lettres, elles seraient aussi tendres qu'elles le sont peu, que je ne voudrais pas les ravoir. Je n'aime le mystère en rien. » Voilà des mots qui peignent bien M^{me} Poivre, sa discrète bonté, sa solide raison. Et c'est parce que M^{me} Poivre n'a pas voulu ravoir ses lettres, d'une si belle franchise et d'une si railleuse dignité, que la Bibliothèque du Havre, qui s'enorgueillit de les posséder en manuscrit, peut nous permettre de les feuilleter, de les lire et d'en tirer un exemple moral, tout à l'honneur de notre vieille bourgeoisie d'avant la Révolution. « J'aime, écrivait l'auteur des lettres à Saint-Pierre, j'aime les gens qui ne se mettent point en peine de ce qui se passe dans mon cœur. » Dans ce cœur d'une Française d'alors, d'une tenue irréprochable, il ne se passait jamais rien qui ne fût limpide ni le mieux à l'image de cette lumière des Tropiques partout transparente et qui ne laisse point d'ombre.

UNE BOURGEOISE D'AUTREFOIS

Mais avant de pénétrer plus avant dans ce roman si peu romanesque, au sens où déjà on l'entendait au XVIII^e siècle qui avait mis les « isles » à la mode, il est bien peut-être de nous représenter ce que pouvaient être, par contraste avec une terre d'une végétation exubérante, un aussi digne homme que M. Poivre, une « mère laborieuse » d'une rectitude d'âme et d'une droiture de caractère aussi éprouvée que M^{me} Poivre. Bien qu'il en eût marqué par la suite quelque déplaisir, M. de Saint-Pierre lui-même nous y aidera. C'est d'abord, dans le portrait de M. Poivre qu'il projetait de publier dans le *Voyage à l'Île de France* : « [M. Poivre] avait été missionnaire, et avait perdu un bras dans un combat sur mer, ce qui l'obligea de quitter l'état ecclésiastique. Il avait été choisi pour intendant à l'Île de France, où il avait formé le projet d'enlever aux Hollandais des Moluques des plants d'épicerie... Il était de grande taille, toujours de bonne humeur. C'était un des hommes les plus attrayants que j'aie connus. » Puis, c'est dans le portrait de M^{me} Poivre. Bernardin s'y est essayé, si l'on peut

dire, dans les croquis qu'il a rassemblés pour *Paul et Virginie* et dans lesquels il nous fait voir en passant les Françaises des îles fort simplement, mais coquettement vêtues « de mousseline blanche doublée de taffetas rose » ; dans celui de cette M^{me} Lenormand, épouse d'un colon qui le reçut si obligeamment dans une case couverte de feuilles de latanier et dont il déclare, dans son *Voyage*, qu'elle était « une dame très jolie ». Mais où il s'est montré un peintre véritable, et, dans ses notations, ce « Raphaël des îles de l'Inde » que Sainte-Beuve a vu en lui, c'est dans un portrait direct, et plus appuyé cette fois, de M^{me} Poivre. M. Souriau dit qu'il l'a « peint amoureusement » ; et cela se sent bien au dessin délié, à ces touches caressantes du pinceau que, par endroits, Chardin ou Greuze n'eussent point désavoués.

« Modeste dans sa parure, pieuse sans humeur, charitable sans ostentation », voilà d'abord, ce qu'est, à ses yeux, M^{me} l'Intendante. « Il semblait, dit-il, que sa vertu ajoutât à sa gaieté. » Dans un autre passage, il la loue de s'occuper, non sans plaisir, « de l'économie de sa maison ». Et lui, qui s'exaltera à penser (dans le préambule de *Paul et Virginie*) que « la première fondatrice d'une société humaine fut une mère de famille », voilà ce qu'il se plaît à célébrer dans M^{me} Poivre : un modèle de femme, un modèle de mère. « Heureux, écrivait-il sans discrétion à l'héroïne de ce pudique épisode, heureux celui qui a trouvé [en vous] un ami sûr, une maîtresse aimable, une bonne mère de famille. (1) » Car c'est à cela toujours qu'en revient Bernardin, en faisant sa cour bien indiscrete à celle qui le rabroue pourtant quand il passe un peu trop le respect et que M. Souriau appelle pour cela bien joliment une « maman grondeuse ».

« Maman », M^{me} Poivre l'était excellemment pour ses deux fillettes, Sarah et Julienne-Isle-de-France ; elle l'était pour son bonhomme d'époux, qu'elle soutint constamment de tous ses efforts dans sa tâche ingrate ; et même elle l'était, non sans compassion, pour ce fou, cet écervelé, qui lui était arrivé par le dernier vaisseau du roi, l'esprit tourmenté de chagrin, occupé de galanterie et farci de chimère. « Candor, écrit-elle dans un portrait que, de son côté, elle se divertit à tracer de

(1) Bibliothèque du Havre, cote 152 des manuscrits : lettres de M^{me} Poivre.

Bernardin, Candor traite tout sérieusement, jusqu'à l'amour. » Et puis, avec une ironie adoucie de commisération, aussitôt elle ajoute : « Il ne sait pas que ce dieu est un enfant et que ses armes ne sont que des jouets. » Bernardin le savait si bien au contraire que notre empressé Normand avait joué, non seulement à Dresde, mais à Varsovie, bien des fois avec ces jouets-là. C'était du temps où, toujours soupirant, toujours galant, musqué et paré comme un petit maître, il dessinait pour la princesse Marie, — qui les lui avait demandés, — des emblèmes de tapisserie. Infailliblement, c'était « un cœur percé de flèches » ; et déjà, comme il avait la manie des portraits, s'il traçait celui de Marie et décrivait le sien, c'était, à la manière fade et mythologique des poètes d'alors, sous les noms d'Églé et d'Endymion.

A Port-Louis d'Ile de France, où il était parvenu assez mal en point après une traversée difficile, il s'en fallait de beaucoup qu'il fût encore cet Endymion ; mais il est vrai que M^{me} Poivre pas davantage n'avait de prétention à être Églé. Si Bernardin entreprend de la célébrer soit en prose, soit en vers, elle le lui signifie aussi vertement qu'elle le pense : « Je vous prie en grâce de ne pas me chanter. Je n'ai pas l'encolure d'une héroïne. » Et si, dans le dessein d'avancer un peu ses affaires, il prétend à être un héros, un chevalier armé au service de sa belle (il a même élaboré dans cette idée un projet de l'ordre de l'amitié), elle entend bien, en bonne réaliste qu'elle est, ne pas se prêter au jeu. « Quand messieurs les Anglais, lui fait-elle savoir, viendront [attaquer l'Ile de France] et que vous nous défendrez vaillamment, toutes les belles s'empresseront de vous donner des cocardes. » Puis de conclure, d'une tape de sa menotte sèche et potelée d'honnête femme : « A ce compte-là, messieurs les guerriers n'en recevront pas de moi, car je sais très fort que je ne suis rien moins que belle. »

M^{me} Poivre évidemment se calomnie ; et si, dans le décor lumineux de l'Ile de France, elle n'est pas comme M^{me} Lenormand, cette Française de Maurice dont Bernardin a parlé dans son *Voyage*, « une dame très jolie », du moins a-t-elle le plus exquis agrément. Née Françoise Robin, il n'y a pas trois ans qu'elle a épousé Pierre Poivre et, comme elle était mineure à ce moment, on imagine quelle aimable luronne d'entre

Saône et Rhône (1) était, dans ce temps-là, M^{me} l'Intendante. Là pourtant où M. l'ingénieur du roi, tout à l'illusion et à l'enchantement de ses prompts succès d'Europe, se flattait de rencontrer mieux qu'une compatriote exilée comme lui loin de sa patrie et de sa famille, Bernardin se trouvait en présence d'une femme, non point austère à l'excès, mais sérieuse, droite, moqueuse aussi et qui, comme le dit M. Souriau, savait mieux que personne manier « le bâton de Célimène ». Ce bâton-là, M. de Saint-Pierre, durant tout le temps de la cour assidue qu'il fit à M^{me} Poivre, en reçut plus d'un coup sur les doigts. Il est à présumer qu'avantageux et fat comme il était, ce ne fut pas sans dépit, et, nous le verrons à la conclusion de ce « roman », non plus sans ressentiment.

DANS LES JARDINS DE MONPLAISIR

N'est-ce point Fontanes qui devait déclarer plus tard, dans un billet à Joubert, que si M. de Saint-Pierre a « une tête bien faible », son mérite demeure d'avoir mis au moins beaucoup de charme dans son livre : *Paul et Virginie*? Ce charme ne provenait pas seulement de l'épisode si touchant sans doute et qui fit verser bien des larmes, mais aussi de ce paysage si magnifique et particulier à l'île de France. L'auteur a dit, dans un avant-propos à son récit émouvant, ce que fut avant tout son dessein : « asseoir ses amants sur le rivage de la mer, au pied des rochers, à l'ombre des cocotiers, des bananiers et des citronniers en fleur ». Il eût pu tout aussi bien ajouter des poivriers, ces arbres dont M. l'Intendant était par définition le parrain naturel. Et pour M^{me} l'Intendante, n'a-t-il pas pensé à elle, dans le même passage de son petit écrit? C'est en insistant tout au moins sur le charme insidieux, prenant, de cette île radieuse, effervescente, et dans laquelle il dit que la meilleure condition du bonheur est d'y vivre en « imitant la nature et la vertu ».

(1) M^{lle} Françoise Robin, née d'Antoine Robin, écuyer conseiller secrétaire du roi demeurant à Villars-en-Bresse, et de Marguerite Colaud, avait, — selon Cassonnet des Fosses, — épousé Pierre Poivre le 15 septembre 1766, dans l'église de Saint-Cyprien à Pommier-en-Lyonnais. Le contrat, réglant les apports des époux, avait été passé en l'étude de M^e Moutonnat, notaire à Lyon. Ce sont les registres de la paroisse Saint-Nizier, à Lyon, qui font mention du mariage des époux Poivre.

Pour la nature, Bernardin, toujours bon peintre, ne l'a pas séparée des habitants. La beauté morale de « la petite société » qu'on rencontre à l'Île de France, a-t-il indiqué dans sa description, est même selon lui le complément le plus heureux à ce séjour. Et cela est si vrai que, lorsqu'il entreprend de décrire ces jardins de Monplaisir, cet Éden colonial, qu'on ne peut évoquer sans nommer M. Poivre son créateur, Bernardin ne manque pas, parmi « les arbres les plus curieux de l'Inde et de la Chine », à nous montrer ces parfaits amis que sont, pour lui, l'Intendant et sa femme. « Un ruisseau circule et entretient la fraîcheur de ces lieux charmants ; les allées de bambous qui entourent [Monplaisir] et qui ressemblent de loin à nos saules, la beauté de la plaine et des collines parsemées çà et là de maisons et de bosquets, le voisinage même d'une église et d'un clocher ajoutent, écrit-il avec poésie, à l'agrément du paysage : ils lui donnent un air de France. » Et, dans cet air de France, ce rappel de la patrie absente, c'est une satisfaction pour lui de situer ses hôtes bienveillants : « l'humeur toujours égale du maître et de la maîtresse, l'accueil qu'ils font aux étrangers, la liberté dont on y jouit rendent, ajoute-t-il encore, ce séjour enchanté, et par son contraste celui du port insupportable. »

À cela près qu'il n'est pas un poète du style à la façon de l'auteur de la *Chaumière indienne*, M. Poivre a confirmé, sur bien des points, cette description émerveillée. C'est dans ses *Voyages d'un philosophe*, et quand il a dit que, « sur les douze mois de l'année, sept à l'Île de France sont un printemps continuél ». Et M^{me} Poivre elle-même, dans un piquant billet, a corroboré un jugement si favorable à cette terre bénie. « Un climat qui ne donne pas de besoins, une campagne toujours verte, une terre qui produit deux récoltes par an sans jamais se reposer ; de très beaux bois ; beaucoup de rivières, peu agréables certes, mais qui fertilisent toujours » : voilà ce qu'est, selon elle, cette île favorisée où poussent l'arbre cadou, le giroflier, le sagoutier des Moluques, l'avocatier des Antilles, jusqu'à ce lilas de Perse, décrit dans *Paul et Virginie* et « qui élève droit en l'air » ses grappes parfumées, « ses girandoles gris de lin ». Pour les rivières, il en est de cristallines : la rivière du Tamarin, plus loin que les terres Wilhems, la rivière des Créoles, enfin, du côté du jardin des Pamplemousses,

jasant et courant sous les roseaux, la rivière des Lataniers.

Il n'y a pas trois quarts de siècle, un poète français originaire lui-même de nos îles indiennes, Auguste Lacauassade, devait suivre à son tour, en partant de Port-Louis, le même itinéraire qui conduit vers ces beaux jardins que « le génie bienfaisant de Poivre » a marqués pour toujours. Comme Bernardin, ce fut en se guidant sur le son de la cloche de la petite église des Pamplemousses qu'il entendait tinter au loin, en accompagnant comme autant de guides ailés et mélodieux les oiseaux se posant çà et là sur les palmes, le beau cardinal orange, le tangara, le huppe-vert, jusqu'à ces colibris « que décrit Bernardin et qui ont des poitrines rouges dans la saison des amours » (1). Un autre voyageur, doué celui-là du plus agréable talent de dessinateur, J. Milbert, embarqué vers 1812 à bord de la corvette le *Géographe*, dans une lithographie d'un caractère déjà romantique, nous a représenté, — lui aussi, — ces beaux jardins de Monplaisir débordant de végétation tropicale. D'un adroit crayon, il nous a fait voir quelques noirs occupés aux soins des massifs, l'un poussant une brouette, l'autre arrosant des fleurs; à droite, il nous a montré une jeune dame vêtue de blanc, qui se défend du soleil par une ombrelle et qui s'engage dans une allée; à gauche, il a campé un jeune officier absorbé dans une lecture. L'une est peut-être M^{me} Poivre, l'autre M. de Saint-Pierre.

« A la gravité de sa démarche, à son sourire sérieux, je reconnais Candor. » Candor, c'est Bernardin toujours grave et toujours soupirant. M^{me} Poivre l'a peint bien finement : « La vertu, dit-elle, doit être gaie et contente; celle de Candor est triste et malheureuse; il répand des pleurs en essuyant ceux des autres. » Et puis Candor est sensible. La sensibilité, c'est lui qui l'a nommée « une âme de l'âme qui en anime toutes les facultés ». Enfin, Candor est amoureux. Il l'est inconsidérément, étourdiment, à un point qui alarme M^{me} Poivre. Tant de déclarations ampoulées, brûlantes, ne sont pas sans indisposer un peu cette honnête femme. « Je vous prie de ne pas m'écrire si souvent », dit-elle. Ou bien : « Je vous souhaite le bonjour; je vous souhaite aussi bonne santé, joie, gaieté et guérison de votre maladie d'écrire. »

(1) Anatole France, Notice à *Paul et Virginie* (1877).

Mais la prolixité, chez l'ingénieur du roi, s'unit à l'affectation. Les billets succèdent aux billets et les lettres aux lettres. M^{me} Poivre en marque bien quelque agacement, elle en a de l'humeur. « Je rends certainement justice à toutes les qualités de votre cœur, fait-elle savoir, — non sans le persifler, — à M. de Saint-Pierre, mais nos caractères se ressemblent trop peu pour être bons amis. » Bien entendu, lui n'en croit rien; il se fait plus pressant, plus chaleureux. S'il insiste, elle le lui fait alors bien sèchement comprendre : « Je désire votre bonheur parce que je vous estime, mais je ne me flatte pas de pouvoir y contribuer. » Le malheur est qu'il insista.

LES GALANTRIES DE BERNARDIN

D'abord il se fit enveloppant, prévenant, il fut aux petits soins. Il commença par offrir des livres, par en emprunter. Induite en méfiance, M^{me} Poivre se montra, dès le début, des plus réservées. « Je vous remercie, monsieur, lui fait-elle savoir, du livre que vous m'avez envoyé. J'en ai ici plusieurs à lire et j'ai fort peu de temps. Aussi je vous rends le vôtre; le livre que vous me demandez n'est pas à moi. » Puis, non sans une pointe assez aiguë, elle ajoute aussitôt : « Si c'est le livre de prières, il est fort à votre service. » Par bonté pourtant, elle consentit à ouvrir les poèmes de Thomson; même elle y prit un certain goût. « Je vous prie, écrit-elle, de me laisser Thompson (*sic*) encore quelques jours. » Enfin ce fut Richardson, si fort à la mode à ce moment-là. De ce dernier, traduit par l'abbé Prévost et que Diderot vantait, Saint-Pierre lui prêta *Grandisson*. Mais ce personnage, bien un peu doucereux, donna à penser à M^{me} Poivre. « J'ai lu *Grandisson*, et ce n'est pas mon héros », fait-elle connaître, toujours sur le même petit ton sec, à son correspondant, « il est trop parfait. »

Le peu de résultat qu'il obtient du côté des livres, M. l'ingénieur, que rien ne décourage, s'efforce de le gagner autrement. Le plus volontiers, c'est par de menus cadeaux dont la nature si variée de l'île de France lui offre le prétexte. Ce sont tantôt des lézards, des agoutis ou petits mammifères de la taille d'un lièvre qu'il apprivoise à son intention; tantôt ce sont des oursins qu'il a recueillis en pensant à elle, au bord de la mer. « Je n'ai aucune envie d'avoir des oursins », dit-elle.

Il pense alors qu'elle accueillera mieux des pierres rares et des coquillages. Il envoie à Monplaisir les unes et les autres; et là est l'une de ses manies de forcer un peu les cœurs en faisant des cadeaux. Jean-Jacques Rousseau, en repoussant le présent d'un petit sac de café que Saint-Pierre avait déposé à son domicile dans la rue Plâtrière, devait non sans rudesse le lui faire sentir un jour. « Monsieur, lui dira-t-il, nous ne nous sommes jamais vus qu'une fois, et vous commencez déjà par des cadeaux; c'est être un peu pressé, ce me semble. » Pareillement M^{me} Poivre : « Je vous remercie des coquilles dont vous voulez bien me faire présent. Permettez-moi de ne pas accepter. »

Pour le projet de l'ordre de l'amitié, dont Bernardin lui adressa les statuts, il n'y a pas apparence que M^{me} Poivre se montra plus encline à les accueillir. D'abord, répond-elle au galant ingénieur qui déjà l'avait engagée à se parer des insignes de ce petit cénacle, « ma couleur n'est pas le blanc ». Saint-Pierre n'en persiste pas moins à obtenir, des mains de M^{me} l'Intendante, la cocarde emblématique destinée aux nouveaux fidèles de cette chevalerie. M^{me} Poivre, que surprend tant d'assiduité, y consent enfin. « Quant à votre cocarde, écrit-elle, je vous la dois, mais attendez que j'aille au port (Port-Louis), car je ne sais de quoi la faire ici. »

Mais comme Candor, quoi qu'il arrive, est un garçon à l'esprit chagrin, susceptible et qui « prend tout sérieusement », tant de moqueuses remarques, de remontrances railleuses et adroites ont le don de l'assombrir. M^{me} l'Intendante ne s'émeut pas à l'excès pour cela. « Vraiment, monsieur, lui écrit-elle sans le ménager autrement, vous prenez les choses bien sérieusement. La vie est trop courte pour s'inquiéter; de même, soyez un peu plus exact aux ordres des dames, et n'écrivez plus lorsqu'elles vous le défendent. » Ce serait bien mal connaître Saint-Pierre de croire qu'il obéit à cette injonction. Et ce que les livres, les coquillages et l'ordre de l'amitié n'avaient pu faire, il pensa qu'en s'adressant à la religion, voire à la pitié de M^{me} Poivre pour les souffrants et les malheureux, il y parviendrait.

Mû par cette idée, il lui envoie des mémoires contre l'esclavage des noirs dans les îles de l'Océan indien; il supplie en grâce qu'elle accepte au moins de l'argent pour les pauvres.

Bien entendu, comme elle a bon cœur, elle en est touchée. « Je vous félicite, répond-elle à Saint-Pierre quelque peu dépité, je vous félicite de tout mon cœur de la bonne idée que vous avez de faire un présent à Jésus-Christ, car les pauvres et lui, c'est la même chose. » Malgré tout, il ne lui est pas possible d'accepter. « Je n'accepterai point ce que vous m'envoyez », lui dit-elle dans un autre billet d'un accent non moins péremptoire. Puis, pour finir, et sans laisser à son poursuivant la moindre espérance : « Puisque vous retournez en France, vous aurez occasion de faire du bien, si vous le pouvez. »

Avant d'en arriver là, et de monter à bord de ce vaisseau l'*Indien* qui devait le ramener un jour vers la métropole, Bernardin entendait bien pousser un peu plus avant ses avantages. Il n'en avait obtenu, il est vrai, jusque-là que de médiocres, dont le plus apparent, en dehors des billets bien un peu aigres-doux auxquels nous nous référons, était une invitation à prendre part à une fête aux jardins de Monplaisir. Bien entendu, Bernardin s'y rendit, et là comme toujours il fut plaintif et soupirant, il fut élogiaque. Même il tomba dans les effusions. Pour un peu, à cette épouse réservée, à cette mère tout occupée de son mari, de ses enfants, il y va de ses grands mots, de ses phrases brûlantes, à la façon des mots et des phrases dont il étourdira un jour Rosalie de Constant : « Je vous regardais comme un présent de la Providence. Je me disais : voilà le cœur où reposera mon cœur (1). »

Mais Mme Poivre n'est pas de celles qu'attendrissent des aveux aussi peu déguisés, d'aussi provocantes entreprises. Tantôt c'est par l'ironie, tantôt à l'aide d'une honnête morale qu'elle tance l'importun, le rappelle aux égards. M. de Saint-Pierre prétend que le port l'ennuie ; il souhaite venir à Monplaisir. Qu'à cela ne tienne ! « Ma maison, dit-elle, est faite pour recevoir les honnêtes gens ! » Elle entend, par là, ceux « qui ne prennent point de simples égards ou des plaisanteries innocentes pour de l'amour ». Et, de sa juste et pressante raison, la voilà, en cartésienne qui s'ignore, qui le lui apprend sans ambages : « Si je vous avais aimé, je ne vous aurais ni écrit ni vu. »

D'autres, après un congé signifié aussi nettement, se

(1) Lucie Achard, *Rosalie de Constant, sa famille et ses amis* (1902).

fussent inclinés ; ils n'eussent plus accepté de voir qu'une mère ou une amie dans cette femme si correcte, si franche et qui sait, tout en se moquant, ramener au respect d'elle-même et de son mari les importuns assez imprudents pour s'essayer à la circonvenir. Mais M. de Saint-Pierre, qui n'entend pas de céder à si bon compte, le plus maladroitement du monde, et comme si celle-ci n'eût point été perdue à jamais, de plaider sa cause. Il écrit, il écrit. Tant et si bien qu'à la fin, excédée, M^{me} Poivre se fâche. « Je vous en prie, lui dit-elle, ne m'écrivez pas si souvent. » Ou bien, ce qui est plus précis encore : « Je crois avoir eu l'honneur de vous dire que si vos lettres ne me convenaient pas, je n'y ferais point de réponse. » Mais un homme comme Saint-Pierre se va-t-il arrêter en si beau chemin ? Et s'il ne peut envoyer à Monplaisir, par César ou Pompée ses négroillons, de ces poulets galants, eh bien ! il viendra. Il descendra aux Pamplemousses, « chez M. le curé » ; s'il le faut même, il accompagnera M. Poivre. Mais M^{me} Poivre n'est point de ces naïves que l'on prend sans vert. « Si vous voulez que je vous parle sincèrement, répond-elle à Candor, comme dans ce pays-ci je ne jouis jamais de la société de M. Poivre, je serais charmée de causer un peu avec lui s'il vient dimanche, et je ne serais pas fâchée qu'il vint seul. »

LA FIN DE L'AVENTURE

Chateaubriand a écrit dans ses *Mémoires*, que ce qui signalait à ses yeux l'auteur des *Études de la nature* était non seulement un manque d'esprit, mais un défaut de caractère. Du caractère, M. de Saint-Pierre en montra, une fois au moins dans sa vie, du plus persévérant. Et c'est dans la poursuite, sous les pamplemousses, de cette aventure bien un peu folle, téméraire, osée et qui se termina pour lui dans la confusion.

Repoussé, certes M. l'ingénieur l'était ; mais il pensa que ce que la passion n'avait pu obtenir, la mansuétude, la pitié le feraient. À cette femme, qu'il avait si longtemps importunée de ses assiduités, de ses fadeurs, il s'efforça dès lors, sinon pour affecter de s'en repentir, de ne plus parler de son amour. Même il se fit respectueux, soumis ; et, comme il savait M^{me} Poivre généreuse, il obtint d'elle qu'elle acceptât, pour le consoler dans sa détresse, de lui écrire de nouveau : « Si je

vous trouvais [plus] raisonnable, lui fit-elle savoir alors, je vous donnerais plus souvent de mes nouvelles, et je m'entendrai davantage dans mes lettres. »

Fut-il plus « raisonnable » ? Il faut le supposer, puisqu'à ses gémissements, ses supplications, elle répondit en rappelant à Candor les conseils tout maternels au moyen desquels, en femme bonne et vertueuse, elle s'était efforcée de le guider. Non seulement « un ami sincère », une « vie simple et laborieuse », « l'aimable société des Muses », mais « une compagnie douce et modeste », voilà, disait-elle, ce qu'elle souhaitait à Candor de connaître. Cette dernière proposition, quelque peu délicate, répondait trop au vœu de Saint-Pierre pour qu'il la laissât échapper. Dans un fragment sur les mœurs, les femmes créoles, les négresses de l'Île de France, ne s'était-il pas laissé aller à dire que cet état de mariage, auquel il se résigna par deux fois plus tard, lui-même y avait pensé déjà, à la condition cependant que, par une faveur du ciel, celle à laquelle il aspirait à donner son nom ressemblât trait pour trait à M^{me} l'Intendante. C'est du moins, du fond de son petit logis de philosophe, à Port-Louis, tandis que César et Pompée, les négrillons, lui tenaient l'un l'écrivoire et l'autre le papier, ce que M. l'ingénieur, de son encre la meilleure, manda à M^{me} Poivre.

La réponse ne se fit pas attendre. Elle était ce que Saint-Pierre souhaitait qu'elle fût, maternelle, amicale et la plus remplie d'espérance; et, cette réponse, la voici telle qu'on peut la lire, aujourd'hui encore, dans les cartons des Archives de la ville du Havre :

A Monsieur, Monsieur de Saint-Pierre, au Port

« Croyés-vous qu'il soit aisé de pouvoir répondre tout de suite à votre lettre. J'ay deux parentes aimables et jolies et quoique des personnes qui les connaissent beaucoup m'assurent qu'elles sont douces et bonnes, je ne les connois pas assés pour sçavoir si elles pourroient faire votre bonheur. D'ailleurs quoique très bien élevées et avec des talents, elles ne sont pas demoiselles (1); si ma sœur étoit plus âgée, elle vous convien-

(1) Elles ne sont pas, sans doute, de la bourgeoisie.

droit beaucoup mieux; elle est élevée dans la simplicité de la campagne, mais c'est un enfant. Si vous restiés ici jusqu'au départ de mon mari, je pourrais arranger mieux toutes choses, je m'informerai plus à fond du caractère et des biens de cette parente au cas que le manque de naissance ne vous fit pas grande peine. Je ne puis que vous sçavoir beaucoup de gré de l'attachement que vous nous témoignés. Je vous crois le cœur bon et vertueux, je ne sçaurais trop vous conseiller de ne pas quitter votre état, ce seroit agir en enfant. Quand un protecteur a fait avoir une place, il croit avoir tout fait (1). Je vous envoie l'histoire universelle, je vous prie de me laisser encore le discours d'un paysan. Je comte (*sic*) aller bientôt au Port, j'iray sûrement avant le départ des vaisseaux.

« F^e POIVRE. »

Si le sort en eût ainsi décidé et que Bernardin fût devenu l'époux, comme M^{me} Poivre elle-même y avait pensé, de la propre cadette de celle-ci, la destinée de notre auteur eût certes été entièrement différente. Il n'eût point par la suite courtsié Rosalie de Constant; il n'eût point épousé plus tard et successivement M^{lles} Didot et Pelleport; enfin, les « quatre mille lettres parmi lesquelles nombre de femmes et même de demoiselles » qu'il se vantait de posséder, il ne les eût point reçues en aussi grand nombre, il n'en eût point fait étalage. Ce mariage ne se fit point cependant. Non que la jeune M^{le} Robin, pressentie, s'y fût opposée, ou que sa sœur M^{me} Poivre, revenant sur ce qu'elle avait écrit, y eût mis obstacle; mais l'Intendant aux « isles », M. Poivre en personne, à qui rien n'avait échappé jusque-là des desseins entreprenants et un peu sournois de l'ingénieur touchant M^{me} Poivre, ne se montra que fort peu empressé à souscrire à ce projet d'union; mieux même, il le rejeta net. Et c'est ce qui ressort

(1) C'était au baron de Breteuil, futur ministre de Louis XVI, que Bernardin de Saint-Pierre devait sa nomination d'ingénieur à l'île de France. Soit mécontentement, soit dépit de son échec amoureux, l'auteur à venir de *Paul et Virginie* ne se montrait pas des plus satisfaits de cette situation pourtant honorable. Il aspirait à en prendre une autre. Plus soucieuse que lui-même de ses intérêts, M^{me} Poivre s'efforçait de l'en dissuader : « Dans la situation où sont vos affaires vous ne devés point songer à quitter votre état primitif puisqu'il vous donne de quoi vivre honnêtement. M. le baron de Breteuil le trouverait assurément mauvais. » (Manuscrits du Havre.)

d'un congé, en règle si l'on peut dire, signifié par l'Intendante elle-même à son ancien « chevalier », son soupirant éconduit, congé d'autant plus définitif cette fois que la raillerie vient s'y mêler dans son laconisme à tout ce que cette réponse comporte de brutal : « Vous serez, monsieur, je crois, fort content de moi, car je suis d'humeur à vous faire une belle réponse. J'ay à vous dire que votre alliance m'eût fait beaucoup d'honneur, mais j'en ai parlé à mon mari qui m'a fait voir la chose impossible. » Si impossible même qu'après un refus qui ne laissait plus place à aucun espoir, M. l'ingénieur n'avait plus qu'à s'éloigner, à solliciter enfin du gouverneur, le chevalier des Roches, — qui la lui accorda, — l'autorisation de quitter l'île et de prendre place, pour rentrer en France, sur un vaisseau du roi.

Celui-ci se nommait l'*Indien* et quitta Port-Louis le 9 novembre 1770. Mais comme il était dit que le chaos des éléments se mêlerait, dans cette aventure au moins décevante, au ressentiment des hommes, cela, dans cette navigation, n'alla pas sans traverses. A l'île Bourbon, l'*Indien*, menacé par un ouragan, se trouva dans la nécessité de s'éloigner en laissant à terre divers passagers dont le malheureux Bernardin. Ce fut un autre navire, la *Normande*, qui consentit à le transporter au Cap. Quand il y parvint, l'*Indien* n'y était plus, et ce fut sur la *Digue*, au mois de février 1771, qu'il obtint de pouvoir monter pour rejoindre enfin Le Havre. Avant que la *Digue* eût levé l'ancre, il eut toutefois le temps de griffonner, à l'intention des autorités de l'île de France, un billet assez fiévreux et dans lequel il disait : « J'ai fait à l'armateur un billet de 600 livres pour mon passage. J'espère, monsieur, que vous voudrez bien faire payer cette somme par la marine du roi. Mes effets sont arrivés par l'*Africain*. » Bernardin ajoute que, dans le transport, une partie de son bagage se trouva gâtée ; mais ce qu'il ne nous dit pas, et que M. Souriau nous apprend, est que M. Poivre lui-même avait ordonné « de renvoyer le tout, le bagage et les effets, par l'*Africain*, au Cap ».

Après quoi, passa le temps, passèrent les années. La gloire vint. Ce fut avec *Paul et Virginie*. Et, comme la gloire est femme, Bernardin de Saint-Pierre dit qu'en écrivant son livre il pensa surtout à ses lectrices. Par dévotion pour elles, de façon qu'elles eussent ce livre à portée de la main et qu'elles

pussent le mettre aisément dans leurs poches, il fit imprimer à leur intention, dès 1789, une petite édition in-18, de son récit si frais et si touchant ; si touchant même que, dans toutes les parties de l'univers, sous les toits les plus lointains, les plus humbles, chez les planteurs les plus éloignés de la savane, on le lisait en versant des pleurs. Témoin cette lettre, datée du 2 thermidor an VIII (publiée par Aimé Martin), que Dupont de Nemours, son collègue à l'Institut, retiré aux États-Unis, adressait de Good-Stay, près de New-York, à l'ancien ingénieur aux « isles » : « Je vous dois des remerciements, mon cher collègue, pour les plaisirs que vous me procurez à l'autre bout du monde. Je viens de fondre en larmes en relisant *Paul et Virginie*. C'est ce que je connais de plus parfait pour la simplicité du plan, l'excellence des sentiments et la beauté pure de l'exécution. Je ne sais qui a dit qu'on ne va pas à la postérité avec un gros bagage : avec un diamant comme celui-là, on y est riche. »

Ce qui confère à cette lettre une particulière et piquante saveur, c'est que le voyageur et le savant qui l'écrit, de « l'autre bout du monde », n'est autre que ce même Dupont qui, veuf en premières noces, se trouvait avoir épousé, en 1795, la veuve de Pierre Poivre. Et comme il n'y avait rien que de limpide, dans ce passé lointain, vécu dans une île indienne sous les pamplemousses, sans doute que Dupont de Nemours n'en ignorait aucune particularité. Seulement, comme lui-même était une âme pure, un cœur ingénu, il affectait de n'en rien laisser voir à son correspondant. « Je vous embrasse tendrement, mon cher collègue », ajoutait-il très simplement, en achevant cette lettre datée de Good-Stay. Et puis, la main tremblante encore de l'émotion qu'il avait éprouvée à lire *Paul et Virginie*, un peu plus bas il ajoutait, sous forme de post-scriptum, en s'adressant à l'ancien ingénieur du roi : « Mme Dupont vous salue. » De quel émoi sans doute Bernardin se trouva saisi en lisant ces mots laconiques, pour lui si lourds de sens, si chargés de souvenirs : Mme Dupont, c'était Mme Poivre !

EDMOND PILON.

L'AVENIR DE LA CLINIQUE FRANÇAISE

DEUX ORDRES D'ENSEIGNEMENT

Pour les profanes et les gens du monde, voire même pour la plupart des savants du laboratoire, « la médecine évoque l'idée de thérapeutiques plus ou moins empiriques, figurées par des drogues plus ou moins efficaces; le médecin est un soigneur, un « guérisseur », un infirmier supérieur. Nous, cliniciens, nous affirmons que la clinique est, en réalité, devenue une *science*, tout en restant un *art*, et que le clinicien poursuit un *travail scientifique*, dont il cherche à appliquer les données à l'*art* de dépister les maladies et de formuler les moyens de les combattre ».

Ces quelques lignes, que je m'excuse d'extraire de mon *Apologie de la clinique* (1), résument, à mon sens, les conditions générales qui doivent diriger l'organisation de l'enseignement de la médecine. Elles contiennent le principe fondamental de la part respective de la science et de l'art dans les études médicales; elles indiquent la nécessité de distinguer l'existence de deux enseignements et de deux carrières dans le domaine général de la médecine, *l'enseignement médical pratique* et *l'enseignement médical scientifique*, le premier destiné aux futurs médecins praticiens, le second à ceux qui veulent s'adonner à l'étude des sciences médicales, c'est-à-dire, suivant la dénomination que j'ai proposée, à l'étude de la *Biologie pathologique humaine*.

(1) Collection de l'*Apologie des sciences* (Doin, édit.).

Le futur médecin praticien doit viser à devenir un *artiste en médecine*; le futur biologiste, sur quelque branche qu'il poursuive son effort, doit avoir pour but d'accroître par de nouvelles acquisitions le domaine des sciences médicales et de mériter le titre de *savant*.

A l'un et à l'autre il convient de distribuer un enseignement approprié; à l'un et à l'autre, il faut donner des maîtres, des professeurs, des « enseignants », qualifiés.

Reconnaître la nécessité de cette différenciation est simplement faire acte de bon sens, et peut-être même énoncer une simple banalité, un véritable lieu commun. Cependant, nous sommes bien contraints de constater que cette vérité élémentaire n'a pas encore reçu la consécration pratique, administrative, statutaire : les programmes de l'enseignement officiel sont les mêmes pour tous les étudiants en médecine.

Or, c'est ici, à mon avis, le point capital pour ce qui est de la formation du futur médecin.

Tout d'abord, pour répondre à certaines critiques qui ont été présentées au cours de la discussion à laquelle a donné lieu la communication récente du regretté professeur Hayem à l'Académie de médecine (9 mai 1933) (1), je tiens à préciser qu'il n'a jamais été dans mon intention de prétendre que la différence des programmes dût exister dès le début des études médicales. Cette conception serait en opposition formelle avec les idées que j'ai toujours défendues en ce qui concerne la préparation de base. Qu'il me soit permis de rappeler que je considère comme nécessaire la traditionnelle formation classique. Le rôle des *humanités* est, à mon avis, de tout premier ordre : l'étude des « lettres » prépare l'enfant et l'adolescent, assouplit son esprit. « Faire des humanités, c'est apprendre à apprendre et à comprendre; c'est défricher et labourer le champ pour les semences de l'avenir », ai-je écrit et je le répète en plein accord avec bon nombre de mes maîtres et de mes collègues, et particulièrement avec Paul Le Gendre et avec Marfan, qui a lumineusement exposé ces idées dans une plaquette (2) dont je recommande d'autant plus légitimement la lecture aux hésitants, qu'elle a valu à son auteur les félicitations et l'approbation du grand savant qu'est le docteur Roux.

(1) Professeur Hayem, *Considérations sur l'étude de la médecine*.

(2) Professeur Marfan, *Les humanités gréco-latines et les études médicales*.

Ainsi préparé, le jeune homme qui a choisi la carrière médicale et qui s'inscrit dans nos Facultés doit être assuré d'y trouver la *formation scientifique fondamentale*. Encore conviendrait-il que celle-ci fût orientée dans un sens particulier. Le Conseil supérieur de l'Université vient de transformer le PCN (1) en PCB; on a voulu marquer l'intention de donner plus de place à la Biologie qu'aux sciences Naturelles; mais on a dressé, paraît-il, un programme de douze conférences portant sur les mathématiques, qui ne paraît guère nécessaire pour un médecin; le temps consacré à ces conférences aurait pu être plus utilement employé: tel est du moins l'avis de bon nombre de mes collègues et, je n'hésite pas à l'avouer, le mien aussi.

Quoi qu'il en soit de ces considérations portant sur les détails, ne retenons que les principes généraux et admettons que les premières années d'études doivent comporter, pour tous les étudiants en médecine, les mêmes programmes pour l'enseignement élémentaire des sciences fondamentales. Puis mettons-nous d'accord pour reconnaître qu'après cette phase préparatoire commune la bifurcation apparaît comme une nécessité. Deux voies s'ouvrent devant l'étudiant. Veut-il se consacrer à la pratique professionnelle ou à la recherche scientifique? Veut-il cultiver l'art de la médecine ou la science médicale? J'estime que les programmes devraient différer, tout comme diffèrent les carrières. Je crois que le Conseil de l'Université devra, dans un avenir prochain, s'inspirer de ces considérations et je suis bien convaincu que le nouveau doyen de la Faculté de médecine de Paris, le professeur Roussy, qui, dans ces dernières années, s'est attaché à cette importante question de la réforme des études médicales, apportera ses soins et son esprit d'organisation à la réalisation de cette conception. Au futur médecin praticien il convient d'enseigner surtout les applications pratiques de la science médicale à l'art du diagnostic et du traitement des maladies. A celui qui veut s'adonner à la recherche scientifique il faut donner les moyens de poursuivre la culture des sciences médicales. Au premier il importe de montrer les ressources qu'il peut attendre des examens faits dans les laboratoires; au second, il faut

(1) Le PCN constitue l'année préparatoire d'études de Physique, de Chimie et d'Histoire naturelle passée dans les Facultés des sciences.

apprendre à pratiquer ces examens tout en stimulant son ardeur à découvrir de nouvelles techniques, de nouveaux principes, de nouveaux secrets de la nature. Le premier devra vivre surtout dans les salles de malades des hôpitaux d'enseignement; le second, dans les laboratoires et les centres d'études et de recherches scientifiques. L'un et l'autre resteront toute leur vie des étudiants, car, l'un et l'autre, ils devront se tenir constamment et sans fléchissement au courant des acquisitions que l'observation clinique et les recherches des laboratoires accumulent sans cesse.

Cette distinction entre les deux ordres d'enseignement médical n'exclut pas la possibilité de leur association. Nombreux sont les étudiants qui ne bornent pas leur ambition à la consécration que donnent les examens universitaires et le diplôme de docteur en médecine, mais qui, en outre, travaillent dans des laboratoires et s'adonnent à des recherches personnelles. Tôt ou tard, à côté du diplôme de docteur en médecine, s'imposera la création d'un diplôme de docteur ès sciences biologiques, consacrant les études poursuivies et les titres acquis sur le domaine scientifique.

Qu'on ne cherche pas, dans la différenciation dont je tente de démontrer la nécessité et que l'avenir, j'en suis convaincu, rendra inévitable en même temps que salutaire, une sorte de distinction hiérarchique. Ce serait me prêter un sentiment que je n'ai point. Je dis et je soutiens que, plus nous progresserons, — et le progrès est le résultat du temps, — moins il sera possible pour un même homme de posséder la connaissance de toutes les acquisitions des sciences, quelles qu'elles soient. Je crois que nous sommes parvenus à ce point et que l'heure a sonné de la revision et de la réforme complète de nos programmes d'enseignement, tout au moins d'enseignement médical..., car je n'ai pas qualité pour parler des autres.

Enseignons aux futurs médecins praticiens tout ce qui leur est utile et nécessaire pour la meilleure réalisation de leur belle et noble mission. Ils n'ont que faire de certaines connaissances, qui n'ont avec la pratique médicale que des rapports lointains, sinon inexistants. Ils sont aux biologistes et aux savants de nos laboratoires ce que les ingénieurs et les architectes sont aux physiciens, aux chimistes, aux mathématiciens, ce que les magistrats et les avocats sont aux professeurs

des Facultés de droit. Les uns ne sont pas supérieurs aux autres; c'est dans chaque catégorie qu'il est des personnalités supérieures ou inférieures; il y a de bons médecins et de mauvais médecins, comme il y a de grands savants et de simples prétentieux; le biologiste n'est pas supérieur au médecin, ni le médecin au biologiste.

Constituons donc nos méthodes et nos programmes d'enseignement médical de telle manière qu'ils nous assurent la formation de bons médecins et de grands biologistes.

Tels sont, à mon sens, les principes directeurs qui doivent désormais guider ceux qui ont mission de régler ces méthodes et de formuler ces programmes.

LA SPÉCIALISATION NÉCESSAIRE

« La médecine est si vaste, écrit Claude Bernard, que jamais on ne peut espérer trouver un homme qui puisse en cultiver avec fruit toutes les parties à la fois. Seulement, il faut que chaque médecin, dans la partie où il s'est cantonné, comprenne bien la connexion scientifique de toutes les sciences médicales, afin de donner à ses recherches une direction utile pour l'ensemble et d'éviter ainsi l'anarchie scientifique. »

Combien plus vaste encore est aujourd'hui la médecine et combien plus nombreuses, complexes et variées les connaissances que les médecins doivent acquérir! Combien apparaît plus nécessaire l'idée de spécialisation, que déjà Claude Bernard envisageait, en se plaçant au point de vue scientifique!

Ce ne sont plus seulement la physiologie, la pathologie expérimentale, la clinique..., qui exigent une préparation spéciale, un entraînement constant, de la part de celui qui les cultive; aujourd'hui, dans chacun de ces domaines, aussi bien du point de vue scientifique que du point de vue pratique, les acquisitions de la science et de l'expérience ont creusé des sillons qui limitent des champs d'exploration.

De même que le chimiste ne peut approfondir, en dépit des connexions étroites de la physique et de la chimie, toutes les connaissances du physicien, et inversement; de même que le physiologiste ne peut, quelque étroits que soient les liens qui unissent l'étude de l'organisme sain à celle de l'organisme malade, suivre dans tous leurs détails les recherches que pour-

suit son collègue dans le laboratoire de pathologie expérimentale, et inversement, de même, sur le terrain de la clinique, le neurologiste ne peut prétendre connaître aussi bien que le phthisiologiste la tuberculose pulmonaire, ni celui-ci distinguer les maladies du système nerveux avec autant de compétence que le neurologiste.

Ainsi apparaît la nécessité, l'obligation, de constituer des groupes spécialisés, aussi bien sur le domaine des recherches scientifiques que sur celui de leurs applications pratiques, sous la réserve cependant que ces groupes, tout en étant distincts, restent unis par des liens étroits et ne soient pas séparés par des cloisons étanches. Une condition primordiale s'impose d'autre part : la spécialisation, si elle est devenue nécessaire, si elle nous est imposée par la marche du temps, par l'impossibilité pour un homme d'acquérir et de cultiver toutes les connaissances accumulées, ne doit être qu'une étape seconde dans la formation du savant comme du praticien. Elle doit être construite sur des bases générales solides : réalisée prématurément, elle n'aboutirait qu'à la formation d'esprits étroits, d'autant plus présomptueux et dangereux qu'ils ignoreraient l'étendue de leur ignorance. J'ai la conviction que cette idée s'applique aussi bien, dans les mêmes conditions vicieuses de formation, aux spécialistes de la recherche scientifique qu'aux spécialistes de la pratique médicale et je pense qu'aux uns comme aux autres peut convenir la réflexion pleine de sagesse de mon regretté maître, le professeur Gaucher : « Le bon spécialiste est celui qui est devenu spécialiste par surcroît (1). »

Mais, là aussi, il nous faut suivre la marche du temps et nous plier aux obligations que nous imposent les conditions nouvelles de notre vie professionnelle et scientifique.

Je laisserai dans l'ombre la discussion des réformes administratives et corporatives qui deviendront nécessaires dans un

(1) « Ce qui a fait la grandeur et la force du corps médical des hôpitaux de Paris, c'est que tous ses membres ont leur origine dans une sélection commune, c'est que tous émanent de notre grand corps de l'Internat, c'est qu'aucun d'eux n'a pu s'adonner étroitement à une spécialité avant d'avoir d'abord cultivé pendant de nombreuses années le champ si fructueux de la clinique médicale générale. » (Professeur Sergent, *Apologie de la clinique*.) Si je ne fais allusion qu'au corps médical des hôpitaux de Paris, c'est parce que je vis dans son sein depuis le début de ma carrière et parce que j'en puis connaître l'histoire. Les mêmes réflexions pourraient être invoquées par mes collègues des grands centres universitaires de nos provinces.

avenir très prochain, aussi bien quant au mode de sélection par concours des membres du corps hospitalier et du corps enseignant que quant au classement de ceux-ci par sections spéciales dès leur nomination. Si intéressantes que soient ces perspectives pour ceux qui appartiennent à la carrière, elles sont indépendantes des considérations générales relatives aux principes fondamentaux que j'essaie de mettre ici en relief.

Ce que je veux montrer, c'est la nécessité de la spécialisation clinique sous les réserves que j'ai soulignées, et en me plaçant uniquement au point de vue de l'organisation de nos centres hospitaliers d'enseignement pratique et d'études cliniques.

Fatalement, par la force des choses, la presque totalité de nos services hospitaliers constituent actuellement des services spécialisés, du fait de l'expérience personnelle et de la notoriété qu'a acquises le chef de service dans telle ou telle spécialité. Cette spécialisation ne s'est pas constituée seulement pour les médecins et chirurgiens des hôpitaux, mais aussi pour les membres du corps enseignant officiel, c'est-à-dire pour les professeurs de clinique, dont les chaires fonctionnent dans les hôpitaux. Si elle n'est pas reconnue administrativement, elle existe en fait, et, cela, pour le plus grand bien des malades, des étudiants et de l'enseignement.

Certes, il ne faudrait pas s'égarer dans l'abus et on peut hésiter avant d'admettre la réalisation d'une idée qui a été soulevée dans ces dernières années et qui consiste à créer des diplômes ou des certificats de spécialités. Si jamais cette décision est prise, il faudra que ces certificats ne soient délivrés qu'avec la plus prudente parcimonie et sous la réserve formelle qu'ils ne sauraient restreindre la valeur de base du diplôme de docteur en médecine attestant la formation générale fondamentale. Ceci concerne la pratique professionnelle. Sur ce même domaine prend place le projet de créer un diplôme spécial de chirurgien, qui seul conférerait le droit de pratiquer les interventions dites chirurgicales. On peut discuter, et l'Académie de médecine ne s'en est pas privée. Tout d'abord, il conviendrait de délimiter le domaine de la chirurgie ; or, des zones de transition apparaissent immédiatement et l'on peut se demander où commencerait et où finirait, pour le médecin, le droit de se servir du bistouri ou de tout autre

instrument. De même, pour le diplôme d'accoucheur, pour le diplôme de dentiste... Si on exagère, on sera contraint de réagir et de créer aussi un diplôme ou un certificat de *spécialiste en médecine générale*! Aussi bien, ne saurait-on, sur le domaine de la pratique médicale ou, plus exactement, de l'exercice de la médecine, tomber dans de si dangereuses exagérations.

Ce n'est pas d'ailleurs l'exercice de la profession médicale que visent les considérations générales que je cherche à dégager sur la spécialisation des études cliniques, mais bien l'organisation des centres de recherches et d'enseignement des diverses branches spéciales de la clinique. C'est dans ces centres que devront être forgés, par une vigoureuse et patiente recherche, sous la direction d'animateurs expérimentés, les principes dont l'application sera enseignée aux médecins praticiens et particulièrement à ceux qui chercheront à se perfectionner dans la connaissance d'une spécialité.

Mais avant de définir le mode d'organisation et de fonctionnement de ces centres, une dernière considération générale s'impose, relative au sens qu'il convient de donner à l'idée de *spécialisation des études cliniques*; cette idée, qui forme le canevas des réflexions que je viens de présenter, doit être précisée.

La spécialisation des études cliniques, telle que je la conçois et telle que je souhaite la voir réaliser, ne saurait être regardée comme l'expression d'une conception étroite, tendant à diviser en compartiments strictement distincts et séparés par des cloisons rigoureusement étanches les diverses branches de la pathologie, non plus qu'à dresser une liste de spécialistes qui n'auraient entre eux que des relations plus ou moins distantes. A n'envisager que les deux grands domaines de la clinique, la médecine et la chirurgie, je suis convaincu que la séparation, le divorce, entre la médecine et la chirurgie est une conception qui a terminé son histoire et que le moment est venu de rétablir l'union indissoluble entre ces deux manifestations conjointes de l'activité clinique. Je vois se former, prendre corps, la notion d'une collaboration constante, étroite, organisée, du médecin et du chirurgien, travaillant sur le même territoire spécialisé du vaste domaine de la recherche et de l'enseignement cliniques. Je vois naître et se développer

la collaboration, la fusion médico-chirurgicale spécialisée. Le médecin et le chirurgien, formés et entraînés par la préparation générale de base, — dont j'ai souligné la nécessité et l'importance primordiale, — s'adonneront spécialement à l'exploration minutieuse, approfondie, sans cesse répétée, du même champ. Les uns seront attirés par les centres nerveux; les autres, par l'appareil digestif; d'autres par l'appareil respiratoire.

Qui sait même si nous ne verrons pas revenir l'homme unique, qui, à la fois médecin et chirurgien, fera progresser, grâce à son effort personnel, nos connaissances et nos méthodes de traitement dans un domaine spécial? Ne pouvons-nous pas constater, dès maintenant, l'existence d'un pareil exemple en la personne de notre collègue Clovis Vincent, qui, spécialiste éminent en neurologie médicale, est devenu spécialiste éminent en neurologie chirurgicale et opère lui-même, avec une maîtrise qui fait l'admiration de tous, les cerveaux dont il a diagnostiqué lui-même et localisé lui-même avec précision la lésion? Je pourrais citer un homme que je connais bien et qui, s'il était plus jeune, apprendrait à opérer lui-même les lésions du poumon, qu'il confie, avec tant de satisfaction d'ailleurs, à ceux de ses collègues, chirurgiens, avec lesquels, depuis plusieurs années, il s'attache à dégager les principes directeurs de cette thérapeutique chirurgicale, si hérissée de difficultés.

LES CENTRES D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHES CLINIQUES

La médecine a cessé d'être un vague empirisme. « Aujourd'hui, écrivait Claude Bernard, la médecine scientifique n'est pas encore constituée; mais, grâce à la méthode expérimentale, qui y pénètre de plus en plus, elle tend à devenir une science précise... De notre temps, grâce aux développements considérables et aux secours puissants des sciences physico-chimiques, l'étude des phénomènes de la vie, soit à l'état normal, soit à l'état pathologique, a accompli des progrès surprenants, qui chaque jour se multiplient davantage. Il est évident, pour tout esprit non prévenu, que la médecine se dirige vers sa voie scientifique définitive. Par la seule marche naturelle de son évolution, elle abandonne peu à peu

la région des systèmes pour revêtir de plus en plus la forme analytique et rentrer ainsi graduellement dans la méthode d'investigation commune aux sciences expérimentales. »

La clinique a suivi la voie que lui traçait Claude Bernard. Elle s'est soumise aux principes et aux méthodes d'observation qui dirigent les investigations de la pathologie expérimentale, tout en restant fidèle aux sages enseignements de Laënnec, l'immortel fondateur de la méthode anatomo-clinique, le maître sage et prudent, qui n'acceptait la signification d'une constatation que lorsqu'elle avait été maintes et maintes fois répétée.

La pathologie expérimentale observe les résultats des troubles qu'elle a créés; elle construit son domaine par la répétition de l'*expérience provoquée*.

La clinique constate les effets d'une cause qu'elle ignore et qu'elle s'attache à dépister. Durant des siècles, depuis Hippocrate, elle a patiemment, lentement, enregistré les troubles qu'elle observait chez les malades et s'est évertuée à leur donner leur signification; elle a accumulé les constatations répétées d'observations dont chacune peut être considérée comme le résultat d'une *expérience spontanée*.

Si la pathologie expérimentale apporte à la clinique de précieux enseignements, la clinique, de son côté, ouvre souvent la voie aux investigations du laboratoire. Nombre d'observations cliniques ont suscité l'*hypothèse rationnelle* qui a provoqué l'expérience de contrôle. L'histoire du diabète, l'histoire de la pathologie endocrinienne, et, particulièrement, celle de la maladie d'Addison, n'en sont-elles pas, entre tant d'autres, des preuves manifestes?

La recherche scientifique, dans le vaste domaine de la *Biologie pathologique humaine*, c'est-à-dire de la *Clinique*, dans son sens le plus élevé, ne pourra progresser que par une collaboration étroite, constante, assidue, méthodiquement réglée, de travailleurs spécialisés dans les diverses branches de la science.

Pour atteindre cet objectif, il faut organiser des centres d'études et de recherches, de « véritables *Instituts de clinique*, dans lesquels travailleront *en équipe* le clinicien, le physiologiste, l'expérimentateur, le physicien, le chimiste,

chacun dans son domaine privé, mais tous ensemble » (1).

Encore convient-il de distinguer dans ces centres la part respective de la recherche et de l'enseignement. Un service de clinique, tel qu'il est actuellement conçu et organisé, est en fait une chaire de Faculté, dont l'enseignement est donné à l'hôpital : la dénomination « chaire de clinique » exprime nettement cette idée. Une chaire de clinique, d'après nos statuts actuels, tout au moins pour la Faculté de médecine de Paris, a mission de distribuer aux étudiants en médecine, aux débutants, l'enseignement élémentaire : les élèves de première année ne peuvent accomplir leur stage obligatoire que dans les services de clinique. La tâche du professeur de clinique est lourde, puisqu'à cet enseignement élémentaire, — et sans parler de son rôle de médecin auprès des malades hospitalisés dans son service, — il doit ajouter l'enseignement supérieur, plus ou moins spécialisé, réservé aux médecins qui désirent se tenir au courant des acquisitions nouvelles. Sans doute, il a pour collaborateurs des chefs de clinique, auxquels, sous sa direction et sa responsabilité est dévolue la tâche d'assurer chaque jour l'enseignement technique des stagiaires; il n'en reste pas moins manifeste que le professeur de clinique est absorbé par le double enseignement dont il est officiellement chargé et qu'il n'a guère la possibilité de consacrer à la recherche scientifique le temps qu'elle exige.

Ici apparaît, avec une netteté lumineuse et précise, la distinction qu'il convient d'établir entre l'enseignement et la recherche, entre le professeur et le chercheur. Ici se dessine clairement l'obligation qui s'impose aujourd'hui d'alléger le lourd fardeau du professeur de clinique, qui, s'il doit rester un « enseigneur », doit, de plus en plus, pouvoir devenir un « animateur de la recherche scientifique ».

Comment atteindre ce but? En limitant le champ de son labeur, en spécialisant son domaine. Ainsi se dégage la conclusion des considérations générales dont je me suis efforcé

(1) Cette conception, que j'ai soutenue dans mon *Apologie de la clinique*, a été défendue par le professeur Hayem (*loc. cit.*) : « Il y aura lieu, dit-il, de créer, sous forme d'Instituts, des centres d'enseignement supérieur... Je considère les cliniques médicales (les chaires de clinique de nos hôpitaux) actuellement existantes comme des Instituts médicaux. Ces cliniques devront simplement être aménagées de manière à ce qu'on puisse y faire les recherches spéciales nécessaires à la culture de la science... »

de démontrer l'importance fondamentale dans les pages précédentes. L'enseignement et la recherche scientifique, sur le vaste territoire de la clinique, de la biologie pathologique humaine, doivent être organisés selon le concept de la *spécialisation des études médicales supérieures*.

Certes, je ne méconnais point une vérité indiscutable, à savoir que les aptitudes sont différentes; qu'un grand savant peut être un très mauvais professeur et qu'un professeur très brillant peut manquer totalement des qualités nécessaires pour la culture et le développement de la science: le premier réalise des acquisitions que le second met en valeur. Mais, ce qui est vrai pour les sciences absolues, voire même pour les sciences biologiques, l'est beaucoup moins pour la clinique; le professeur de clinique vit au contact constant de son matériel d'enseignement, qui en fait est constitué par le groupement des malades; or ce matériel d'enseignement est, en même temps, son matériel d'observations et de recherches; les deux conditions sont réunies par la même personne... avec des résultats plus ou moins brillants, je ne le nie pas! Quoi qu'il en soit, pour que le professeur de clinique puisse donner un enseignement supérieur digne d'intérêt, il faut qu'il puisse tirer de son matériel d'observation le maximum de rendement. Une chaire de clinique ne pourra devenir un véritable *Institut de clinique* que si elle réunit les conditions fondamentales et indispensables, c'est-à-dire la collaboration constante, l'union étroite des nécessités de l'enseignement et de la recherche scientifique. Ces conditions exigent une organisation matérielle qui n'existe actuellement qu'à l'état embryonnaire et qu'il appartient aux pouvoirs publics d'assurer.

Il importe que de larges crédits soient alloués à ces chaires de clinique, que tous les laboratoires dont le groupement est nécessaire (physique, chimie, physiologie, pathologie expérimentale, anatomie pathologique, bactériologie, radiologie...) soient réunis sous la direction générale du professeur titulaire de la chaire et confiés à des travailleurs, à des chercheurs, qui seront suffisamment rétribués pour pouvoir donner à l'accomplissement de leur fonction le temps nécessaire.

Lorsque nos chaires de clinique seront dotées de l'outillage qui leur est indispensable, du personnel scientifique dont le

professeur sera l'animateur, alors, mais alors seulement, elles pourront contribuer à entretenir, à développer, à étendre le prestige dont les derniers rayons éclairent encore le glorieux passé de la Clinique française. Bien souvent déjà, dans les rapports officiels que j'ai faits au retour de mes diverses missions d'enseignement à l'étranger, j'ai poussé ce cri d'alarme, que nombre de mes collègues ont jeté aussi. En Amérique du nord, en Amérique du sud, en Roumanie, en Belgique, j'ai vu de magnifiques Instituts de clinique. Qu'attend la France ?

Si nos avertissements, nos prières, nos supplications, parviennent à convaincre ceux qui doivent les entendre, notre tâche personnelle cessera de demeurer ingrate et décevante, et, forts des espérances de l'avenir, nous pourrons fournir l'effort qui nous incombe pour assurer le succès de l'œuvre entreprise. C'est alors que nos chaires de clinique pourront et devront être individuellement affectées à la culture des diverses spécialisations des études médicales supérieures. Chacune d'elles deviendra un centre d'enseignement et de recherches nettement spécialisés. Le professeur, le « Clinicien », formé selon les principes fondamentaux dont je ne crains pas de souligner encore une fois l'importance capitale, apportera sa pierre à la construction de l'édifice, à l'enrichissement du domaine vers lequel l'auront appelé la confiance de ses pairs et la consécration de ses études personnelles. Clinicien, c'est-à-dire observateur méthodique et sagace, il approfondira la recherche des causes et des effets des cas pathologiques de même ordre, dont le caractère spécialisé de sa chaire accumulera le nombre et la variété de nuances sous son observation. Ainsi sera respecté et fructueusement appliqué le principe intangible, posé par Laënnec, de « l'observation maintes et maintes fois répétée », principe élargi grâce à la multiplication des moyens et des procédés d'exploration dont les sciences médicales disposent aujourd'hui.

« La tâche de la clinique est lourde, ai-je écrit dans mon *Apologie de la clinique*. La phase véritablement scientifique de son activité commence. L'heure est venue de lui donner les moyens de poursuivre son rude et bienfaisant labeur. La clinique doit avoir sa place dans le cadre de l'enseignement et de la recherche scientifiques. Elle ne peut rester confinée dans l'étroit domaine qui pouvait suffire au temps de Laënnec ;

elle doit disposer d'un matériel adéquat aux exigences des investigations qu'elle comporte. »

Je ne me dissimule pas qu'il sera difficile d'obtenir la réalisation officielle du programme d'organisation des chaires de clinique, tel qu'il doit être dressé si on veut leur donner les moyens de devenir les centres d'enseignement et de recherche qu'elles devraient être. On se heurtera à l'esprit de routine, à l'opposition, irréléchie mais puissante, de certains intérêts personnels et corporatifs, aux difficultés matérielles, à l'obstacle budgétaire. Cependant, on pourra invoquer l'exemple de certains Instituts spécialisés, plus ou moins officiels, privés ou indépendants, tels l'Institut Curie ou Institut du radium, l'Institut du cancer.... sans parler de notre glorieux Institut Pasteur.

Je ne crois pas émettre un rêve irréalisable si je dis que j'entrevois la création d'*Instituts libres de clinique*, réalisant l'idéal du Centre d'études cliniques spécialisées et prodiguant l'enseignement de leurs observations et de leurs expériences. Ces Instituts libres comporteront des cliniques spécialisées (appareil respiratoire, appareil circulatoire, appareil digestif, etc.), dont les salles de malades grouperont les cas livrés à l'étude scientifique et constitueront la partie médicale proprement dite, dans laquelle le clinicien observera et appliquera au diagnostic et au traitement les résultats d'une expérience sans cesse perfectionnée. A côté des salles de malades fonctionneront les divers laboratoires; en même temps que ces laboratoires permettront de préciser les constatations qui constitueront les bases du diagnostic et du traitement, ils mettront à profit l'investigation suscitée par l'observation clinique pour découvrir de nouvelles données et accroître les acquisitions du domaine scientifique.

L'Institut de clinique, ainsi organisé, atteindra le maximum de rendement si tous les hommes qui en seront les rouages intellectuels, — les médecins, les chirurgiens, les chefs des divers laboratoires, — peuvent consacrer tout leur temps au noble but de la recherche clinique dans le domaine spécialisé qu'ils auront choisi. Il faut instituer chez nous le principe du *full time*. Il faut que tous ces hommes puissent vivre de leur travail scientifique; il faut que, renonçant aux bénéfices que la pratique professionnelle apporte parfois à certains

membres du corps médical, ils aient cependant leur existence matérielle et leur retraite assurées. Des fondations privées pourront, dans une certaine mesure, fournir les bases du budget. L'adjonction de pavillons réservés à la clientèle payante pourra apporter un contingent de recettes, qui, réunies par une comptabilité générale, compléteront l'équilibre et fourniront les frais d'entretien.

Je ne me fais point d'illusions sur les critiques que pourra provoquer cette suggestion, qui n'est d'ailleurs que l'adaptation à la Clinique générale, dans ses diverses spécialisations, des principes suivis par l'Institut du radium, sous la bienfaisante direction de mon éminent ami le docteur Claude Regaud. Je ne méconnais pas davantage les difficultés matérielles auxquelles se heurtera la réalisation de ce projet; mais je n'hésite pas à la proclamer inévitable, dans un avenir plus ou moins proche, si les pouvoirs publics ne prennent pas l'opportune décision de l'appliquer à l'organisation de nos chaires de clinique universitaires.

J'ai vu trop de jeunes gens, parmi mes élèves, parmi mes collaborateurs, qui, portés par leurs aptitudes et leurs goûts vers la culture des sciences médicales, vers les études cliniques scientifiques, ont dû renoncer à cultiver le champ de leurs prédilections pour chercher dans la pratique de la profession médicale, — non sans une amertume définitive, — les moyens de « gagner leur vie ». Ils n'étaient pas faits pour être des médecins praticiens; ils n'ont jamais pu ni su apprécier les joies intimes de cette noble profession; il ont souffert de n'avoir pu suivre la voie vers laquelle les dirigeait la tendance de leur esprit.

Voilà comment le recrutement de nos élites scientifiques, dans le domaine des études médicales, menacé de se tarir dans ses sources officielles, pourra peut-être trouver son refuge dans l'initiative privée.

L'avenir de la clinique française, dont le passé est si beau, si riche, si glorieux, sombrera-t-il dans l'indifférence de ceux qui peuvent le sauver et qui doivent assurer la renaissance de sa grandeur et de son prestige?

ÉMILE SERGENT.

UNE CONSPIRATION

SOUS LOUIS XVIII

II⁽¹⁾

« VIVE LE ROI, MONSEIGNEUR... »

Montlivault se réservait d'agir quand il le jugerait nécessaire, mais à son sens rien ne justifiait son intervention, et l'ancien intendant de l'Impératrice continuait à vivre avec la paisible conscience d'un fidèle serviteur du Roi. Le 2 mai, cependant, ses agents lui apprirent que des conciliabules suspects se tenaient dans un café du faubourg Très-Cloîtres; et comme le lendemain la nouvelle se confirmait, Montlivault décida d'organiser une vaste opération de police qui frapperait de terreur les ennemis de l'État.

Le 4, à l'aube, des patrouilles de la garde nationale et de la Compagnie départementale arrêtaient quelques libéraux et bonapartistes notoires, un avocat, deux avoués, un propriétaire, et en outre un ancien chef de bataillon nommé Ravix. Des perquisitions avaient lieu en même temps chez certains bourgeois connus pour leur mauvais esprit.

Ce coup de filet matinal eut pour résultat d'inciter Biolet et Cousseau à quitter Grenoble, qui devenait vraiment une résidence malsaine pour des conspirateurs (2), et aussi de provoquer la colère de Donnadiou.

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} novembre.

(2) Selon Ducoin, l'adjoint au maire, Chérubin Beyle, le père de Stendhal, prit peur à son tour et donna sa démission.

Depuis longtemps, les relations étaient tendues entre le préfet et le général; mais la convocation inopinée, — et parfaitement légale d'ailleurs, — de la garde nationale ainsi que de la Compagnie départementale fit bondir le Nimois Donnadiou: que l'on disposât sans son assentiment des forces de police, qu'on emprisonnât un officier, cela dépassait les bornes! et il avertit le préfet que, s'il lui arrivait encore de prendre pareille initiative, les troupes de ligne arrêteraient ses patrouilles. Le militaire se dressait contre le civil, et en fin de compte ce fut le militaire qui eut raison: Donnadiou obtint la mise en liberté du chef de bataillon Ravix et, pour indemniser cette victime de l'arbitraire préfectoral, il l'attacha à sa personne; quant aux bonapartistes et libéraux, ils se révélèrent purs de toute machination et furent relâchés dans la suite.

Donnadiou triomphait, traitait de chimères les craintes de Montlivault et quand, le même samedi 4 mai, le commandant de place vint lui suggérer qu'il serait peut-être prudent d'ordonner quelques reconnaissances hors la ville, il fut reçu de belle façon: « Vous êtes une f... bête! Vous écoutez tout ce qu'on dit à tort et à travers. S'il arrive quelque chose, nous verrons. Ces bougres-là ne viendront pas en ballon! »

Mais Montlivault malgré sa quiétude commençait à soupçonner que les conspirateurs pourraient choisir un autre chemin. Vers deux heures, il avait reçu de visiteurs dignes de foi une carte à jouer envoyée par un propriétaire du Grésivaudan, et sur laquelle étaient griffonnés ces mots: « N'êtes-vous donc pas avisé de ce qui se passe? Ce soir, sur un signal donné à la Bastille, on doit attaquer la ville. » Un ancien grenadier enrôlé par Joly au cours de sa randonnée dans la vallée n'avait pas su rester discret et, de bouche en bouche, l'avis était parvenu à la préfecture.

Cette carte à jouer, ces mots griffonnés ne suffirent pas cependant à convaincre Montlivault qui, d'accord avec Donnadiou cette fois, ne prescrivit aucune mesure de défense: l'optimisme officiel continuait à régner. Mais, vers le soir, — le soleil se coucha entouré d'une auréole rouge, — il fallut déchanter. L'adjoint au maire de la commune de Vif, le maire de Saint-Jean-de-Vaulx annonçaient des rassemblements dans les bois d'Échirolles et la Mateysine; puis ce fut un rapport

de Jullien, communiqué par le directeur des douanes de Grenoble qui venait de le recevoir : Jullien, de mieux en mieux éclairé par l'amour, s'était résolu dès le matin à dénoncer le complot, mais son émissaire abominablement ivre n'avait atteint Grenoble qu'à huit heures et demie du soir.

Cela déjà était assez alarmant, mais voici des témoins oculaires : un tuilier d'Eybens, Riquetti, envoyé par le curé ; un gendarme qui a pu franchir la ligne des sentinelles et arrive tout droit du quartier général des insurgés ; une paysanne, qui, affolée, a prévenu le chef du poste établi à la porte de Bonne que « des gens venaient attaquer la ville et avaient le mot d'ordre » ; voici enfin un homme « tout épouvanté, sans chaussures et dans la plus grande agitation », Chuzin, le notaire, l'échappé de Vizille, qui a traversé les marais de la Basse-Jarrie pour le service du Roi et raconte ce qui s'est passé à Laffrey, sur la route impériale.

Montlivault est édifié, Donnadiou ne l'est point encore ; il flotte « dans le vague et l'incertitude » ; mais, comme il quitte la préfecture et se dirige vers le quai de l'Isère où se trouve l'hôtel Belmont, siège de la division, il croise dans l'ombre un officier enveloppé d'un grand manteau, qui visiblement cherche à l'éviter ; Donnadiou marche sur lui, le somme de s'arrêter et de décliner son nom : « Lieutenant d'artillerie Arribert. »

Donnadiou lui ordonne d'écarter son manteau, aperçoit un pistolet, un sabre de cavalerie... La nuit, des armes, un officier qui se cache : le général comprend enfin ; il fait appréhender le lieutenant par un gendarme qui le conduira au poste de la préfecture, et précipitamment rebrousse chemin.

En coup de vent, il entre chez Montlivault, se place devant la cheminée et prononce :

— Nous sommes au milieu d'une vaste conspiration !

Alors, l'ancien combattant de Vendée, d'Espagne, l'habitué des *guerrillas* reparait. Il s'est laissé surprendre, mais en quelques minutes rattrape le temps perdu ; et bien que la plus grande partie de la garnison ait quitté Grenoble la veille pour escorter la duchesse du Berry, il fait face à la situation : la générale bat, deux détachements de cinquante hommes sont réunis et, précédés par des gardes nationaux à cheval qui connaissent le pays, sortent de la ville, l'un par la porte

Très-Cloîtres, l'autre par la porte de Bonne ; le premier gagnera Eybens directement, l'autre par la route d'Echirolles ; ils cerneront les rebelles, les rabattront sur Grenoble où on les recevra de la bonne manière.

Dans la nuit noire, — il est plus d'une heure du matin, — le premier détachement se heurte aux insurgés de La Mure qui l'accueillent à coups de fusil ; croyant avoir affaire à un ennemi supérieur en nombre, il se replie. En hâte, un des gardes nationaux à cheval va avertir Donnadiou, qui court à la caserne de la légion de l'Isère, harangue les quatre-vingt-dix hommes qui s'y trouvent ; et sous la conduite du colonel de Vautré criant « Vive le Roi ! » la troupe de renfort se dirige au pas de course vers la porte de Bonne.

Les insurgés y sont déjà, Marc-Antoine Guillot, le professeur, en tête. Un instant, la troupe hésite. Le capitaine Friol prend l'arme d'un soldat, croise la baïonnette ; un ancien grenadier de l'île d'Elbe, nommé Ponsard, l'imité, étend raide mort Marc-Antoine Guillot... L'élan est donné, des hommes tombent ; Bellugon dit Bellefleur, « couché à terre, percé de coups, réclame à grands cris qu'on lui passe un fusil et meurt en criant : « Vive l'Empereur ! » — Ponsard, Bellefleur : c'est le hasard des révolutions.

* * *

Le messager, que Didier avait envoyé à Dusser, rencontra celui-ci vers minuit aux environs de Tavernolle. Dusser ne s'émut point : rien ne pressait, « on ne devait entrer à Grenoble qu'à la pointe du jour et sans tirer un coup de fusil ». Didier lui-même l'avait dit.

Cependant, Durif partit en avant pour rassurer son chef qu'il trouva « s'arrachant les cheveux », disant que ce retard « lui faisait manquer son coup ». En effet, quand les insurgés de l'Oisans arrivèrent sur la place d'Eybens précédés par Charvet, l'huissier-tambour, Didier ne leur laissa pas le temps de respirer, bien que la plupart d'entre eux eussent fait plus de dix lieues dans la journée. Au lointain, on entendait la fusillade, les feux brillaient toujours sur la Bastille : il fallait marcher à l'ennemi. Didier monta à cheval ainsi que Biolet et Gioanini, et prit la tête de la colonne.

... Près du Pont-Rouge, aux abords de Grenoble, les

Mataysins, poursuivis par les soldats de Vautré, refluent en désordre vers Eybens. Didier les voit accourir dans la nuit comme des ombres éperdues, essaie de les rassembler, de les pousser en avant contre les troupes royales : mais un coup de feu atteint son cheval qui l'entraîne. Saisis de panique, les hommes de Dusser s'enfuient à leur tour, se dispersent à travers champs en jetant leurs armes. Sauve qui peut !...

Vers deux heures et demie, Didier arrive chez Roblin, qui refuse de lui ouvrir la porte. On parle. Didier assure qu'il ne veut pas s'arrêter, mais à peine est-il dans la salle d'auberge, — où il trônait tout à l'heure, — qu'il entend le piétinement d'une troupe sur la place : c'est le détachement qui arrive d'Échirolles. Il traverse la cuisine, enjambe une fenêtre donnant sur la cour, saute... Derrière un tas de chènevottes, un homme surgit, sabre au poing. C'est Dusser le guide... Un bref colloque dénué d'aménité : « C'est à vous que nous devons ça ! — Il ne faut désespérer de rien. Songeons seulement à nous sauver. » Et tous deux, après avoir escaladé le mur de clôture, disparaissent dans le bois du château.

Eybens est la seule ligne de retraite, et les fuyards s'y succèdent. Biolet qui arrive au galop, une badine à la main, entend dans la nuit noire des cris : « Arrête ! arrête ! » Il croit que ce sont des amis, tâche de se faire reconnaître... Les dragons du Roi ! Il tourne bride, se heurte à des soldats d'infanterie, un coup de feu lui perce la cuisse et tue son cheval qui s'affaisse ; Biolet heureusement est petit, parvient à se dégager et, se trainant dans l'obscurité, gagne la campagne.

Quelques instants après, un nouveau cavalier survient : Gioanini portant en croupe le lieutenant Pierre Guillot dont le cheval a été tué ; il frappe chez Roblin, la porte s'ouvre ; une fusillade... Gioanini est tué ainsi que son cheval ; Guillot indemne essaie de fuir, mais voyant des soldats s'approcher, il fait le mort. « En voilà deux, dit un fusilier de la légion en se penchant, qui n'ont plus besoin de rien ; nous les reverrons au jour. Allons à d'autres. » Au jour, ce fidèle soldat du Roi ne vit, à la même place, qu'un cadavre, dans la bouche duquel il trouva un morceau de papier à moitié mâché, qu'il apporta à son chef : c'était une liste des conjurés sur laquelle figurait en bonne place le commandant Ravix, le protégé de Donnadiou. Celui-ci, vraiment, était un psychologue.

Pour l'autre cadavre, il avait disparu. Pierre Guillot s'était peu à peu laissé glisser vers le fossé de la route, puis, remis sur pied, il avait pris à travers la campagne le chemin de Saint-Martin d'Hères, au nord d'Eybens.

... Maintenant, sur la place de l'ancien quartier général, la troupe de Vautré, la troupe royale et victorieuse, attend l'aube avant de recommencer la poursuite vers Vizille et La Mure, tandis que la cavalerie bat les environs et ramasse les fuyards, qui sont conduits sous bonne escorte à la prison de Grenoble.

Donnadieu, cependant, met la ville en état de défense, fait occuper la place Grenette et placer quatre canons au débouché des rues principales; peu à peu les amis de l'État, éveillés en sursaut par le tambour et la fusillade, se rassemblent et commentent l'événement. Le prévôt Planta les rassure, puis demande des volontaires pour reprendre la Bastille dont les insurgés se sont emparés; une vingtaine de gardes nationaux se présentent: ces loyaux sujets, fort pacifiques de tempérament, — il y a parmi eux un gantier, un huissier et un avocat, Accarias, qui se fera un nom comme juriste, — tiennent à montrer leur fidélité à la monarchie et partent sous les ordres du capitaine de Sallemard. Du pont de pierre ils aperçoivent les feux sur la montagne, et près de la tour du Rabot sont rejoints par dix-huit hommes de la garde départementale commandée par le négociant Pellat.

La troupe monte au milieu des vignes, des haies vives, des buissons; sur la gauche une petite bâtisse apparaît: la Bastille.

— Qui vive? crie une voix.

— Patrouille. Vive le Roi!

Une salve de coups de fusil, qui d'ailleurs ne porte point. Il est une heure passée; pas moyen d'engager le combat dans l'obscurité; prudemment la troupe loyaliste se met à l'abri, mais quand l'aube commence à poindre, elle marche résolument sur la Bastille. Un caporal audacieux escalade « le rempart », arrache la poutre qui barricade la porte, ouvre... Personne. « Les brigands » ont fui par une échelle, laissant derrière eux un tambour sur lequel se lisent ces mots: « Caisse de la Commune de Quaix. L'an II de la République. » Riches de ce trophée, les gardes redescendent vers Grenoble, mais

comm
impre
deux
Q
Les m
envir
Trom
cenn
laisse
percé
n'ava
fours
Q
pour
y ava
Bonn
ces p
sa m
que
vu «
qui
tain
étai
lieu
pas
sang
cha
Ras
de l

ava
Gui
An
tist
reu
mè
res

comme il faut tout de même se poser en combattants, faire impression, ils emmènent avec eux le fermier Miquet et ses deux fils, complices des brigands sans nul doute.

Quand ils rentrèrent en ville, l'insurrection était étouffée. Les méridionaux de la Légion de l'Hérault « nettoyaient » les environs et dans leur zèle molestaient les habitants de La Tronche, qui n'avaient pris aucune part à la rébellion et innocemment parlaient dans la rue des événements de la nuit. Ils laissaient même pour mort, atteint de neuf coups de feu et percé de coups de baïonnette, le fabricant de faïence Muller, qui n'avait eu d'autre tort apparemment que de surveiller ses fours, à l'heure où les honnêtes gens sont couchés.

Quand, ce matin-là, les paysannes arrivèrent à Grenoble pour y vendre leur lait, elles trouvèrent les portes fermées; il y avait, disait-on, des cadavres sur le pont-levis de la porte de Bonne... et elles s'en retournèrent effrayées. C'est l'une de ces paysannes que rencontra le lieutenant Joly, en revenant de sa mission dans le Grésivaudan; consciencieusement et bien que recru de fatigue, il avait d'Eybens poussé jusqu'à Lancey, vu « son monde », mais en apercevant les feux de la Bastille qui répondaient à ceux de la vallée, en entendant dans le lointain le bruit de la fusillade, il s'était figuré que l'insurrection était victorieuse et avait repris le chemin de Grenoble. A une lieue de là, une laitière lui raconta en pleurant qu'elle n'avait pas pu pénétrer dans la ville, que tout y était à feu et à sang... Des hommes se faufilaient, tête baissée, dans les champs; au détour du chemin, un peloton de gardes apparut... Rassemblant son cheval, Joly repartit au galop dans la direction de la vallée.



Sur trois cents insurgés environ, l'échauffourée du 4 mai avait fait exactement six victimes : Gioanini, Marc-Antoine Guillot, Bellugon dit Bellefleur, J.-B. Clermont de Vizille, Angeliers, charpentier à Eybens, et un inconnu, un bonapartiste anonyme qui suivit Didier et vint mourir là pour l'Empereur, pour la gloire. Dans la troupe, la garde, pas un tué, pas même un blessé. Un bilan modeste pour une victoire.

Mais Donnadien ne voit pas les événements de ce biais : il respire d'abord, puis se hausse, plastronne, car il a, par sa seule

valeur, écarté le danger qui menaçait la monarchie, sauvé Grenoble et par contre-coup la France d'une effroyable catastrophe : ce sont de ces actions d'éclat qui méritent d'être divulguées, célébrées par la renommée, et voici comment, dans l'imagination de ce hâbleur pratique et sans scrupule, l'échauffourée se transforme :

« Vive le Roi, monseigneur, écrit-il le 5 mai au ministre de la Guerre, les cadavres de ses ennemis couvrent tous les chemins à une lieue à l'entour de Grenoble. Je n'ai que le temps de dire à Votre Excellence que les troupes de Sa Majesté se sont couvertes de gloire. A minuit, les montagnes étaient éclairées par les feux, signal de la rébellion dans toute la province, heure à laquelle la ville a été attaquée sur tous les points à la fois. Ils me croyaient parti avec la garnison pour aller occuper la ligne que doit parcourir Son A. R. M^{me} la duchesse de Berri. Ils ont appris à l'heure même que les fidèles troupes du Roi étaient là. Les portes se sont ouvertes au cri sacré de ralliement de tous les dignes Français ; et au pas de charge toutes les bandes ont été culbutées... J'aurai l'honneur de rendre compte à Votre Excellence aussitôt que tout sera terminé. Je remonte à cheval à l'instant... »

Et, après avoir mis aux pieds de Sa Majesté les vœux et les respects de ses fidèles sujets, « qui ont montré cette nuit des sentiments vraiment français, dignes du prince et de la patrie », Donnadiou glisse cette simple petite phrase : « On évalue le nombre des brigands qui ont attaqué la ville à 4 000. »

Rien ne manque dans ce document : mensonges de parade ; mise en valeur du héros, qui, modeste, fait rejaillir son mérite sur ses subordonnés, et même sur les civils ; énormité du péril ; et ce « je remonte à cheval » donne un ton d'action, qui sent la poudre et la bataille. Le ministre est bien et dûment renseigné : à lui de juger le prix d'un pareil dévouement.

A côté de tant de gloire militaire, l'autorité civile ne consentit point à faire piètre figure ; et, le 5 mai, Montlivault, tenant à prouver qu'il savait lui aussi user de méthodes péremptoires, proposa tout uniment de mettre tous les prisonniers en jugement sans instruction préalable.

Donnadiou, par tempérament, approuvait cette manière

expéd
vôt PI
née s
l'Emp
esquis
U

Berna

« Il é

menc

laient

Dider

il l'ac

de cel

Paris

raires

dition

philos

nism

cend

M

tuell

mun

coup

lui t

com

à vir

Malh

capti

chef

ce q

à cò

S

min

min

brou

enco

de l

n'es

(1

déta

expéditive, mais le général et le préfet comptaient sans le prévôt Planta, un curieux homme, un exemplaire de la génération née sous l'Ancien Régime, bouleversée par la Révolution et l'Empire, une de ces figures à facettes qui valent d'être esquissées (1).

Un des grands esprits du xix^e siècle, Cournot, qui connut Bernard Falquet de Planta et en faisait grand cas, dit de lui : « Il était passionné pour la philosophie allemande ; sa véhémence quand il en parlait, son ton d'inspiré et d'apôtre rappelaient en mémoire ce qu'on nous raconte de la physionomie de Diderot. Tout ce qui paraissait en Allemagne sur ces matières, il l'achetait, il le lisait ; les miettes de l'érudition germanique de cet homme qui n'a rien écrit auraient suffi pour défrayer à Paris quelques jeunes talents, et fonder des renommées littéraires. » Peu voltairien, bien que le voltairianisme fût de tradition dans sa famille, et sans estime pour tout « le bagage de philosophie française », il s'efforçait de revenir au christianisme « par raison démonstrative ou par construction transcendante » et n'y parvenait point.

Mais, avant d'atteindre ce haut degré d'inquiétude spirituelle, de culture, — et d'une culture qui n'était point commune à Grenoble, ni même en France, — Planta avait beaucoup vu. Son père, magistrat et sceptique, eût voulu faire de lui un magistrat à son image, mais le fils préféra s'engager comme volontaire et se conduisit si bien qu'il devint colonel à vingt-trois ans, en 1793 : une belle carrière en perspective. Malheureusement il fut blessé, subit en Espagne une captivité de deux années, et quand, à son retour, le poste de chef d'état-major de Bonaparte lui fut proposé, il démissionna, ce qui lui valut l'hostilité du jeune général ; c'était passer à côté de la fortune.

Sous le Directoire, il repartait, non plus colonel, mais ministre de la République romaine... pour peu de temps : ce ministre, travaillé par les idéologies, manque de souplesse, se brouille avec le Directoire, est destitué. Pourtant, une fois encore, il reprend du service ; mais, lors de la proclamation de l'Empire, il démissionne de nouveau. Planta décidément n'est point bonapartiste.

(1) M. H. Dumolard (ouvrage cité) a donné sur ce personnage les plus curieux détails.

Désabusé, fatigué de la vie militaire, de la vaine agitation des hommes, il fait retraite en Suisse, dans le canton de Vaud, où il s'enferme dans les hauteurs sereines de la métaphysique, médite sur Kant et Jacobi, et parfois correspond avec Pestalozzi, le pédagogue; mais il faut vivre, — ce philosophe est marié, a des enfants, — et en 1807, Grenoble le revoit, métamorphosé cette fois en inspecteur d'Académie, devenu franchement royaliste et conspirant en faveur des Bourbons.

Suspendu à la fin de l'Empire, replacé en 1814, destitué en 1815, il ne retrouve la stabilité qu'en 1816, époque à laquelle, en sa qualité de colonel, il est nommé prévôt de l'Isère.

Tel est l'homme, guerrier et méditatif, courageux et d'une moralité insoupçonnable, royaliste fervent, mais inaccessible au fanatisme, que Donnadieu et Montlivault trouvent devant eux. Planta n'admet point que, même dans des circonstances critiques, la loi soit transgressée : juge d'instruction, il accomplira la mission que lui donne la loi; disciple de Kant, il obéira à « l'impératif catégorique ».

LES POURSUITES ET LES CONDAMNATIONS

Sur la première fournée de quarante-sept prisonniers, quatre, originaires de la Mateysine, furent choisis au hasard, déferés à la Cour prévôtale et interrogés par Planta dès le 5 mai : Drevet, drapier à La Mure, ex-sergent major au 31^e de ligne; Buisson, un gaillard brun, au nez épaté, marchand à La Mure également; le maréchal-ferrant David, jeune homme de vingt et un ans, « aux cheveux et aux yeux roux »; Naud, un paysan de cinquante-cinq ans, à la barbe grise.

En moins de deux jours, l'instruction est terminée; six témoins en tout ont été entendus; et réunie le 7 mai la Cour prévôtale condamne à mort Drevet, Buisson et David. Naud est acquitté. Mais aussitôt après le jugement, et sur les conclusions du procureur du roi Mallein, la Cour signale David à la clémence de Louis XVIII.

Les décisions de la Cour prévôtale doivent être exécutées dans les vingt-quatre heures; aussi, dès le lendemain 8 mai, Drevet et Buisson sortent de la prison Saint-André, voisine du Palais de Justice, et sont conduits à la place du Breuil (place Grenette), où l'échafaud a été dressé; tous deux calmes, cou-

rageux
Drevet
se pro
meurt

Le
dépêch
de Lyo
peu ra
pressi
Saint-
imagi
résista

Le
voyait
veme
civile
noble

et pe
redou
accus
et des
excès
politi
lait c
contr

L
sa pr
état
d'un
être
Cour
Des
pour
Il fa

(1)
orléan
Cham
duc d

rageux, crient à plusieurs reprises : « Vive l'Empereur ! » Drevet entonne des chants patriotiques et dit à la foule qui se presse sur son passage : « C'est un bon Français qui meurt ! »

* * *

Le 6 mai, à midi, parvenait au ministère de la Guerre une dépêche du général comte de Damas, commandant la division de Lyon, qui annonçait la nouvelle de l'insurrection ; dépêche peu rassurante, car le comte de Damas était encore sous l'impression de la visite d'un capitaine de gendarmerie, M. de Saint-Mars, envoyé de Donnadiou, qui, renchérissant sur les imaginations de son chef, parlait de 5 ou 7 000 insurgés, de résistance désespérée et de morts innombrables.

Le Conseil des ministres se réunit d'urgence. Decazes voyait déjà dans ce soulèvement populaire mieux qu'un mouvement provoqué par un fanatique : le symptôme d'une guerre civile ; et le cri de Napoléon II poussé dans cette ville de Grenoble qui, la première, avait ouvert ses portes à l'usurpateur et permis les Cent Jours, lui faisait peur. D'autre part, il redoutait, s'il ne réagissait promptement, violemment, d'être accusé de modération, et d'encourir la colère de Monsieur et des ultras, dont il était par ailleurs obligé de réprimer les excès. Le souci de la tranquillité publique, le succès de sa politique quasi libérale, le soin de sa carrière, tout lui conseillait donc de prescrire des mesures énergiques, et de sévir contre les bonapartistes (1).

L'ancien secrétaire de M^{me} Lætitia ne s'en fit pas faute. Sur sa proposition, le Conseil décida, ce même 6 mai, la mise en état de siège du département de l'Isère, et investit les autorités d'un pouvoir discrétionnaire : « La plus grande sévérité doit être déployée, disait la dépêche adressée à Montlivault, la Cour prévôtale doit juger sans désenparer les prisonniers... Des troupes sont mises en mouvement sur plusieurs points pour occuper le département et assurer la punition des rebelles. Il faut surtout arriver à connaître les chefs. Grâce est promise

(1) Vaulabelle ajoute, sans donner de preuve, que Decazes crut à un complot orléaniste, ce que feraient croire les arrestations d'un ancien membre de la Chambre des Cent Jours Huot, et du comte de Thiard, suspects de fidélité au duc d'Orléans.

à celui qui fera à cet égard des révélations importantes. Je mets 10 000 francs à votre disposition pour frais extraordinaires de police. » En même temps, Decazes envoyait dans les départements les plus proches de l'Isère, qu'il craignait de voir contaminés par l'esprit de rébellion, une circulaire d'alarme.

Ne voulant pas manifester moins d'énergie que son collègue de la police, le ministre de l'Intérieur aiguillonnait de son côté Montlivault : « C'est à vous de donner l'impulsion à la Cour prévôtale ; la justice doit être aussi prompte que sévère... » Il faut réduire, épouvanter Grenoble, repaire de factieux, antre du bonapartisme, Grenoble ville deux fois infidèle.

Montlivault et Donnadieu étaient tout prêts à cette besogne. Réconciliés pour un temps par un commun désir d'accélérer une répression qui vraisemblablement leur serait profitable, revêtus par la confiance du roi de pouvoirs quasi absolus, ils lancèrent le 7 mai une proclamation retentissante : « La suspension du cours ordinaire des lois doit rassurer tous les citoyens paisibles. Que les mauvais citoyens tremblent ! Quant aux rebelles, le glaive de la loi va les frapper ! »

* * *

Dans les milieux royalistes, au Casino et parmi les anciens « maratistes » qui exploitaient la Terreur blanche, Planta et la Cour prévôtale étaient jugés sans aménité ; leur mollesse et leur lenteur dépassaient toute prévision : deux jours pour l'instruction, un jour pour le jugement, et quel jugement ! Un condamné recommandé à la clémence du roi, un acquittement alors qu'il s'agissait de rebelles notoires et qu'un terrible exemple s'imposait ! C'était de l'aberration. En outre, Drevet et Buisson avaient pu crier tout leur saoul : « Vive l'Empereur ! » sur la place Grenette... Et tout doucement les ultras, les monarchistes zélés comme le procureur général Achard de Germane, insinuaient qu'une telle conduite n'était pas étonnante de la part du prévôt, un ancien révolutionnaire fort ardent, « qui s'est converti à l'arrivée du Roi, mais a conservé un grand nombre d'amis dans le parti qu'il a quitté ».

Bref, les bons citoyens estimaient impossible de laisser juger les rebelles par la Cour prévôtale, mais comment la dessaisir ? La loi du 20 décembre 1815 venait de rétablir cette

juridiction en vue précisément de connaître des crimes de rébellion, et le gouvernement, dans sa dépêche du 6 mai, ne mettait pas en doute sa compétence. D'autre part, la Charte interdisait la création de commissions extraordinaires. Allait-il donc falloir, au moment même où Decazes recommandait « la vigueur et la rigueur », subir les faiblesses et les retardements d'un tribunal dénué d'énergie ?

Heureusement, Donnadiou avait l'esprit fertile, et bien que peu juriste, découvrit une solution élégante. La loi sur les cours prévôtales, dit-il, ne peut actuellement remplir son objet; elle n'a point en effet prévu « le cas d'un corps d'armée marchant à force ouverte contre les troupes du Roi », — ce qui vient exactement de se passer à Grenoble. Ces cours d'ailleurs ont « des formes d'une grande lenteur » qui atténuent « la force morale du châtimement »; et l'établissement d'une juridiction plus expéditive et vigoureuse devient nécessaire.

Prenant sa bonne plume, Donnadiou créa sur-le-champ deux commissions militaires : la première, composée de huit membres, un véritable conseil de guerre, sauf le nom; la seconde, composée de cinq membres seulement et chargée de juger ceux qui auraient donné asile aux insurgés ou recelé des armes. Ces deux « créations » étaient absolument illégales; la première dépouillait la Cour prévôtale de ses attributions; la seconde violait délibérément la Charte. Mais Donnadiou ne s'embarrassait point de ces subtilités, et, pour parfaire son œuvre, il donna la présidence du conseil de guerre à son vieil ami de Vautré qui se trouva ainsi juge, témoin et accusateur dans le procès qui allait s'ouvrir.

Depuis le 5 mai, les insurgés arrêtés encombraient la prison; mais leur nombre augmentant chaque jour, il fallut les enfermer dans les corps de garde. Ils étaient maintenant plus de cent vingt, qui végétaient dans leur geôle sans que personne songeât à les interroger : aucun procès-verbal d'identité, aucune inscription sur un registre d'écrou; claquemurés dans l'ombre, ces anonymes attendaient le bon plaisir de leurs juges.

Le 8 mai, le jour même où « la commission militaire » avait été établie, on en choisit, toujours au hasard, une trentaine; et sous la direction du capitaine Roudier, rapporteur et en même temps secrétaire de Donnadiou, l'instruction commença au pas de course. Sur seize condamnés à mort par la

première commission, quatorze furent fusillés le 10 mai sur l'Esplanade de la porte de France, les autres ayant été « recommandés à la clémence du Roi ». Sept autres condamnés furent exécutés le 15 mai.

Dans la population, la stupeur dominait. Par une fortune exceptionnelle, les Grenoblois n'avaient pas connu l'échafaud révolutionnaire (1), et voici qu'en huit jours ils voyaient leur ville ensanglantée par vingt-trois exécutions.

Mais une victime restait encore : le maréchal-ferrant Pierre David, esprit simple et borné que la Cour prévôtale avait espéré sauver et dont la grâce venait d'être rejetée. En l'honneur de celui-ci, qui, justiciable de la Cour, avait droit à la guillotine comme Drevet et Buisson, l'échafaud fut une fois de plus dressé le 16 mai sur la place Grenette, à dix heures du matin.

« En 1816, écrit Stendhal dans *la Vie d'Henri Brulard*, nous logions au coin de la rue de Bonne et de la place Grenette... De là j'entendis guillotiner David, qui fait la gloire de M. le duc Decazes. » Non seulement la gloire de Decazes, mais à un degré au-dessous celle de Montlivault, de Donnadiou. Ceux-ci usent largement des « pouvoirs discrétionnaires » et agissent en proconsuls. Le 8 mai, jour de l'exécution de Drevet et Buisson, Donnadiou décrète que les habitants dans la maison desquels sera trouvé le sieur Didier seront livrés à une commission militaire pour être passés par les armes, et promet en revanche une gratification de trois mille francs à celui qui livrera Didier mort ou vif. Le lendemain, nouvel arrêté signé de Donnadiou et Montlivault : quiconque aura donné asile à un rebelle sera puni de mort, sa maison sera rasée; tout habitant, qui n'aura pas obéi à l'ordre de désarmement et chez qui seront trouvées des armes dont il n'aurait pas fait la déclaration, sera livré à la commission militaire et sa maison rasée.

Perquisitions, recherche des blessés suspects, interrogatoires dans les hôpitaux, fermes fouillées, arrestations inopinées, exil de libéraux ou de bonapartistes, épuration de l'école de droit, du lycée, déplacement de notaires ou d'avocats, tous les moyens sont bons pour inspirer à la ville rebelle une

(1) Sauf deux condamnations à mort contre des prêtres réfractaires. Cf. Dumolard, *op. cit.*, p. 447.

frayeur salulaire. Malheur à l'imprudent qui sort mal à propos de sa maison, lorsqu'elle est surveillée : Dalban, de Séchillienne, ayant ouvert sa porte « pour satisfaire quelques besoins naturels », reçoit deux coups de fusil ; Durand, ex-adjoint de Vizille, est trouvé caché « dans son arrière-cave », et, comme on découvre chez lui le chapeau et la capote du défunt Belugon, dit Bellefleur, on l'arrête ; Opert, marchand orfèvre, et Rose Falcot, couturière à Grenoble, sont suspects de recéler des cartouches, et, pour ce, emprisonnés. Montlivault ne convoque plus les témoins, il les fait appréhender, attacher deux à deux et traverser les villages pendant le jour « en vue de l'exemple » ; s'ils refusent de répondre à l'interrogatoire, c'est la prison. Le conseil municipal d'un bourg, occupé militairement pour son mauvais esprit, doit « se rendre en corps à la préfecture pour y demander la grâce de ses concitoyens et se porter personnellement caution de leur bonne conduite et de leur soumission ».

Ces menaces de destruction, ces contritions publiques, ce mépris consciencieux de la liberté individuelle ont je ne sais quelle senteur de moyen âge, qui satisfait les habitués du Casino ; et les décisions judiciaires mêmes ne protègent plus les innocents : Naud, le paysan acquitté par la cour prévôtale, — un scandale aux yeux des ultras, — est arrêté de nouveau à La Mure, enfermé dans la prison de Grenoble, où on l'oublie jusqu'à la fin de l'année sans même l'interroger. Heureux ceux qui, comme le docteur Bonnardon, voient seulement leur cave vidée par les garnisaires que l'on a mis en pension chez eux.

Quant au colonel Gautier, ses opinions sont trop connues pour que Montlivault le laisse en paix ; et ses tribulations donnent une idée de la douceur des mœurs à cette époque. Le jour de l'insurrection, « Moustache » s'était, on le sait, prudemment abstenu, mais il avait brûlé ses papiers et préparé ses armes pour le cas où l'autorité se montrerait. Le 3 mai, avant le jour, il vit arriver une bande de fuyards de Vizille et de l'Oisans, essaya de les persuader que pour avoir la vie sauve le meilleur moyen était de se grouper, de jurer « de ne point se séparer avant d'avoir acquis la sécurité ». Il se faisait fort de réunir cinq cents hommes en deux ou trois jours et de les conduire dans la montagne comme en 1813 ; quand le

calme serait revenu, ils passeraient tous en Amérique, où la vie était libre et facile. Mais parmi ces fuyards, il n'y avait pas un vieux soldat, et la perspective romanesque d'un voyage au nouveau monde ne séduisit personne. Gautier rentra à Saint-Barthélemy, ferma sa maison en y laissant sa femme et son domestique Salomon, puis alla se réfugier dans une grange de la montagne.

Il était temps : trente-cinq hommes de la Compagnie départementale, sous les ordres du capitaine Pellat, cernent sa maison, enfoncent les portes, brisent les meubles à coups de masse de fer, boivent son vin, emportent la plus grande partie de son linge, des bijoux et aussi quelque argent. La femme de Gautier, « cachée dans une soute pour mettre les raves et les pommes de terre à l'abri du gel », échappe aux recherches ; mais le jeune Salomon est enchaîné et emmené à Grenoble.

Quand le colonel revint, il trouva sa maison saccagée, cloua une planche sur la porte et, après avoir écrit à Montlivault qu'il n'était pour rien dans le mouvement du 4 mai et qu'il demandait justice des excès commis chez lui, il regagna la montagne.

Donnadiou et le préfet étaient convaincus que Gautier connaissait tous les détails de l'insurrection, et par l'intermédiaire du commandant du département, le maréchal de camp Devillers, dont tout le monde vantait la modération et la bonté, ils lui firent dire qu'ils désiraient le voir et que toute sûreté lui serait donnée pour se rendre à Grenoble. Mais le colonel se méfiait : des paysans ne l'avertissaient-ils pas qu'ils avaient vu une affiche « où on offrait 3 000 francs à celui qui le livrerait mort ou vif » ? Devillers cependant parvint à le rassurer et, quittant les bois de Vizille qui lui servaient de refuge, Gautier s'en fut chez le général, qui l'embrassa en disant : « Les bons enfants ont bien du mal, mais ils ne périssent pas. » Avant d'obéir à la convocation des autorités, le colonel exigeait des garanties : il connaissait trop ces messieurs de la division et de la préfecture ; mais Devillers lui répondit que Donnadiou avait pris l'engagement d'honneur qu'« il ne lui arriverait rien de désagréable » ; et nanti d'une sorte de passeport, Gautier prit la route de Grenoble.

A peine installé dans son logement de la rue Neuve, des gardes nationaux vinrent le prévenir qu'ordre était donné de

l'arrêter. On l'accusait d'avoir « chargé des caisses de cartouches dans sa remise, la nuit du 3 mai », et d'avoir tenté le 3 de rallier des individus compromis dans la rébellion. La première inculpation mit Gautier hors de lui : tout d'une traite, il courut chez le juge d'instruction, l'appela fou et menteur : ce n'était pas le 3 mai 1816 qu'il avait chargé des caisses de cartouches, mais bien le 1^{er} juillet 1815, lorsqu'il commandait « les chasseurs des Alpes ». Le juge finit par reconnaître son erreur, mais la seconde inculpation subsistait, bien établie celle-ci par la dénonciation de fugitifs; et l'autorité militaire ordonna d'envoyer le colonel « dans la citadelle de Lille en Flandre ». Alors Gautier cria à la trahison, rappela les engagements pris, le sauf-conduit, la parole d'honneur de Donnadiou et déclara qu'il ne pouvait s'éloigner à cause de sa famille, de ses affaires. N'était-il pas innocent, n'avait-il pas, avant le mois de mai, fait déposer à la mairie de sa commune neuf fusils de munition enlevés à des déserteurs? « Ce n'est que mort, conclut-il, qu'on me fera sortir de Grenoble. »

Le général Devillers, fort ennuyé du manque de foi dont il semblait complice, engagea Gautier à aller voir Donnadiou; et, après quelque hésitation, le colonel, ayant glissé deux pistolets dans ses poches, s'en fut à l'hôtel de la division. Quand Donnadiou lui répéta l'ordre qu'il avait reçu, il sortit ses pistolets, dit qu'il tuerait le premier gendarme qui oserait lui mettre la main dessus et se tuerait après. Un diable d'homme! Devillers s'ingénia à le calmer et Donnadiou prit sur lui de l'envoyer à Besançon au lieu de Lille. Gautier refusa énergiquement. « Consentez à vous rendre au fort Barraux, dit Devillers, nous ménagerons bientôt votre retour dans vos foyers. »

Le colonel céda, mais cette solution provoqua la colère de Montlivault : un factieux, qui avait commandé un corps franc pendant les Cent Jours, douillettement logé au fort dans l'appartement que le prince de Polignac avait occupé en 1815, c'était fantastique! Gautier, d'ailleurs, qui n'était ni à demi-solde, ni en retraite et n'avait plus aucune attache avec l'armée, échappait à la juridiction militaire; et le préfet le revendiquait comme sien... A ce moment, un domestique du colonel fut arrêté à Vizille pour avoir dit que le drapeau tricolore était arboré à Strasbourg et qu'avant un mois le Roi serait renversé;

aussilôt Montlivault écrit à Decazes, le faisant juge de la querelle entre Donnadiou et lui. Il triompha.

Un matin, six gendarmes arrivent à Barraux et conduisent le colonel Camille dans la prison de Grenoble, où il est mis au secret; là on le « cuisine » à grand renfort d'agents de police et de « moutons », mais invariablement Moustache répond : « C'est possible, je n'en sais rien. » De guerre lasse, on le libère, à condition qu'il s'expatriera à Cayenne, à la Martinique ou aux États-Unis; Gautier refuse et incontinent on le réintègre au fort Barraux. Pourtant, la magistrature ne se tient pas pour battue : ce forcené bonapartiste doit savoir bien des choses! Alors on change de manière, et un beau jour de juillet, à Gières, le procureur général en personne, M. Achard de Germane, convoque le prisonnier Gautier à une conférence amicale agrémentée de bouteilles de vin de l'Ermitage; en pure perte : le colonel joue au royaliste, mais ne dit rien; et cette fois Thémis renonce. Le 23 janvier 1817, « Moustache » rentre chez lui... et pendant vingt ans, il fatiguera le gouvernement de ses plaintes, réclamant qu'on lui paie les dégâts faits chez lui « à dire d'experts ». Un gaillard peu chéri de la fortune, mais doué d'une admirable ténacité.

Pendant que les ennemis de l'État souffrent dans la géhenne, Donnadiou et Montlivault reçoivent la récompense de leurs services. Le premier est fait vicomte, commandeur de l'ordre de Saint-Louis; le clergé salue en lui un héros qui efface Bayard et Lesdiguières; le Conseil général de l'Isère offre une épée d'or au sauveur du département, et, ce qui est plus profitable, le gouvernement lui fait discrètement remettre 400 000 francs; attention délicate, car, si l'on en croit le procureur Achard de Germane, le général n'avait guère en arrivant à Grenoble que « 40 ou 50 000 francs au-dessous de zéro », et le bruit de son départ inquiétait fort ses créanciers et fournisseurs.

Montlivault devient conseiller d'État, ce qui lui donne le pas sur Donnadiou; et du coup l'hostilité renaît plus vive que jamais entre les deux maîtres de Grenoble; Vautré, prenant fait et cause pour son chef, exprime au ministre de la Guerre sa stupéfaction de voir des autorités civiles, dont l'ignorance a failli perdre la France, « en être chantées comme des sauveurs par tous les papiers publics »; cependant, personnellement,

Vautré n'a point à se plaindre : baron, maréchal de camp, et en outre une épée d'honneur.

LA TRAQUE DANS LA MONTAGNE

Sur l'ordre du ministère, le conseil de guerre avait suspendu ses séances ; il ne s'était réuni qu'une fois, mais de façon efficace. Quant à la dernière commission militaire, créée par Donnadiou, elle s'était contentée de condamner à deux ans de prison un peigneur de chanvre, convaincu d'avoir recelé six armes à feu sans en faire déclaration ; et personne n'en parlait plus.

Cependant, les prisons de Grenoble, les corps de garde étaient remplis d'une centaine d'insurgés, qui attendaient toujours qu'un magistrat voulût bien les interroger. Qu'allait-on faire de ces gens-là ? On rentrait dans la légalité, la Cour prévôtale redevenait compétente, et Montlivault insistait pour qu'elle persistât dans la rigueur : l'énormité des crimes commis par les rebelles, écrivait-il à Planta, « commande qu'ils soient punis avec promptitude... Votre zèle pour le bien public et celui de MM. les juges de la Cour prévôtale me donnent la certitude que la Cour s'empressera de hâter le plus possible la punition d'un crime, qui a mis en danger le salut du département et celui de la France entière. »

Mais Planta commençait à douter de sa mission : désireux de satisfaire au bien public, il était « non moins jaloux de ne rien faire d'injuste, d'inhumain ou même d'illégal, car, disait-il, nous ne pouvons rien lâcher sur ce point », et il ne se souciait pas, après une vie assez mouvementée, d'être recherché comme juge prévaricateur.

Le 15 mai, à l'hôtel Belmont, Donnadiou convoqua les autorités, — préfet, magistrats, membres de la Cour prévôtale, — pour délibérer sur le sort des prisonniers. Fidèle à son point de vue, Montlivault soutint qu'ils devaient tous sans exception passer en jugement et qu'il fallait déployer contre eux la sévérité des lois. Mais Donnadiou se montra d'un avis contraire : sauf la légion de l'Hérault et la garde nationale à cheval dont le loyalisme n'est pas douteux, la troupe, dit-il, commence à se lasser des exécutions en masse comme celle de l'Esplanade ; et d'autre part, l'opinion publique, terro-

risée, mais frémissante, ne se résignerait point docilement à voir guillotiner de simples comparses; la sagesse commandait donc de ne sévir que contre les principaux coupables.

Ce ton prudent, mesuré n'était pas habituel à Donnadieu; mais, en s'exprimant ainsi, le général ne cédait pas au désir de contredire son ennemi le préfet; il venait de recevoir du ministère de la Guerre certains avertissements qui l'avaient fait réfléchir. Avec des formes, on l'invitait à adresser des rapports dépouillés de « ces emphases, de ces exagérations qui obscurcissent la vérité »; et on lui vantait les avantages d'un style simple et clair : après avoir lu ses dépêches et entendu le capitaine de Saint-Mars envoyé à Paris, le gouvernement s'était trouvé dans l'impossibilité de comprendre sainement la situation. On lui reprochait en outre d'avoir accumulé les fautes, constitué des commissions militaires réprouvées par la Charte, ordonné sans droit de raser les maisons...

Malgré l'opposition du préfet et du procureur général, Donnadieu fit adopter le principe que, désormais, seuls les chefs responsables seraient poursuivis.

Mais ceux-ci, où sont-ils? Les agents du pouvoir, les soutiens de l'ordre n'ont, en dépit de leur vigilance et de leur activité, ramassé dans leurs filets que des comparses, des criminels de second ordre; et l'autorité a eu beau mettre à prix la tête des meneurs, annoncer des « primes » sans cesse plus élevées pour ceux qui les livreraient « morts ou vifs », Didier, Biolet, Brun, Cousseau, Dusser, Durif, Charvet, Guillot, Arri- bert-Dufresne... courent toujours les champs ou la montagne.

* * *

Durant la nuit du 4 au 5 mai, Didier, en compagnie de Dusser, erra dans les bois qui entourent le château d'Eybens; tout en marchant, il déchirait en très petits morceaux les papiers qu'il avait dans sa poche et « les distribuait dans les eaux qui coulent de la montagne ». A l'aube, ils arrivèrent tous deux à Romage, gravirent le plateau d'Herbey où ils furent rejoints par Cousseau et le domestique de Durif, qui avaient échappé à la fusillade, et l'on tint conseil. Didier proposait de se replier vers les Hautes-Alpes, d'y reprendre le mouvement et de s'emparer de Briançon pour donner le temps aux Autrichiens d'arriver. Mais l'heure des solutions héroïques

était passée. « Il n'y a, messieurs, dit Cousseau, qu'un parti pour nous mettre en sûreté : il faut gagner l'Italie et tâcher d'obtenir quelques secours de Marie-Louise. » L'avis parut sage et fut suivi; le domestique partit pour Vanjany, afin de prier M^{me} Dusser d'envoyer de l'argent en Savoie; puis, par Uriage et Revel, les trois fugitifs atteignirent sans encombre la vallée du Grésivaudan. Le 5 au soir, ils couchaient à Saint-Jean-le-Vieux, où Dusser connaissait un certain Coche, qui vint les retrouver à l'auberge.

Tandis qu'ils se reposaient, un homme entra. C'était Durif. Caché dans une maison isolée du même village, celui-ci avait envoyé chercher du vin à l'auberge et le gamin chargé de la commission était revenu en disant qu'il avait vu Coche avec trois étrangers. Durif, pensant que l'un de ces étrangers pouvait être son beau-frère, pria son hôte de s'en assurer et, lorsqu'il n'eut plus de doute, arriva à l'auberge.

Le 6 mai, à l'aube, les quatre « rebelles » s'acheminaient vers « le Pas de la Coche », en suivant le sentier de contrelandiers qui, du Grésivaudan, conduit à la vallée de l'Eau d'Olle, et de là en Maurienne. Ascension pénible à travers les bois; bientôt la neige apparut et Didier, qui s'était foulé un pied, avançait avec peine; bonnement Durif, bien que clopinant lui-même, — une balle lui avait contusionné la jambe, — le soutenait et l'aidait à franchir les passages difficiles. Mais Cousseau, inquiet de sa femme, de ses trois enfants, abandonnés dans le débit de tabac de la rue Très-Cloîtres, persécutés peut-être, ne cachait pas sa fureur contre « le Père Éternel », qui les avait trompés :

— Marie-Louise et le roi de Rome devaient, disiez-vous, se trouver à Grenoble, les troupes nous attendaient, et, loin d'être accueillis aux cris de vive l'Empereur! c'est à coups de fusil qu'on nous a reçus!

Didier avoua qu'en effet ni l'Impératrice ni son fils ne devaient venir à Grenoble, qu'il avait agi par haine des Bourbons, et, pour apaiser Cousseau, il l'assura qu'une fois la frontière franchie, tout irait au mieux; Marie-Louise pourvoierait à leurs besoins et à ceux de leur famille: elle avait fait déposer expressément pour cela 60 millions chez le banquier Dunal à Milan. Cette perspective dorée rétablit une sorte de concorde et, sans échanger d'autres récriminations, d'autres

mots amers, les rebelles vaineux atteignirent le Pas de la Coche à près de 2000 mètres d'altitude.

Au-dessous d'eux, quelques pâturages, des boqueteaux : ça et là, un chalet, et plus bas un pauvre village dont ils apercevaient les toits aux tuiles décolorées : le Rivier. A l'horizon, le défilé de l'Olle, étranglé entre deux pans de montagnes à pic, grises et noires, aux sommets déchiquetés, — un paysage morne et triste, animé seulement par une cascade toute pure. A six heures du soir, ils arrivaient aux Sagnes, hameau dépendant du Rivier et demandaient l'hospitalité à la veuve Jeanne, qui précisément recevait son locataire, le lieutenant de douane Cadot. Celui-ci, par bonheur, ignorait tout des événements de Grenoble ; il connaissait Dusser et Durif comme de notables propriétaires du pays, se figurait que Cousseau était encore « employé à la conservation forestière » ; et dans sa solitude la visite de ces messieurs lui parut une aubaine. Cordialement il les invita à souper avec leur vieux compagnon, — et ce souper-là faillit lui faire perdre sa place.

Le mardi 7 mai, vers neuf heures, Didier et Durif traînant la jambe, sans chapeau, — ils avaient perdu le leur dans la bagarre, — Dusser et le sombre Cousseau repartirent vers la Savoie. Autour d'eux, un désert de pierres, tourmenté, convulsé, que surmontent les arêtes aiguës de la chaîne des Sept-Laux ; puis, la combe d'Olle franchie, le défilé s'élargit ; sur les bords du torrent une sorte de prairie s'étend, et le sentier, serpentant à flanc de montagne au milieu de maigres herbages, remonte vers le col de la Croix de Fer : la frontière...

Fatigués, soucieux, ils marchaient en silence, Dusser et Cousseau en tête grommelant entre leurs dents. Soudain, se retournant vers Didier qui suivait lentement, Dusser s'écria :

— Mais puisque ni Marie-Louise ni le roi de Rome n'étaient à Grenoble et qu'ils ne devaient pas y venir, qui donc eût régné, si nous avions réussi ?

Didier le regarda et répondit : — Le duc d'Orléans.

— Le duc d'Orléans ? Qu'est-ce donc ? Ne serait-ce pas un Bourbon ? Mais Bourbon pour Bourbon, j'aime autant Louis XVIII.

Furieux, Dusser rejoignit Cousseau qui, en apprenant la réponse de Didier, s'écria : « Ah ! c'est pour un de ces Bourbons maudits que vous vouliez nous faire tuer ! C'est une

trahison ! Devenez ce que vous pourrez ; je ne resterai pas un instant de plus avec vous. »

Il resta cependant. On arrivait à l'étape. Le sentier descendait maintenant vers la Maurienne avec une rapidité vertigineuse ; il disparaissait, reparaissait au milieu d'un moutonnement de prairies aux pentes abruptes et comme écorchées par la pierre, parmi lesquelles se montraient çà et là des maisons couvertes de toits de chaume, posées sur un soubassement de maçonnerie, et dont les murs en torchis étaient consolidés par des poutres de bois. Plus haut, les montagnes s'entrechoquaient, s'enchevêtraient avec une sorte de violence qui semblait s'être tout à coup immobilisée ; et, pointées comme des flèches vers le ciel, les Aiguilles d'Arves se découpaient avec une netteté, une âpreté qui accentuaient la tristesse du paysage. — Dans une semblable atmosphère, quelle vanité de discuter politique, monarchie, empire !

Au premier village, Saint-Sorlin d'Arves, les fugitifs s'arrêtèrent chez l'aubergiste Balmain. La frontière était franchie et ils pouvaient souffler un peu ; Didier avait sur lui cent soixante et quelques francs, et il était convenu qu'on ferait bourse commune.

Quelques jours après, Biolet faisait son entrée dans l'auberge Balmain. « Le général » d'Eybens était en piteux état : il boitait, l'habit bleu croisé qu'il portait superbement le 4 mai était en loques, et son chapeau rond n'avait plus de forme. Exténué, il se coucha en arrivant.

Une terrible randonnée que celle que vient d'accomplir ce petit homme. Blessé à la cuisse sur la route d'Eybens, il s'est réfugié dans une ferme où, après avoir demandé de l'eau et du linge pour se panser, il a pu rester assis pendant une heure ; mais le fermier, ayant peur de se compromettre, l'a prié de s'en aller ; et Biolet, sans mot dire, a repris péniblement sa marche à travers bois. Le 5 mai, au matin, il arrive auprès de l'étang de Jarrie, passe la nuit dans un taillis et le soir repart dans l'espoir d'atteindre le Pas de la Coche. Mais quelle route choisir ? Biolet, homme du nord, — il est de Sapignies dans le Pas-de-Calais, — connaît mal le pays et depuis la veille il n'est pas parvenu à s'éloigner d'Eybens, où la chasse aux rebelles bat son plein.

Or, comme il erre au-dessous du château de Montavie, non

loin de Bresson, il rencontre un tisserand du village, Antoine Fini-Didier, dit « Plume » ou « le Toine à la Jeanne », auquel il demande le chemin de Tavernolle; tous deux font quelques pas ensemble et Biolet, qui n'a pas le sou, propose à Plume de lui vendre sa montre. L'autre répond qu'il n'a pas assez d'argent : il possède en tout et pour tout dix-huit francs qu'il destine à acheter du blé. On s'arrange cependant. Plume donne dix-huit francs, prend la montre. « Vous ne la garderez pas longtemps », dit Biolet, qui écrit un billet « portant de rendre la montre à celui qui viendrait la réclamer » contre remboursement des dix-huit francs. Le billet est sans signature, et Plume voudrait bien savoir le nom de cet emprunteur nocturne; mais celui-ci persiste à garder l'incognito. Plume n'insiste pas... en quoi il eut raison : deux mois plus tard, une dame venait lui rapporter son argent. C'était Mme Biolet.

A petites journées, soignant lui-même sa blessure comme s'il eût deviné les ordres donnés aux médecins par Montlivault et Donnadieu, le poète-officier, le fidèle de la muse bonapartiste, s'achemina vers le Pas de la Coche. La route était longue et dure, mais ce petit homme avait une énergie inépuisable; et d'étape en étape, de cabane en cabane, il parvint, guidé par un Savoyard, jusqu'à Saint-Sorlin. Plus d'une semaine s'était écoulée depuis le jour de l'insurrection.

Chez Balmain, Didier passait le plus clair de son temps à écrire; il rédigeait « une déclaration de ses actions et de ses projets », qu'il appelait son testament et destinait « à la vertueuse épouse qui fit pendant trente ans la gloire et le bonheur de sa vie ». En même temps, il adressait à des personnages haut placés des apologies telles que celle-ci : « Monseigneur, nos efforts ont échoué, mais les fils ne sont pas tous rompus... » Qui était ce monseigneur? Personne ne l'a jamais su. Parfois il s'effrayait de l'avenir, parlait de sa misère (il ne lui restait que soixante-huit francs), à quoi ses compagnons répondaient : « Qu'est-ce que cela fait? Nous partons tous ensemble. »

* * *

Ils ne partirent pas tous ensemble.

Le gouvernement avait porté de trois mille à vingt mille francs la prime offerte à qui livrerait Didier. C'était une

somme, et un habitant d'Oz-en-Oisans, un propriétaire aisé, père de six enfants, se laissa tenter. Il s'appelait Jean-Baptiste Sert, connaissait fort bien « le guide », l'ancien maire d'Allemont, village voisin du sien, et flairant une bonne affaire, alla voir M^{me} Dusser, à laquelle il proposa le marché suivant : elle livrerait Didier et en échange obtiendrait la grâce de son mari et de Durif, son beau-frère. La femme du guide hésita ; elle savait déjà, par le domestique que son mari lui avait envoyé, dans quelle région celui-ci devait être réfugié et, ayant appris d'un marchand de tabac savoyard qu'à l'auberge de Saint-Sorlin d'Arves se trouvaient actuellement Dusser et trois autres personnes, elle ne doutait pas que Didier fût un de ces trois là. Le livrer eût arrangé bien des choses : elle sauvait son mari, son beau-frère et se débarrassait des douze dragons de la Seine qu'elle était obligée de loger, à titre de représailles.

Pourtant, comme elle avait des scrupules de conscience, elle consulta le curé du village, son oncle, qui lui conseilla d'accepter le marché. Alors elle n'hésita plus, et sur son conseil, Sert se rendit à Grenoble chez un personnage qui s'intéressait à Dusser, le banquier Mounier, frère de l'ancien Constituant. Mounier facilita la tractation avec Montlivault qui finit par promettre la grâce de Dusser et de Durif ; et le 13 mai, nanti de cette promesse, Jean-Baptiste Sert se mit en route pour la Savoie en compagnie d'un certain Joseph Biscaglione.

Arrivé aux environs de Saint-Sorlin d'Arves, il fit prévenir secrètement les compagnons de Didier et leur exposa la situation. Dusser et Durif approuvèrent naturellement ; Biolet et Cousseau, bien que non compris dans « l'affaire », ne firent aucune objection : Didier les avait trompés, engagés dans une sinistre aventure, et son sort ne leur inspirait aucune commiseration. Après avoir conféré ensemble, les fugitifs redevenus conspirateurs résolurent de se séparer pour faciliter l'arrestation du « vieux Didier », auquel Biolet, Cousseau et Dusser déclarèrent : « Il est dangereux de rester groupés, nous nous en allons. » Didier resta à Saint-Sorlin avec Durif.

Eut-il alors le pressentiment d'une trahison ? Le départ inopiné de trois de ses compagnons lui inspira-t-il quelque soupçon ? En tout cas, bien qu'il souffrit d'un commencement

d'érysipèle à la jambe, il abandonna l'auberge de Balmain, erra dans la montagne peut-être dans le dessein de retourner en France, mais le brouillard l'ayant surpris, il « se donna peur », redescendit dans la vallée et s'arrêta au village de Saint-Jean d'Arves, dans une maison isolée du hameau de l'Église, chez un certain Pierre Sibuet. Durif l'accompagnait, le surveillait, et c'est ainsi qu'il le vit cacher des papiers dans le trou d'un mur ; après quoi, estimant que son espionnage n'était plus utile, il le quitta. Mais, lorsqu'il eut rejoint ses complices, ceux-ci craignirent que Didier, une fois encore, ne changeât d'asile : et Cousseau fut chargé de retourner à Saint-Jean d'Arves pour l'y retenir, en l'assurant que le guide qui devait les conduire à Milan allait arriver.

Cependant, Sert, avec l'aide de Biscaglione, qui sans doute jouait le rôle de truchement, se concertait à Saint-Jean de Maurienne avec le maréchal des logis de carabiniers Grosso et lui remettait le signalement du « Français réfugié », dont l'arrestation intéressait si fort le préfet de l'Isère : « Jean Paul Didier, âgé de soixante-quatre ans, taille cinq pieds cinq pouces, cheveux presque blancs, sourcils noirs, barbe noire et grise, front grand, nez aquilin, bouche moyenne, teint pâle, démarche négligée, un peu courbé, chef du complot de l'insurrection qui a eu lieu à Grenoble le 4 courant. »

Le 16 au matin, Grosso, accompagné du brigadier Moriondo, des carabiniers Peiretti et Diseur, partit de Saint-Jean de Maurienne et, « après une très longue et pénible marche », arriva à Saint-Sorlin d'Arves, où il divisa sa troupe en deux patrouilles qui fouillèrent les maisons, les chalets, les bois jusqu'à Saint-Jean d'Arves. Personne. Heureusement Balmain, l'aubergiste, indiqua à Sert, qui dirigeait la traque, le hameau de l'Église et la maison de Pierre Sibuet : là ils trouveraient l'homme qu'ils cherchaient... Vers sept heures du soir, Grosso découvrait dans l'écurie de Sibuet et « dans une espèce d'alcôve, un individu qu'il somma aussitôt de sortir et de lui décliner son nom ». Didier ne fit aucune résistance. Sans désespérer, les carabiniers examinèrent les murs, saisirent un paquet de papiers, mais non certain « testament » signalé par Durif. Ce testament-là fut trouvé sur Didier lui-même « dans une poche placée sous le bras gauche » ; il était intitulé « Déclarations de Didier, maître des requêtes au Conseil d'État du Roi en 1814,

faites pour l'édification des gens de bien et la consolation de ma malheureuse famille », et daté : Saint-Sorlin-en-Savoie, le 14 mai 1816. Une proclamation aux Français pour les appeler à la révolte l'accompagnait, portant en tête ces mots : « Honneur et patrie. Indépendance nationale ». C'était, avec une soixantaine de francs, tout le trésor du prisonnier.

Le maréchal des logis Grosso avait de la chance : quelques heures avant qu'il arrêtât Didier, celui-ci s'était abouché avec un meunier qui devait le conduire dans une retraite sûre... Maintenant le rebelle reposait sous bonne garde chez le notaire de Saint-Jean d'Arves. C'était la vie sauve pour Durif et son beau-frère, la fortune pour Sert.

Au delà de Saint-Jean d'Arves, la route de la Maurienne se fraie un passage entre deux hautes murailles de roches d'une couleur violette et si curieusement veinées, sculptées par les eaux qu'elles semblent d'immenses bas-reliefs juxtaposés décorant l'entrée monumentale d'un temple. Il est peu probable que Didier, tandis que, le 17 mai, Grosso et ses hommes l'emmenaient, ait été sensible à l'aspect fantastique de ce paysage. A peine enfermé dans la caserne des carabiniers de Saint-Jean-de-Maurienne, il demanda de quoi écrire, — écrire, c'était sa réaction naturelle, — et sollicita d'être transféré à Turin, auprès du comte Lodi, président du *Buon Governo*, « pour lui exposer des faits et lui soumettre des détails qui, croyait-il, devaient intéresser son service ». Le comte Lodi parut curieux d'entendre ce conspirateur français, ce fameux avocat, — comme l'appelait le comte d'Andezeno, général des troupes sardes, — et il ordonna de l'amener à Turin. Didier partit le 19 mai sous la surveillance des brigadiers Thibaudino et Moriondo.

Mais là il attendit en vain qu'on l'interrogeât. Au fond, le gouvernement sarde ne se passionnait pas pour « l'affaire de Grenoble » ; il savait que cette échauffourée rapidement étouffée n'avait point eu de répercussion en Savoie et n'inspirait aucune inquiétude.

A Paris, au contraire, le ministère s'inquiétait plus que jamais, et dès qu'il apprit l'arrestation de Didier, il attira l'attention du gouvernement sarde sur la personnalité de son prisonnier, « d'autant plus coupable qu'il avait été comblé de bontés par le Roi, qui l'avait fait nommer maître des requêtes

contre l'avis de ses ministres ». Sans doute on ne pouvait légalement exiger « la tradition » du rebelle, mais on espérait, « s'agissant d'un intérêt commun, que le roi de Sardaigne voudrait avoir cet égard pour son beau-frère et donner ce bon exemple ». L'ambassadeur sarde à Paris, marquis Allieri de Sostegno, partageait absolument cette manière de voir et, faisant allusion à la Sainte-Alliance qui venait d'être proclamée, il écrivait le 20 mai à Turin : « Il me paraît que les souverains ne sauraient saisir avec assez d'empressement toutes les occasions de prouver à la face de l'univers qu'ils sont bien décidés à faire cause commune pour assurer la tranquillité publique et l'ordre rétabli en Europe par suite des principes consacrés dans les traités qu'ils ont signés. »

Le gouvernement sarde n'avait pas attendu ces suggestions pour se décider, et dès le 18 mai, sans s'arrêter « dans cette circonstance pressée aux formes établies entre les deux gouvernements pour l'extradition des coupables », il autorisait la remise du sieur Didier « à la force armée française avec toutes les précautions nécessaires pour ne pas laisser à ce scélérat l'espérance de s'évader ». Et c'est ainsi que Didier, navré d'avoir été dédaigné, et voyant là un nouveau coup de l'Angleterre, reprit le chemin de la France sous la garde de ses carabiniers, traversa le Mont-Genis et fut à Chapareillan, frontière de la Savoie, remis à la force armée française représentée par un capitaine de gendarmerie. Le 22 mai, il couchait au fort Barraux, dont il avait espéré trois semaines auparavant enlever l'artillerie.

Son arrivée était déjà annoncée par un officier d'ordonnance du ministre de la Guerre, le lieutenant-colonel comte d'Agoult, — le futur époux de Daniel Stern, — qui, en calèche, avait été au-devant du prisonnier jusqu'à Rivoli; et quand, le 23 mai, jour de l'Ascension, par un temps superbe, Didier fit son entrée à Grenoble, dans un autre appareil, hélas! que celui qu'il avait imaginé, les curieux se pressaient depuis le faubourg de La Tronche jusqu'au jardin de ville. Pâle et fatigué, celui qui avait été « le Père éternel » souriait à la foule.

Sa voiture, encadrée par des gendarmes et des dragons de la Seine, s'arrêta, non devant la prison, mais à l'hôtel Belmont, où Donnadiou avait ordonné qu'on lui amenât le chef

de la révolte ; il voulait en goûter « la primeur », et après lui avoir permis de se restaurer, il l'interrogea seul à seul. Depuis Saint-Jean-de-Maurienne, Didier avait un « exposé » tout prêt, et il dut faire merveille, car au bout d'une heure et demie, quand l'entretien prit fin, Donnadieu dit à Vautré qu'il rencontra dans le jardin de l'hôtel : « A quel précipice nous venons d'échapper ! Ce n'est pas un homme ordinaire que ce Didier. Comme il avait bien organisé son affaire ! Le Roi me créerait maréchal de France et toi, Vautré, lieutenant général, qu'il ne ferait rien pour le service que nous lui avons rendu. »

Interrogé par le prévôt Planta, Didier lui fit les déclarations suivantes : Persuadé de l'indigence du peuple, dit-il, « et peut-être dans une exagération de sentiment, j'ai conçu le projet de changer l'état des choses, toujours dans la pensée d'arracher ma patrie à la domination anglaise... Dans mon cœur j'aurais bien préféré les Bourbons, et toute ma conduite antérieure le prouve ; mais je ne voyais pas qu'il fût possible par eux d'arracher ma patrie à l'abîme dans lequel je la voyais plongée, et dans la position actuelle de l'Europe je ne trouvais que Napoléon II. » Puis, lorsque Planta l'interrogea sur les fonds dont il disposait : « Je n'ai pas donné un sou à personne de ceux venus à Eybens, et je crois bien aujourd'hui que, si j'avais eu de l'argent, mes projets auraient pu avoir plus de réussite. » D'ailleurs, il prenait toute la faute sur lui et plaignait ses victimes : « J'ai marché moi-même à la tête du détachement qui se battit sur la route d'Eybens... C'est moi qui suis sans contredit le vrai coupable. »

Mais les autorités, le gouvernement, et au-dessus les alliés, toujours alarmés de ce qui se passait en France, ne pouvaient admettre que cet avocat de province, qui avait essayé de renouveler quatorze mois après le 7 mars le geste de Napoléon, eût agi seul, sans de puissants appuis ; et tout l'effort de l'instruction tendit à établir des complicités.

Alors l'attention de la police se fixa sur un général de division qui avait repris du service aux Cent jours et quitté l'armée après Waterloo, le général Dessaix, en résidence à Thonon. Dessaix et son aide de camp le colonel Favre furent arrêtés et enfermés dans la forteresse de Fénestrelle. Mais cette nouvelle preuve de la solidarité des monarchies n'apporta aucune lumière.

Cependant Donnadieu, sur lequel les conseils de modération, les rappels à la légalité n'agissaient plus, poussait des cris d'alarme : « La surface de la province, écrivait-il au ministre de la Guerre, est couverte de salpêtre ; il ne faut qu'une étincelle pour allumer l'incendie » ; et, afin de parer au danger, il proposait de désarmer la population, de donner tout pouvoir à une armée nouvelle, purement royaliste ; c'était une question de vie ou de mort qu'il résumait dans cette formule lapidaire : « Sauver la France inconstitutionnellement ou la perdre constitutionnellement. »

* * *

Didier, lui, est la résignation même. Dans son cachot « fétide et privé d'air », il ne récrimine point, car il a fait son sacrifice. Le 3 juin, on l'autorise à voir sa famille. M^{me} Didier, ses deux filles et son plus jeune fils sont dans une chambre, lui dans une autre, et la conversation se poursuit à travers une ouverture pratiquée dans la porte de séparation, en présence du commissaire de Bastard, et des gendarmes. Entrevue parfaitement digne, point de larmes ni de cris. Didier, qui a reçu la visite de son ami l'abbé Toscan, se félicite que le ciel lui ait donné le temps de se replier sur lui-même, pardonne à ceux qui lui ont fait du mal, même à Durif et Dusser, « en faveur desquels il a violé la vérité dans ses interrogatoires » et prie qu'on dise à son fils aîné de l'imiter « dans ses derniers moments, et jamais dans ses erreurs. » Sa femme l'écoute, calme, sans abattement visible.

Le procès avait été fixé au 8 juin. La veille, obéissant aux injonctions de Montlivault, Didier écrivit à sa famille de quitter Grenoble : « Éloignez-vous, je vous en conjure... Je meurs sans ressentiment... Pardonnez-moi tous, mes parents, les chagrins que je vous cause. » Dès le 8, au matin, M^{me} Didier partit donc avec ses enfants pour Saint-Martin-le-Vinoux, à quatre lieues de Grenoble, mais là le maire la prévint, avec « tous les soins et consolations dus à la vertu et au dernier degré du malheur », qu'elle devait continuer immédiatement son chemin jusqu'à Lyon...

La salle des Assises avait été composée avec un soin méticuleux : des officiers et des royalistes insoupçonnables, des clients du « Casino » dans la tribune et aux places privilégiées.

giées; des agents de police, Lecamus et ses frères, dans la partie réservée au public, surveillant les rares anonymes qui avaient pu s'y glisser à cinq heures du matin.

A neuf heures, Didier entre, s'appuyant sur le bras d'un gendarme : un grand vieillard pâle, aux sourcils épais retombant sur les yeux, la barbe longue, les cheveux débordant sur le col. Il est vêtu d'« un costume défraîchi », couleur marron clair, d'une culotte grise, et tient à la main un chapeau rond tout bosselé. Sa figure dénote la souffrance, car l'érysipèle qu'il a à la jambe s'est aggravé; mais son attitude reste ferme, il attend debout l'arrivée de la Cour « sans braver ni craindre », et ce n'est qu'au moment où les magistrats ont pris place qu'il sollicite l'autorisation de demeurer assis pendant son interrogatoire.

Celui-ci dut désappointer le public. Didier ne se départit pas de « sa tranquillité ordinaire », et mit dans ses réponses « de la dignité, quelquefois de la véhémence, toujours de la convenance »; les cent heures pendant lesquelles il avait été sur la sellette depuis le 24 mai ne semblaient avoir entamé ni sa présence d'esprit, ni « son courage réfléchi ». Il ne révéla d'ailleurs rien de nouveau à ses juges : « Je voulais, disait-il, chasser les Anglais de France, et le nom dont je me servais... » Il hésita un instant, puis : « C'était Napoléon II... »

A l'audience du lendemain, M^r Motte essaya de plaider l'incompétence de la Cour : il s'agissait, dit-il, non d'un crime contre la sûreté intérieure de l'État, mais d'un crime de haute trahison dont le jugement appartenait à la Cour des Pairs. Cette exception, bien que développée par un avocat royaliste qui, comme tel, avait l'oreille de la Cour prévôtale, fut rejetée et, après le réquisitoire du procureur du Roi qui se montra aussi catégorique que le gouvernement pouvait l'espérer, Didier présenta sa défense. Il l'orna de quelque littérature, se prévalut de Cicéron, de Pascal, « ses compagnons dans son pèlerinage » à travers la France, dans les chaumières « où il avait puisé l'exaspération qui lui avait fait commencer cette entreprise qui le conduisait à l'échafaud »; il protesta qu'il n'avait jamais eu l'idée, après s'être emparé des caisses publiques, de se retirer à l'étranger, supplia qu'on cessât toute rigueur contre ses complices, car « lui seul était coupable, lui seul devait expier le crime », et, homme du monde,

il termina en remerciant les autorités de leur bienveillance à son égard.

Tandis que la Cour délibérait, Didier demanda du papier pour écrire, et, comme on n'en trouvait pas, il déchira la couverture de sa brochure *le Retour à la religion*, — son dernier argument, — et écrivit : « Je pense que la Cour délibère sur le recours et lui rends grâces de ses bontés ; mais je crois qu'il faut que ma pauvre famille fasse comme moi son sacrifice. » Sa famille, c'était sur elle « qu'il réunissait toute sa sensibilité ».

Au bout d'une heure, la Cour rentra et Didier écouta le verdict avec un calme tel qu'on eût dit qu'il y était étranger.

Le lundi, 10 juin, — on avait fait trainer le procès pour éviter une exécution le dimanche, — l'échafaud est une fois encore dressé sur la place Grenette, devant la maison même qu'habitait M^{me} Didier chez son gendre Fluchaire. Une pluie fine tombe ; pourtant la troupe a peine à contenir la foule des curieux, des paysans qui veulent voir « le Père éternel » ; dans la Grande Rue, si étroite, qui conduit de la place Saint-André à la place Grenette, la plupart des fenêtres sont fermées, sauf quelques-unes où se montrent des royalistes décidés. A onze heures, Didier, vêtu d'une robe de chambre de molleton blanc, d'un pantalon bleu et coiffé d'un bonnet, paraît assisté par l'abbé Toscan ; sa démarche est ferme, sans défaillance : un promeneur qui se sent regardé.

Arrivé sur la place, il fait d'un mouvement de tête tomber son bonnet, recommande sa famille à l'abbé, et surmontant la douleur que lui cause son érysipèle, gravit seul les marches de l'échafaud.

J. LUCAS-DUBRETON.

APPEL AU SCOUTISME

LA LEÇON DE GODÖLLÖ

AU JAMBOREE SCOUT

Jamboree? — Godöllö? — Voilà bien un mot sonore qui n'est guère d'usage courant et un nom que les géographes ne nous ont pas appris. Quant au scoutisme, dont il s'agit, pour nous être venu d'Angleterre il y a quelque vingt-cinq ans, l'appellation de ce magnifique mouvement de jeunesse a bien, malgré l'apparence, quelque chose à voir avec le français, puisque jadis nos chevaliers avaient leurs « escoutes ».

« Jamboree » signifie, dans le langage de certaines peuplades de l'Afrique du sud, « l'Assemblée des tribus ». Lord Baden-Powell, défenseur de Mafeking en 1899 et 1900, créateur du scoutisme en 1908, et grand ami de Rudyard Kipling, a choisi ce nom pour désigner la réunion qui, tous les quatre ans, groupe les délégués des associations de scoutisme du monde entier où l'on compte aujourd'hui deux millions cinq cent mille enfants, adolescents et jeunes hommes (louveteaux, de huit à douze ans; scouts et éclaireurs, de treize à dix-huit ans; routiers, plus âgés), parmi lesquels la France entre pour soixante mille.

Godöllö est, à trente kilomètres au nord de Budapest, un village dont les maisons basses, soigneusement blanchies, semblables à toutes les demeures paysannes de Hongrie, alignent leurs façades parallèles perpendiculairement à la grand route

où les troupeaux d'oies déambulent lourdement. Au-dessus des infinies et blondes ondulations de maïs, les norias surgissent; puis, sur le sol qui se relève, les forêts étendent, sous le soleil brûlant, leur toison et l'espoir de leur fraîcheur, faisant pendant à celles qui, sur l'autre rive du Danube, forment la parure de Buda. Et, sans doute, Godöllö ne serait-il pas entré dans l'histoire, s'il ne s'y trouvait un rendez-vous de chasse du XVIII^e siècle et un domaine dont la Hongrie a fait cadeau à la couronne de saint Etienne en 1867, lors du couronnement de François-Joseph.

Là est-actuellement la résidence d'été de S. A. S. l'amiral de Horthy, régent de ce « royaume de Hongrie » d'où la dynastie est censée « absente » et où les paradoxes politiques et sociaux étonnent quelque peu nos esprits latins; là, plane encore le souvenir vénéré par la population de la belle reine errante, Elisabeth, qui aimait abriter dans cette retraite ses voiles de deuil et l'incurable ennui de ses malheurs; là, pleurèrent le dernier empereur et l'impératrice Zita, avant que, sur les bords du lac Balaton, l'abdication se fût révélée à eux inéluctable; là encore, s'élève le monument formé des pierres apportées des soixante-trois districts séparés de la Hongrie depuis 1920, ces quatre « Alsace-Lorraine » dont partout on nous parlera, sans que nous établissions de confusion, et bien que, en l'occasion, si nos oreilles écoutent et si nos yeux regardent, nos lèvres ne s'ouvrent pas quand on aborde devant nous la politique qui, précisément, ici n'est pas notre affaire.

LE CAMP DE LA BELLE HUMEUR

Mais, en cette première quinzaine d'août 1933, dont nous évoquons ici le souvenir et les spectacles si suggestifs, qui songerait aux larmes à Godöllö? Le quatrième Jamboree international s'y tient, le premier ayant eu lieu à Londres, en 1920, le deuxième à Copenhague en 1924, le troisième en 1929 à Birkenhead près de Liverpool. Voici donc, ici, vingt-cinq mille jeunes garçons et jeunes hommes (bien entendu, il n'y a pas d'enfants), venus de tous les continents et représentant trente-cinq nations. Plusieurs de ces délégations ont, comme la française, emmené leurs aumôniers: parmi eux: comment ne pas nommer le vénérable et très aimé chanoine Cornette,

aumônier général des Scouts de France ? Mgr Dubourg, évêque de Marseille, visitera le camp, ainsi que le cardinal-archevêque primat de Hongrie, des évêques hongrois catholiques et protestants, des prêtres et des pasteurs, dont plusieurs ont dû leur vocation au scoutisme, et le déclarent.

Pour toute cette jeunesse, même tenue : bas de laine, culotte courte évasée, le grand chapeau kaki. Seuls, les Syriens bronzés et les Hindous aux larges yeux noirs se distinguent par leurs voiles blancs. Chaque nation a un foulard aux couleurs spéciales qui permet de l'identifier; les Français le portent bleu avec une lisière rouge; les Américains l'ont rouge avec la fleur de lys blanche, emblème de la chevalerie qui, partout (sauf en France et pour des motifs politiques), est l'insigne du scoutisme. Et, pour tous, la même devise : « toujours prêts », la même loi affirmée en une triple promesse qui est de servir Dieu et la Patrie, d'aider son prochain en tout temps, d'obéir aux dix commandements du scout : un scout n'a qu'une parole; un scout est loyal; un scout se rend utile et rend service à son prochain; un scout est l'ami de tous et le frère des autres scouts; un scout est courtois; un scout est bon pour les animaux; un scout sait obéir; un scout est de bonne humeur; un scout est propre dans son corps, ses pensées, ses paroles et ses actes; il doit chaque jour faire une bonne action. C'est, pour tous, le même salut avec trois doigts de la main droite étendus pour rappeler la triple promesse.

Vraiment, dans cette atmosphère de confiance où l'on prend comme un bain de salubre espérance, c'est le camp de la belle humeur. Certes, elle est bienfaisante et contagieuse en ces temps où tant de mines ont des raisons d'être allongées. Il ne faut pas croire pourtant à de l'insouciance et que ces jeunes hommes ne connaissent pas de difficultés; hélas! comment les ignoreraient-ils? Mais ces regards droits ne comportent pas d'aigreur; il y a là de l'amitié de garçons à garçons, de troupes à troupes, de peuple à peuple et des contacts « éveilleurs d'âmes », comme on l'a bien dit. On est résolu à se rendre visite, à se connaître, à observer, quitte à avoir des étonnements, à se retrouver si l'on s'est déjà rencontré. Chacun a promis de servir son pays et chacun rend, deux fois le jour, aux mêmes heures que le voisin, les honneurs aux couleurs de sa patrie. On se sait de religions diffé-

rentes; on n'ignore pas que l'on ne sert pas Dieu suivant les mêmes rites, que l'on n'ira pas aux mêmes offices et que peut-être l'on ne s'y rendra pas, mais on a promis de se respecter les uns les autres : la promesse est tenue. S'il y a des chants qui résonnent de toutes parts, il y en a un que l'on n'entendra jamais, celui de « l'Internationale ». Fierté, loyauté, amitié et collaboration, sans excitation, confusion ni utopie; encore une fois, vraie chevalerie moderne avec un sage dosage de mysticisme et de réalisme.

Le scoutisme, né de l'inspiration religieuse, est un mouvement de jeunes dirigés par des hommes faits. Les chefs sont donc là et, au premier rang, lord Baden Powell of Gilwell (jadis élevé à la pairie pour raison de scoutisme), le Chef-Scout, « B. P. » comme on l'appelle familièrement. Cet officier général, héros de la guerre des Boërs, s'est révélé un observateur hors de pair et un éducateur de génie. Il a mis en circulation des idées, posé des principes, formulé un idéal et des méthodes qui ont pu, sans se déformer, s'adapter à la diversité des religions, des races, des tempéraments nationaux, créer mille nuances dans le scoutisme qui reste cependant un dans son objet, sa loi, sa méthode. Les soixante-dix-neuf ans de lord Baden Powell, comme rajeunis par le contact permanent avec la jeunesse, n'ont ni courbé sa taille, ni altéré son rayonnement, ni voilé son bleu regard limpide. Ce gentleman au teint de brique est l'homme du « fair play » et de l'humour. Simple, cordial, jovial, infiniment populaire, il voit tout le monde accourir quand, vêtu comme les garçons qui savent tout ce qu'ils lui doivent, il visite un camp.

Seuls les Italiens et les Allemands n'ont pas été conviés à Godöllö. Les premiers, parce que leurs *balillas* et leurs *avant-gardi* sont des organes d'Etat, quasi militarisés, qui se différencient totalement du scoutisme formé de libres associations et interdit, du reste, en Italie; les seconds, parce que, déjà avant d'être « hitlérisées », « organisées », englobées dans le « drill » total du germanisme et dans une immense organisation où l'orgueil et la crainte ont la part égale, leurs associations de jeunesse n'avaient pas adhéré à certaines des règles posées par le Bureau international du scoutisme et partout ailleurs respectées. Quant aux Russes moscoutaires, il n'y en a pas, et pour cause; mais il y a des Russes émigrés.

UNE BELLE ORGANISATION

Sur quarante-sept kilomètres carrés, ce sont des tentes et des tentes, blanches, jaunes, vertes, bleues, rouges, basses, rondes, pointues, en bonnet de police, des cuisines aux dispositifs ingénieux et variés, tantôt sous les futaies, tantôt dans les clairières parsemées de grands arbres. Il y a dix sous-camps qui ont chacun leur service de ravitaillement, impeccable : on en voit même un pour les sourds-muets. Des ponts, construits par le génie, traversent les routes, refaites, élargies, aux beaux virages. La circulation, parfaitement réglée, est surveillée par les « gardes royaux » qui se coiffent d'un chapeau melon orné d'une plume de coq. L'électricité a été établie ; l'eau amenée à profusion permet un régime constant de douches.

Depuis deux ans la Hongrie entière (villes et villages ont été régulièrement visités par les organisateurs) s'est préparée à ce grand effort, dont la réalisation, voulue par les pouvoirs publics, s'est trouvée d'accord avec leur action politique. Assurément, sans qu'on doive voir là aucune idée de critique, voilà de la publicité qui porte. Ordre sans défaillance et joie par l'ordre, nourriture excellente, mobilisation des cars, excursions pittoresques et instructives, services de sûreté, d'incendie, services sanitaires, services de presse (avec le journal quotidien du camp), T. S. F., accueil fait d'une constante et charmante bonne grâce, tout a été prévu, préparé, réalisé avec une rare maîtrise par le comte Paul Tétéki, ancien président du Conseil des ministres, professeur à l'Université (chef de camp désigné par le gouvernement hongrois), qui est pour ainsi dire toujours présent partout, par M. de Mollnar, son chef d'état-major, par le comte Ch. Khuen Herdevary, chef scout de Hongrie, et par les trois cent soixante-quinze collaborateurs de leur quartier général qui se répartissent en seize services généraux. C'est une armée, mais une armée toute pacifique dans son principe et son objet, dont ils ont la responsabilité. Plus de deux cents jeunes Hongrois ont participé aux travaux préparatoires sous la direction d'ingénieurs, chefs-scouts eux-mêmes.

Vraiment on peut parler d'intelligence, de succès, d'exemple. Cette affaire a été prise au sérieux. Chaque sous-camp est

habité par une nation différente ou, suivant les effectifs, par des groupes de nations; il est orné par ses habitants, avec quel bon goût et quelles marques distinctives des tempéraments nationaux! On y trouve de jeunes interprètes hongrois, car ce serait la tour de Babel si l'anglais (les Britanniques sont deux mille), le français, l'allemand ne servaient à se comprendre, et ces interprètes sont qualifiés de « cousins ».

Une vaste arène a été préparée pour les manifestations collectives. C'est là que le Régent et le « Chef-scout » passeront, devant mille drapeaux, la revue des troupes. En face des tribunes est un autel où, le dimanche, la messe sera célébrée. Une croix blanche s'élève sur un des côtés. Les services protestants ont lieu au stand voisin. Les musulmans ont leur lieu de culte. Il y a un théâtre, un cinéma, un immense marché qui déjà s'apparente aux bazars orientaux. Autos, chemins de fer, tramways, déversent des milliers de visiteurs. Le soir, c'est le spectacle des « feux de camp » dont les numéros ont été soigneusement préparés. Sous le beau ciel nocturne et calme que rayent les projecteurs électriques, ces fêtes sont infiniment pittoresques et joyeuses. Le Régent s'y est plusieurs fois rendu.

Et tandis que la jeunesse prend part à toute cette vie, débordante et saine, le Congrès international où l'on traite des intérêts généraux du scoutisme se tient, tout à côté, dans les salles de l'immense collège élevé par les Prémontrés en 1920. Pareil palais scolaire a-t-il été édifié chez nous de longue date? Ne faut-il pas se rappeler que les Prémontrés, grands constructeurs, instituteurs et agriculteurs, sont venus ici, de France, au **xii^e** siècle, comme les Cisterciens et tant d'évangélistes et d'architectes, qui ont porté notre civilisation et notre style gothique jusqu'au milieu des terres slaves et scandinaves? La culture française est, en Hongrie, de tradition. Les protestants hongrois sont les fils spirituels du Français Calvin.

HARDIESSE

Le scoutisme, qui collabore à l'éducation donnée par la famille, l'école et l'Église, sans prétendre se substituer à l'une ni à l'autre, est né de l'idée d'utiliser dans les loisirs, dans les jeux, dans l'exercice et le travail, les goûts et les facultés

propres aux jeunes garçons. Les groupant en petites troupes d'amis, il a donné à ces dernières de jeunes chefs qui, après s'y être préparés, en deviennent physiquement et moralement les entraîneurs et les tuteurs : éducation de l'obéissance, éducation du commandement, tout fraternel, sous la surveillance des échelons hiérarchiques. L'objet est de préparer des hommes loyaux et débrouillards, ayant le sens de la responsabilité et celui de la discipline, « en étudiant les idées de l'enfant et sa psychologie changeante pour l'encourager à prendre en main sa propre éducation sans tout attendre des autres ». Il s'agit de « l'accroissement de la valeur de l'individu par le développement du caractère, de la santé, de l'habileté manuelle, et de la mise en action du civisme par l'emploi de ces qualités individuelles au service d'autrui ».

L'un des éléments du scoutisme est l'observation persévérante de la nature qui devient, comme le chant, le sport appliqué, la recherche des traditions locales, une règle pour l'enfant et le jeune homme. Mais, s'il convient qu'un scout aime et respecte la nature, qu'il connaisse les plantes, les arbres, les formes du terrain, la poésie des étoiles et leur utilisation, les animaux, leurs mœurs, leurs traces, si, par ailleurs, les Américains nous ont familiarisés avec les palabres des Peaux Rouges, les Polonais avec les danses de leur pays, réalisées dans des costumes chatoyants, les Danois avec d'impeccables mouvements de lutte sportive, les Tchèques avec les exercices rythmés chers aux Sokols, il y a plus : les qualités de hardiesse ne sont pas oubliées.

Le scoutisme, qui ne fait pas de sport pour le sport, s'attaque délibérément à l'eau et à l'air. Voilà-t-il pas que, sur l'un des bras du Danube, deux journées ont été consacrées aux exercices nautiques : travail en équipes, comme il convient aux marins, courses et joutes en yoles et en légers gayacks construits par leurs propriétaires suivant toutes les règles de l'art, prouesses des nageurs et des plongeurs aux torsers musclés : Anglais, Polonais, Hongrois y excellent et s'y entraînent avec une prudence et une méthode qu'on ne peut qu'envier, car nous sommes fort en retard sur ce point. Et n'y a-t-il pas dans notre France, des rivières, des lacs, des ports, des rivages maritimes ?

Ne devons-nous pas favoriser tout ce qui touche à la mer

et en parler à la jeunesse ? Et craindrait-on l'eau chez nous ?

Ailleurs, c'est le vol à voile qui nous convie dans un camp spécial. Lui aussi (toutes précautions prises, naturellement) il est un bel entraîneur de volonté, un stimulant de qualité rare pour le sang-froid, l'observation, la réflexion, la hardiesse. Et là, quand on voit ou quand on sait ce qui se passe ailleurs dans ce domaine, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Russie, quand on connaît les résultats obtenus, on ne peut que regretter également le retard apporté chez nous à un tel entraînement qui donne aux jeunes hommes le goût et le sens des choses de l'air. Il n'y a pas à dire, nous avons à nous adapter à ces techniques et à ces pratiques modernes de si haute portée.

LES FRANÇAIS

Si, dans la plupart des pays, on ne trouve qu'une association générale de scoutisme, il en existe trois en France.

Dès 1910, la publication du livre de Baden Powell, *Scouting for boys*, édité en 1908, avait attiré en France l'attention des dirigeants protestants des Unions chrétiennes de jeunes gens qui se trouvaient en relations avec de semblables groupements britanniques, ainsi que celle d'hommes avertis qui appartenaient à diverses familles spirituelles. Le résultat fut la création de la « Ligue d'éducation nationale » scindée elle-même, en 1911, en deux associations : les « Éclaireurs unionistes de France », inter-confessionnels, issus du premier de ces milieux qui, dans le domaine religieux et conformément au texte originel, exigeaient de leurs adhérents la promesse de servir Dieu ; les « Éclaireurs de France », nés d'une pensée aussi généreuse, mais qui, désireux de s'adresser à un public plus étendu, laissaient cette promesse à la libre adhésion de leurs jeunes membres et de leurs parents. En 1921, le cardinal Dubois, archevêque de Paris, donnait sa haute approbation à la création des « Scouts de France » catholiques, dont, en pleine guerre, l'abbé Cornette, vicaire de Saint-Honoré d'Eylau à Paris, avait jeté les fondements en 1916. Ils ajoutèrent à la promesse initiale celle de servir l'Église. Un bureau interfédéral unit les trois associations dans une cordiale collaboration pour ce qui touche les intérêts généraux du scoutisme

français et ses relations avec l'étranger. Le maréchal Lyautey, qu'un intérêt vigilant et passionné attache à tout ce qui concerne l'avenir et la Nation, est président d'honneur de chacune des associations : avec cette incomparable contagion de vie, ce sens des réalités et cette généreuse hauteur de vues qui sont parmi ses titres de gloire, il n'a jamais cessé de leur témoigner la plus précieuse et la plus efficace des amitiés. Depuis quelques années des associations féminines d'éclairantes et de guides ont pris un très important développement.

Donc, mille jeunes Français sont allés cet été en Hongrie, avec escale à Vienne : « Heureux qui, comme Ulysse, a fait un beau voyage. » Beaucoup d'entre eux appartenaient à la catégorie des Routiers ; en raison de leur âge et même en dehors du scoutisme, ils ont particulièrement tiré profit de tant de choses nouvelles pour eux. Une porte monumentale donnait accès au camp français et rappelait quelques-uns de nos monuments célèbres ; tout à côté, « la tente de France » groupait un service de documentation nationale. Dans le camp, une croix avec un autel, une maison arabe surmontée du croissant, l'enceinte de Gergovie : foi, colonies, histoire.

Chaque jour, pour ainsi dire, le ministre de France à Budapest et M^{me} de Vienne, l'attaché militaire et sa famille, le personnel de la Légation ont pris part à la vie de leurs jeunes compatriotes reconnaissants de tant d'attentions qui leur étaient prodiguées. N'est-ce pas pour ces derniers une salutaire leçon d'avoir ainsi saisi sur le vif la vie et la responsabilité de nos représentants à l'étranger ?

Leur attitude était belle et grave quand, dans les salons de la Légation, ils ont entonné la « Chanson de la Route » où se résume leur idéal. Puis, un jour, ils se sont tous mis en mouvement pour la démonstration française donnée dans l'arène devant des milliers de spectateurs et qui, préparée depuis des mois, figurait « l'exploration à travers les âges ». Le raid Citroën en Asie centrale, avec d'authentiques auto-chenilles venues de Paris, en marqua le point culminant.

Nos jeunes ambassadeurs ont, en gentlemen, été dignes de la France : depuis le Régent de Hongrie jusqu'à leurs camarades, ils ont trouvé chez tous le plus flatteur accueil. De l'avis unanime, ils ont laissé une belle réputation et noué des amitiés fécondes.

VISIONS

Les étapes buissonnières du retour m'ont fait rentrer par l'Italie du Nord. Comme j'approchais, dans les Dolomites, de Cortina d'Ampezzo, ma vue s'est arrêtée sur un camp allongé dans la prairie. C'est un « camp Mussolini », me dit-on sans autre explication. L'après-midi, je voyais les deux mille habitants de ce camp, défiler avec leurs musiques, devant le monument du général Cortone mort à l'ennemi en 1915; et, le soir venu, c'était, dans la petite cité du tourisme, un grouillement de jeunes *avant-gardi*, identiquement habillés de neuf et dans une tenue impeccable : chemises bleues, calot orné de l'aigle impériale, agrafes de pèlerines en forme de louve romaine. Je regarde; j'écoute; quel étonnement! Ils parlent français et même... parisien. La conversation s'engage, confiante : l'un sort de l'école des Frères de Saint-Nicolas du Chardonnet, l'autre fréquente « la primaire » de Belleville : il en est qui viennent de Marseille, de Tunis, de Beyrouth. Ce sont les fils d'Italiens émigrés que, chaque année et pour la onzième fois, le Duce fait revenir gratuitement dans la mère patrie. Plusieurs camps semblables sont répartis dans la péninsule : trois semaines dans la montagne sous la direction d'un colonel, voilà pour le corps et sa discipline; une semaine à Rome, dans la « Ville éternelle », voilà pour l'esprit et sa formation. Grandeur de l'idée et de la ténacité, sollicitude nationale pour la jeunesse, même sous cette forme trop caporalisée pour notre goût et en opposition avec le scoutisme qui n'a rien de commun avec une société de préparation militaire.

Et alors ma pensée s'est reportée vers ceux de nos jeunes compatriotes que je venais de quitter dans les plaines hongroises. Une fois de plus, j'ai admiré leur libre adhésion à la discipline spirituelle et morale, leur volonté de servir la France : plus que jamais, ils me sont apparus comme une élite de cohésion sociale et nationale. Assurément, ils ne deviendront tous ni des saints, ni des héros, mais ils ont voulu recevoir la bonne semence qui mène à la vie droite et, quoi qu'il advienne d'eux, il en restera quelque chose. N'y a-t-il pas là le levain qui pourra parer aux déficiences des malheureuses générations victimes de la guerre et des désillusions, ainsi

qu'aux misères du matérialisme ? Je me suis souvenu de quels soins passionnés toutes les nations, nées de la guerre ou modifiées par elle, entourent leur jeunesse. Je me suis demandé ce que les pouvoirs publics faisaient chez nous dans cet ordre d'idées et, comme si un choc brutal était nécessaire, mes yeux sont tombés sur les menaces du « Syndicat national des Instituteurs » qui remplissaient alors les journaux. En vérité, de quel côté sont la véritable force humaine, la grandeur et le devoir ?

On parle beaucoup, et avec raison, du redressement financier, il en est deux autres qui sont plus nécessaires encore et qui le conditionnent : le redressement moral, le redressement du sens national. Quand on croit au premier, sans le confondre avec la fausse prudence, n'éprouve-t-on pas un sentiment de révolte à lire les abominations que le scandale de récentes instructions judiciaires menées sur la place publique étale dans les journaux dont la vue ne peut échapper aux adolescents ? Quand on s'attache au second, sans l'identifier avec les excitations du racisme, n'est-on pas fondé à penser qu'il faut se dresser de toutes ses forces contre l'apologie de l'objection de conscience et du sabotage de la défense française ?

Au nom du simple bon sens et de l'intérêt collectif, il est grand temps de se mettre au travail avec la jeunesse française et pour elle, de lui proposer un idéal, de lui apporter une règle de vie, c'est-à-dire une éducation et une doctrine dont trop de maîtres infidèles à leur mission se désintéressent et de faire bénévolement à ses côtés métier de frères aînés, de sentinelles et de guides.

L'avenir de la France en dépend pour une large part. Faisent ceux qui la dirigent comprendre enfin, comme on le fait à notre porte, qu'un pays ne peut, à tout le moins, prétendre à autre chose que d'avoir la jeunesse qu'il a pris soin de former !

FRANÇOIS DE WITT-GUIZOT.

A CHANTILLY ⁽¹⁾

Messieurs et chers confrères,

L'année 1933 s'est écoulée au Musée Condé sans événements, dans une affluence continue de visiteurs qui sont venus nombreux et attentifs ; et, comme c'est notre coutume, nous avons accueilli en visite privée des groupements très divers. Les plus nombreux ont été ceux des écoles, conduits par leurs maîtres ; leur chiffre s'est encore accru depuis deux ans : il était de quarante-huit en 1931, en 1933 il est de cent cinq. Ces écoles comportent souvent un nombre important d'élèves : en une matinée, par exemple, M. Henri Malo, notre dévoué conservateur adjoint, a reçu onze cents écoliers et écolières. Les maîtres, la plupart du temps, prennent soin de préparer cette visite en expliquant par avance à leurs élèves les choses qu'ils vont voir ; par la suite, ils les interrogent sur leurs impressions et leur donnent sur ces thèmes des devoirs à rédiger. Nous voilà ici dans le véritable esprit du Musée Condé, dont le fondateur se proposait d'abord un but instructif.

Parmi ces visiteurs, citons le groupe des jeunes historiens, conduits par leur maître, M. le chanoine Chenesseau, d'Orléans. Cet archéologue distingué possède un rare don d'éducateur, ainsi que le prouve la composition de l'équipe qu'il nous amena. Elle s'était choisie d'elle-même parmi plusieurs classes du collège, sans souci de la différence des âges ; la communauté des goûts et des aptitudes était le seul guide de ce recrutement.

Une autre séance bien significative fut provoquée par nos confrères de l'Académie des Beaux-Arts. Ayant invité

(1) Rapport lu le 8 novembre à la séance trimestrielle de l'Institut.

la classe des Beaux-Arts de l'Académie royale de Belgique à vous rendre visite à Paris, vous eûtes l'heureuse idée d'inscrire au programme de la réception une journée à Chantilly. M. Widor prit la charge, en sa qualité de secrétaire perpétuel, de conduire à notre musée les hautes personnalités belges, et M. le maréchal Pétain les accueillit à l'entrée du château. M. Henri Malo traça pour nos hôtes de quelques heures un bref et brillant historique du château et de ses collections. M. le maréchal Pétain, M. Georges Hue, M. Widor et M. Jules Destree prirent la parole après le déjeuner, qui s'acheva par un tour dans le parc, à la Maison de Sylvie, au Hameau, au Jeu de Paume, aux Grandes-Écuries. Ce fut une fête comme le prince les eût aimées, où l'accord de son œuvre de collectionneur et du cadre où il l'a installée devenait une très intelligente et très noble leçon de choses.

Cette énumération écourtée est la vivante démonstration de la vitalité que représente le foyer intellectuel du Musée Condé. Une autre énumération, trop longue encore pour que le détail en soit possible, serait celle des travailleurs venus pour consulter nos archives et notre cabinet de livres.

C'est là ce que l'on pourrait appeler le travail de laboratoire de Chantilly. Notre conservateur adjoint a voulu, cette année encore, associer le public du dehors à ce travail, en continuant la série des expositions commencées l'année dernière. Le cycle de cette saison en comportait trois : dessins de l'École française, dessins de Poussin, reliures du xix^e siècle. Elles ont révélé une fois de plus, à un public visiblement intéressé, la variété et la beauté de tant d'œuvres qui dorment dans les cartons du cabinet des dessins, ou sur les rayons du cabinet des livres.

La première série, — une centaine de dessins de l'école française, — fut exposée dans la grande galerie de peinture, aux mois de mai et de juin. Elle comprenait deux remarquables portraits à la pointe d'argent, d'une précision et d'une vérité rares, tracés en 1493 et 1494 par un anonyme, et une vue de Paris prise du Pré aux Clercs, par un anonyme encore, en 1574, excellent document d'un des aspects les plus caractéristiques de la capitale à cette époque. Après des croquis de Jacques Callot et des portraits de Daniel Dumonstier, s'ouvrait

le *xviii^e* siècle, d'abord par une série de dix-sept dessins de Claude Lorrain, qui révélaient le complet génie de ce maître. Ils avaient pour thème des paysages de la campagne romaine, des ports de mer au coucher du soleil. On voyait encore un portrait de Claude Meslan, des aspects du Palais-Royal et du château de Saint-Germain, de larges études de Le Sueur, des paysages par Le Guaspre, des combats de cavalerie par Jacques Courtois dit le Bourguignon, une sanguine de Vauban par van der Meulen, et un admirable portrait du président de Lamoignon par un autre anonyme.

L'exposition arrivait ainsi au *xviii^e* siècle, et là se trouvaient sept dessins d'Antoine Watteau, puis des Claude Gillot, des Gravelot, des François Boucher, une vue du Palais-Royal par Gabriel de Saint-Aubin, d'autres encore, enfin dix Carmonelle. Les cinq cent quatre-vingt-un portraits de ce gracieux artiste que possède notre musée ont été reliés en dix gros volumes, si bien qu'on ne peut en exposer que dix à la fois. Ils ont été choisis de manière à donner une vision exacte de la société française de ce temps dans toutes les conditions, depuis les princes du sang jusqu'aux bourgeoises importantes de l'époque, jusqu'à Mozart enfant à son piano. Puis venait le *xix^e* siècle, représenté par des Géricault, des Delacroix, des Devéria, des Decamps, des Raffet, des Henri Regnault.

L'exposition des dessins de Poussin a montré avec quel choix intelligent le duc d'Aumale procédait dans ses collections. Le Musée Condé possède cent douze dessins de ce maître, qui furent présentés au public au mois de juillet par M. Robert Rey, qui, l'hiver précédent, avait professé sur Poussin, la variété et la souplesse de ses procédés, sa conscience d'honnête homme et de grand artiste. On l'a dit souvent le peintre de la pensée, mais on a pu voir dans cette suite de dessins combien cette pensée s'efforça sans cesse de s'adapter à la vie. Tout lui fut occasion pour réaliser, au sens strict du mot, ses conceptions les plus abstraites. Il était en cela bien français, et c'est la raison pour laquelle le châtelain de Chantilly a voulu que le Musée Condé fût littéralement une chapelle du temple consacré à la mémoire et à l'œuvre de ce grand artiste.

Le 2 septembre s'ouvrit l'Exposition des reliures du *xix^e* siècle. Il y en avait deux cent cinquante-trois. Nous

aurions pu en montrer encore plusieurs centaines, très dignes d'être soumises au jugement des connaisseurs. Il s'agissait seulement d'indiquer l'évolution de cet art au cours de la période envisagée, après la brisure nette avec les procédés du XVIII^e siècle. Ici encore, comme l'an dernier pour les manuscrits à images, il fut possible à M. Henri Malo de tirer du Cabinet des livres les éléments d'une histoire de la reliure au cours du XIX^e siècle. A peu près tous les grands relieurs de cette époque étaient représentés. On en comptait trente et un. A peine en manquait-il deux ou trois.

Ceux qui recommencent à travailler, aussitôt calmée la tourmente révolutionnaire, rompent délibérément avec les motifs ornementaux du XVIII^e siècle et vont chercher leurs modèles dans les œuvres du XVI^e. Ils multiplient les nuances des cuirs qu'ils emploient, et leur technique atteint une perfection inconnue jusque-là. Les reliures de Bozérien et de Simier, qui ouvrent la série, le prouvent à l'évidence. Certains autres, comme Girardet, dénotent une inspiration d'origine orientale. Thouvenin lança les fameuses reliures à la cathédrale. Le Musée Condé en possède deux superbes exemplaires. On sait que Charles Nodier le détourna de cette sorte d'ornementation et l'aiguilla vers les reliures aux écussons, où il excelle. Köhler marque un progrès. Il ne rogne pas les marges et cherche un rapport entre la reliure et l'esprit du livre. Lebrun, élève de Simier, tire de simples motifs géométriques des effets d'un rare bonheur. Avec Purgold débudent quatre générations de relieurs qui opèrent dans le même atelier : sa veuve épouse Bauzonnet, la marque Purgold devient Bauzonnet-Purgold, puis Bauzonnet tout court, jusqu'au jour où celui-ci s'associe son doreur, Strautz, auquel il donne sa fille. Leurs œuvres emplissent trois vitrines. On remarque parmi elles une des vingt-deux mosaïques exécutées par Strautz pour le duc d'Aumale.

Il est bien remarquable, quand on examine ces reliures les unes après les autres, de constater la persistance d'une tradition, que des artisans vont se transmettre le plus souvent dans la même famille, presque toujours dans le même atelier. C'est la démonstration vivante d'une des lois les plus méconnues par notre époque, et que l'on pourrait appeler la vertu du métier. Les corporations de l'ancien régime la pra-

liquaient par leurs statuts mêmes. Les cadets continuaient les aînés. Ainsi s'élaborait certain type, qui, de génération en génération, se perfectionnait jusqu'à produire des chefs-d'œuvre de style, où toute l'excellence du passé se prolongeait dans une nouveauté surveillée et améliorée. Cette même loi se retrouve dans le cas de Duru et de son gendre Chambol-Duru, dans celui de Nièdrée continué par sa veuve et par son gendre Bels-Nièdrée, dans Marius Michel, l'ancien doreur de Cappé, lequel, devenu le relieur de l'impératrice Eugénie et du duc d'Aumale, a lui-même excellé dans l'ornementation.

Si j'ai tenu à entrer dans ces détails sur les expositions que M. Malo a si ingénieusement organisées cette année, c'est qu'elles nous apportent une fois de plus la preuve de la méthode suivie par le duc d'Aumale dans l'élaboration du musée qu'il nous a légué. Le prince n'a voulu ni spécialiser ses collections ni les recueillir au hasard. Si étrange que cette parole puisse paraître, nous retrouvons dans cette méthode ce qui caractérisa toute sa vie : l'esprit militaire, la discipline personnelle et le sentiment de l'ordre. Il n'a pas voulu que son musée traduisit particulièrement ses préférences personnelles, et il a tenu dans tous les ordres à observer la hiérarchie des talents. Hiérarchie et discipline, c'est la devise même du soldat à laquelle il convient d'ajouter l'action. Quand on examine de près les trésors de Chantilly, comment n'être pas étonné par la persévérance de l'effort continu de près d'un demi-siècle que leur acquisition a représenté ?

Il semble que la survivance de cette activité anime encore le personnel du Musée, qui nous a de nouveau cette année donné toute satisfaction. Le président de vos conservateurs éprouve une véritable joie à pouvoir apporter à l'Institut ce témoignage. Il s'en voudrait de ne pas saluer respectueusement ici celui de nos confrères, M. de Selves, qui a généreusement accepté de nous apporter le secours de sa grande expérience administrative, et cet autre confrère qui, lassé par l'âge et le travail, nous a quittés en nous laissant le noble exemple, lui aussi, d'un labeur fidèle jusqu'au bout, avec une conscience infatigable : j'ai nommé M. Lemonnier.

PAUL BOURGET.

HEURES DE GENÈVE

II ⁽¹⁾

(22-31 OCTOBRE)

Il n'y a guère qu'une semaine, quand j'ai quitté Genève, tout le monde y était encore sous l'impression produite par le brusque départ des Allemands. La brutalité du geste, les mauvaises raisons invoquées pour le justifier avaient soulevé un mouvement général de réprobation. Le gouvernement du Reich ne trouvait ici personne pour le défendre; ceux qui essayaient de l'excuser, — ils étaient rares, — prenaient un ton si modeste, qu'ils exprimaient bien moins leur conviction que leur embarras.

Je trouve, à mon retour, une atmosphère un peu différente. On regrette toujours unanimement la décision de l'Allemagne, mais on ne songe plus guère à la blâmer. On déclare très haut qu'il faut poursuivre l'entreprise du désarmement, quand ce ne serait que pour dissiper l'impression, déjà répandue, qu'en se retirant l'Allemagne a « tué » la Conférence. Mais beaucoup voudraient ne maintenir cette continuité que pour la forme. Sans doute on pourrait, à la rigueur, travailler sans l'Allemagne; mais comme tout irait mieux, si elle consentait à revenir! Le souci de laisser les portes grandes ouvertes devant elle se mêle curieusement à la préoccupation de pallier un échec et de ne point rester sur un affront.

« A quoi bon prendre un parti avant le 12 novembre? » me dit un Anglais. Je lui demande quel rapport peut avoir cette date avec la Conférence du désarmement. « C'est, me dit-il, du

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} novembre.

résultat des élections et du plébiscite en Allemagne que va dépendre l'attitude du gouvernement hitlérien. »

La vérité est que la propagande menée par Hitler en vue de justifier son attitude, a, dans certains pays, ébranlé fortement l'opinion. On n'en est pas encore à lui donner raison, mais déjà on ne lui donne plus tout à fait tort. Pourquoi, se demande-t-on en Angleterre, en Amérique et ailleurs, pourquoi l'égalité des droits, reconnue à l'Allemagne le 11 décembre 1932, ne lui a-t-elle pas été effectivement accordée ? Certaines Puissances invoquent les manquements que le Reich aurait commis, le réarmement auquel il aurait procédé en violation des accords conclus. Qu'elles ouvrent donc leurs dossiers, qu'elles apportent la preuve de leurs accusations !

Les trois gouvernements qui s'étaient concertés à Londres et à Paris avant la reprise des travaux ont commis une première faute en omettant de publier, sous une forme claire et authentique, les informations qu'ils possèdent touchant la préparation militaire du Reich allemand ; ils en ont commis une seconde en négligeant de faire connaître au public, dès le 15 octobre, et en termes compréhensibles, la nature et l'étendue des concessions qu'elles avaient offertes à l'Allemagne.

Si, dans les milieux anglo-saxons, on voit se dessiner un mouvement en faveur du retour des Allemands à la Conférence, dans les milieux italiens on découvre un sentiment plus complexe. Le geste du Reich a profondément irrité et déçu M. Mussolini, qui avait escompté le succès de sa médiation. En se retirant de la Conférence et de la Société des nations, l'Allemagne n'a pas seulement rendus vains les précédents efforts de l'Italie ; elle a aussi barré la route à ses efforts ultérieurs, en rendant le Pacte à quatre inutilisable. Les Italiens jugent donc sévèrement l'incartade d'Hitler ; mais, d'autre part, ils ne se soucient point de rompre avec les Allemands. D'où leur tendance à ne rien brusquer, à attendre des temps meilleurs, bref à ajourner *sine die* les travaux de la Conférence.

Mercredi, 25 octobre.

Le bureau de la Conférence est convoqué aujourd'hui pour trois heures et demie. Mais il ne sera pas au complet. Le premier délégué français, M. Paul-Boncour, est retenu à Paris

par la crise ministérielle : il sera remplacé par M. Massigli. Sir John Simon n'a pas jugé à propos de venir à Genève ; il passe la main au capitaine Eden. Le baron Aloisi est toujours à Rome ; c'est le marquis de Soragna qui représentera l'Italie. Enfin le rapporteur général lui-même, M. Benès, est retenu à Prague par les fêtes de l'Indépendance, disent les uns, par les difficultés que les Slovaques suscitent au gouvernement, assurent les renseignés. En l'absence du rapporteur, on présume que le vice-président de la Commission, M. Politis, jouera dans la discussion qui va s'ouvrir un rôle assez important.

Un peu avant quatre heures et demie, les membres du Bureau sortent de la salle L., où ils ont tenu leur courte séance. La décision qu'ils ont prise tient en quelques lignes : demain, le président Henderson proposera à la Commission générale de s'ajourner au 4 décembre ; d'ici là le Bureau, ou les organes par lui constitués auront mis sur pied un projet de convention. C'est tout. Mais ce qu'on voudrait savoir, c'est par quelles voies, après quels échanges de vues on en est venu à cette résolution.

La première idée de M. Henderson était de confier la rédaction du projet au secrétariat de la Société des nations. On ne voit pas bien ce qui en serait sorti. Le secrétariat est composé de fonctionnaires sans initiative et sans responsabilité. Comment auraient-ils pu donner une forme précise à des propositions qui engagent les gouvernements ? Ce dessein, bientôt abandonné, a fait place à un autre plus raisonnable : la rédaction incombera au Bureau de la Conférence, où une vingtaine d'États sont représentés. Afin de donner satisfaction au désir légitime des autres, qui n'ont pas de délégué au Bureau, on élargira la consultation en faisant entrer quelques-uns de leurs représentants dans des sous-commissions. Le projet de convention ainsi établi sera soumis à l'examen de la Commission générale, où toutes les Puissances participantes ont voix au chapitre.

C'est alors que M. de Soragna a demandé la parole. « Vous allez constituer, a-t-il dit, un comité de rédaction, avec des sous-comités. Soit ! mais qu'entendez-vous rédiger ? S'il s'agit de marquer l'état actuel de nos travaux, d'énoncer quelques principes, d'accord. Mais si vous voulez élaborer une conven-

tion de désarmement, impliquant des données de fait, des précisions, des chiffres qui engagent la responsabilité des cabinets, j'y verrais, dans les circonstances présentes, de graves difficultés. » Bref, en l'absence des Allemands, les Italiens reculent devant une résolution ferme et définitive.

Les Anglais, au contraire, se prononcent en faveur d'un travail positif. Il faut, sans plus attendre, rédiger une convention, où les Puissances inscriraient le maximum de concessions compatibles avec le souci légitime de leur sécurité. On présenterait ensuite ce texte aux Allemands, en leur disant : « A votre choix : ou la convention, ou le traité de Versailles ! » Plan séduisant, mais dangereux. D'une part, il faut prévoir le cas où Berlin répondrait : « Ni l'une ni l'autre ! » et reprendrait ouvertement sa liberté. Le traité de Versailles, que l'Allemagne aurait déchiré, les Puissances qui y restent fidèles ne pourraient alors le maintenir qu'en prenant contre elle des sanctions : et c'est de quoi, généralement, on ne veut pas entendre parler. D'autre part, si l'Allemagne acceptait le projet comme base de discussion, quel ne serait point l'embaras des Puissances qui, d'entrée de jeu, seraient allées jusqu'à la limite des concessions possibles ? Il est vrai que la convention pourrait aussi fixer au maximum les garanties à exiger de l'Allemagne en contre-partie des réductions consenties, et réserver ainsi une marge indispensable en cas de discussion. Mais nous savons par expérience que ce serait un marché de dupes : les Puissances exécuteraient les réductions convenues, et l'Allemagne se déroberait aux conditions exigées en garantie.

Pour mettre tout le monde d'accord, M. Henderson a adopté une formule très vague : le Bureau rédigera une convention de désarmement, en prenant pour bases le plan MacDonald du 16 mars 1933 et l'exposé fait par sir John Simon le 14 octobre dernier (1). Un court délai étant reconnu nécessaire pour réaliser l'accord entre les chancelleries, le Bureau de la Conférence s'ajourne au 9 novembre, le président se réservant la faculté de le réunir avant cette date, si les circonstances l'exigent. La rédaction arrêtée par le Bureau sera soumise à la Commission générale, dont la réunion est

(1) Voir mon article du 4^{er} novembre.

prévue pour le 4 décembre. Les propositions de M. Henderson ont trouvé dans le Bureau un consentement unanime. Combien de désaccords, souvent profonds, dissimule cette unanimité!

Judi, 26.

La séance publique de la Commission ne doit s'ouvrir qu'à trois heures et demie. Mais, dès avant trois heures, les couloirs s'animent et la ruche bourdonne. On commente les dernières nouvelles de Paris, transmises par téléphone aux correspondants des agences. Personne ici ne doute que M. Albert Sarraut n'arrive très rapidement à former un cabinet : mais la question est de savoir s'il maintiendra M. Paul-Boncour au Quai d'Orsay, ou s'il voudra s'y installer lui-même. Les paris vont leur train. Le rire sonore du délégué turc, Kemal Husnu bey, fait se retourner au passage quelques Anglais silencieux. Voici venir M. Henderson, accompagné d'une dame aux cheveux gris, tout de rouge habillée, sans doute une députée travailliste. Mais la grande « sensation » d'aujourd'hui, c'est au secrétariat qu'en revient l'honneur : pour la première fois, il fait distribuer aux délégués et aux journalistes de mignons appareils de T. S. F. dont le récepteur se fixe par un ressort autour de la tête, et qui permettront d'entendre de partout, de la buvette ou des couloirs, ce qui se dit dans la salle des séances. Tout à l'heure on ne croiera plus d'un bout à l'autre du bâtiment que des promeneurs recueillis, le bandeau d'acier sur le front et la corde au cou.

Lorsque je pénètre dans la grande salle, M. Henderson a commencé de lire sa déclaration. Il faut absolument, dit-il, faire aboutir la Conférence : et la tâche en incombe surtout aux gouvernements qui ont entrepris de mettre sur pied sans délai une convention de désarmement. Le président fait ressortir l'importance de cette entreprise, « pour l'avenir de la Société des nations et pour la paix du monde ». Puis il commente brièvement les résolutions prises hier par le Bureau, insistant, comme à dessein, sur le « droit que le Bureau, ou tout comité constitué par lui, aura de se mettre en rapport avec toutes les délégations, et plus particulièrement avec celles qui auront présenté des amendements ».

Bien lui en a pris. Car voici M. Fotitch qui, au nom de la

Petite Entente, revendique pour tous les États la faculté d'exposer leur point de vue particulier, seul moyen d'aboutir à une solution que tous puissent accepter. Le délégué yougoslave souhaite encore que le Bureau, au lieu de se borner à juxtaposer des textes, s'efforce de réaliser des accords.

Au nom de la délégation britannique, le capitaine Eden prend la parole. C'est un jeune homme long et svelte au regard, sombre, aux cheveux noirs, à la voix triste. Mais l'expérience et le bon sens s'expriment par sa bouche. L'Allemagne est partie, dit-il ; c'est bien regrettable, mais nous n'y pouvons rien. Laissons là le passé, songeons à l'avenir et travaillons. Toute résolution pratique aura l'agrément et l'appui du gouvernement de Londres.

M. de Madariaga ne se console pas aussi aisément de l'absence des Allemands. Elle met la Conférence dans un grand embarras et porte même atteinte au prestige de la Société des nations qui doit être une institution, non seulement permanente, mais universelle. Là-dessus, le président se déclare d'accord avec tout le monde et lève la séance, mais non sans avoir convoqué le Bureau pour une dernière consultation qui aurait lieu dans les trois quarts d'heure.

Pendant l'entr'acte, on annonce qu'à Paris le ministère est fait, et que M. Paul-Boncour garde le portefeuille des Affaires étrangères. Dans un groupe de journalistes, on commente une correspondance adressée de Londres à la *Gazette de Francfort* et faite pour donner l'impression que le gouvernement britannique souhaite vivement une conversation franco-allemande. Hum ! il faut que les agents de M. Goebbels aient passé par là. Les Anglais, qui ont très peur de la guerre, verraient avec plaisir un rapprochement entre la France et l'Allemagne, mais à condition qu'il s'opère par leur entremise. On peut en dire autant des Italiens, qui n'auraient plus rien à faire ici, si Paris s'avisait de causer avec Berlin directement, ce qu'à Dieu ne plaise !

A six heures et quart, le Bureau entre en séance. Il en sort à six heures et demie. On signale une vague tentative italienne, en vue de transporter les négociations sur un autre terrain. Toujours la hantise du Pacte à quatre ! M. Massigli insiste pour qu'elles restent à Genève et qu'elles s'y déroulent tout entières. Il serait vraiment trop facile de faire rentrer l'Allemagne dans

le jeu dont elle est si bruyamment sortie, par le simple effet d'un changement de lieu ou de procédure. Mais le Bureau a sans doute médité les sages conseils de M. Foronghi : le désarmement sera réglé à la Conférence du désarmement.

Vendredi, 27 octobre.

Presque tous les délégués ont quitté Genève hier soir ou ce matin. Mais le président Henderson y est resté, et avec lui M. Norman Davis. L'Anglais et l'Américain ont eu tout à l'heure un long conciliabule, après lequel on annonce que le Bureau pourrait bien se réunir le 3 novembre au lieu du 9. A quoi rime ce changement, puisque, le 7 novembre, M. Henderson et sir John Simon devront être à Londres pour l'ouverture de la session parlementaire ? La convocation anticipée répondrait-elle au souci de hâter un travail de rédaction, qui devrait être achevé pour le 4 décembre ? Mais, d'ores et déjà, dans les milieux de la Conférence, on prévoit que ce travail, minutieux et difficile, durera plus d'un mois, et que la Commission générale ne pourra guère être réunie qu'au début de l'année prochaine. On se perd en conjectures sur le but de la suggestion américaine, que M. Henderson a reprise à son compte avec tant d'empressement.

L'autre démarche accomplie aujourd'hui par M. Norman Davis est plus facile à expliquer. Alarmé par certaines informations de presse, le délégué des États-Unis est allé demander à M. Sato s'il était vrai que le Japon songeât à se retirer de la Conférence du désarmement. Le Japon après l'Allemagne et peut-être pour des motifs analogues ! Il y avait bien là de quoi faire naître à Washington certaines inquiétudes. J'ignore ce que M. Sato a répondu à M. Norman Davis ; mais voici les déclarations qu'il m'a faites à moi-même, au cours de l'entretien que j'ai eu avec lui cet après-midi :

— Nous n'avons pas le dessein de quitter la Conférence, m'a dit le délégué japonais. Mais, de plus en plus, le gouvernement de Tokio considère que la question du désarmement est surtout une question européenne. D'où l'attitude, sinon passive, du moins très réservée que j'ai cru devoir observer tous ces jours-ci, et notamment dans mon intervention d'hier à la séance du Bureau. Le départ de l'Allemagne vient de compliquer encore davantage le problème et d'en éloigner la solu-

tion. Pourquoi prendrions-nous position en un pareil moment? Le Japon a des réserves à faire sur plusieurs points du plan MacDonald et de l'exposé Simon : armements navals, réduction ou suppression de certains matériels, etc... Il les exposera en temps utile. Pour l'instant, nous nous bornerons à suivre les travaux de la Conférence, en observateurs intéressés, mais inactifs.

En résumé, la position de la France à Genève, un peu moins favorable aujourd'hui qu'elle ne l'était le 15 octobre après le coup de théâtre allemand, est encore très forte. L'accord avec la Grande-Bretagne n'a jamais été plus complet. Il ne s'agit pas, entendons-nous bien, d'une identité de vues sur tous les points du problème; mais Londres et Paris, prenant pour base le plan MacDonald amendé et complété par certaines parties du *mémorandum* français, sont animés de la même volonté: empêcher à tout prix que l'application du principe d'égalité ait pour premier résultat le réarmement des États à qui les traités de paix ont imposé certaines restrictions, et en particulier le réarmement de l'Allemagne. Londres et Paris sont également résolus à poursuivre sans l'Allemagne la tâche commencée, à mettre sur pied d'accord avec les autres Puissances une convention, sinon de réduction, du moins de limitation des armements. Quand les termes de cette convention auront été arrêtés, le gouvernement de Berlin dira s'il s'y associe, ou s'il la rejette. S'il la rejette, le traité de Versailles reste intégralement en vigueur.

Alors, des sanctions contre tout réarmement illicite? Et quelles sanctions? Voilà où l'attitude des gouvernements qui se disent résolus à faire respecter les traités gagnerait à être plus ferme et plus claire. A quoi bon dénoncer une contravention, si l'on n'est pas décidé à la réprimer et à la punir? Les moyens de répression sont formellement prévus au traité de Versailles; au cas d'un manquement constaté, nous avons le droit de les mettre en œuvre, et nous en avons le pouvoir. Le jour où Hitler saurait que nous sommes tout prêts à y recourir, comme il parlerait et agirait d'autre sorte!

MAURICE PERNOT.

PIERRE VILLEY

C'était il y a quelques jours, le 24 octobre, sur la voie ferrée qui va de Caen à Paris. Un train qui déraile ; la machine et quatre grands wagons précipités dans un ravin ; les voitures d'ambulance qui se hâtent, chargées de corps sanglants, vers les hospices d'Évreux ; au nombre des victimes, sur cette civière, un moribond qui expirera le soir même : Pierre Villey !... Avertis par les journaux, tous les lettrés de chez nous ont ressenti comme ils devaient notre perte ; mais c'est aux lettrés des deux mondes que, par delà les frontières, s'adresse la *Revue* ; elle se devait de leur transmettre le funèbre message. C'est pourquoi son directeur, sachant quelle amitié me liait à Pierre Villey, m'a requis de porter sur lui, comme je pourrais et malgré ma peine, en quelques pages rapides, mon témoignage. J'obéis, j'essaierai.

Comme beaucoup le savent, Pierre Villey, à qui nous devons tant de grands travaux d'histoire littéraire, était aveugle, et presque de naissance. Mais jamais, dans aucun de ses livres d'historien, il n'a daigné faire à cette disgrâce la moindre allusion : il lui eût répugné de l'invoquer dans ses préfaces pour s'en couvrir comme d'un alibi ou d'une excuse. Cela, en vertu d'une doctrine par lui développée en son livre *sur le Monde des aveugles* : il y soutient, pour le réconfort de ses pareils, qu'ils ne sont à aucun degré des « emmurés », qu'il n'est presque aucun champ de l'activité spirituelle ni de l'activité sociale qui leur soit interdit, que leur infirmité peut leur être une gêne, mais non jamais un obstacle, pourvu qu'ils aient le cœur bien trempé, et que la principale souffrance, la souffrance presque unique de ceux qui ne voient pas, leur vient de l'injuste apitoiement de ceux qui voient. Toujours, dans

son métier de professeur, qu'il exerçait comme un autre, dans ses tâches d'écrivain qu'il remplissait comme un autre, il a voulu être traité, critiqué, jugé comme un autre, sans qu'on eût égard à sa condition d'aveugle.

Dois-je me conformer ici à ce vouloir, respecter la fière et stoïque consigne? Non, sa mort vient de la lever et de l'abolir. S'il est vrai que sa cécité fut dans son âme la génératrice des plus énergiques vertus et des plus exemplaires, j'oserai dire que c'est elle qui conféra à sa vie, à son œuvre, la meilleure part de leur beauté, et chacun sentira bien que ce n'est point compassion, mais tendresse et respect.

Pour retrouver dans ma mémoire les prémices de cette tendresse et de ce respect, il me faut remonter loin en arrière : c'est en l'année 1900 que Pierre Villey entra, comme élève, à l'École normale où j'étais alors maître de conférences. Élevé d'abord à l'Institution nationale des jeunes aveugles, puis en différents lycées de Paris, il avait affronté, au concours d'entrée de l'École, les mêmes épreuves que ses concurrents et dans les mêmes conditions, à cette seule différence près qu'il avait été assisté par un camarade plus jeune et moins instruit, chargé de compulser pour lui les dictionnaires et d'écrire sous sa dictée. Il entra dans un bon rang; mais on imagine quelle dut être l'inquiétude de ses maîtres et de notre directeur, le très bon et très sage Georges Perrot. De ce tout jeune homme, bon rhétoricien sans doute, mais aveugle et chétif, que ferions-nous? Vers quelles études l'orienter, vers quel destin? D'autant qu'il disait ne se plaire qu'aux disciplines de l'historien, de l'historien des lettres surtout. Mais ces disciplines, comment les connaissait-il? Nous regardions les livres écrits en Braille qu'il avait apportés de son lycée : un Virgile, quelques œuvres des classiques français, des grammaires; ces volumes avaient beau encombrer sa chambre, ils ne formaient en somme qu'une pauvre petite bibliothèque d'écolier. Que pouvait-il soupçonner des exigences de la recherche historique, de ses difficultés? Ne devions-nous pas plutôt le diriger vers quelque science spéculative, de celles que l'on peut cultiver *in angello cum libello*? Le métaphysicien, le moraliste, le logicien, voire le linguiste peuvent, mieux que l'historien, vivre sur leur propre fonds. Notre rôle était donc, semblait-il, de lui remonter vers quels déboires il s'acheminait, de contrarier d'emblée son

illusoire vocation. Mais, comme il s'obstinait, je pris bientôt le parti, voyant son chagrin, de le soumettre à son insu, sans en rien dire à personne, à une épreuve.

Je lui demandai de préparer, pour en exposer les résultats dans une prochaine conférence, une petite étude sur une fable de La Fontaine, *le Meunier, son fils et l'âne*. Il accepta, le cœur gros. N'avais-je pas distribué entre ses camarades des sujets autrement larges, autrement ambitieux? Ainsi on voulait le confiner toujours dans des exercices scolaires, ceux-là mêmes qu'il avait, en rhétorique, pratiqués jusqu'à la satiété! Et c'est à peine s'il se réconcilia avec le sujet quand je lui dis que mon maître Gaston Paris, en un mémoire célèbre, *les Contes orientaux dans la littérature française*, avait consacré une dizaine de pages à cette fable et à ses avatars; ce que je lui demandais, c'était de la considérer à son tour, non pas seulement sous la forme qu'elle revêt chez La Fontaine, mais aussi en ses multiples transformations. Cette étude de Gaston Paris fut la seule référence que je lui donnai, et j'attendis.

Six semaines ou deux mois plus tard, il fit la leçon demandée. Quelle ne fut pas, dans notre petite salle de conférences, la surprise de ses camarades et quelle ne fut pas ma joie! Car il ne s'était pas contenté, comme eût fait un autre, de méditer sur les cinq ou six textes produits par Gaston Paris; il avait su repérer, je ne sais comment, la revue de Benfey, *Orient und Occident* où, dès 1860, Gædeke a dressé une liste d'une quinzaine de recueils d'apologues qui offrent des variantes de l'*Asinus vulgi*; il s'était référé à ces recueils, de ceux-là à d'autres encore, et finalement il faisait entrer dans le champ de la comparaison une dizaine de versions que Gaston Paris, à tort ou à droit, avait cru devoir négliger. Alors, je dévoilai mon stratagème, qui avait été de proposer à ce novice le plus simple en apparence et le plus rebattu des sujets de travail, le plus malaisé en réalité pour qui ne sait pas se contenter des vérités réputées acquises. J'exposai à ses camarades quelle est la difficulté de ces monographies de contes, alors en grande vogue, quel multiple recensement de livres obscurs et dispersés exige cette chasse aux variantes, et je conclus qu'un précoce et fort tempérament d'érudit venait de se manifester à leurs yeux...

Pourquoi m'être attardé à cette anectote, au risque de sem-

bler me complaire à me mettre indiscrètement en scène? C'est d'abord qu'elle représente de manière expressive ce qu'était, au temps jadis, la vie de cette École normale où l'enseignement était vraiment « une amitié », où nous donnions tant de nous-mêmes, nous les maîtres, mais sachant que nous recevions des jeunes plus encore. Et c'est aussi parce que Pierre Villey m'a maintes fois, au cours de sa vie, rappelé cet épisode; ce jour-là, un de ses anciens, qui n'avait pas eu de nombreux devanciers, avait déclaré en public qu'il avait foi en lui et en sa vocation.

Mais, dans le même temps, il trouva pour le confirmer en cette vocation, pour lui faire accomplir les rites de passage, bien d'autres complices, parmi ses maîtres, parmi ses camarades : tel le charmant Pierre-Maurice Masson, le grave Gabriel Leroux, qui devaient mourir tous deux au champ d'honneur, et Paul Hazard, et Eugène Albertini, et Terracher et Maurette, et Pierre Comert, et Louis Réau, Alexandre Goineau, Aimé Berthod, Jacques Chevalier... Je voudrais pouvoir les nommer tous, ces amis de la vingtième année, qui lui ont donné et qui ont reçu de lui la leçon de l'exemple. Par son coup d'essai et par d'autres prouesses non moins heureuses, il leur prouva, tout au long de ses trois ans d'École, qu'il était propre à toutes les besognes de l'érudition, à celles mêmes dont la technique est la plus compliquée, la plus rebutante.

Aussi le monde savant fut-il frappé de surprise, mais non notre petit groupe des normaliens, quand, en 1908, après avoir conquis le titre d'agrégé des lettres et achevé son noviciat à la Fondation Thiers, où Émile Boutroux l'avait accueilli paternellement, il publia son premier livre, *les Sources et l'évolution des Essais de Montaigne*.

C'est à l'École normale même qu'encouragé surtout par M. Gustave Lanson, il en avait conçu l'idée; et, pour la mener à bien, il avait commencé par transcrire de sa main, en Braille, toute l'œuvre de Montaigne; son exemplaire des *Essais* formait une vingtaine de volumes. Puis il avait « mis en fiches » les *Essais*; et ces fiches, alphabétiquement classées, remplissaient une grande caisse qu'il garda, des années durant, à portée de sa main. C'est muni de cet attirail et pouvant réciter par cœur les *Essais* avec toutes leurs variantes, qu'il se mit en quête de leurs sources. Or, pour apprécier cette admirable ten-

tative, il n'est que de s'en représenter les conditions. Il a fallu qu'il se fit lire à haute voix tous les auteurs que Montaigne a cités, et tous ceux-là aussi qu'il y avait vraisemblance que Montaigne eût connus, c'est-à-dire, dans les traductions latines de l'époque, Sextus Empiricus, Xénophon, Diogène Laërce, Platon; dans les traductions françaises de l'époque, Diodore de Sicile, Hérodote, Arrien; dans les textes originaux, de Lucrèce à Valère Maxime, à peu près tous les écrivains de la Rome antique; et, en outre, d'Érasme à Juste Lipse, presque tous les humanistes de la Renaissance. C'est sur un millier d'auteurs que Pierre Villey a exercé cet effort de confrontation, et l'on peut évaluer matériellement la richesse de son butin si l'on regarde, au tome IV de l'édition des *Essais* dite de Bordeaux, paru en 1920, la table alphabétique, par lui dressée, des inspireurs de Montaigne: elle offre environ huit mille références à près de quatre cents écrivains, grecs, latins, italiens, français.

Par des procédés semblables, aidé par des lecteurs « qui lui prêtaient leurs yeux, mais des yeux de plus en plus passifs à mesure que ses recherches se faisaient plus personnelles », il s'efforça ensuite d'apprécier l'influence des *Essais*: Montaigne, Locke et Rousseau, Montaigne et Bacon, Montaigne et les *déistes anglais*, tels sont les titres de quelques-uns de ses travaux, livres ou mémoires. Or, ces relevés d'emprunts et d'imitations n'intéressent pas la seule curiosité érudite: on peut dire de tous les écrits de Pierre Villey ce qu'Émile Boutroux a dit de son premier livre: « qu'il s'y montre un penseur réfléchi, ingénieux, sagace, philosophe, percevant avec une finesse singulière les nuances et les rapports des idées. »

Mais l'immense labeur de cette existence aura-t-il été consacré tout entier à Montaigne? N'a-t-il abouti qu'à cette édition des *Essais*, parue en 1922, qu'un bon juge, M. Henri Chamard, a qualifiée de « presque parfaite »? Il n'en est rien. Qu'on se rappelle son livre intitulé *les Sources d'idées au xvi^e siècle*, ou cet autre, *les Sources italiennes du Discours de la Défense et Illustration de la langue française*, où il montre, entre autres trouvailles singulières, qu'une partie du célèbre discours, celle où du Bellay soutient que notre langue peut s'égaliser à la grecque et à la latine, n'est guère qu'une traduc-

tion d'un traité de Sperone Speroni composé à la louange de la langue toscane. Qu'on se rappelle encore ses études sur d'Aubigné, sur Monluc, et le plus récent de ses grands livres, *Marot et Rabelais* : son jardin, le beau jardin de la Renaissance française, il l'a cultivé tout entier.

Encore ne s'est-il pas contenté de servir les bonnes lettres; la plus grande part de son activité, de ses forces physiques, de son intelligence et de son cœur, il l'a dépensée pour le bien de ses amis, les aveugles. Il a vécu à l'imitation des Valentin Haüy, des Braille, des Maurice de la Sizeranne. Par ses livres, le *Monde des aveugles*, la *Pédagogie des aveugles*, par ses bienfaits quotidiens, il a mérité que sa mémoire leur reste sacrée.

Quant à sa vie familiale, quant à la collaboratrice qu'il a trouvée en sa femme, fille d'Émile Boutroux, qui, fidèle à la tradition maternelle, ne s'est jamais séparée un seul jour de son mari et qui, le 24 octobre, a failli mourir avec lui, je n'y saurais faire qu'une allusion fugitive, empreinte, comme il convient, d'une sorte de brûlante réserve. Mais tous ceux qui ont connu, aimé Pierre Villey trouveront juste et bon que je lui applique ce jugement de son cher Montaigne, parlant d'Étienne de la Boétie : « Je connoy des hommes assez, qui ont diverses parties belles : qui, l'esprit; qui, le cœur; qui, l'adresse; qui, la conscience; qui, le langage; qui, une science; qui, une autre; mais celuy-là, c'estoit vrayment une âme pleine, et qui monstroît un beau visage à tout sens, une âme à la vieille marque. »

JOSEPH BÉDIER.

REVUE MUSICALE

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-COMIQUE : Saison italienne. — BOUFFES-PARIISIENS :
O mon bel inconnu, comédie musicale en trois actes de M. Sacha Guitry,
musique de M. Reynaldo Hahn. — La musique de *l'Arlésienne* à la
COMÉDIE-FRANÇAISE. — Concerts.

Si l'on en croit Stendhal, dont la *Vie de Rossini* est un panégyrique, mais sincère pour les opinions et véridique pour les traits de mœurs, le notable d'une ville italienne, qui au début du siècle dernier louait la salle, recrutait les chanteurs et commandait un opéra-bouffe pour la saison d'un carnaval, remettait au musicien une somme qui équivalait alors à un millier de francs, et l'auteur des paroles recevait de soixante à quatre-vingts francs. C'est peu pour le premier, et beaucoup trop pour l'autre, si l'on en juge par les livrets de Jacopo Feretti pour la *Cenerentola*, qui fit les délices du carnaval de Rome en 1817, et d'Angelo Anelli pour *l'Italiana in Algeri*, présentée dans les mêmes conditions à Venise, quatre ans plus tôt. Sterbini fut mieux inspiré : en son *Barbiere di Siviglia*, destiné d'abord à Paesiello et non pas à Rossini, il a suivi du plus près possible la comédie de Beaumarchais.

La saison italienne que vient de donner l'Opéra-Comique rapprochait ces trois ouvrages et nous invitait à la comparaison. *Le Barbier de Séville*, pour lui restituer son certificat d'origine, en sort grandi. Les deux autres ne peuvent aujourd'hui tenir la scène, tout au moins devant un public français.

Pour la *Cenerentola*, dont le titre traduit le surnom français de *Cendrillon*, Stendhal lui-même a dû, ce qui fait honneur à sa bonne foi, renoncer à son parti pris d'admiration. Il la trouvait vulgaire. « Il n'y a peut-être pas dix mesures de suite qui ne rappellent l'arrière-boutique de la rue Saint-Denis, ou le gros financier ivre d'or et d'idées prosaïques. » Rien n'est plus vrai, et on le déplore davantage encore quand on se souvient du conte, qui n'a plus de

fées, mais met à leur place un barbon avare qui veut pour gendre un prince et se laisse duper par un déguisement ; on n'y trouve même pas la pantoufle de vair, qui emmitoufle un si mignon secret en sa fourrure précieuse, et ce n'est pas gagner au change que d'y substituer un bracelet de bijoutier. Il y a pourtant une jolie scène au début, entre les trois sœurs dont chacune a son caractère, un duo agréable entre la délaissée et le prince caché sous un humble costume, et, comme dans *le Barbier de Séville*, une tempête en miniature, avec beaucoup moins de couleur. Le reste n'est que verbiage.

La musique de *l'Italienne à Alger* est d'une autre fraîcheur. L'orchestre, aux premières notes de l'ouverture, a une claire plénitude qui fait songer à Haydn et même à Mozart. Rossini avait joué les symphonies du premier et les quatuors de l'autre, quand il dirigeait à Bologne une société d'amateurs et achevait ses études de composition, à quinze ans. Ce délicieux solo de cor, qui annonce la cavatine du ténor au premier acte, on aime à croire qu'il l'avait fait essayer à son père, devenu corniste à l'orchestre du théâtre, depuis qu'il avait quitté Pesaro pour Bologne. Je ne sais comment il se tirait de ces notes liées et de ces trilles, qui ne sont pas d'une exécution aisée. L'artiste qui lui succède aujourd'hui, à l'Opéra-Comique, y montre autant d'adresse que de sentiment musical, et Rossini, je pense, serait content de lui.

Mais pourquoi, puisque c'étaient des représentations de gala, n'en pas faire aussi des fêtes costumées ? Affublés de faux-nez nous-mêmes, nous aurions accepté comme un signe de reconnaissance celui dont se pare effrontément le bey Mustafa, mis sur le compte de la gaieté régnante ses soupirs avinés et ses trémoussements de fantoche en un rôle où notre bon sens souhaiterait au moins, comme dans les turqueries de Molière, une sorte de dignité bouffonne, et fait écho peut-être à ces onomatopées où il imite le « bruit du canon qui sonne dans sa tête : boum, boum », pendant que Taddeo, l'amoureux ridicule, se compare, pour n'être pas en reste, à « une corneille déplumée qui croasse, era, era ». Une salle de carnaval, où des femmes masquées intriguaient aux entr'actes Polichinelle, Arlequin, ou un faux pirate, tout pareil à ceux de la pièce, acclamait ces pantalonnades qui se heurtant cette fois à la correction des plastrons blancs, à l'élégance des robes du soir retombaient sans force, et n'amusaient personne.

Les Italiens, aujourd'hui, déplorent comme nous la décadence de l'art et du chant en leur pays. Leurs plaintes nous semblent exagérées quand nous écoutons ces vocalises correctes, qui à beaucoup de nos chanteuses et presque tous nos chanteurs opposeraient des obstacles insurmontables. Mais la qualité du son s'est corrompue encore plus qu'en France, parce qu'à l'influence pernicieuse de Wagner, qui oblige le chanteur à lutter avec l'orchestre, s'est ajoutée celle du vérisme et de ses vociférations. Toutes les voix sont forcées, criardes dans les notes aiguës, creuses quand elles descendent au registre grave. Aucune n'a plus cette égalité, cette souplesse, ce naturel dont l'illustre baryton Battistini, mort depuis quelques années, fut le dernier sans doute à détenir le secret et paraît l'avoir emporté avec lui dans la tombe. Parmi les artistes de *l'Italienne à Alger*, ceux qui nous ont donné le plus de satisfaction furent, en deux rôles relativement subalternes où ils ne se croyaient pas obligés de hausser le ton, M. Badini, qui a chanté avec goût les jolis couplets du narghileh au deuxième acte, et Mme Pierisa Giri, fort touchante dans la plainte de l'épouse en disgrâce. Mme Conchita Supervia use aussi de la demi-teinte, mais à peu près sans nuances, pour les notes hautes ou moyennes. Au-dessous, c'est impossible, parce que la voix se disloque et grossit tout à coup. On croirait entendre une autre chanteuse.

L'orchestre tient ses promesses. Les instruments à cordes et à vent s'y répondent avec grâce, chacun dans son exact emploi et en formant toujours d'harmonieux accords. L'un, puis l'autre, tout à tour, après le cor qui leur a donné l'exemple et s'est risqué le premier, est désigné pour s'avancer au premier plan, annoncer l'air du chanteur et l'entourer ensuite de ses ritournelles. La voix du violon, de la flûte ou du hautbois rivalise si harmonieusement avec la voix humaine qu'on se demande à laquelle des deux pensait de préférence l'auteur, en écrivant sa mélodie.

Pour mettre en valeur cet orchestre, on ne pouvait choisir un meilleur chef que M. Tullio Serafin. Nul ne sait comme lui marquer le rythme et ponctuer la phrase, renforcer le son ou le détendre sans le laisser un seul instant fléchir, ou d'une baguette électrique arracher des accords qui crépitent en étincelles. Le geste est sobre : une brève indication suffit. Tout s'anime et reluit, palpite et se soulève en cette effervescence musicale que suscite l'attraction nerveuse.

Le Barbier de Séville, qui terminait cette série de représenta-

tions, a rallié tous les suffrages. La seule nouveauté, cette fois, était l'air de la leçon de chant, qu'on a restitué tel que Rossini l'avait rédigé, en 1816, pour M^{me} Giorgi.

Entre l'interprétation des artistes français, qui n'est que malicieuse, et celle des italiens, franchement burlesque, il est permis de discuter. Les uns se souviennent de Beaumarchais, et les autres ne connaissent que Sterbini. Mais la musique de Rossini demeure, dans la verve et l'éclat qui l'ont rendue immortelle. Aux noms de M^{mes} Supervia et Ticozzi, de MM. Borgioli, Stracciari, Scattola et Bettoni, chargés des principaux rôles, il faut ajouter celui de M. Vieulle, qui en celui de l'officier a montré son intelligence et sa sûreté coutumières.

* * *

Remis à neuf, aéré, éclairé, nettoyé à l'aspirateur, le théâtre des Bouffes-Parisiens, où Labiche autrefois déchainait le fou rire, garde ses proportions aimables et un public de belle humeur, qui entend, même à demi-mot, la plaisanterie. Il y a des jours où l'on aime à se sentir chez soi, je veux dire entre Français. MM. Sacha Guitry et Reynaldo Hahn nous procurent cette joie, et il faut leur rendre grâces, car ils ont tous deux bien de l'esprit. *O mon bel inconnu* : c'est un joli titre, crânement porté par cette comédie musicale dont la forme est à peu près celle des anciens vaudevilles à couplets, mais le badinage plus élégant ; et l'autre différence, tout à son avantage, est que dédaignant la défroque des airs usagés qu'on jetait sur d'autres paroles, elle pare ses rimes d'une musique neuve, qui leur sied à ravir.

Le rideau se lève sur un malicieux tableau d'intérieur, dont la « nature morte », au premier plan, est le petit déjeuner du matin, servi dans un salon cossu, mais qui ressemble à un salon d'attente, d'autant que le parquet y laisse passage à un escalier de communication. Une servante délurée achève de disposer les tasses, en chantant. Soubrette pour maison bourgeoise, Lisette s'appellera aujourd'hui Félicie ; moins effrontée, plus insolente, elle n'a rien perdu de son entrain, et comme M^{me} Arletty lui prête son œil brillant, sa voix tranchante, sa diction fine, sa mine futée qui rit sous cape, nous sommes assurés que, digne de son emploi, elle sera le boute-en-train de la pièce.

M. Aubertin, qui a fondé, comme il dira bientôt, « une chapellerie au rez-de-chaussée et un foyer à l'entresol », fait son entrée,

prend place entre son épouse et sa fille, qui aussitôt récriminent à l'envi : le thé de l'une est noir comme du café, le café de l'autre est jaune comme du thé. Un ménage où l'on s'irrite pour si peu, sans être désuni, laisse pourtant à désirer. Quoi ? C'est ce qu'on devine aisément quand on voit monter par l'escalier dérobé ce jeune client qui chaque jour, à deux ou trois reprises, entrait au magasin et y faisait l'emplette d'un chapeau melon. Tout ému de ce tête-à-tête avec la belle chapelière, il n'ose se déclarer, mais elle l'encourage, croyant qu'il va lui demander la main de sa fille, qui fait office de vendeuse au comptoir. Quand le malentendu est éclairci, vite il faut prier l'indiscret de sortir par où il est venu. Un vieil ami de la famille va calmer cet émoi. Il tient l'emploi de confident, et à merveille, car il est muet. Virtuose de la mimique, M. Koval trouve en ce rôle, pour accuser réception des propos fades, surprenants ou compromettants que chacun déverse à son tour en cet écouteur inlassable, des gestes et des jeux de physionomie si marqués, sans toutefois tomber dans la charge, qu'il n'y a pas moyen de le regarder sans rire.

A lui seul un mari qui s'ennuie au logis peut avouer qu'à la recherche d'une aventure il a eu recours à une annonce qui lui a déjà valu de nombreuses offres de services. Il montre fièrement à son ami les lettres qu'il a reçues ; une surtout, signée par une comtesse, retient son attention. Il regarde distraitemment les suivantes, et soudain s'exclame, car il vient de reconnaître sur une enveloppe l'écriture de sa femme, et sur une autre celle de sa fille. L'indignation d'abord l'emporte : « Faut-il qu'elles soient vicieuses ! » Mais à la réflexion, et faisant un retour sur lui-même, il leur trouve une excuse : « Faut-il qu'elles soient malheureuses ! » Admirablement tracé pour la voix par un musicien qui en a le sens et l'expérience, si rares de nos jours, l'air est d'une émotion intelligente et mélodieuse, dont M. Aquistapace traduit avec un art consommé les nuances changeantes.

Tout autres sont les qualités de M. Tarride, qui ne paraît qu'au troisième acte, car c'est le propriétaire de la villa de plaisance où tous les personnages, selon la règle du vaudeville, vont se retrouver, à leur grande surprise. La rondeur naturelle dont il use en rusé compère, sa voix éraillée, mais très juste, sa diction du bout des lèvres mais parfaite, les traits aigus qu'il décoche sous le masque d'une bonhomie impassible et les effets qu'il obtient à coup sûr sans jamais avoir l'air d'y penser, tout montre en lui

l'acteur habitué aux théâtres de genre et aux scènes du boulevard.

Le deuxième acte, en deux tableaux, se passait dans le magasin. Il contient des inventions plaisantes. Aubertin, qui a donné rendez-vous à la mystérieuse comtesse au musée du Louvre, l'a priée de revêtir pour la circonstance une robe rouge, une écharpe verte et un tour de cou en plumes de cygne : sous une toilette aussi hétéroclite, comme il l'explique à son confident, il est sûr de la reconnaître. A peine est-il parti, qu'on voit descendre à pas prudents, par l'escalier intérieur, une dame en robe rouge, écharpe verte et tour de cou en plumes de cygne : c'est Félicie. Elle n'a rien à dire : le rire qui se répand dans la salle à sa vue suffit à remplir le silence. Le moment est venu d'allumer comme un phare l'air d'espérance qui va rayonner sur la pièce entière : *O mon bel inconnu*. Mme Suzanne Dautès, dans le rôle aimable de Mme Aubertin, le chante avec goût et finesse. Sur quelques notes la mélodie s'enroule et se déroule, langoureuse et câline, entre les dessins variés d'un accompagnement à jour qui lui livre passage, pareil aux paysages dont on suit d'un oeil distrait la course en sens inverse de quelque heureux voyage.

M. Reynaldo Hahn parle un langage choisi sans recherche et comme sans travail. Sa muse patricienne a l'usage du monde et une instruction de culture, non de métier. Musicien de salons ? Ce n'est pas, comme on le croit communément de nos jours, un mauvais compliment. Il n'y a pas de honte à être de bonne compagnie. La société a toujours été une excellente école pour nos artistes. Et puis, peu importe que l'on soit musicien de salon, de campagne, ou de faubourg. Le tout, et le rare, c'est d'être musicien.

Chacun des préludes est une brève symphonie en concert, où les instruments chantent. On n'oublie pas ces réponses alternées, comme dans une églogue, entre le basson et la clarinette ou la flûte, ni l'extase légère du violon aux pulsations assourdies d'une fête invisible. Musique élégante et aisée, heureuse avec une ombre de nostalgie, évoquant sur quelque terrasse, entre les lumières du casino et les flots de la mer, un de ces soirs d'été où le cœur est de loisir.

* * *

La musique de Bizet a suivi *l'Arlésienne* de Daudet sur la scène imposante et dans les décors neufs de la Comédie-Française.

Elle y a pris de l'importance, un air de dignité bourgeoise qui l'éloigne un peu de ses origines agrestes, un embonpoint qui cependant laisse reconnaître ses traits légèrement empâtés, toujours charmants.

Les musiciens ne sont pas plus nombreux qu'à l'Odéon, mais la résonance est plus forte, parce qu'ils jouent à découvert. Faute de l'abri souterrain qu'on devait leur creuser, mais dont le travail n'a pu être exécuté en temps utile, pour des motifs d'économie, il a fallu les asseoir dans la salle, devant les spectateurs qui leur cèdent les deux premiers rangs des fauteuils. Ils appartiennent à l'orchestre Lamoureux, et leur chef, debout, les entraîne, ce qui projette en ombre animée, devant le Castelet ensoleillé ou la Camargue lumineuse, la silhouette de l'excellent M. Wolf, un peu plus gesticulante qu'il ne faudrait pour le plaisir de nos yeux et aussi pour les besoins d'une musique aussi délicate et nerveuse. Il n'était certainement pas nécessaire de marquer aussi énergiquement les temps forts, jusqu'à imprimer un mouvement de valse à cet *Intermezzo* que Bizet lui-même a qualifié de *minuetto*, et qui pouvait se passer de cette indication, car c'est une musique en dentelle, sans pesanteur, d'une grâce qui fuit comme un souvenir insaisissable et toujours sur le point de se dissoudre dans l'air. Mais il importait de modérer l'accompagnement en tambourin qui dans la plaine fait jaillir la voix des bergers invisibles, supportant elle-même l'allégresse scintillante de la petite flûte. Ces dessins différents, sur un rythme uniforme, se soutiennent l'un l'autre comme les arcades inégales d'une construction haute où joue la lumière. Les chœurs étant dans la coulisse, on les entendait à peine, et l'équilibre était compromis par cet espace vide. Dans le carillon qui précède le troisième acte, les trois notes persistantes des cors, trop liées, n'ont pas eu le battement joyeux des cloches à toute volée. Dans l'intermède pensif qui suit, comme un retour de regret au milieu de la fête, je n'ai pas discerné, aussi nette que je l'espérais, cette dissonance poignante du si dièze contre le si naturel, en fausse octave, où l'on ne sait s'il faut admirer davantage la hardiesse du rapprochement ou l'habileté du style qui la rend acceptable aux oreilles les plus scrupuleuses.

Ces critiques, ou ces chicanes, ne diminuent en rien le mérite de M. Wolf, qui est un remarquable chef d'orchestre. Mais, justement pour ce motif, il a un talent qui n'est pas fait pour tous les styles. Autant il manipule avec facilité les larges périodes

d'un Beethoven ou d'un Wagner, autant il risque de déformer par une pression maladroite ces phrases à la fois flexibles et concises, dont le sens est déjà complet par le choix des expressions et la grâce du tour. Comme la prose de Daudet, la musique de Bizet est ici d'une sensibilité extrême. Il suffit d'y toucher, en l'effleurant à peine, pour que tout vibre et chante.

Mais, plus robuste qu'elle n'en a l'air, elle résiste vaillamment à quelques meurtrissures. Son charme un peu amolli n'est pas rompu. C'est toujours un délice d'entendre les morceaux que je viens de citer, comme aussi l'ouverture avec ses variations dont on n'aperçoit pas l'ingéniosité, tant elles semblent naturelles; l'introduction au deuxième acte évoquant un paysage vaste et net, où s'évapore la chaleur du jour; la douce mélodie qui entoure l'innocent d'une tendresse interrogatrice et soucieuse, ou la berceuse qui en quelques mesures se pose sur son front las avec tant de pitié; la musique attentive qui préside à la rencontre de la vieille Renaude avec le berger Balthazar, après tant d'années de séparation volontaire, et verse en ces cœurs fiers, avec la satisfaction du devoir accompli, le baume du souvenir.



Le *Kammerchor* de Bâle est une société d'amateurs. On ne s'en douterait pas à l'entendre, tant les voix en sont justes, harmonieuses et dociles à toutes les indications d'un chef énergique et habile, M. Paul Sacher. Appelés à Paris par M^{me} Octave Homberg, à qui les amis de la bonne musique doivent rendre grâce une fois de plus, ces chanteurs ont pris part à une excellente exécution, en concert, de l'opéra de Mozart *Idomeneo*, déjà offert il y a deux ans aux membres de la Société Mozart, et ont donné un *Concert spirituel*, qui méritait mieux ce titre en sa première partie que dans l'autre où les temps modernes n'étaient signalés que par un *De profundis* de Gluck et la *Symphonie des psaumes* de M. Stravinski. Gluck, épris de l'antiquité classique, n'a jamais réussi, ne pouvait réussir dans la musique religieuse, et l'on ne trouve en cette composition qu'une emphase théâtrale et creuse. Très émouvante, au contraire, est la sincérité de M. Stravinski. Mais elle lui commande, pour des motifs assurément fort méritoires, le renoncement total à tout ce qui faisait, en ses ouvrages antérieurs, la puissance et l'attrait de sa musique: le rythme, l'harmonie, l'accent et la couleur. Les instruments d'un côté, les voix de l'autre forment

des parties séparées qui s'entrechoquent avec raideur ; on croirait un accompagnement très rude, sans le chant qui l'explique et l'apaise. C'est un squelette de musique. Faut-il tant d'ascétisme pour le salut d'une âme musicienne ?

* * *

M. Walter Gieseking nous a donné un concert unique pour la saison, unique dans son genre, car nul ne sait comme lui assouplir le clavier qu'il parcourt de ses doigts agiles et semble en même temps pétrir. Si rapide que soit le trait, la note en un instant se remplit au passage d'une sonorité expressive et limpide, et partout la musique affleure. Après cette *Partita* de Bach, et la sonate en ut de Beethoven, déjà romantique, mais régulière encore, Scarlatti le fantasque et Brahms souriant à son abondance intarissable, musicien fluvial, sont venus tour à tour reprendre vie dans la force de leur pensée et sa fraîcheur originelle. Six préludes de Debussy, *Brouillards*, *Feuilles mortes*, *la Puerta del vino*, *le Général Lavine*, *Bruyères*, et les prestigieux *Feux d'artifices* ont retrouvé ensuite leur grâce magicienne qui de tous les spectacles du monde extrait sans la décomposer l'essence musicale. L'enthousiasme était alors à son comble ; les applaudissements se prolongeaient, et personne ne quittait sa place. Notre attente ne fut pas déçue. L'artiste généreux revenait, saluait à deux ou trois reprises, cédait enfin, s'avancait jusqu'à sa chaise, et c'est ainsi que nous eûmes encore, puisés pour nous dans le recueil intérieur d'une mémoire infailible, les *Pagodes* de Debussy et sa *Berceuse de la poupée*, une sonate que je crois de Scarlatti, une charmante *Fantaisie* de Brahms, *l'Oiseau prophète* de Schumann. M. Walter Gieseking est le seul pianiste dont le jeu sur les touches me rappelle aujourd'hui Debussy. Fermant les yeux, je pouvais me croire encore en ce cabinet de travail, au bout de l'avenue du Bois-de-Boulogne, un des soirs où mon illustre ami était d'humeur à se mettre au piano. Il ne manquait que le halètement trop fréquent du chemin de fer de Ceinture, et de temps à autre une exclamation rageuse, à mi-voix, quand une note lui échappait, car il ne travaillait plus depuis longtemps. Ce sont des accidents qui n'arrivent pas à un Gieseking. Mais pour l'interprétation, la ressemblance est à s'y méprendre. Ceux qui ont entendu Debussy savent le prix de cet éloge.

LOUIS LALOY.

LA SCIENCE BIENFAISANTE

E. ROUX ET A. CALMETTE

A quelques jours de distance, Albert Calmette d'abord, Émile Roux, ensuite nous ont quittés. A l'un et à l'autre la *Revue* doit d'exposer à loisir leur carrière et leur œuvre : elle le fera par la plume la plus autorisée. Dès aujourd'hui elle tient à s'incliner, avec une respectueuse et profonde reconnaissance, devant deux grands savants qui ont été deux grands bienfaiteurs de l'humanité.

Grâce à eux, la voie ouverte par le génie de Pasteur s'est poursuivie et enrichie de découvertes nouvelles. Des maux jusqu'alors réputés incurables ont été guéris, la somme de la souffrance humaine a diminué dans le monde. A cette science-là toutes les puissances de l'esprit ne suffiraient pas, s'il ne s'y ajoutait celles du cœur.

Que pour un docteur Roux le geste s'imposât de funérailles nationales, le gouvernement s'en est avisé un peu tard et avec gaucherie, sous la pression de l'opinion publique. D'ailleurs, aussi modestes que désintéressés, de tels hommes n'attendent du bien qu'ils font d'autre récompense que de l'avoir fait.

De cette modestie je sais, à l'honneur du docteur Roux, un trait dont j'ai été à deux reprises le témoin. Au lendemain de la guerre, où tant de vies n'ont été sauvées que par les méthodes pasteuriennes, l'Académie française se proposa d'appeler à elle le docteur Roux. Je me rendis rue Dutot. Ai-je été un mauvais avocat ? Le parti de l'illustre savant était pris. « Pour qu'un homme de science ait sa place à l'Académie française, me dit-il avec une émouvante simplicité, il faut qu'il soit un créateur. Je ne suis, comme nous sommes tous ici, qu'un continuateur. » Une seconde fois, un vide s'étant produit parmi nous, la même démarche eut la même réponse. Scrupule excessif, qu'on ne peut que déplorer, — en l'admirant.

RENÉ DOUMIC.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LE MINISTÈRE ALBERT SARRAUT

La crise ministérielle n'a pas été de longue durée. Pour des raisons qui sont d'ordre parlementaire, que le pays ignore et qui parfois n'ont avec la raison que de lointains rapports, il arrive qu'un homme politique ou, comme on dit maintenant, un personnage consulaire, est généralement considéré comme mûr pour la présidence du Conseil. On le prend à l'essai. Cette fois l'opinion, dans les milieux du Parlement et de la presse, désignait M. Albert Sarraut. Espérons que cette puissance occulte, que certains initiés mènent, aura été bien avisée.

Tout d'abord, M. Albert Sarraut est le frère de M. Maurice Sarraut. Dans le Midi languedocien, où ils sont enracinés, on dit « les Sarraut », et, « les Sarraut », c'est une puissance ; ils ont fait *la Dépêche de Toulouse* et *la Dépêche de Toulouse* les a faits. Cet important organe rayonne sur tout le Midi jusqu'aux points où il rencontre les journaux de Bordeaux, de Montpellier et de Marseille ; c'est lui qui a « radicalisé » le Languedoc et quelques pays voisins. Il n'était guère possible, là-bas, d'être élu à quelque siège, fût-ce de conseiller municipal, ou nommé à quelque fonction, fût-ce de cantonnier, si l'on n'était « le candidat de *la Dépêche* », jusqu'au jour où le socialisme prit pied dans la région, d'abord avec la permission de *la Dépêche* sous prétexte de faire pièce à « la réaction », ensuite contre elle avec l'intention avouée de la supplanter. M. Maurice Sarraut se consacre au journal et est le gardien de l'orthodoxie radicale-socialiste. M. Albert Sarraut, lui, a osé sortir de Toulouse et du Parlement ; il a découvert le vaste monde ; il a donné sa mesure comme gouverneur général de

l'Indochine où il a acquis le renom d'un homme d'autorité, aux vues larges, à l'esprit ouvert, sans sectarisme. et capable de comprendre qu'il existe, en France et hors de France, des intérêts généraux qui dépassent, et de très loin, l'intérêt électoral du parti radical-socialiste. Aussi M. Albert Sarraut, revenant d'Indochine comme jadis le regretté Paul Doumer, parut-il quelque peu suspect à la stricte orthodoxie radicale-socialiste à qui les colonies et l'Empire français ne disent rien qui vaille. Il fallut que Maurice se portât garant qu'Albert n'était point un hérétique. Certes, M. Albert Sarraut, sénateur de l'Aude, possède quelques-unes des hautes qualités par lesquelles on devient un véritable chef de gouvernement ; malheureusement, il n'est pas libre de les déployer ; la règle du jeu parlementaire le bride. Il sera curieux de voir dans quelle mesure il osera sortir des ornières radicales-socialistes où s'enlize le char de l'État. Qu'il se dise que c'est maintenant ou jamais l'heure et qu'au delà du parti il y a la France.

Le personnage à qui M. le Président de la République fit tout d'abord appel fut donc M. Albert Sarraut qui, à sa première tentative, réussit en quelques heures à constituer un cabinet. Le fait est assez rare pour qu'il vaille d'être noté. La maladie de M. Herriot a peut-être simplifié les opérations. D'ailleurs, le cabinet Sarraut ressemble comme un frère au cabinet Daladier. Ce sont, à peu d'exceptions près, les mêmes hommes aux mêmes départements. M. Paul-Boncour reste au Quai d'Orsay et M. Daladier rue Saint-Dominique, où l'on apprécie sa droiture. M. Sarraut lui-même garde la Marine, M. Camille Chautemps l'Intérieur ; au poste difficile des Finances demeure M. Georges Bonnet, tandis que M. Lamoureux est remplacé au Budget par M. Abel Gardey, sénateur du Gers. M. Queuille garde l'Agriculture, M. Pierre Cot l'Air, M. de Monzie l'Éducation nationale, M. Paganon les Travaux publics. M. Dalimier devient vice-président du Conseil et ministre de la Justice et est remplacé aux Colonies par M. Pietri, qui est un financier de mérite. Au Travail, où M. François-Albert, qui s'est signalé in extremis par un népotisme et un mépris des lois scandaleux, ne sera pas regretté, voici M. Frot à qui succède, à la Marine marchande, M. Jacques Stern. M. Laurent Eynac passe des P. T. T. au Commerce. M. Ducos (Haute-Garonne) est aux Pensions, M. Mistler (Aude, — le Midi est bien partagé, —) aux P. T. T., M. Lisbonne (Drôme) à la Santé publique. Ajoutons huit sous-secrétaires d'État, dont seul

M. Guy La Chambre est un ancien. Tel est le cabinet Sarraut qui, ainsi composé, ne fait pas mauvaise figure. Ce qui manque, en France, ce ne sont jamais les talents, mais souvent les caractères, ou plutôt les conditions qui permettraient aux ministres de faire preuve d'initiative et de volonté.

Pourtant, si les hommes sont, pour la plupart, les mêmes, le Cabinet est différent. Il ne s'abrite pas sous le signe du cartel. Après trois essais malheureux, il est enfin avéré qu'aucun ministre ne peut vivre avec l'appui du groupe socialiste. M. Daladier, dans la séance nocturne où il a mordu la poussière, l'a reproché avec une amertume de bon aloi à M. Léon Blum. Il avait eu confiance en lui ; il a été déçu et ne l'a pas caché : M. Blum en paraissait tout déconfit. Le vaincu, en effet, c'est lui. Partout le socialisme, impuissant et destructeur, est en désarroi et en recul. M. Albert Sarraut, avant de constituer son cabinet, a négligé de faire, auprès du groupe socialiste, la démarche rituelle qui consistait à lui demander son concours pour se l'entendre refuser. Il a même timidement essayé d'étendre sa majorité vers le Centre en s'adressant à M. Pietri (républicain de gauche), à M. Stern, dont la présence ne suffit pas à donner au ministère un caractère d'union nationale. Pourtant, lorsque, le 3 novembre, le nouveau cabinet s'est présenté devant les Chambres, M. Bergery lui a vivement reproché ces audaces et, lorsque la Chambre est passée au vote, une notable partie du Centre a voté pour le cabinet.

La déclaration ministérielle, en effet, était aussi satisfaisante que les circonstances le permettaient. Le président du Conseil promet, sous peu de jours, « un budget en équilibre sincère et complet » ; on procédera à « de substantielles économies ». Et voici le mot hardi : « supprimer les dépenses et les organismes parasites, les abus constatés dans l'application des lois, et provoquer, par une réforme administrative rationnelle, un fonctionnement moins dispendieux des services publics ». Ah ! si M. Sarraut réalisait ce qu'il ose promettre, quel grand homme il serait ! Mais il ne le réalisera pas, parce que les abus ont pour origine l'ingérence des parlementaires dans le fonctionnement des services publics ; il n'est pas une sinécure, pas un organisme parasite à côté duquel on ne puisse inscrire la recommandation de plusieurs hommes politiques. Si l'on veut porter la cognée dans le maquis des abus, c'est le système électoral qu'il faut réformer ou radicalement changer. Les meilleures lois, aussi bien que les

plus mauvaises, sont faussées par des privilèges ou des exemptions infiniment plus graves que ceux qui ont amené la chute de l'ancienne monarchie. Les régimes d'égalité théorique sont aussi ceux où les citoyens sont particulièrement avides d'obtenir à leur profit quelque faveur ou quelque immunité.

L'impôt sur le revenu est l'oppression fiscale d'une minorité au profit d'une majorité ; c'est un impôt de classe. M. Caillaux, qui fut, avec M. Ribot, — ne sont-ce pas les « modérés » qui font voter les lois démagogiques pour satisfaire les « avancés » ? — l'un des auteurs de ce chef-d'œuvre, cherche aujourd'hui à le défendre. Je n'ai pas voulu cela, nous dit-il, lui aussi ; de mon temps, les taux étaient modérés, inoffensifs. Sans doute, mais le principe pernicieux était posé ; il était trop tentant et trop facile, chaque fois qu'on aurait besoin d'argent pour quelque prodigalité, de donner « un tour de vis » ! De bons esprits, aujourd'hui, parlent de revenir aux « quatre vieilles » rajeunies. M. Sarraut s'en tiendra au système fiscal existant dont il reconnaît les vices et les excès. Mais, encore une fois, ces vices, ces excès sont d'origine électorale et parlementaire. Dans les vieilles machines détraquées, dès qu'on touche à quelque rouage, on s'aperçoit que tout le fonctionnement est défectueux ; les lois ont corrompu les mœurs, et c'est par de nouvelles lois que se fera la réforme des mœurs. Regardez ce qui se passe en Italie : le système des lois mussoliniennes, d'ailleurs inachevé et incomplet, apparaît, à qui l'analyse en raison et en logique, sujet à de graves critiques ; mais il est nouveau, il a créé une mentalité rajeunie, il est né dans la confiance et l'enthousiasme, et ses défauts, à l'usage, s'atténuent jusqu'à disparaître.

L'heure est venue chez nous de réformes profondes et d'un esprit nouveau, les réformes créant l'esprit et l'esprit vivifiant les réformes. M. Sarraut a raison de dire que le remède à la situation actuelle ne saurait être trouvé uniquement dans « la restriction du train de vie de l'État ». L'État dépense trop, mais surtout il dépense mal. En dépenses productives, grands travaux, aménagement de la production, il lésine, et ses économies paralysent la circulation des capitaux qui seule est productrice de rentrées substantielles pour le fisc. Au Congrès de Vichy, les radicaux-socialistes ont hué l'un des leurs qui présentait une motion pour que soit bientôt entrepris le Transafricain. C'est pourtant M. André Hesse qui avait raison. Il semble que le nouveau pré-

sident du Conseil ait une conception dynamique de la méthode qui conviendrait. Il se propose de stimuler l'activité économique du pays et de ses colonies : « La France doit mettre en œuvre, fortement et méthodiquement, toutes les ressources et les richesses dont dispose une nation de cent millions d'habitants. » Félicitons M. Sarraut d'avoir osé employer ce chiffre que le général Mangin a le premier popularisé. « Le fait budgétaire, dit-il encore, n'est qu'un aspect d'une situation d'ensemble que commande le fait économique. » Certes. Mais il faut que « le fait budgétaire » n'écrase pas le fait économique.

Hélas ! l'enfer parlementaire est pavé d'excellentes déclarations ministérielles. Pour réaliser une petite partie des promesses qu'elles contiennent, il faudrait au moins que les ministres fussent assurés de quelques mois d'existence et d'un peu de tranquillité. M. Sarraut a obtenu une belle majorité : 306 voix contre 34, les autres députés s'étant abstenus. De la majorité, les socialistes se sont exclus eux-mêmes, aussi bien ceux qui se qualifient de néo-socialistes et qui sont en train de fonder un groupe nouveau, que les marxistes de stricte observance qui obéissent à M. Léon Blum. Au contraire, la majorité s'étend assez largement vers le centre, englobant toute la gauche radicale, la plupart des républicains de gauche et des groupes voisins.

M. Compère-Morel, socialiste, constate : « C'est la deuxième fois que les gauches démontrent, — et avec quel éclat ! — que si elles peuvent s'unir sur le plan électoral pour combattre et vaincre la réaction, elles sont incapables, au Parlement, de s'entendre pour légiférer et gouverner. Et le pays va commencer à se demander s'il ne commet pas la plus dangereuse erreur en confiant ses destinées à des partis dont l'impuissance politique est congénitale. » Si M. Sarraut cherche à apaiser par des concessions de détail et des capitulations partielles la colère des socialistes, l'existence de son ministère sera brève. Mais retrouvera-t-il au centre les éléments de majorité qu'il perd à gauche ? Les modérés ne seraient-ils pas trop naïfs s'ils prêtaient à des mesures qui seront forcément impopulaires un appui que socialistes et radicaux s'accorderaient, aux prochaines élections, pour leur reprocher. Ainsi, il faut toujours en revenir au même point : c'est la politique électorale qui fausse la vie parlementaire, qui empêche le rétablissement de l'équilibre économique et budgétaire et même prépare, sur le terrain international, les plus dangereuses abdications.

L'ANGLETERRE ET LA PAIX

Un bon journaliste, dit-on, fait toujours le même article, ce qui signifie qu'il faut taper bien des fois sur le même clou avant de réussir à le faire entrer. L'art consiste à varier la manière de présenter les arguments et de les faire valoir. Il convient donc plus que jamais, en face de la révolution hitlérienne qui coordonne sous un pouvoir fort toutes les forces ascensionnelles de l'Allemagne et les fait converger vers la conquête de la puissance, de répéter, jusqu'à ce qu'elle soit entendue même des pires sourds, ceux qui ne veulent pas écouter, cette vérité : la paix de l'Europe dépend d'une entente étroite et publiquement affirmée entre l'Angleterre et la France.

Pour tout homme doué de bon sens et muni de quelque expérience politique, il n'existe, à ce sujet, aucun doute. Jusqu'ici, cependant, il n'était même pas possible, au delà de la Manche, de discuter la question ; l'isolement était un dogme traditionnel. Mais l'opinion a été profondément troublée par la révolution hitlérienne, par des attentats inouïs à cette liberté individuelle si chère à juste titre au citoyen britannique, et enfin par la sécession de l'Allemagne de la Société des nations. On discute maintenant avec passion la question qu'il n'était même pas possible d'aborder il y a quelques mois. C'est un progrès. Les quelques hommes courageux qui ont osé affirmer publiquement ce qui crève les yeux ne sont plus isolés ; on les critique, mais ils gagnent du terrain.

L'arrestation, à Munich, d'un journaliste anglais, M. Panter, correspondant du *Daily Telegraph*, accusé de trahison et d'espionnage parce qu'il avait écrit à son journal ce que tout le monde peut voir, que les troupes hitlériennes soi-disant désarmées défilent par milliers avec leurs fusils et baïonnette au canon, a fait, à ce point de vue, une bonne propagande dont sa tardive libération, suivie d'expulsion, n'a pas atténué l'effet. L'Allemagne se charge, à point nommé, de prouver qu'elle constitue, pour l'Europe et pour la paix, un danger permanent et que les ferments belliqueux y sont plus virulents que jamais. Comme le dit joliment notre confrère W. Morton Fullerton, dans *Figaro*, faudra-t-il toujours « mettre notre seul espoir d'éviter la guerre dans la capacité chronique des Allemands de gaffer » ?

La campagne du *Daily Mail* est un heureux symptôme d'une

évolution de l'opinion. Un récent éditorial de ce grand journal était intitulé : Il ne faut pas que la France désarme. L'article du 31 octobre va plus loin ; il propose de substituer aux accords de Locarno un traité d'alliance défensive avec la France. L'Allemagne, est-il dit, possède déjà de puissants avions de commerce qui peuvent être transformés très vite en formidables appareils de bombardement ; la mer ne garantirait pas l'Angleterre de leurs attaques. « Ce dont nous avons besoin, c'est d'une alliance défensive avec la France. Avec pareille solution, il n'y aurait plus de doutes, plus d'incertitudes. Car, n'oublions pas que c'est le doute sur l'attitude de l'Angleterre, en juillet et en août 1914, qui, de l'avis unanime des hommes d'État européens, déclencha la catastrophe. Une alliance défensive entre la Grande-Bretagne et la France découragerait ceux des partisans de M. Hitler qui pourraient rêver de guerre. En assurant la sécurité, elle contribuerait à ce redressement économique dont dépend l'avenir de l'Europe. En concluant une alliance défensive avec la France, on servirait la cause de la paix plus efficacement qu'en trois mois de conversations à la Conférence du désarmement. »

C'est la vérité même. Les économistes s'épuisent à chercher les raisons de la crise et les remèdes à y apporter. Que n'essaye-t-on de celui-là ? L'insécurité est la plus puissante raison de sous-consommation ; les capitaux restent à l'abri, comme les bateaux au port, lorsque menace la tempête ; on s'abstient des longs espoirs et des vastes pensées, et c'est le marasme général. Comment les Anglais, qui souffrent tant du chômage, se refusent-ils à voir ce qui frappe tous les yeux ? Car, il ne faut pas nous le dissimuler, si les articles du *Daily Mail* peuvent être notés comme un signe avant-coureur, la masse des Anglais n'est pas encore convertie. A lord Rothermere s'oppose lord Beaverbrook qui a entrepris, dans son *Daily Express* et par des conférences, une campagne contre les accords de Locarno : l'Angleterre, selon lui, doit se délier des obligations qu'elle a contractées par le traité de Locarno : qu'elle reprenne sa liberté complète et revienne au « splendide isolement » de la grande époque victorienne. Il se trouve encore des Anglais pour rejeter sur l'intransigeance de la France le coup d'éclat de M. Hitler et l'échec de la Conférence du désarmement ; il en est qui s'imaginent qu'avec quelques concessions encore on aurait apaisé l'appétit du nationalisme germanique et qui reprochent à M. Baldwin d'avoir coupé les ponts par son

discours de Birmingham. On s'étonne de voir un homme d'État aussi éclairé que M. Amery, l'un des chefs du parti conservateur, dans une lettre que le *Times* a publiée, prendre parti pour l'isolement et contester qu'une telle politique puisse être un danger pour la paix. L'Angleterre devrait, selon lui, se borner « à une participation constructive à la consolidation de la paix ». Que deviendront les constructions de M. Amery en face des destructions que l'Allemagne, derrière son Fuhrer, exige avec frénésie?

Le *Times*, qui reflète l'opinion de M. Ramsay MacDonald, préconise une ligne médiane : pas d'isolement, fidélité aux obligations contractées, mais pas d'engagements nouveaux. L'alliance avec la France serait rejetée par toute l'opinion britannique. Ces polémiques semblent un écho des dissentiments qui se font jour dans le ministère national, entre le leader conservateur, M. Baldwin, et le Premier ministre. Contre une alliance avec la France un seul argument, toujours le même : le système des alliances perpétuerait en Europe des antagonismes menaçants ; « tôt ou tard, selon lord Cecil, les deux groupes en présence recourraient à la force ». C'est, historiquement, le contraire de la vérité. S'il avait existé, en 1914, une alliance franco-anglaise déclarée, la guerre n'aurait pas éclaté. La guerre n'éclate pas, entre deux groupes d'alliances, quand le plus pacifique, celui qui n'a rien à gagner et tout à perdre à la guerre, est en même temps le plus fort. Il n'existe, en Europe, qu'un danger de guerre, c'est la réalisation du programme du national-socialisme allemand. On se demande ce qu'il faudra pour en convaincre l'Angleterre.

L'opinion britannique, déconcertée par l'échec de la Conférence du désarmement en qui elle avait mis des espoirs exagérés, flotte désemparée et semble retourner du côté des travaillistes. Une récente élection partielle à Fulham, dans la banlieue de Londres, où le candidat conservateur a été battu avec 5 000 voix de minorité alors qu'aux élections générales de 1931 il l'avait emporté par 14 000 voix, pouvait passer pour un accident ; mais les élections municipales qui ont eu lieu le 1^{er} novembre dans plus de trois cents villes et bourgs ont montré un indiscutable recul des conservateurs qui ont perdu plus de 100 sièges, tandis que les travaillistes en gagnaient 167. Après le triomphe conservateur de 1931, l'oscillation traditionnelle du pendule électoral ramène les citoyens britanniques vers la gauche. L'action du gouvernement, dans la crise si grave que tra-

verse l'Europe, va s'en trouver gênée ; le néfaste humanitarisme de M. MacDonald porte ses fruits vénéneux, et c'est un danger pour la France, pour la paix et pour l'Angleterre elle-même.

LE PLÉBISCITE DU 12 NOVEMBRE

Le système de votation imaginé par le chancelier Hitler écarte, certes, les inconvénients graves que comporte le mode électoral qui reste en vigueur parmi les Puissances occidentales ; seulement, il n'est plus qu'une fantasmagorie, un trompe-l'œil. L'apparence est une démocratie directe où le Chef s'adresse directement au peuple et dialogue avec lui. La dictature national-socialiste vise par là un double résultat : d'abord, renforcer son autorité dans les démêlés internationaux ; ensuite, associer la masse, ou du moins lui donner l'impression qu'elle est associée à la politique voulue par la dure oligarchie qui la brime et la mène. Il s'agit à la fois d'un stimulant et d'un narcotique.

Lorsque paraîtront ces lignes, le plébiscite sera un fait accompli. Les résultats n'en sont pas douteux. M. Hitler entend faire plébisciter, après le coup d'éclat de Genève et la sortie de l'Allemagne de la Société des nations, sa politique et ses revendications. Pratiquement, il ne peut pas y avoir d'opposition, ni même d'abstentions. On sait que l'opération est double. C'est, d'une part, un plébiscite. Deux bulletins sont remis à chacun des 45 millions d'électeurs et d'électrices. Sur le premier est imprimée la question suivante : « Le peuple allemand approuve-t-il la politique du gouvernement du Reich et est-il prêt à déclarer qu'elle est l'expression de sa propre manière de voir et de sa propre volonté et à proclamer solennellement son adhésion à cette politique ? » Sous ce texte sont tracés deux carrés ; dans l'un est écrit le mot « oui », dans l'autre le mot « non ». L'électeur fait une croix sous l'une ou l'autre des deux mentions, sans avoir le droit d'ajouter quoi que ce soit.

Le second bulletin est une liste électorale, celle du parti national-socialiste ; les partis politiques ayant été dissous et interdits, il ne saurait exister de liste adverse ; en regard du nom du parti national-socialiste allemand est figuré un cercle dans lequel l'électeur doit inscrire une croix. Il ne peut ni modifier la liste, ni y ajouter ou retrancher un nom. S'il ne trace pas la croix, il s'abstient de voter et devient suspect à la police nazi qui trouvera bien

moyen de lui faire payer son manque d'enthousiasme pour le Fuhrer. Les noms portés sur les listes électorales sont ceux des principales personnalités nazis et de quelques personnages agréés par le parti, adversaires vaincus et annexés : MM. von Papen, Hugenberg, Seldte, ancien chef du Casque d'acier, figurent sur la liste et seront plébiscités en même temps que MM. Hitler, Frick, Goering, Goebbels, et tout l'état-major des Chemises brunes. Après les élections du 5 mars, le parti nazi, avec l'investiture du président Hindenburg, s'est emparé du pouvoir et a dissous les autres groupes ; mais il n'avait obtenu que 44 pour 100 des suffrages et il n'arrivait à la majorité qu'avec l'appoint des voix du parti Hugenberg. Cette fois, Hitler pourra crier très haut qu'il a derrière lui tout le peuple allemand.

Quel usage le Fuhrer compte-t-il faire de l'autorité renforcée que va lui apporter le plébiscite ? Il cherchera d'abord à faire oublier au peuple allemand les souffrances du chômage et du marasme industriel. Ensuite, il présentera, avec un aplomb renforcé, les revendications du Reich. C'est ici qu'apparaît le danger. Une propagande active, à qui tous les moyens sont bons, entretient le peuple allemand dans un état de fièvre et d'exaltation patriotique. Le moindre incident peut engendrer les plus graves conséquences. On a persuadé au peuple allemand que ni lui, ni le gouvernement de Guillaume II, n'ont aucune responsabilité dans la guerre. Le prince Auguste-Guillaume le proclame chaque soir de réunion en réunion. Il ajoute que l'armée allemande n'a jamais été vaincue. La nation allemande est donc la victime innocente d'un inique traité de paix. Ses revendications, ses protestations, après le scrutin du 12 novembre, vont prendre une force et une énergie nouvelles. Elle est en proie à une crise durable d'exaltation patriotique que rien n'apaisera si ce n'est la certitude que, si elle en venait à des actes violents, elle trouverait l'Europe entière dressée contre elle.

RENÉ PINON.

e
s
s
r
s
c
r
f
c
a
e
e
l
-
e
t
t
s
e
-
e
-
a
e
e
e
a
.